LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

1er FÉVRIER 1950

LA BATAILLE DES NATIONS (Août-Novembre 1813). — I. *DRESDE*	LOUIS MADELIN *de l'Académie française*	385
UN PRÉCIEUX DOCUMENT	GABRIEL LOUIS JARAY	414
DIALOGUE	CECIL RHODES GABRIEL HANOTAUX	417
LETTRES DE SALSETTE. — II	JULES ROMAINS *de l'Académie française*	423
L'UNION FRANÇAISE DEVANT L'O. N. U.	P.-O. LAPIE	443
CINQ FILLES ET UN FUSIL. — *Quatrième partie*	JEAN ORIEUX	457
ALBERT BESNARD	ANDRÉ SIEGFRIED *de l'Académie française*	489
DU NOUVEAU SUR LOUIS XVII. — I.	LOUIS HASTIER	495
SUR LE CHEMIN DE LA DISSIDENCE	ROBERT ARON	513
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *UNAMUNO ET LE QUICHOTTISME*	MARCEL BRION	529
A LAUSANNE. — *LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA CULTURE*	ROBERT DE TRAZ	538
REVUE SCIENTIFIQUE. — *NOUVEAUX BIENFAITS DE LA CHIMIE*	RENÉ SUDRE	543
REVUE DRAMATIQUE. — *L'HOMME DE CENDRES. — LES JUSTES*	R. BOURGET-PAILLERON	550
LES DISQUES. — *PANORAMA D'UN SEMESTRE*	JEAN HAMON	557

A TRAVERS LA PRESSE. — PROPOS DE LA QUINZAINE. — LES LIVRES.

LE NUMÉRO : 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE
LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES
DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500 fr.**
— — — un an (24 numéros)... **3.000 fr.**
Étranger, six mois (12 numéros)..... **2.300** fr. français.
Étranger, un an (24 numéros)..... **4.500** fr. français.

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue.**

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

La reproduction et la traduction des œuvres publiées dans **La Revue** *sont interdites dans tous les pays.*

LES LIVRES

ALMANACH DES SCIENCES 1950 ; 1 vol. in-8°. Editions de Flore, la Gazette des Lettres.

L'Almanach des Sciences, dirigé par M. René Sudre, vient de faire paraître son volume pour 1950. Cet Almanach renferme tous les renseignements d'ordre matériel que l'on cherche dans un annuaire et qui peuvent être utiles aux savants, professeurs de sciences, etc... ; mais il contient aussi des articles qui exposent le « mouvement » de chacune des sciences durant l'année écoulée, passent en revue les résultats acquis, donnent une bibliographie des ouvrages parus. Notre collaborateur, le professeur Léon Binet, de l'Académie des Sciences, doyen de la Faculté de Médecine, s'est chargé de la physiologie et de la biologie générale. D'autre part, l'Almanach publie des études sur les questions scientifiques à l'ordre du jour. C'est ainsi que le volume s'ouvre par un article du prince Louis de Broglie, de l'Académie française et de l'Académie des Sciences : **Vers l'explication des spectres de l'atome.** Signalons encore : **Les Illusions de la navigation astronautique**, par Ernest Esclangon, de l'Académie des Sciences ; **La Survie expérimentale par cœur et poumons artificiels**, par André Thomas ; **Les Bienfaits de la science des poisons**, par René Fabre, de l'Académie de Médecine, Doyen de la Faculté de Pharmacie ; **Les Possibilités de la vie sur la planète Mars**, par Paul Becquerel ; **Le Renouvellement de la biologie**, par René Sudre. Ce livre, auquel ont collaboré trente membres de l'Institut, professeurs de l'enseignement supérieur, savants de toute origine, est indispensable à qui veut suivre les progrès des diverses sciences.

LA BATAILLE DES NATIONS

AOUT-NOVEMBRE 1813

I

DRESDE

LA SITUATION AU 11 AOUT 1813

NAPOLÉON était entré en Allemagne le 26 avril 1813 et en moins d'un mois, en deux rencontres, à Lutzen, puis à Bautzen, il avait déconfit les armées russo-prussiennes de telle façon que, battant en retraite après cette seconde défaite, les Alliés en étaient à ne plus envisager de terme à cette retraite.

Cette double victoire, due au génie toujours vigoureux de l'Empereur, autant qu'à la vaillance de ses nouvelles armées, n'avait pas seulement pour conséquence l'abandon, par les forces ennemies, de la plus grande partie de l'Allemagne, naguère envahie ; à la veille de Lutzen, à la veille de Bautzen encore, l'Autriche était près de se joindre à la coalition ; devant la rentrée en jeu foudroyante de Napoléon, Metternich, certes, ne renonçait pas à préparer sa chute, mais il était contraint de retarder l'intervention armée de son pays, exposé, si les Russes et les Prussiens étaient refoulés au delà, non seulement de l'Oder, mais de la Vistule, à payer cher une trahison que l'Empereur déjà ne lui pardonnait pas.

C'est alors que pour gagner du temps, sauver ses futurs alliés et leur donner le loisir de se refaire, Metternich s'était entremis, sollicitant de Napoléon, au nom de la coalition, un armistice dont celle-ci avait dix fois plus besoin que les armées françaises. L'Empereur, pressé et presqu'assailli par les instances de son entourage — de Caulaincourt et de Berthier notamment — avait

presque à son corps défendant signé, le 4 juin à Pleiswitz, ce fatal armistice qui devait expirer le 20 juillet et, en fait, avait été par la suite prolongé jusqu'au 15 août. Il avait été convenu qu'un « congrès » se réunirait à Prague sous la direction de Metternich, où les représentants de l'Empereur traiteraient de la paix avec ceux de la coalition ; en fait c'était un leurre ; on n'admit les plénipotentiaires français à négocier avec les Alliés que par le canal de Metternich qui, secrètement, poussait ceux-ci à aggraver leurs exigences à mesure que l'Empereur paraissait disposé à les satisfaire. Napoléon avait consenti à *un débat* ; il se refusait à se soumettre à des *ultimatums* signifiés sans discussion à ses représentants. Il ne mit donc aucun empressement à entrer dans l'engrenage où on l'engageait. Metternich et les Alliés prenaient prétexte de ses atermoiements pour clore brusquement, le 10 août à minuit, le pseudo « congrès ». Le lendemain 11 août, l'Autriche se liait aux puissances alliées et déclarait la guerre à la France. On devait appeler les journées de Leipzig *la bataille des Nations*. A vrai dire la bataille des Nations s'ouvrait en ces jours d'août et ne devait se clore, provisoirement, que quatre mois après devant le Rhin.

LES PRÉLIMINAIRES DE LA BATAILLE DE DRESDE

L'adhésion de l'Autriche à la Coalition semblait suffisante pour assurer à celle-ci la victoire des armes. Ce qui était encore, la veille du 10 août, probabilité, devenait certitude ; Napoléon allait se trouver en face de près d'un million d'hommes alors qu'il ne pouvait, au plus, en opposer qu'un demi-million, et, par surcroît, sa position même entre Oder et Elbe semblait, maintenant à tout homme sensé, devoir — plus encore que l'infériorité de ses forces — l'exposer, non seulement à la défaite, mais à l'écrasement.

Trois armées considérables allaient en effet, d'un mouvement concentrique, converger sur cette ligne de l'Elbe que l'Empereur tenait pour inexpugnable.

L'*armée de Bohême* se constituait, dès les premiers jours qui suivaient la déclaration de guerre de l'Autriche. Aux 120.000 soldats rassemblés par Schwarzenberg venaient, de Silésie, se joindre en effet les 70.000 Russes de Barclay de Tolly, et les 60.000 Prussiens de Kleist ; en tout, une force de 250.000 hommes qui, groupés au pied des monts de Bohême, étaient destinés à

tourner la ligne de l'Elbe par les passages de la partie occidentale de la chaîne, les *Erzgebirge*, en direction de Leipzig, donc sur les derrières mêmes de Napoléon. Ce pendant, l'*armée de Silésie*, restée au commandement de Blücher, après avoir refoulé les corps français laissés entre l'Oder et l'Elbe, viendrait attaquer de front la ligne déjà tournée. Le vieux chef prussien avait sous ses ordres trois corps russes, les corps Sacken, Langeron et Saint-Priest (le sort mettait sous les ordres de cet enragé ennemi de la France, deux hauts émigrés français) — en tout 58.000 Russes — et le corps d'York, fort de 38.000 hommes. Blücher disposait donc de près de 100.000 hommes et l'on pouvait compter sur le terrible général *Vorwaertz*, encore excité par son remarquable chef d'état-major Gneisenau, pour faire de ces soldats fanatisés, une irrésistible troupe d'attaque. Comme on se méfiait de l'impétuosité du redoutable vieillard, il avait reçu pour consigne de borner, d'abord, son rôle à ramener sur la Sprée les lieutenants de Napoléon, mais en s'abstenant d'affronter celui-ci avant que la manœuvre par les ailes n'eût donné ses premiers résultats.

Manœuvre par les *deux ailes* en effet, car, tandis que *l'armée de Bohême*, portée sur Leipzig, tournerait l'aile droite française, une troisième armée, *l'armée du Nord*, se dirigeant de Berlin sur Magdebourg, y forcerait le passage de l'Elbe, et viendrait derrière la gauche française, donner la main à Schwarzenberg. Cette armée du Nord était forte de 150.000 hommes, et des plus composites : 25.000 Suédois et Allemands du Nord sous Stedingk, 18.000 Russes sous Woronzof, 10.000 Cosaques et autres cavaliers sous Wintzingerode, 40.000 Prussiens sous Bulow, 30.000 autres sous Tauenzien, enfin, sous Walmoden, un corps de Hanovriens, d'Anglais et d'insurgés allemands. A la vérité une partie de cette armée devait-elle être employée à bloquer les places tenues en avant de l'Elbe par les Français, et une autre à enlever Hambourg ; mais le gros, environ 100.000 hommes, devait être l'instrument de la manœuvre d'encerclement. Le commandement avait été confié au Prince royal de Suède, à Bernadotte. Celui-ci, jetant feu et flamme, disait à tous qu'il aspirait, non seulement à battre Napoléon, mais « à le prendre » et « à le tuer ».

Ces trois armées — près de 500.000 hommes, pourvus de 1.500 bouches à feu — seraient constamment alimentées par une forte réserve de 150.000 hommes placés à l'Est de l'Oder, tandis qu'un corps autrichien de 25.000 resterait en observation aux

frontières de l'Autriche et de la Bavière, prêt à entraîner l'armée bavaroise vers le Rhin, du jour où on aurait détaché de Napoléon le roi Maximilien.

Il semblait que rien ne pouvait résister à de pareilles forces et que Napoléon, pris dans un étau, allait, dès les derniers jours d'août, sombrer dans un désastre sans précédent.

***

Lui cependant paraissait parfaitement à l'aise. Il retrouvait, dans de telles conjonctures, toute la force de son génie et je dirai toute sa *jeunesse*, celle du vainqueur de Rivoli. Il avait fortifié la ligne de l'Elbe et ne semblait craindre, au Nord de Dresde, aucune surprise : comme l'armée à surveiller était, avant tout, celle de Bohême, il maintenait à Dresde son Quartier Général et le centre de ses opérations, prêt, le jour où Schwarzenberg se serait aventuré vers Leipzig, à lui fermer, par une manœuvre hardie, les monts de Bohême mêmes, à l'enfermer en Allemagne et à l'anéantir, sans trop se préoccuper ni de Blücher ni de Bernadotte dont le tour viendrait ensuite. Il était tranquille, plein de sérénité, presque joyeux ; il écrivait à Paris avec une grande liberté d'esprit : à Mme de Montesquiou qui lui avait transmis « des vers écrits par le roi de Rome » (alors âgé de deux ans et demi !) il répondait : « Je trouve que le Roi fait fort bien les vers et surtout exprime des sentiments qui sont vrais » ! Le grand conducteur d'hommes trouvait le temps pour les attendrissements — naïfs — d'un père faible. C'est avec le même souci d'être tout à tout que le 12 août, il avait, lui-même, réglé, nom par nom, les gratifications à accorder aux artistes de la Comédie-Française quittant Dresde.

Il avait installé Gouvion Saint-Cyr à sa droite, le long des monts de Bohême, à Kœnigstein, sur la rive gauche de l'Elbe, tandis que, sur la rive droite, Vandamme, avec 30.000 hommes collaborait à la surveillance des défilés bohémiens. Y collaboraient aussi Poniatowski et Victor, placés en face du défilé de Zittau. Ainsi, même au cas où l'armée de Bohême parviendrait à forcer les défilés de l'Ouest, celle-ci aurait-elle sur son flanc une force de plus de 100.000 hommes prêts à tomber sur elle, le jour où Napoléon l'attaquerait de front.

A l'Est de l'Elbe, les corps laissés sur la ligne tracée par l'armistice étaient ceux de Macdonald, de Lauriston et de Ney, qui,

opposant 100.000 hommes aux 100.000 de Blücher, paraissaient à Napoléon largement suffisants pour contenir le Prussien jusqu'à ce que la manœuvre conçue contre l'armée de Bohême eût atteint ses fins. En face des lignes de la Kaltzbach et de la Bober, à Bautzen, la Garde impériale, forte de 48.000 hommes, et 3 corps de cavalerie de 24.000 chevaux, sous La Tour-Maubourg, Sébastiani et Kellermann, étaient disponibles pour toutes les éventualités. « Jamais, dans toute sa carrière, écrira Jomini, plan n'avait été plus habilement préparé. »

A sa gauche enfin, Napoléon comptait, pour arrêter et, au besoin, refouler Bernadotte jusqu'à Berlin, sur les corps Oudinot, Bertrand et Reynier ; ils se lieraient à Davout qui, de Hambourg, viendrait, à un moment donné, en vue d'une grande offensive, prendre la tête de toute cette aile gauche. Il fallait d'ailleurs que, dès le début, la bataille se fît offensive. L'entrée de Davout à Berlin produirait un effet moral tel que Napoléon y sacrifiait un peu trop la solidité de sa ligne générale de bataille. Celle-ci s'allongerait en effet jusqu'à Berlin et au delà ; il lui fallait vraiment une entière confiance dans ses lieutenants pour être certain de ne connaître, sur un front aussi étendu, aucun accroc fatal.

UNE MANŒUVRE QUI AVORTE

Le 15, profitant du dernier jour de l'armistice, l'Empereur entendit se rendre compte de la situation de l'armée Schwarzenberg qui, plus que les deux autres, sollicitait son attention, et, avec cette incroyable audace personnelle qui si souvent, le faisait payer de sa personne, il franchit les monts avec une forte escorte, pénétra en Bohême où Gouvion Saint-Cyr lui conseillait d'ailleurs de faire incontinent irruption. Il n'était pas fâché d'abuser l'ennemi en se montrant lui-même sur le territoire autrichien, ce qui, par surcroît, prouverait sa parfaite aisance. Il constata que, du côté autrichien, aucun mouvement ne se dessinait, et il en venait à l'idée, puisqu'on semblait lui en donner le loisir, d'exécuter Blücher avant Schwarzenberg. Tandis que celui-ci passerait les monts avec sa lourde armée, lui se jetterait sur l'armée de Silésie et l'écraserait, puis, se retournerait contre l'armée de Bohême, hasardée en Saxe, et la détruirait à son tour. Pour canaliser simplement l'invasion autrichienne, il donna comme consigne à Vandamme et à Poniatowski d'interdire les passages situés à l'Est

de l'Elbe, de Zittau à Schandau, de façon à n'être pas lui-même dérangé, dans son attaque contre Blücher, par un corps autrichien débouchant sur son flanc droit ; alors il se porta à Görlitz d'où il dirigerait la première bataille entre Elbe et Oder.

Comme il s'y préparait, il apprit que, violant l'armistice, Blücher avait, *dès le* 16, déclenché une offensive brusquée qui avait eu pour conséquence de jeter quelque désordre dans la ligne de bataille. Les quatre corps de Ney, surpris par cette irruption imprévue, avaient dû lâcher la ligne de la Kaltzbach et se replier — en bon ordre d'ailleurs — sur la Bober. Ils s'y étaient réunis à Marmont. Napoléon accourut de Görlitz à Löwenberg, prit en main les forces qu'il trouvait sur la Bober, — soldats « animés soudain par sa présence », écrit un jeune officier, — marcha sur Blücher, le rejeta au delà de la Kaltzbach, le 22, et il s'apprêtait à l'y attaquer, quand il reçut la nouvelle que l'armée de Bohême, ayant franchi les monts à l'Ouest de l'Elbe, se montrait déjà en arrière de Dresde. Nous savons que, loin de le contrarier, l'événement, d'ailleurs prévu et presque désiré par lui, l'arrangeait. Tout au plus se fût-il accommodé que Schwarzenberg, arrêté un peu plus longtemps, n'eût paru en Saxe que trois ou quatre jours plus tard, ce qui eût permis d'infliger, tout d'abord, une « leçon » plus sévère à « ce fameux Blücher ».

Mais enfin celui-ci, ayant perdu 8.000 hommes à son offensive finalement malheureuse, et étant rejeté loin de sa ligne de départ, semblait, pour l'heure, peu disposé à recommencer l'aventure. On était, pour quelques jours, tranquille de ce côté.

L'Empereur arrêta alors la marche de son armée sur la Kalztbach pour se reporter sur l'Elbe, renvoyant à Dresde la Garde, la réserve de cavalerie et le corps Marmont. Macdonald lui semblait suffisant pour contenir Blücher affaibli. Il lui laissa, avec son corps, les troupes de Ney, emmenant avec lui le prince de la Moskowa qu'il voulait avoir sous la main pour une mission plus immédiatement active.

***

A Görlitz, où il arriva le 23, il apprit que l'armée de Bohême était maintenant tout entière en Saxe. Le premier dessein de l'état-major allié était, on se le rappelle, d'arriver à Leipzig, et c'était à quoi visait le maréchal autrichien ; Napoléon s'en fût accommodé ; plus l'armée de Bohême s'engagerait au Nord-

Ouest, et plus il avait de chances de la couper ensuite des Monts et de l'anéantir. Mais précisément le danger avait sauté aux yeux de gens plus clairvoyants — et c'étaient deux déserteurs de nos armées, Moreau et Jomini, maintenant installés près du Tsar et essayant de guider son génie militaire, fort médiocre.

Moreau venait en effet de franchir le dernier pas dans la voie si funeste où, depuis des mois et même des années, il s'était engagé. Revenu d'Amérique en Suède, il avait rejoint les armées alliées, assez incertain d'ailleurs sur le personnage qu'il jouerait.

Le Tsar l'avait reçu avec toutes les grâces dont ce dangereux Alexandre savait envelopper ses interlocuteurs. L'ayant salué comme le plus grand homme de guerre de son siècle et plaint comme la plus illustre victime de Bonaparte, il lui avait fait accepter le bâton de « feld-maréchal ». L'ex-soldat citoyen, l'ex-commandant de l'armée du Rhin, *feld-maréchal !* Mais la princesse Radziwill n'avait-elle pas, dès le 20 août, noté que Moreau, traversant Berlin, avait été « reçu avec acclamations *sans en rougir* » ; évidemment l'homme était, moralement, perdu. Ainsi se réalisait l'étonnante prophétie qu'avec une certaine tristesse Napoléon avait, seul, formulée en 1804.

Alexandre ne pouvait cependant l'imposer comme généralissime à la coalition ; et peut-être Moreau n'eût-il pas consenti à un aussi odieux honneur. Le Tsar se contenterait d'exploiter l'expérience de l'illustre soldat français pour éclairer la sienne, et, étayé des conseils d'un si grand homme de guerre, pourrait prendre lui-même la tête des troupes alliées qu'il n'avait pas laissées sans regret entre les mains des hommes qui les commandaient : « Vous serez mon conseiller, mon meilleur ami », avait-il dit à Moreau. Celui-ci accepta, prit rang dans l'état-major allié, mais il s'y sentait gêné ; il n'y coudoyait pas seulement des Prussiens haineux et des Russes jaloux ; il y rencontrait, parvenus aux hauts grades, les plus irréductibles de ces Français dont il avait jadis si cruellement flétri, comme un crime, la désertion au service de l'ennemi : des Saint-Priest, des Langeron, des Rochechouart, tous devenus généraux russes et qui, maintenant, pouvaient traiter le vainqueur de Hohenlinden tout simplement comme le dernier des émigrés. « On m'a fait donner dans un guêpier », écrivait-il amèrement à sa femme.

Mais cet homme qui se perdait, perdait, ce pendant, par ses conseils aux ennemis, ses anciens compatriotes. Il faisait, en

effet, profiter l'état-major allié de la connaissance qu'il avait de « Bonaparte » et de son génie : « S'attendre à une défaite partout où l'Empereur donnera en personne... Eviter autant qu'on le pourra d'en venir aux mains avec lui,... Attaquer et combattre ses lieutenants partout où on pourra les joindre. Enfin, les lieutenants battus et affaiblis, réunir aux forces existantes toutes celles qu'on pourra joindre, marcher sur lui, lui arracher la victoire, et ne pas lui donner de répit. » Tel fut le conseil formulé par Moreau ; ce conseil était celui que, déjà, avait donné Bernadotte, et c'était aussi celui d'un troisième déserteur, Jomini, qui, lui, du moins n'était pas Français, mais Suisse : théoricien de la guerre, employé de longues années par Napoléon et ayant pénétré ses pensées de chef d'armée, il venait, lui aussi, de passer à l'ennemi : blessé de certains manques d'égards essuyés à l'état-major français et tenté par l'appât de grands avantages que, depuis longtemps, le Tsar lui offrait, il avait, brusquement, passé d'un camp dans l'autre, apportant aux Alliés, avec sa connaissance de l'art militaire, l'expérience acquise près de Napoléon, et il donnait les mêmes conseils que les deux autres.

De Bernadotte, l'Empereur dira plus tard : « C'est lui qui a donné à nos ennemis *la clef de la tactique de nos armées*. C'est lui qui a montré le chemin du sol sacré. » Oui, c'étaient bien ces trois hommes qui donnaient aux alliés « la clef » et, en épargnant de terribles bévues à la présomption des ennemis de la France, ils allaient faire plus de mal à cette France que 100.000 hommes de plus mobilisés contre elle.

***

Le 22 août, Moreau, comme Jomini, mettait spécialement en garde les chefs de l'armée de Bohême contre un mouvement trop large sur Leipzig ; tous deux devinaient le péril où l'on se mettrait le jour où, éloignée de sa base de départ, cette armée de Bohême verrait l'Empereur se retourner contre elle et, enveloppant Schwarzenberg quand celui-ci comptait l'envelopper, lui faire connaître le sort d'un maréchal Mack à Ulm. Mieux valait rester lié aux monts et, au lieu de s'aventurer dans ce que Jomini appellera « l'inconcevable marche sur Leipzig », se jeter sur Dresde, l'enlever, d'un maître coup, aux Français, tandis qu'on supposait l'Empereur engagé avec Blücher, et ne continuer le mouvement

tournant qu'ainsi appuyé sur la ligne de l'Elbe ; Alexandre, plein d'une juste confiance en Moreau, fit prévaloir son avis. L'armée de Bohême avait donc débouché en masse, mais en direction de Dresde, par les défilés de l'Elbe et la route de Peterswald où elle était venue se heurter à Gouvion Saint-Cyr. Le maréchal, s'estimant trop faible, avait laissé à sa première division la garde de Kœnigstein et de Lelienstein, et s'était, sous la poussée trop forte de l'ennemi, replié sur Pirna, puis sur Dresde même, où il était venu grossir la garnison laissée par Napoléon, de ses trois divisions, soit en tout 31.000 à 32.000 hommes.

L'Empereur, informé de cette irruption, accourait, mais il n'accourait pas sur Dresde : la manœuvre qu'un mouvement des alliés sur Leipzig lui eût permis d'exécuter, il concevait qu'il la pouvait accomplir, même sur une moins large envergure. Que Dresde tînt bon quelques jours et tînt en respect le gros de l'armée de Bohême, cela permettrait encore à Napoléon de la tourner ; passant au Sud de la ville, il glisserait avec son armée le long des monts et, appuyé sur Kœnigstein et Lelienstein, s'emparerait des défilés, de façon à couper Schwarzenberg de ses communications ; remontant alors à l'Ouest de Dresde, il envelopperait l'armée hasardée, et, du coup, ferait prisonniers, avec l'état-major de cette armée, Alexandre et Frédéric-Guillaume qui marchaient avec Schwarzenberg. Il prescrivit à Gouvion de tenir à tout prix dans Dresde, et à Vandamme, à qui il envoyait des renforts (jusqu'à lui donner 40.000 hommes), d'amorcer le mouvement en passant avec eux sur la rive gauche de l'Elbe, d'aller s'établir sur la chaussée de Peterswald et d'occuper le camp de Pirna où l'Empereur le rejoindrait avec 40.000 hommes ; il se jetterait alors lui-même sur les derrières de l'ennemi, accroché par la résistance de Dresde et coupé de toute retraite. Ainsi prendrait-il Schwarzenberg entre ses 120.000 soldats du camp de Pirna et les défenseurs de la capitale saxonne. Il avait rarement bâti plan plus simple et, par là, plus heureux. — « La plus belle opération peut-être qu'il eût conçue », écrira encore Jomini. Les soldats, particulièrement animés contre les « traîtres » Autrichiens, criaient : « Ah ! ah ! nous allons avoir affaire à *papa beau-père !* »

Il faut se résigner à voir, durant toute cette campagne, les projets les plus géniaux du Maître échouer par l'incompréhension ou la faiblesse de ses lieutenants. Gouvion Saint-Cyr — si intelligent et ferme soldat qu'il fût — allait ouvrir la série de ces néfastes faux bonds.

La condition essentielle de la magnifique manœuvre conçue était que Dresde tînt bon, sans quoi cette manœuvre se tournerait contre Napoléon. Il attendait donc, pour la commencer, que le maréchal le rassurât absolument. Or, informé confidentiellement du plan arrêté et recevant l'ordre de tenir à tout prix, celui-ci répondit, sans aucun enthousiasme, qu'il ferait tout pour garder la place, mais ne pouvait promettre de résister longtemps à toute une armée. Napoléon expédia à Dresde son aide de camp, le général Gourgaud, qui se rendrait compte de la situation et de l'état des esprits. Gourgaud trouva ceux-ci en plein désarroi. Se voyant entourés, investis, menacés par une armée si considérable, chefs et soldats, sous l'influence d'une population affolée, montraient une inquiétude voisine de la panique : on allait se faire prendre, et Napoléon, après trois jours de manœuvre, trouverait Dresde occupé par Schwarzenberg, et le point d'appui de toute sa manœuvre ainsi effondré. L'aide de camp lui-même fut gagné par l'émoi général et fit part de ses craintes à l'Empereur.

En réalité, il semble bien que Gouvion péchait par manque de confiance en sa propre énergie et en ses talents militaires qui étaient fort grands ; avec les 32.000 hommes dont il disposait et installé dans une position excellente, il eût certainement, en résistant opiniâtrement, tenu les trois jours nécessaires pour que Napoléon pût tomber sur les derrières de Schwarzenberg et le prendre dans un étau. L'Empereur le *croyait*, mais, devant les nouvelles qu'il recevait de Dresde, il ne pouvait plus en être *assuré*. Avec la rapidité qu'il mettait toujours à se plier aux circonstances et à changer ses plans à la demande de l'événement, il renonça brusquement à la manœuvre qui, réussissant, eût peut-être d'un seul coup terminé la guerre à sa gloire. Il décida de se porter sur Dresde avec ses 100.000 hommes, en confiant simplement à Vandamme la mission d'occuper solidement Pirna avec ses 40.000 hommes, de façon à dominer la chaussée de Peterswald où l'Empereur se faisait fort de refouler, la bataille une fois gagnée à Dresde, l'armée de Bohême défaite.

Il dicta, dans la nuit du 25 au 26, ses ordres, et dirigea sur Dresde la Vieille Garde, les cavaliers de La Tour-Maubourg et quelques autres forces qui iraient, sans tarder d'une heure, prêter main-forte à Gouvion. La Jeune Garde, Marmont et Victor arriveraient, peu d'heures après, à la rescousse. Les instructions les plus précises étaient, d'autre part, adressées à Vandamme

pour que, traversant l'Elbe, il s'établît solidement dans le camp de Pirna, prêt à interdire, ou, tout au moins, à rendre désastreuse, la retraite — déjà prévue par Napoléon — de l'armée qu'il aurait battue. Le 26, dans la journée, lui-même apparut dans la capitale saxonne où il fut reçu en sauveur par les troupes et la population, soudain rassurées.

LA PREMIÈRE JOURNÉE DE DRESDE

Dresde, à cheval sur l'Elbe, est le centre d'un cirque de hauteurs qui ne sont que les derniers mouvements de la chaîne bohémienne : le cirque était déjà pour la moitié — sur la rive gauche — occupé par les Alliés qui, ainsi attaquant d'Ouest à Est, pouvaient, en cas de victoire, rejeter les Français sur la rive droite et leur couper toute retraite. L'armée française, face à l'Ouest, se rangeait en un demi-cercle dont les extrémités s'appuyaient, par sa gauche, sur le faubourg de Pirna, au Sud, par sa droite, sur celui de Friedrichstadt ; au Nord, la ligne était couverte des cinq redoutes où Gouvion avait installé ses troupes : une de ses divisions occupait le Grossgarten, vaste jardin public, qui, en avant du faubourg de Pirna, dessinait une forte saillie.

Les Russes de Wittgenstein et de Barclay comptaient attaquer la gauche française, entre l'Elbe et le Grossgarten, sur la barrière de Pirna ; les Prussiens de Kleist visaient le Grossgarten lui-même, au centre ; à la gauche de l'armée alliée, les Autrichiens, massés sur les collines du Nord-Ouest, menaçaient la droite française jusqu'au faubourg de Friedrichstadt.

Il fallait, avant tout, briser l'assaut qui se préparait, en fortifiant encore la ligne de défense. Napoléon donna des ordres en conséquence, remettant après l'assaut brisé la contre-offensive qui refoulerait l'ennemi. Celui-ci lui donnait, heureusement, le temps de tout organiser. On avait vite appris, à l'état-major allié, l'arrivée de Napoléon, ce qui, déjà, troublait les esprits, et l'on hésitait maintenant à attaquer : Moreau et Jomini — constants en leur idée que l'on devait se garder d'affronter l'Empereur en personne — déconseillaient maintenant l'attaque projetée que, cependant, réclamaient violemment les chefs prussiens. Schwarzenberg, porté par son tempérament à la prudence, céda facilement aux conseils temporisateurs et, les ordres étant déjà donnés pour

l'attaque, contremanda celle-ci ; mais il était trop tard : au moment où le contre-ordre était lancé (3 heures), les troupes alliées qu'il n'avait pas pu atteindre, partaient, de toutes parts, à l'assaut.

***

Les Russes assaillaient le faubourg de Pirna ; ils parvinrent à s'insinuer entre l'Elbe et le Grossgarten que, ce pendant, les Prussiens emportaient, tandis que les Autrichiens, attaquant sur le centre et la droite français, s'emparaient d'une des redoutes. Déjà se croyaient-ils vainqueurs ; un de nos prisonniers rapporte que les cris qui dominaient étaient : « *A Paris ! A Paris !* » Ils n'étaient pas encore à Paris, et, ces jours-là, n'entreraient même pas à Dresde ; car la Vieille Garde, intervenant, arrêta les progrès de l'ennemi le temps nécessaire pour que la Jeune Garde, entrée en hâte dans la ville, vînt prendre sa place en arrière. « On se *précipita* sur la redoute », écrit un des soldats de cette Jeune Garde. Napoléon était lui-même sur le front de bataille, disposant ses divisions, parfois les conduisant.

Murat, arrivé de la veille, avait été incontinent investi par l'Empereur du commandement de toute la cavalerie ; Napoléon l'appela aussitôt à dégager les positions conquises par l'ennemi : une charge violente sur les Autrichiens à la droite française y suffit. Ils étaient, en effet, bientôt refoulés dans la plaine de Friedrichstadt et tout le front allié s'en trouvait ébranlé, un mouvement en avant des troupes françaises achevait de lui faire perdre pied ; Russes et Prussiens étaient rejetés des points qu'ils venaient de conquérir. Quant à Murat, déployant ses 12.000 cavaliers sur le plateau de Friedrichstadt, il en balayait les Autrichiens qu'il venait d'y refouler, et les reconduisait déjà jusqu'au pied des hauteurs. La bataille changeait donc complètement de face : elle n'était plus dans les faubourgs de Dresde, maintenant libérés, mais en avant de la ville. L'ennemi, à son attaque finalement malheureuse, avait déjà perdu 6.000 hommes, alors que les Français n'enregistraient que 2.000 pertes. Napoléon reprenait l'initiative des opérations ; Moreau avait vu juste en déconseillant l'offensive aux alliés, et l'état-major de Schwarzenberg parlait déjà de rompre, dans la mesure où on le pourrait, la bataille, et de battre en retraite.

***

Seulement Schwarzenberg n'était plus maître de la décision : Napoléon, rentré à Dresde, méditait d'attaquer, à son tour, le lendemain dès l'aube, cette armée ébranlée par un aussi coûteux échec. Il avait, à son ordinaire, déjà déterminé l'*événement* qui la romprait : d'un clocher de la ville, il avait étudié la position des armées ennemies et remarqué, dans le demi-cercle des hauteurs, une gorge assez profonde, le ravin de Plauen que, sur le flanc droit des Autrichiens, creusait un petit cours d'eau, la Weissenitz. Si, attaqués vigoureusement sur les hauteurs, ceux-ci pouvaient être rabattus sur cette gorge, ils viendraient s'y abîmer et, découvrant leurs alliés, les exposeraient à être attaqués de flanc. Tout le corps Victor fut dirigé sur la gauche alliée — en l'espèce les soldats d'Autriche ainsi condamnés — pour appuyer la cavalerie de Murat. Les Autrichiens jetés dans « la gorge », Napoléon pousserait alors Ney avec la Jeune Garde sur la droite des Alliés, la refoulerait à son tour, lui couperait la chaussée de Freiberg, seule voie ouverte à la retraite en dehors de la fameuse chaussée Peterswald, et l'acculerait à ne prendre que cette dernière voie — où, on se le rappelle, Vandamme avait mission de lui barrer le chemin.

Le soir du 26, Napoléon donna ses ordres : Victor et Murat étant chargés de précipiter les Autrichiens dans le ravin de Plauen par une attaque de revers, le corps Marmont et la Vieille Garde pousseraient contre les Prussiens, au centre, tandis que Gouvion ferait face aux Russes, à la gauche française, et les ébranlerait ; la Jeune Garde, sous Ney, viendrait achever la déroute. 100 bouches à feu, groupées à notre centre, avaient mission de les foudroyer. Napoléon n'avait que 120.000 hommes contre les 180.000 Alliés (ceux-ci ayant détaché 20.000 hommes du prince Eugène de Wurtemberg pour surveiller Vandamme à Pirna), mais il était sûr de vaincre et dîna gaiement avec le roi de Saxe et les maréchaux, tout à fait regaillardis par sa belle humeur.

Les Alliés, encore que décontenancés par leur échec de la journée, n'étaient cependant pas inquiets ; jamais, pensaient-ils, Napoléon n'oserait, du fond que constituait la plaine de Dresde, venir attaquer, jusque sur les plateaux, leurs 180.000 hommes ; aussi n'avaient-ils rien préparé pour une retraite éventuelle dont l'idée, émise dans la journée par Jomini n'avait finalement pas prévalu.

LA VICTOIRE DE DRESDE

Le 27 au matin, un brouillard assez fort vint favoriser la manœuvre conçue par l'Empereur ; la brume permit en effet à Murat de gagner, sans être signalé, le bas des côtes d'où il devait déchaîner sa cavalerie et, lorsque le brouillard se leva, — se changeant en une pluie fine, — le Roi était déjà en position d'assaut. Mais l'armée alliée, assise sur les collines, semblait défier cet assaut. Au centre, à Räcknitz, le Tsar s'était installé ayant Moreau à son côté. A leur droite, ils pouvaient voir les corps russes de Wittgenstein, de Miloradovitch et de Barclay ; au centre les Prussiens de Kleist dont les avant-postes étaient encore dans la plaine et le corps autrichien de Colloredo ; à leur gauche, enfin, la masse autrichienne, séparée d'eux par le ravin de Plauen.

Déjà Victor avait, à la droite, rejoint Murat ; Marmont, au centre, préludait, par une forte canonnade, à l'attaque contre les Prussiens à qui Gouvion enlevait, à Strehlen, la dernière position qu'ils occupassent dans la plaine, et Ney, se glissant derrière le Grossgarten, entraînait la Jeune Garde. Mais l'attaque semblait s'exécuter là sans grande violence, et les Alliés pouvaient croire que Napoléon ne faisait que les tâter, hésitant peut-être à jeter son armée à l'escalade scabreuse des hauteurs. Ils pensèrent alors à reprendre l'offensive ; l'ordre venait d'en être donné, quand, soudain, — à onze heures et demie, — on vit, à la droite française, la cavalerie de Murat s'ébranler, appuyant la marche, devenue très vive, des fantassins de Victor. « Nous abordions l'ennemi *avec enthousiasme et élan* », écrira le sergent Bourgogne. Les soldats enlevèrent à la baïonnette trois villages, se rapprochant ainsi des hauteurs, et, tout aussitôt, Murat accélérait son mouvement. Fain, qui avait vu le Roi partir au combat, le décrit « le sabre en main, son manteau brodé d'or retroussé sur l'épaule, la tête surmontée d'une brillante aigrette » — le Murat des grandes journées qui, sous ses resplendissants oripeaux, restait l'irrésistible chef de cavalerie des batailles passées. Déjà, écrit-on, « il se précipitait », et, les yeux fixés sur son panache, ses cavaliers se « précipitaient » derrière lui. Ils se jetaient, avec lui, sur les Autrichiens du prince Aloys Liechtenstein. Ce ne fut pas long ; en quelques instants, ceux-ci étaient refoulés vers le sommet, chassés des plateaux, pris à revers par la charge, devenue furieuse, et jetés, selon les vues de l'Empereur, dans le ravin de Plauen : le

dos à ce « véritable précipice », ainsi que l'écrira Jomini, quelques bataillons essayaient en vain de faire front ; Murat les bouscula et, avant une heure, tout un corps autrichien gisait, décimé, dans le fond de Plauen : Murat et Victor, qui le suivaient, ramassaient, par milliers, les prisonniers et recueillaient des centaines de pièces ; une division acculée au ravin et très abîmée — la division Meczko — mettait tout entière bas les armes. A 2 heures on comptait 12.000 prisonniers. « Les Autrichiens se laissaient prendre sans défense », rapporte un soldat belge. « Le désastre de la gauche alliée était complet — une « catastrophe », écrira encore Jomini.

***

Au centre, on avait continué à canonner simplement le front ennemi, l'ordre étant d'attendre l'événement de Plauen, avant que d'attaquer ; Napoléon avait fait redoubler les coups sans se douter que l'un d'eux allait atteindre un de ses plus illustres ennemis. Il savait Moreau revenu, depuis peu, en Europe, mais il ignorait sa présence en face de lui ; suivant, à la lunette, l'effet de la canonnade dans les rangs ennemis, l'Empereur apercevait un groupe de cavaliers qui semblait d'importance, se signalant à l'attention par un tourbillonnement d'aides de camp ; un des chefs de la Coalition, Schwarzenberg peut-être ou l'un des souverains alliés, était sans doute là. Un boulet vint soudain tomber au milieu de ce groupe, et l'Empereur perçut nettement, au bout de la longue-vue, un mouvement de violent désarroi qui se perdit dans la fumée des éclatements. On l'eût beaucoup surpris si on lui eût dit que Moreau venait d'être frappé à mort. Près du Tsar, — qu'en cette circonstance le hasard seul préserva, — le malheureux avait été atteint — sort cruellement juste — par un coup français ; les deux jambes brisées, il s'était écroulé avec sa monture aux côtés d'Alexandre qui, sautant de cheval, s'empressait auprès du blessé. Celui-ci devait expirer peu de temps après. Le Tsar s'en montrerait bouleversé, mais Joseph de Maistre, à la nouvelle, va écrire : « Il faudrait, pour savoir si et jusqu'à quel point cette mort est un malheur, connaître quelle sorte d'esprit animait cet homme » et certains officiers alliés ne celeront pas qu'ils préfèrent ne plus avoir le spectacle déplaisant de ce général français, qui, entouré jadis d'une si belle gloire, était, écrit l'un d'eux avec quelque mépris, « venu combattre ses compatriotes ».

***

Cependant, le mouvement de contre-offensive, un instant envisagé par l'état-major allié, ne s'exécutait pas, qui, seul, eût peut-être déconcerté l'attaque française ; Barclay avait, en effet, refusé de faire redescendre ses Russes vers la plaine — détrempée par la pluie devenue violente — et les maintenait sur les hauteurs, quand on apprit, avec le désastre des Autrichiens, la quasi-destruction de l'aile gauche alliée, qui en résultait. Pour comble de mauvaises nouvelles, l'état-major allié était informé que le général Vandamme venait, au Sud et sur les derrières des coalisés, d'enlever au prince de Wurtemberg le camp de Pirna et s'apprêtait à interdire à l'armée — maintenant contrainte à la retraite — sa principale voie d'écoulement.

Il fallait, non point seulement se résigner à cette retraite, mais se hâter d'y procéder, si l'on ne voulait être coupé. L'ordre fut donné à toute l'armée de regagner les monts de Bohême le plus rapidement possible. Les Alliés laissaient près de 27.000 hommes sur le champ de bataille ainsi abandonné, sans compter les quelques milliers d'autres qu'on allait ramasser, errant désencadrés, et les Français n'avaient perdu que 8.000 hommes.

C'était donc, remportée avec des pertes relativement faibles, une éclatante victoire ; mais Napoléon n'y voyait encore que le prélude du drame dont il attendait que Vandamme écrivît l'acte capital, en arrêtant l'armée en déroute au passage de Pirna et en changeant pour elle la défaite en un irréparable désastre. Lui se gardait le soin d'en presser le dénouement en poursuivant, en pourchassant, en écrasant, entre Vandamme et l'armée victorieuse de Dresde, la masse des Alliés. Il était plein de joie. Il avait, toute la journée, sans paraître la sentir tomber, reçu la pluie qui n'avait pas cessé ; mais il était, comme ses soldats, transpercé ; il rentra à Dresde pour se réchauffer, couvert de boue, ruisselant d'eau, le « retroussis » de son fameux chapeau de castor rabattu par la pluie sur la nuque et les épaules, tel que le décrit Fain, toujours à ses côtés. Il était cependant — et la chose se comprend — déjà rayonnant quand, par surcroît, il apprit, par un incident fortuit, tout à la fois la présence de Moreau dans l'armée qu'il venait de déconfire, et le coup mortel qui avait frappé le grand soldat qui pouvait encore lui faire tant de mal. Sans doute voyait-il dans cet étrange événement un indice que, décidé-

ment, la fortune, qui, depuis un an, avait paru hésiter à le servir encore, lui était revenue. Il fallait qu'il fût surexcité par ce triomphe pour que, ayant fait, télégraphiquement, parvenir, par Kellermann, à Marie-Louise la nouvelle de cette « grande victoire », il osât, dans la lettre qui la confirmait, écrire à l'ex-archiduchesse : « *Les troupes du papa François n'ont jamais été si mauvaises !* »

En tout cas envisageait-il d'un œil riant l'avenir qui, soudain, allait, de nouveau s'assombrir.

LA RETRAITE DES VAINCUS

Les Alliés ne pensaient plus qu'à gagner de vitesse l'armée à leurs trousses. Malheureusement pour eux, la nécessité de renoncer à de trop grands détours — la route de Freiberg ne les menant aux monts de Bohême que par un coude considérable, — les forçait à ne s'écouler que par la chaussée de Peterswald ; or, du camp de Pirna, Vandamme la dominait ; il était mal contenu par les troupes du prince de Wurtemberg qu'il en avait chassées et, avec un peu d'audace il pouvait même, en repoussant le prince, venir carrément barrer la route aux gros ennemis. Si ceux-ci empruntaient les chemins secondaires à travers la montagne, sous la pluie persistante, ils risqueraient de s'embourber et d'y laisser artillerie et fourgons. Il leur parut qu'ils n'avaient qu'une chance à tenter, le passage devant Pirna ; les gros de l'armée russe s'écouleraient donc par la route de Peterswald, que, peut-être, Vandamme n'aurait encore pu ou osé occuper, tandis que les Prussiens prendraient celle d'Altenberg à Töplitz, voisine ; les Autrichiens, trop éloignés, par la position où les laissait la bataille, de l'une et l'autre voie, devaient se résigner à gagner, par Freiberg, la longue route de Leipzig à Prague par Komotau.

Le 28, les armées en retraite étaient en mouvement quand Barclay, craignant décidément de trouver fermée, par Vandamme, la chaussée de Peterswald, se rejeta soudain, avec ses Russes, sur la route d'Altenberg où ceux-ci vinrent ainsi ralentir la marche des Prussiens, au milieu d'une confusion où tout ce monde se débattait. Cependant, deux corps russes laissés sur la fameuse chaussée passèrent. Vandamme, — empêché, dira-t-il, par le mauvais temps, — n'avait pu achever sa manœuvre en occupant la voie elle-même ; il était encore dans le camp de Pirna quand il vit déboucher les Alliés sur la chaussée ; n'étant pas encore instruit

de leur défaite de la veille, il crut, devant ces masses, à un retour offensif contre lui, et n'osa se jeter sur le flanc de l'ennemi. Quand il reçut avis des événements de Dresde, il n'était plus temps de couper la voie, et il ne pouvait que se jeter à la poursuite des ennemis en retraite, ce qui d'ailleurs était encore fort menaçant pour une armée marchant sans ordre et sous le coup de la panique.

***

Napoléon arriva à Pirna sur ces entrefaites. Vandamme, par sa timidité, avait déçu une partie de son plan — et fort importante ; mais la situation restait, pour les Alliés, très périlleuse, surtout du moment où l'Empereur s'en mêlait. La poursuite pouvait s'organiser de telle façon qu'on parvînt à arrêter encore, en les débordant, les gros des armées en retraite. L'Empereur donna l'ordre à Mortier, qui commandait la Jeune Garde, et à Gouvion, accourant de Dresde, à la tête de son corps, de se porter à Grieshübel, défilé de la route de Peterswald où était parvenu Vandamme, à Marmont de suivre l'ennemi sur la route d'Altenberg, à Murat et à Victor d'essayer d'accrocher les Autrichiens sur la route de Freiberg. Lui-même rejoignit Marmont pour se mieux rendre compte de la situation, et, voyant que Barclay s'était rejeté sur cette route d'Altenberg où, ainsi, on rencontrerait le gros de l'armée alliée, il y transporta Gouvion. Puis il gagna Pirna pour mieux diriger et talonner toute cette poursuite.

Mais il fut soudain pris d'un étrange malaise ; la pluie de la veille l'avait glacé et il ressentait maintenant les effets de ce refroidissement. Certains ont attribué à cette malencontreuse circonstance la résolution subite qu'il prit de regagner, personnellement, Dresde, laissant à ses lieutenants le soin de la poursuite, ce qui allait la rendre, tout aussitôt, moins vigoureuse, et entraîner bientôt les plus graves conséquences.

En réalité, l'Empereur avait reçu à Pirna, tandis qu'il y grelottait de fièvre, des dépêches qui suffisaient à changer encore ses plans ; peut-être le malaise dont il souffrait le prédisposait-il à en éprouver plus de souci qu'il ne l'eût fait, étant d'aplomb. Mais il est évident que ces nouvelles l'empêchaient de se jeter trop avant avec toutes ses forces, sur les traces de l'armée de Bohême déconfite ; elles exigeaient, à son sens, son retour immédiat à Dresde d'où il lui faudrait — c'était la fatalité de cette campagne

— porter remède à deux sérieux échecs essuyés, très loin de là, par ses lieutenants, à l'Est comme au Nord.

Il avait, en effet, appris que Macdonald, surpris sur la Bober par une brusque attaque de Blücher, avait, avec des pertes considérables, dû battre en retraite, dans un lamentable désordre, et que, d'autre part, Oudinot, jeté sur la route de Berlin, y était arrêté par une défaite imprévue. Or Macdonald couvrait la ligne de l'Elbe, face à l'armée de Silésie ; si le maréchal continuait sa retraite, on pouvait, avant peu, avoir sur les bras toutes les forces de Blücher et, d'autre part, la marche du duc de Reggio sur Berlin ayant, aux yeux de l'Empereur, une importance morale considérable, il n'entendait nullement qu'en dépit de l'accroc subi par celui-ci, elle fût abandonnée. Il fallait qu'il avisât à réparer ces deux graves accrocs, et il devenait dès lors téméraire de s'engager lui-même et, avec lui, d'engager son armée entière sur les traces de l'armée Schwarzenberg dans les défilés de Bohême.

Quoi qu'il en soit, il se décida à regagner Dresde. Après tout, la manœuvre qu'il avait projetée pour achever l'armée de Bohême pouvait, à la rigueur, pensait-il, se poursuivre sans lui : Vandamme était fort en avant et pouvait encore déborder les Alliés avec l'appui des autres corps laissés à sa portée. Si les mauvaises nouvelles reçues à Pirna ne s'aggravaient pas, Napoléon reprendrait, de Dresde, le chemin de la Bohême et marcherait carrément sur Töplitz, et peut-être sur Prague. A toute éventualité, il renforça Vandamme, dont le corps était porté à 40.000 hommes, lui donna ordre de descendre sur Kulm de l'autre côté des monts et, en occupant Tôplitz, d'ouvrir à toute l'armée, au cas où finalement elle serait reportée au delà des monts, la route de Prague. Il plaça Mortier à Pirna avec quatre divisions de la Jeune Garde, prêt à se porter — sur de nouvelles instructions — à la rescousse de Vandamme, et il renouvela à Gouvion, à Marmont et à Victor l'ordre de continuer à talonner l'ennemi vaincu ; puis, son malaise lui interdisant le cheval, il se jeta dans une voiture qui, rapidement, le ramenait à Dresde.

LE PETIT DÉSASTRE DE KULM

Peut-être — au risque de laisser Macdonald et Oudinot à leurs inspirations — eût-il mieux fait de demeurer, fut-ce un jour de plus, à Pirna ; car son absence, je le répète, devait immédiatement

porter les fruits les plus funestes. La poursuite s'était, sous son impulsion, continuée toute la journée du 28, dans d'heureuses conditions ; on faisait des prisonniers par paquets et le chiffre des pertes essuyées par l'ennemi dans les deux journées de Dresde, ayant été, je l'ai dit, de plus de 27.000 hommes, se grossissait de celles qu'il subissait au cours de cette difficile retraite : on pouvait estimer, le 29 au soir, la perte globale à 32.000 au bas mot. Démoralisés, les Alliés ne cheminaient plus que dans l'espoir, bien incertain, de faire échapper leurs gros. Il ne fallait qu'un coup violent pour que leur déroute s'accentuât et tournât à la catastrophe.

Vandamme espérait leur porter ce coup. Il était humilié de s'être laissé surprendre, à Pirna, par la retraite ennemie. Napoléon lui en avait marqué son mécontentement ; le général était, à l'ordinaire, brave et entreprenant ; il rêvait depuis longtemps du bâton de maréchal et, à cette heure, pensait le conquérir. Il pressait donc la marche de ses troupes et il arrivait le 30, au matin, de l'autre côté des monts, menaçant derechef de couper la route de Prague à Schwarzenberg et aux souverains alliés.

Jadis, après une défaite aussi grave que celle qu'ils venaient d'essuyer à Dresde, les adversaires avaient habitué Napoléon et ses lieutenants à un affaissement qui, souvent, avait, d'Austerlitz à Friedland, et après Wagram encore, consommé leurs déroutes. N'avait-on pas vu Mack, après les combats autour d'Ulm, Hohenlohe après Iéna, Benningsen après Friedland s'incliner, plus ou moins promptement, devant les coups du Destin ? Mais il n'en était plus ainsi : la guerre qu'on faisait à Napoléon était, pour les Alliés, un énorme va-tout ; ils étaient résolus à se défendre contre toute défaillance, à se raidir contre toute défaite. Le Tsar, en particulier, ne prenait pas son parti d'une retraite mortifiante et qui, si elle se poursuivait dans ces conditions, pouvait amener la ruine totale de la plus considérable armée de la Coalition et, par là, l'écroulement de tous ses plans. Il opina qu'il fallait, en désespoir de cause, se retourner, et, en arrêtant, quelque temps et à tout prix, l'ennemi (c'était à quoi se bornait sa pensée), permettre à ce qui avait échappé au désastre de Dresde de se reformer et de regagner Prague sans trop de dommages. Il obtint de Schwarzenberg qu'ordre serait donné aux corps russes, qui, depuis Pirna, couraient par la chaussée de Peterswald vers la Bohême et qui, talonnés, avaient franchi tant bien que mal la montagne, d'opérer une volte-

face et de faire front à Vandamme qui arrivait sur Kulm. Les Autrichiens — fort abîmés — avaient fini par rejoindre la Bohême et par rallier le reste de l'armée.

On reforma donc une masse de résistance suffisante pour que Vandamme pût être, quelques heures, tenu en échec. Celui-ci, cependant, jeta hors de Kulm les bataillons qui essayaient de lui faire obstacle ; mais lorsqu'il poussait ses avantages et tentait d'aller au delà de ce Kulm que Napoléon lui avait assigné, provisoirement, comme terme, il se heurtait à de grosses forces retranchées dans Priesen, et il dut s'arrêter. Le corps russe Ostermann, faisant un brusque tête-à-queue, dessinait même une contre-offensive. Vandamme fit connaître à l'Empereur sa situation, le 29 au soir. Napoléon, renouvelant à Gouvion, à Marmont et à Victor l'ordre de poursuivre l'ennemi, expédia à Mortier celui de se tenir prêt à soutenir Vandamme, lorsqu'il en recevrait avis. Mais, tout à la nécessité de réparer les échecs subis par Macdonald et Oudinot, et qui, sur ces entrefaites, s'étaient confirmés, il voulait maintenant se refaire à Dresde une nouvelle masse de manœuvre ; il ordonna donc à Mortier de lui renvoyer deux de ses divisions, et c'est seulement avec les deux autres, que le duc de Trévise pourrait secourir le camarade, engagé maintenant dans une petite bataille.

Les Coalisés, dont l'état-major était à Tôplitz, ne concevaient, je le répète, que l'espoir et le dessein d'arrêter la poursuite, et nullement de remporter sur Vandamme un gros succès, à plus forte raison de le détruire. Un incident tout à fait fortuit, mais déplorable, allait leur procurer ce succès inespéré et qui, par conséquences,— au moins morales,— serait singulièrement néfaste pour l'Empereur. Le corps prussien de Kleist, attardé dans les montagnes en arrière du corps Vandamme, cherchait depuis vingt-quatre heures le moyen de percer. Il se trouvait donc en mesure de tomber sur les derrières de Vandamme arrêté. Ostermann, averti de cette situation, fit informer Kleist de sa contre-offensive. Celui-ci aussitôt, de fuyard, redevint adversaire offensif. Voyant Vandamme aux prises avec les Russes, il l'attaqua de dos. Vandamme était ainsi pris inopinément entre deux feux. Il songea à se retourner, à rétrograder, en passant lui-même sur le corps de Kleist, et y avisa. Mais la confusion se mit dans ses divisions à qui il tentait de faire faire tête-à-queue en plein combat, et cette confusion amena une étrange panique dans leurs rangs. Une de ces divisions, au cours de son mouvement, se crut cernée et se rendit ;

Vandamme et son chef d'état-major, Haxo, qui s'étaient portés de leur personne dans cette division, se trouvèrent pris eux-mêmes dans cette lamentable échauffourée et durent rendre leur épée. L'événement coûtait 5.000 ou 6.000 hommes blessés ou tués, près de 7.000 prisonniers, 48 canons et deux chefs distingués ; ce n'était rien, assurément, au regard des 35.000 hommes perdus en quatre jours par les Alliés, mais un succès si imprévu remontait le moral de l'ennemi ; il confirmait les Alliés dans l'idée que, battus par Napoléon, ils prendraient toujours, et à coup sûr, leur revanche sur ses lieutenants, et c'est pourquoi la déconfiture de Vandamme à Kulm prenait les proportions d'un petit désastre qui, en sauvant l'ennemi, la veille encore en détresse, relevait, d'autre part, singulièrement, son moral un instant défaillant.

MACDONALD SUR LA KALTZBACH

Cette impression se confirmait des graves mésaventures que, dans les jours précédents, avaient connues, assez loin de là, Macdonald et Oudinot.

Le premier, on se le rappelle, avait été laissé devant Blücher naguère refoulé, avec de grosses pertes, par Napoléon, le 21 août, sur la Kaltzbach ; le duc de Tarente devait rejeter le Prussien plus loin encore ; mais, au moment même où le maréchal s'apprêtait à remplir sa mission et mettait ses troupes en mouvement sur Jauer, — au delà de la rivière, — Blücher, informé du départ de l'Empereur pour Dresde, s'était, avec ses 40.000 hommes, relancé impétueusement contre l'adversaire, avait bousculé les premières divisions rencontrées et ébranlé toute l'armée de Macdonald. Celui-ci, alarmé, avait immédiatement donné l'ordre à ses forces de se replier ; mais ses soldats, déjà émus par cet échec, assez sanglant, avaient achevé de se démoraliser ; ils retraitaient en pleine nuit et sous la pluie battante qui, pendant trois jours, transformait les chemins en cloaques. Ces averses avaient, par surcroît, « tellement mouillé les fusils, rapporte Langeron, qu'aucun coup ne partait et l'on se battait corps à corps, « à coups de crosse et de baïonnette ». Le découragement s'était révélé tel chez les soldats, que Macdonald avait continué à retraiter dans les journées des 27 et 28. Il avait, après la Kaltzbach, entendu repasser même la Bober ; les soldats avaient trouvé la rivière singulièrement grossie ;

ce petit cours d'eau était devenu un obstacle sérieux, qu'ils avaient difficilement franchi ; une des divisions, arrêtée par les eaux gonflées et pressée par la poursuite ennemie, avait été, en partie, détruite, et Macdonald ne s'était, le 30, rétabli derrière la rivière qu'après avoir subi des pertes considérables — 20.000 hommes, tués, blessés et faits prisonniers — et n'y demeurait — très menacé — qu'avec une armée non seulement réduite, mais presque débandée. « Vrai désastre », écriront plusieurs témoins. Quant aux Prussiens, ils poussaient des cris de triomphe ; le Roi allait donner à la « victoire » de la Kaltzbach un relief démesuré, en décernant le titre de prince et le bâton de maréchal à Blücher ; le vieux soldat, enivré, n'y voyait d'ailleurs qu'une raison de plus pour poursuivre le cours de ses exploits.

OUDINOT BATTU A GROSSBEEREN

Les événements survenus — aux dépens d'Oudinot — sur la route de Berlin, n'étaient certes pas aussi graves, mais entraînaient cependant de plus grandes conséquences. Chargé de marcher, avec les 4e, 7e et 12e corps — petite armée de 64.000 hommes — sur la capitale prussienne, il n'avait, dès le principe, accepté cette mission qu'avec une certaine appréhension. On lui avait subordonné Bertrand et Reynier, lieutenants à qui il était peu sympathique, et le caractère rude, et tout d'une pièce, du duc de Reggio le rendait incapable d'obtenir par la diplomatie ce que l'amitié ne lui donnait pas. C'étaient là d'assez mauvaises conditions pour exécuter une marche fort excentrique, qui, résolue pour des motifs de haute politique, n'allait pas, d'autre part, sans de grosses difficultés. On marchait au-devant de Bernadotte et de ses 90.000 hommes, dans un état d'infériorité numérique qui exigeait du moins, de la part du commandement, une belle fermeté assise sur une entente parfaite entre les chefs.

A la vérité Bernadotte ne cheminait-il lui-même qu'avec de grandes hésitations ; le prince royal de Suède, qui jusque-là ne s'était pas encore engagé contre des soldats français, continuait, pour des raisons de politique personnelle, à y répugner ; mais il avait sous ses ordres des chefs prussiens et russes qui n'entendaient nullement le laisser, sous prétexte de prudence stratégique, s'enfermer dans l'inaction. Bulow surtout, soldat de valeur, qui,

commandant le corps prussien, devait, tout au cours de cette campagne, être le grand animateur de toute l'armée du Nord, eût volontiers été jusqu'à se passer des ordres du Prince et le Prussien, à la tête de troupes très excitées, contraignait, malgré lui, Bernadotte à agir vigoureusement. La menace était grave pour Oudinot.

Par surcroît, celui-ci devait avancer entre deux lignes d'eau, la Sprée et l'Elbe, qui, surtout après des pluies un peu fortes, — et c'était le cas, — débordent facilement, et de ce pays plat font un labyrinthe de marécages. Dans l'angle des deux rivières et couvrant Berlin, l'armée Bernadotte attendait les Français, mais elle pouvait, d'une heure à l'autre, se jeter en avant et les surprendre dans la situation la plus scabreuse.

Oudinot, s'étant cependant engagé dans les deux routes qui mènent à Berlin, avait enlevé Trebbin, occupé par les Prussiens de Bulow, et forcé, contre eux, le passage du ruisseau de Trebbin. Mais il ne marchait qu'avec hésitation, partagé qu'il était entre la crainte d'être pris de flanc s'il n'occupait pas les deux routes, et l'inquiétude constante que lui causait, s'il les poussait plus avant, le peu de cohésion de ses forces, séparées par d'énormes plans d'eau.

Il s'était cependant finalement décidé à suivre les deux chemins, les 12e et 7e corps s'avançant vers Grossbeeren et le 4e sur Blankenfeld. Mais, à Grossbeeren, le 7e corps (Reynier), qui marchait en avant, se jeta dans toute la masse de l'armée du Nord, Bernadotte hésitant cependant encore à attaquer, Bulow l'avait entraîné ; sans attendre d'ailleurs les ordres du prince, il avait, avec ses 30 000 Prussiens, assailli Reynier. La division Durutte avait vaillamment reçu le choc, et faisait mine de briser l'attaque ; mais les Saxons qui lui servaient d'appui — sans encore trahir — s'étaient aussitôt débandés. Reynier avait dû se replier, abandonnant Grossbeeren.

A la même heure, Bertrand, mis, à Blankenfeld, aux prises avec Trauenfien, n'avait pu appuyer Reynier, n'ayant d'ailleurs reçu à ce sujet aucun ordre d'Oudinot. Celui-ci avait aussitôt arrêté son armée. Il se trouvait en face d'une situation impossible : en 24 heures, 10 000 Saxons et Bavarois avaient déserté les rangs français en y semant la démoralisation, et le duc de Reggio, sentant son armée près de se dissoudre, l'avait ramenée sous le canon de Wittenberg les 29 et 30 août — ayant finalement échoué dans sa marche sur Berlin, et singulièrement surexcité l'ardeur de l'en-

nemi qui inscrivait dans ses bulletins le nom de Grossbeeren comme une victoire importante.

L'échec était d'autant plus regrettable qu'il mettait fin, dès ses débuts, à la très large manœuvre conçue par Napoléon. Davout, alerté par l'Empereur et invité par lui à donner la main à Oudinot, était, avec son exactitude coutumière, sorti de Hambourg à la tête de ses 30.000 hommes et avait bousculé, avec sa vigueur ordinaire, les troupes anglo-allemandes, qui tentaient de l'arrêter ; ainsi, s'était-il trouvé prêt à entrer dans le jeu en venant se joindre à Oudinot. Mais, déconcerté par la retraite de celui-ci, il était revenu à Hambourg. La grande opération sur laquelle l'Empereur avait tant compté, était manquée.

BLÜCHER SE DÉROBE DEVANT NAPOLÉON

Rentré à Dresde, Napoléon hésitait. Il était entre deux champs de bataille, pouvant porter son armée vers le Nord, à la rescousse d'Oudinot déconfit, prendre en main la grande opération sur Berlin, bousculer Bernadotte, occuper la capitale prussienne, et, de là, se rabattre sur le flanc droit de Blücher si celui-ci, refoulant encore Macdonald, tentait de marcher sur Dresde. Ignorant encore la grave mésaventure de Vandamme, il était autorisé à penser que la poursuite, naguère organisée par lui contre l'armée de Bohême, en imposerait assez à Schwarzenberg pour qu'on ne pût, avant longtemps, craindre un retour offensif de la part des vaincus de Dresde. La nouvelle du lamentable événement de Kulm l'arrêta. Après cet autre accroc, la retraite de Schwarzenberg avait cessé d'être une déroute, et l'orgueil de la « revanche » prise, disaient les Alliés, de leur défaite de Dresde, pouvait inciter le maréchal autrichien à en venir chercher une autre, beaucoup plus importante, au-delà des monts. L'Empereur ne pouvait, dans ces conditions, se hasarder personnellement jusqu'à Berlin.

Il ne renonçait d'ailleurs pas à une opération dont il attendait, au point de vue politique, tant de conséquences ; mais il se contenta de subordonner Oudinot, d'ailleurs découragé, à Ney dont il escomptait l'allant ; le prince de la Moskowa se porterait, à son tour, sur la route de Berlin et réussirait là où le duc de Reggio avait échoué. L'Empereur quitta Dresde, le 4 septembre, pour aller attaquer Blücher que Ney pourrait prendre à revers.

Mais, à la soudaine fermeté que prenait la résistance de Macdonald, le chef prussien sentit que Napoléon devait être survenu. Si *Vorwaertz* qu'il fût, le vieux soldat était résolu à se conformer à la consigne que s'était, nous le savons, imposée l'état-major de la Coalition : éviter d'affronter le redoutable Empereur où qu'il se montrât. S'étant avancé de la Bober jusqu'à la Neisse qu'il avait même franchie en direction de Dresde, le chef prussien s'arrêta, puis recula assez précipitamment. « Aussitôt que l'ennemi a appris que j'étais à l'armée, écrit l'Empereur à Maret, il s'est enfui à toutes jambes. » Son orgueil pouvait être flatté : les Alliés ne reculaient pas devant une armée, mais devant un homme.

Napoléon renonça à faire poursuivre le Prussien, d'autant que les nouvelles se faisaient derechef inquiétantes du côté de la Bohême. Les avant-gardes de Schwarzenberg, refluant vers la Saxe, étaient de nouveau apparues sur la chaussée de Peterswald ; Gouvion, laissé à Pirna, et Mouton mis à la tête de l'ancien corps Vandamme reconstitué et placé à Dresde, signalaient à l'Empereur, comme un pressant danger, cette réapparition de l'armée de Bohême. Lui ne la tenait pas pour telle : simple démonstration, estimait-il, qui, s'il avait eu confiance en la solidité de ses lieutenants, ne l'eût pas détourné de marcher vers le Nord. Mais il commençait à compter — de par une cruelle expérience — avec l'évidente infériorité de ceux-ci, et il gagna Pirna où, après avoir conféré avec Gouvion, il se confirma dans l'idée que l'armée ennemie, en mouvement, ne marchait certainement pas immédiatement sur Dresde, mais sur Leipzig. C'est pourquoi il jugea prudent de demeurer à Dresde pour voir venir et de laisser décidément à Ney le soin de diriger, seul, l'opération sur Berlin qui, à son sens, déconcerterait et détraquerait le plan des Alliés, mais, sur ces entrefaites, Ney connaissait la même aventure qu'Oudinot.

NEY BATTU A DENNEWITZ

Il s'était porté de Wittenberg sur Baruth avec ses 50.000 hommes, marche assez scabreuse, opérée de flanc en présence des 80.000 hommes de Bernadotte, d'autant que, si celui-ci continuait très évidemment à atermoyer, Bulow, encouragé par son succès de Grossbeeren, était, tous les jours, plus résolu à agir à sa guise, comme à Grossbeeren, contre les Français et à aller de l'avant.

Une fois de plus, il n'attendit pas les ordres de Bernadotte et se jeta brusquement en avant de Dennewitz sur le corps Bertrand, mal lié avec les corps Oudinot et Reynier. Bertrand, à la vérité, tint bon, comptant être promptement rallié par ceux-ci, mais ils ne le rejoignirent que lentement et quand, il était épuisé. Lorsqu'ils arrivèrent dans les environs de Dennewitz, Bertrand, affaibli par sa vaillante résistance à un ennemi trois fois plus fort que lui, avait dû abandonner sa position et se repliait. Ney parut, en cette occurrence, assez imprudent : il tenta une manœuvre qui créa, dans les mouvements des corps, une certaine confusion ; pareille chose est vite réparable quand un chef a toutes ses troupes bien en main ; mais ce qui restait de Saxons à Reynier se débanda aussitôt et, en dépit des efforts du général, il s'ensuivit une petite déroute ; cette affaire de Dennewitz, dont Bulow allait, aux yeux des Prussiens, tirer une grande gloire, ne fut, pour les Français, désastreuse qu'en raison de cette débandade ; elle continua et s'aggrava ; dans la soirée de ce jour, la moitié du corps saxon et de la division bavaroise de Reynier abandonna l'armée pour passer à l'ennemi. Ney, déconcerté, dut reculer « dans un affreux désordre » écrit Jomini. Le 8 septembre, il était revenu sous les canons de Torgau, et, complètement démoralisé, demandait à être relevé de son commandement, « *retiré*, écrivait-il, *de cet enfer* ». La marche sur Berlin avait derechef et définitivement échoué, et, grâce à Bulow, Bernadotte se trouvait maître du terrain et libre de concourir à la grande manœuvre que, ce pendant, les Alliés préparaient.

NAPOLÉON EN FACE DES GRANDES MENACES

Cette manœuvre, Napoléon, de Dresde, la voyait déjà se dessiner. Il était évident, maintenant, qu'elle visait à la réunion dans la région de Leipzig, des trois armées résolues à l'envelopper et, ses lieutenants ayant été défaits et les armées françaises, par là, affaiblies, à l'écraser dans une bataille décisive. L'Empereur n'envisageait pas, d'ailleurs, cette énorme manœuvre des Alliés avec l'appréhension que l'on pourrait supposer. Il ne lui déplaisait pas, maintenant, que les ennemis, en tentant de se concentrer, se vinssent tous mettre à la portée de son bras. Il était clair, après la dernière expérience tentée avec Ney, que, dès qu'ils étaient éloignés de lui,

ses lieutenants restaient sans vigueur et que, livrés à leur inspiration, ils s'y perdaient. Il les voyait plus que découragés : aigris, exaspérés. Bernadotte, qui eût voulu les associer à sa triste fortune, avait écrit à certains d'entre eux pour les engager à parler ferme à Napoléon, et à exiger qu'il mît fin à la guerre. Ils avaient — ce qui était déjà grave — lu, sans les dénoncer à l'Empereur, les lettres de ce malheureux. Ney se décida à parler à Napoléon, soutenu bientôt par Murat et les autres. L'Empereur s'irrita ; il fut dur pour Murat et, Berthier ayant voulu intervenir, il lui cria : « Et vous aussi, vieil imbécile, de quoi vous mêlez-vous ? » Quelques jours après, Macdonald, sur une assez rude observation au sujet de la perte de son armée, avait répondu : « Sire, vous n'avez plus d'armée, il n'y a plus que des malheureux mourant de faim... *Vous avez tout perdu ; vous n'avez plus qu'à songer à la paix.* » Comment se fier, pour agir fortement, à ces gens démoralisés ? Mieux valait les reprendre immédiatement sous sa main avec des forces, assurément inférieures en nombre à celles des adversaires, mais qui, concentrées sous son commandement direct, sauraient tenir tête. Les ennemis tentant de se réunir, il aurait lui-même la possibilité de se jeter, sans hasarder trop loin ses armées, successivement sur les uns et les autres, et c'est dans cet esprit qu'il accueillit, avec une étonnante philosophie, la déconfiture de Ney à Dennewitz et son repli sur l'Elbe. Le 8 septembre même, il faisait écrire à Clarke : « L'Empereur est vainqueur toutes les fois qu'il est présent, mais il ne peut être partout, et les chefs qui commandent isolément répondent rarement à son attente. »

Cependant il entendit encore tenter de refouler et même détruire les troupes de Schwarzenberg hasardées derechef sur la chaussée de Peterswald. S'étant rendu, le 9, à Geyersberg, il songea, sur les avis de Gouvion, à franchir les monts de Bohême, à tourner ainsi l'ennemi engagé de l'autre côté et à intercepter sa retraite. Kleist et Wittgenstein, à la vue de certains mouvements, comprirent, eux aussi, — hommage à l'évidente action personnelle de Napoléon, — que l'Empereur, de nouveau, était là et qu'ils étaient donc en danger ; comme naguère Blücher, ils se hâtèrent de retraiter : Napoléon les côtoyait sans arriver à les déborder ; quant à franchir les monts, il en abandonna l'idée ; pouvait-il affronter, avec les 50.000 hommes dont il disposait, toute l'armée de Bohême forte

de 130.000 hommes? Il risquait même pire : cette armée pouvait s'être portée plus à l'Ouest pour gagner, par un mouvement plus large, la région saxonne et, tandis qu'il tomberait dans le vide, séparé de Dresde par les montagnes, il pouvait apprendre qu'elle s'était, sans obstacles, réunie, sur ses derrières, aux autres armées de la Coalition. Il chargea simplement Gouvion de rester en position au débouché des passages, et rentra encore le 12, à Dresde, résolu à accepter l'événement qui se préparait et à lui ménager une issue favorable, en concentrant ses armées. Dès lors le dénouement s'approchait de cette trop longue campagne. Puisque l'ennemi semblait décidé à l'affronter avec toutes ses forces, il agréait le rendez-vous et encore qu'il ne lui restât guère, totalement, que 250.000 hommes, il envisageait sans craintes la grande bataille qu'il allait livrer à 600.000 ennemis. C'était décidément dans la région de Leipzig qu'allait enfin se jouer le sort de l'Europe.

(A suivre.) LOUIS MADELIN.

UN DIALOGUE

CECIL RHODES — GABRIEL HANOTAUX

UN PRÉCIEUX DOCUMENT D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE

Une légende a été créée : Cecil Rhodes, le conquistador sud-africain, et Gabriel Hanotaux, ministre des Affaires étrangères français, y paraissent les héros de deux politiques antagonistes, la politique anglaise du Cap au Caire et la politique française de Dakar à Djibouti ; les deux lignes transversales et horizontales qui traversent l'Afrique se coupent à Fachoda et c'est là qu'a lieu le heurt de 1899. Cette légende se glisse dans l'histoire et l'on a pu lire des auteurs sérieux qui, avec un peu de suffisance et quelque légèreté, ont reproché à Gabriel Hanotaux de n'avoir pas réalisé qu'il s'agissait sur le Nil pour l'Angleterre d'une affaire essentielle, alors que pour la France elle ne l'était pas.

Or, les deux hommes ont eu une entrevue restée inconnue, dont le compte rendu est de la plus haute portée ; il est rare de posséder la sténographie d'un échange de vues ayant eu lieu à un moment critique entre deux hommes d'Etat, plus rare encore de constater que cet échange de vues examine les problèmes du vieux monde dans leur essence avec une liberté complète et qu'il fasse l'objet d'un dialogue précis comme dans une pièce de théâtre. Car ce dialogue pourrait s'inscrire tel quel dans un drame politique. C'est un document que j'ai trouvé dans les *Carnets* et les papiers intimes que M. Gabriel Hanotaux, fondateur du Comité France-Amérique, m'a légués avec le soin de les publier. Cette relation inaccoutumée provient du fait que Cecil Rhodes ne comprenait pas le français et que Gabriel Hanotaux lisait,

mais ne parlait pas anglais. Aussi durent-ils se servir d'un interprète ; ce fut M. Maurice Borel, chef de cabinet du ministre ; chacun des deux interlocuteurs s'adressa donc à celui-ci, qui prenait note ; ils étaient par suite amenés à condenser leur pensée et c'est pourquoi ce dialogue n'est pas une conversation de la vie courante, mais un dialogue de théâtre. M. Maurice Borel remit après l'entretien ses notes signées à Gabriel Hanotaux qui les garda.

Au moment où ces deux personnalités se rencontraient, la situation de l'Europe était profondément troublée ; en février 1897, l'Orient était en pleine crise ; la guerre entre la Turquie et la Grèce était menaçante ; Hanotaux s'attachait à maintenir le concert européen des six grandes puissances qui intervenaient dans la révolution crétoise et les révoltes d'Asie Mineure ; il redoutait une action séparée de la Russie, de l'Angleterre et de l'Autriche ; il savait que l'empereur Guillaume II jetait de l'huile sur le feu et cherchait à entraîner la Russie ; l'ambassadeur de France à Berlin, le marquis de Noailles, qui voyait souvent l'empereur, mettait Hanotaux au courant de cet état d'esprit, qu'il résumait alors dans une lettre privée à celui-ci par cette citation d'un mot de Guillaume II à l'attaché militaire français : « On ne veut pas se décider chez vous à serrer la bride aux Anglais. Il faudra pourtant que je me décide tout de même. Je pourrai le faire maintenant, car j'aurai la Russie avec moi ». Mais Gabriel Hanotaux n'entendait pas rompre le concert européen, pour faire passer la France dans un camp et favoriser le risque de guerre. Aussi dans une lettre inédite du 10 avril 1897 donnait-il instruction formelle à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg d'affirmer la neutralité militaire de la France au cas où la Russie se précipiterait ou se laisserait entraîner dans une guerre, si l'Angleterre où l'Autriche intervenait.

En Afrique, les conflits étaient journaliers entre les explorateurs français et les explorateurs anglais ; mais le contact restait permanent entre les deux diplomaties ; le 26 mars 1897 Gabriel Hanotaux avait une entrevue à Paris avec le premier ministre anglais, Lord Salisbury, pour arranger les différends du Niger et du Congo et préparer le fameux accord du 15 juin 1898 entre l'Angleterre et la France, qui assurait à celle-ci la possession des territoires du Congo à la Méditerranée et de l'Oua-

daï à l'Atlantique, Maroc compris. Il écrivait alors à propos de la question du Nil et de l'Égypte : « Je connais les conditions dans lesquelles nous pourrions nous arranger, mais l'heure n'est pas encore arrivée. » Il la préparait par des négociations continues, sans jamais se retrancher dans une tour d'ivoire. Aussi quand le ministère tomba le soir de la signature de l'accord franco-anglais du 15 juin 1898, la presse anglaise couvrit d'éloges Gabriel Hanotaux ; le journal conservateur *The Standard*, par exemple, dans un éditorial du 16 juin 1898, louait « l'homme qui a su conduire sa politique extérieure avec l'extraordinaire fermeté, la profonde habileté et le tact délicat dont M. Gabriel Hanotaux a toujours fait preuve ».

Mais, au début de 1897, la révolution crétoise, les massacres d'Arménie, les velléités de Guillaume II, les politiques divergentes de la Russie, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, les heurts quotidiens en Afrique d'Anglais et de Français rendaient la situation de l'Europe incertaine et trouble ; partout semblaient naître des foyers d'incendie.

C'est sur ce fond de tableau que se détache l'extraordinaire entretien entre Cecil Rhodes et Gabriel Hanotaux. Les deux hommes ont à peu près le même âge, le même dynamisme, la volonté d'action réfléchie ; on est surpris de constater que dans cette entrevue chacun parle comme un simple citoyen libre et que Cecil Rhodes dévoile le fond de sa pensée : sa haine de l'Allemagne, son projet d'une alliance contre celle-ci de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la France, les raisons pour lesquelles il s'est lancé contre les Boers motivées par un projet allemand, l'approbation de l'expansion française à Madagascar, etc... Cecil Rhodes souhaite entraîner la France à rompre le concert européen en accord avec l'Angleterre ; Hanotaux cherche à le maintenir et à ne pas participer à une guerre éventuelle, mais à concilier les ambitions contraires ; aux yeux de l'Anglais, les Etats-Unis ne comptent pas ; le Français, au contraire, prévoyant l'avenir, crée au quai d'Orsay la sous-direction d'Amérique. La haute estime dans laquelle chacun des interlocuteurs tient l'autre ne les empêche pas de reconnaître leurs divergences ; l'un veut surtout concilier, l'autre accepte de grands risques pour assurer l'avenir ; mais ni l'un ni l'autre ne pense que les mettrait aux prises une politique opposant une coupure de l'Afrique du sud au nord et une autre de l'est à l'ouest.

Voici la reproduction de ce document, précédée d'une esquisse de la figure du grand conquistador sud-africain tracée par Gabriel Hanotaux.

GABRIEL LOUIS JARAY.

ENTREVUE ET DIALOGUE DU 11 FÉVRIER 1897.

M. Cecil Rhodes est un homme d'environ quarante-cinq ou cinquante ans ; grand, fort, les épaules carrées, le teint rouge, les cheveux roux, la moustache et les favoris qu'il porte très courts commencent à grisonner. Son apparence éveille l'idée de l'homme d'action et de l'homme habitué aux exercices du corps : un *country-gentleman* anglais avec quelque chose d'impérieux dans le regard, une assurance à la fois simple et un peu brutale, pas de manières dans aucun sens du mot.

CECIL RHODES. — Je suis venu seulement pour vous dire bonjour, pour vous serrer la main pendant mon passage à Paris.

GABRIEL HANOTAUX. — Je vous remercie de cette aimable pensée ; je suis très heureux de vous voir.

CECIL RHODES. — Je ne viens pas prendre votre temps, car je sais combien vous êtes occupé. Vous avez l'air fatigué.

GABRIEL HANOTAUX. — Oui, j'ai eu beaucoup à faire récemment.

CECIL RHODES. — Je le sais. Aussi, pour ne pas perdre votre temps, je ne m'attarderai pas aux formules de compliment. Ce que j'ai à vous dire, le voici : pour le moment, je ne suis plus rien, un homme tombé, brisé *(broken)*, mais je peux un jour revenir au pouvoir... Eh bien ! je hais l'Allemagne, je hais les Allemands : le peuple anglais les hait également. Ce sont ses pires ennemis, ceux dont la concurrence menace son existence même. La France ne fait pas concurrence à l'Angleterre ; l'Allemagne est partout en lutte économique avec elle. Nos hommes d'État ont eu la sottise de vouloir faire de l'alliance allemande depuis dix ans ; mais le peuple anglais ne veut pas, ne peut pas être l'allié des Allemands.

« Pour moi, je le répète, je hais l'Allemagne et je la combattrai aussi longtemps que je vivrai.

« J'ai voulu faire l'union de l'Afrique australe, j'ai trouvé l'Allemagne sur mon chemin.

(Se levant et se dirigeant vers une carte d'Afrique pendue derrière Gabriel Hanotaux, qui se lève aussi).

« Voyez ! l'Allemagne voulait joindre à travers l'Afrique ses possessions d'ici (montrant le Damaraland) à celles qui sont là (montrant la colonie allemande de l'Est Africain) en coupant notre ligne de territoires qui va du sud au nord, en passant par le Transvaal dont elle se serait servie pour nous couper en deux. Vous comprenez maintenant ma politique à l'égard des Boers. C'est cependant contrairement à mes ordres que Jameson (1) a marché ; mais il faut que Kruger et ses Boers cessent de constituer un obstacle à notre développement, que tout au moins ils ne molestent plus les étrangers qui paient la presque totalité des impôts, qui font la richesse du pays, et qui sont écrasés de taxes, de monopoles, gênés par des entraves de toute sorte.

« Quoiqu'il en soit, je sais que j'ai fait ce qu'il était bien de faire *(what was right)*. J'ai ajouté à mon pays deux mille milles en largeur, sans que cela lui ait coûté six pence.

« En ce qui vous concerne, vous, Français, j'ai fait ce que j'ai pu pour vous aider pendant votre campagne de Madagascar ; comme vous manquiez de porteurs, j'en ai réuni 5.000 à Beira ; votre consul m'ayant fait dire que vous n'en aviez plus besoin, je les ai renvoyés en payant de ma poche les frais de déplacement. Oh ! c'était peu de chose, deux ou trois cents livres au plus.

« Vous avez été à Madagascar, vous avez eu raison. Si vous n'y aviez pas été, j'y serais allé, moi. Mais, Madagascar c'est peu de chose...

« Voyez-vous : il faut que les races non civilisées disparaissent, il le faut. Il faut que vous la France, vous preniez votre part de l'Afrique. Il faut que vous ayiez tout ceci (montrant du doigt sur la carte le contour de l'Afrique depuis Tripoli jusqu'au Congo). Ce n'est pas ce misérable Congo belge avec son petit roi Léopold qui peut faire question. Et nous, l'Angleterre, nous aurons tout ceci (montrant l'Afrique australe et orientale). Oui, oui, il faut que vous ayiez le Maroc, et tout l'Ouest du continent africain.

« Croyez-moi, le peuple anglais ne hait que les Allemands. Avec l'Angleterre, vous avez certainement bien des difficultés sur des points de détail, mais vous ne vous trouvez pas avec elle en concurrence économique comme s'y trouve l'Allemagne.

(1) Le Dr. Jameson, à la tête d'une troupe, avait franchi la frontière du Transvaal et attaqué les Boers ; il fut battu à Krugersdorp en janvier 1896.

L'avenir, c'est une alliance de la France, de la Russie, et de l'Angleterre. Vous vous dites que je suis un fou *(a fool)* ; non, non, je ne parle pas pour le présent, je parle pour l'avenir, pour dans cinquante ans peut-être, peut-être pour plus.

« Que cherchons-nous ? à laisser un souvenir *(a record)* ; moi, si je disparais, qu'importe ! Je laisserai un souvenir, un autre achèvera l'œuvre que j'ai commencée de fonder. Vous aussi, vous travaillez pour laisser un souvenir de vous. Eh bien ! l'avenir, croyez-moi, c'est l'alliance de la France, de l'Angleterre et de la Russie. A elles trois, elles peuvent disposer *(settle)* du globe comme elles le voudront.

« Je ne suis pas le seul de cet avis ; c'est aussi celui de Rosebery (1). Il me le disait encore l'autre jour. Je commets peut-être une indiscrétion en vous le répétant, mais je crois pourtant qu'il est bon que vous le sachiez. Il n'est pas douteux que des discours comme celui de cet imbécile, de cette brute d'Hicksbeach (2) *(fool-brute)* ne fassent reculer la réalisation de pareilles éventualités...

Gabriel Hanotaux. — Certes oui ! après un discours comme celui-là il faut deux ans aux diplomates pour remettre les choses en ordre.

Cecil Rhodes. — Mais, au fond, ce discours n'a aucune importance. En de telles matières, il n'y a que les paroles de Salisbury qui comptent. Dans les Cabinets anglais, chaque ministre conserve bien plus de liberté d'opinion qu'en France. Quant à Hicksbeach, si l'on ne m'avait dit qu'il ne buvait jamais, j'aurais cru qu'il était gris ce soir-là. Mais qu'importent les paroles d'un imbécile, elles ne doivent pas empêcher la France, l'Angleterre et la Russie de s'unir pour se partager le monde.

Gabriel Hanotaux. — Bon, mais (montrant l'Egypte sur la carte) il y a ceci.

Cecil Rhodes. — C'est vrai, mais cela s'arrangera aussi. La Russie, la France et l'Angleterre, avant de diviser le monde entre elles, se partageront l'Empire ottoman. Il y a là des races à moitié civilisées qui doivent disparaître, les Egyptiens par exemple. A l'un pourra échoir l'Égypte, au second la Syrie, à l'autre l'Asie Mineure, de manière que chacun y trouve son avantage.

(1) Ministre des Affaires étrangères du précédent Cabinet anglais libéral.
(2) Ministre du Cabinet de Lord Salisbury.

Gabriel Hanotaux. — Je vous remercie, monsieur Cecil Rhodes, des déclarations si franches et si amicales que je viens d'entendre. Elles sont dignes d'un homme tel que vous, mais laissez-moi vous le dire : il y a entre la France et l'Angleterre deux grosses questions, une question d'orientation géographique et une question de routes commerciales. (Montrant la carte) : Regardez, l'Angleterre est orientée vers l'Océan Atlantique ; il est tout naturel qu'en Afrique elle exerce son action sur la partie de ce continent qui est orientée vers l'Atlantique, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'au Cap.

« La France, elle, est orientée vers la Méditerranée, eh bien ! l'Angleterre a la prétention d'être aussi une puissance méditerranéenne ; elle occupe Gibraltar, Malte, Chypre, l'Égypte et la France ne peut pas admettre que, lorsqu'elle a pour ainsi dire un grand balcon qui donne sur une rue on ait la prétention de l'empêcher de passer à sa guise dans cette rue.

« Il faut que les routes commerciales soient libres ; (montrant le canal de Suez) voici l'une des principales qui soient au monde, eh bien ! elle n'est pas libre. L'Angleterre la tient. Ce n'est pas une bonne chose pour les routes commerciales de se trouver trop près de l'appareil de la guerre et des armes. Eh bien ! l'Angleterre a ses vaisseaux et ses troupes près du canal de Suez. M. de Lesseps n'avait pas fait le canal de Suez pour la guerre : il l'avait fait pour la paix.

« Le canal doit rester une route commerciale, pacifique, librement ouverte à tous.

« Il n'existe pas d'antagonisme commercial, économique, entre la France et l'Angleterre, comme il en existe entre l'Allemagne et l'Angleterre ; c'est vrai. Mais pourquoi sur tous les points du globe, trouvons-nous toujours l'Angleterre en face de nous, se refusant à reconnaître le fait accompli ? A Tunis, où nous sommes installés depuis quinze ans, elle est la seule, vous m'entendez bien, la seule puissance qui n'ait pas encore soumis ses nationaux à notre juridiction ; à Madagascar, elle est également la seule qui s'y refuse encore.

« Sur la côte ouest d'Afrique, pour quelques méchants petits territoires qu'elle occupe entre nos grandes possessions, et dont pas un ne s'avance à plus de 25 kilomètres dans l'intérieur, elle nous suscite mille difficultés. Au Siam, elle est arrivée à ce résultat que ces petits rats de Siamois, se voyant soutenus par elle,

s'imaginent être quelque chose et ne font droit à aucune de nos réclamations. Que l'Angleterre commence donc par reconnaître les faits acquis.

Cecil Rhodes. — Il n'existe pourtant pas en Angleterre du moins depuis ces dernières années, de sentiment national hostile à la France.

Gabriel Hanotaux. — Oui, mais en France, grâce aux faits dont je viens de parler, il s'est formé depuis ces mêmes dernières années un courant d'opinion hostile à l'Angleterre.

« Vous disiez, à propos de l'Afrique, que les races non civilisées doivent disparaître, c'est un avis (1). L'Afrique, du moins dans une grande partie de son territoire, devra être colonisée par des populations de race blanche. La France, en ce qui la concerne, n'épargnera rien pour contribuer à cette œuvre. Elle prolongera ses lignes de chemins de fer, elle en construira de nouvelles et c'est là le grand moyen de colonisation. Elle a dépensé déjà beaucoup d'argent, elle en dépensera encore beaucoup, parce qu'elle est très riche. Mais, pour tout cela, il n'y aura pas de conflit entre elle et l'Angleterre. Que voulons-nous ? vendre nos soieries, nos vins, nos articles de mode et de luxe.

« Vous, vous voulez vendre vos fers, vos charbons, vos cotonnades. Nous ne sommes pas en concurrence. Mais l'Allemagne veut vendre aussi ses fers, ses charbons, ses cotonnades et elle se trouve par suite en rivalité avec vous ; elle vend aussi des articles de mode et de luxe, comme ceux que nous produisons, mais ce sont des objets à bon marché ; les nôtres sont des articles coûteux qui s'adressent à une clientèle différente. Donc, vous dites vrai : la concurrence économique existe entre l'Allemagne et l'Angleterre, non entre l'Angleterre et la France. Mais en ce qui concerne nos rapports politiques, la grande question c'est celle de la liberté des routes commerciales. Quand elle aura été résolue, les autres difficultés pendantes le seront également. Je ne vous cache pas que cela ne me paraît pas encore près de se faire.

Cecil Rhodes. — Moi, je vois l'avenir d'un peu loin peut-être, et c'est surtout cet avenir qui me préoccupe. Quel qu'il doive être, vous savez quelle est ma ligne de conduite... Mainte-

(1) Cette phrase pourrait prêter dans son raccourci à une interprétation inexacte. Ceux qui connaissent la politique toujours suivie par le ministre savent qu'elle signifie que ces populations arriérées doivent être civilisées dans le cadre de leur vie traditionnelle ; c'est l'objectif de toute sa politique coloniale.

nant, je vais retourner chez mes compatriotes ; ils vont me faire passer devant une commission parlementaire, peut-être me punir pour ce que j'ai fait. Que m'importe ! je sais que j'ai fait ce qui était bien *(I have done what was right)*... J'ignore ce que l'avenir me réserve. Actuellement, je ne suis plus rien, un homme brisé ou bien je peux revenir au premier rang ; je me sens aussi jeune, aussi vigoureux que jamais, bien que je vienne de passer dix mois sous la tente à combattre les sauvages. Ou bien, je peux rester toute ma vie, un petit ministre colonial. Dans un cas comme dans l'autre, je vous aiderai, ainsi que je vous l'ai dit, dans la mesure des moyens dont je disposerai.

Et maintenant, je vous dis adieu, en vous remerciant de votre accueil. Qui sait si nous nous reverrons jamais !

Gabriel Hanotaux. — Je suis heureux de penser qu'en serrant votre main, je serre la main d'un ami.

Cecil Rhodes. — Je vous ai donné les pensées de toute ma vie.

LETTRES DE SALSETTE

II (1)

QUATRIÈME LETTRE

J'ai profité des quelques jours de congé qu'on nous a octroyés par roulement (et je dois avouer que dans l'urgence actuelle c'était fort libéral) pour faire le petit voyage que je projetais.

J'ai fait en gros ce que j'avais prévu : New-York, Philadelphie, Washington. Pour le retour, j'avais médité un crochet vers l'Ouest. Plusieurs considérations m'y ont fait renoncer : absence de buts très excitants à une distance raisonnable ; encombrement spécial des trains de ce côté ; mais surtout désir de revoir New-York une fois de plus. Cette ville décidément me plaît, me ravit, entretient chez moi un goût pour l'existence que d'autres manifestations du présent auraient tendance à oblitérer. Je suis de votre avis, et de plus en plus : si nous avions le courage, nous avouerions que jusqu'à nouvel ordre New-York est la seule création du monde moderne qui vaille la peine, et ne nous fasse pas rougir de tout ce que nous avons détruit, défiguré, ou laissé périr de l'ancien. Et si j'étais un professeur d'esthétique, j'appliquerais ici la méthode d'Aristote ; c'est-à-dire qu'au lieu de chercher dans l'abstrait ce que ce triste sire de monde moderne pourrait bien faire pour que ses œuvres soient moins horribles, j'essayerais de voir quelles indications, ou quelle règles on peut tirer de la réussite de New-York.

J'ai eu chemin faisant dix, cinquante occasions d'admirer la sottise de ces gens, dont nous nous sommes souvent gaussés, qui attribuent de confiance à la vie américaine cette hâte, cette tré-

(1) Voir *La Revue* du 15 janvier.

pidation, à quoi nos pauvres nerfs d'Européens ne résistent pas ; sottise inaltérable que l'expérience, bien entendu, ne saurait entamer. Il suffit pourtant d'une attention même médiocre pour s'apercevoir que l'Américain moyen s'agite, se bouscule, s'impatiente, se surmène beaucoup moins que nous. J'ai retrouvé, aux guichets des gares, ces files de gens que vous m'aviez déjà fait remarquer l'an dernier, et qui attendent, avec une longanimité incroyable, qu'un type pas très malin ait fini de demander à un employé facilement embarrassé toute une suite de renseignements qui n'ont à coup sûr avec la délivrance du billet qu'un lointain rapport. J'ai retrouvé ces troupeaux qui attendent à l'entrée des quais — valises posées contre les jambes — qu'on veuille bien ouvrir la grille, alors que le train est là, tout formé, depuis une demi-heure, ou depuis une heure, et qu'un peuple tant soit peu nerveux exigerait que les voyageurs y eussent accès à mesure qu'ils arrivent, et pussent, en s'y casant à loisir, calmer leur inquiétude. Certes, dans la France en guerre et envahie que j'ai quittée, l'on commençait à voir des queues frappées d'une bien morne résignation. Mais c'était un effet de la pénurie, ou de ce que nous appellerons la stupeur historique. Si nous devons un jour connaître un rétablissement, il se traduira par le retour de notre impatience.

Ici au contraire, je n'ai pas l'impression que l'état de guerre ait changé grand'chose à ces comportements du public, ni à ces rythmes apparents. Un nouveau débarqué croirait peut-être aux premières atteintes de la « stupeur historique ». Il se tromperait.

A New-York, j'avais été recommandé par les G... à un de leurs amis, fort gentil, qui a un poste de direction dans une firme très importante de *lawyers* (vous savez : avoués, avocats-conseils, etc...) Ce garçon m'a dit : « Passez ce soir à mon bureau à cinq heures dix. » J'y allai ; et le voyant prendre son chapeau, m'excusai de l'arracher ainsi à sa besogne. « Mais pas du tout. C'est l'heure où je pars habituellement. » Il me confia par la suite que le vendredi il s'arrangeait pour partir dès quatre heures, de façon à arrondir le plus possible le week-end dans sa maison de Long Island. « Quand arrivez-vous le matin ? lui dis-je. — A neuf heures. — Vous prenez votre lunch sur place ? — Dans un petit restaurant qui est en bas du building même. De midi et demi à une heure trois quarts. » Notez que je suis depuis déjà assez de mois en Amérique pour ne plus m'étonner d'un emploi du temps aussi pénétré de sagesse. Mais j'en recueille de nouveaux exemples chaque

fois avec satisfaction, pour le démenti qu'ils prodiguent à la légende de « l'effroyable surmenage américain ». Entre parenthèses, je ne sais ce qu'il faut admirer le plus : que ce temps maîtrisé ait résisté hier au vertige de la prospérité, ou résiste aujourd'hui à la pression de la guerre.

Prenez l'équivalent chez nous, dans la période la plus normale que vous voudrez. Un monsieur occupant une situation analogue aurait encore des rendez-vous et se battrait avec son téléphone à huit heures du soir ; retiendrait enchaînée auprès de lui une malheureuse secrétaire. Rentré enfin au logis, il lui arriverait d'être pourchassé par un client jusqu'à minuit. Si même le samedi après-midi et le dimanche il n'allait pas au bureau, il n'échapperait pas pour cela aux communications « extrêmement urgentes ». Au long de la semaine il prendrait ses repas à n'importe quelle heure, en y consacrant souvent plus de temps, il est vrai, mais aussi avec la détente insuffisante que donne un répit quand il se place au petit bonheur et se sent menacé de tous côtés par une besogne qu'il interrompt comme en fraude.

Ce même lawyer m'a transporté deux fois dans sa voiture. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que chacun de nos itinéraires — où il y avait pas mal d'est-ouest — nous a mis au contact d'une bonne vingtaine de feux rouges. Et comme il y avait presque toujours d'autres voitures arrêtées devant nous, j'ai eu loisir d'observer à nouveau les réactions de l'automobiliste américain. Ainsi répété, cela devient aussi incontestable qu'un test de laboratoire. Comment des voyageurs venant de chez nous n'ont-ils pas été frappé par des évidences d'une telle simplicité ? A l'allumage du feu vert, l'automobiliste de New-York réagit deux ou trois fois moins vite que celui de Paris. Et la prudence n'est pas en jeu. C'est de la lenteur de réflexes ; voilà tout. Bien entendu, je n'ai pas la niaiserie d'apercevoir à la base une différence proprement physiologique (je ne sais quelle chronaxie nationale). Il s'agit tout simplement d'entraînement, et d'éducation. Chez nous la nervosité se cultive et fouette les réflexes. Ici la règle est de freiner la nervosité ; donc de laisser les réflexes prendre leur temps. Ce qu'exprime le slogan si répandu : *take it easy*. Et votre nervosité individuelle n'est pas avivée par celle du voisin. Les voitures qui attendent derrière vous se gardent bien, quand s'allume le feu vert, de claxonner pour émoustiller votre remise en route. Votre placidité est bien jugée au contraire.

Cet exemple encore : une tractation, d'ailleurs minuscule, m'avait amené à une grande banque de Wall Street. A Paris, client obscur et infime comme j'étais, j'aurais eu à traiter l'affaire, debout devant un guichet, avec un employé debout derrière le guichet, qui eût pris des airs excédés et bousculés, m'eût écouté à peine et compris de travers, qu'on eût au surplus dérangé trois fois ; et j'aurais eu tout ce temps, collés contre moi, trois ou quatre autres clients, qui m'auraient donné le sentiment que je portais sur le dos leur impatience, et qu'ils ne cessaient de juger phrase par phrase mes explications, les trouvant bien entendu interminables et bafouillantes ; pour ne point parler de mon agacement à voir des tiers inconnus instruits en détail d'une affaire peut-être confidentielle, peut-être un peu ridicule, et qui en tout cas ne regarde que moi.

Ici, après une attente de quelques minutes, j'ai été reçu par un monsieur fort distingué, assis à une grande table, située à l'écart de trois ou quatre autres tables, dans un vaste espace silencieux, cossu, aux tapis épais, protégé par une balustrade, et où l'on ne pénètre que conduit par un gardien.

Le monsieur m'a offert une chaise, et m'a écouté avec autant d'attention, d'intérêt, de dignité cordiale, que s'il eût été le président même de la banque, et que je fusse venu lui soumettre un projet d'emprunt de trois cent millions de dollars de la part d'un gouvernement étranger. Moi je tâchais d'expédier la question (dans mon anglais déplorable et forcément elliptique). Mais lui, par le ton de voix, la physionomie, tenait au contraire à bien me montrer que nous avions tout notre temps (fût-ce en pleine guerre), et que mon affaire, malgré sa petite taille, n'avait aucune raison d'être bâclée.

Que voulez-vous ! C'est dans ces cas-là que, par le confort moral, le bien-être qu'ils me procurent, les Américains me font leur pardonner presque n'importe quoi. Par exemple l'idée d'avoir à retourner dans cette banque me sourit. J'envisage, dans un décor dont la convenance m'enchante, une conversation courtoise comme on se plaît à en rencontrer dans une bonne comédie, ou un roman de ton plaisant. Une démarche analogue à faire chez nous me donnait toujours un léger mal au ventre, parce que j'y humais d'avance une poussière de menues vexations, humiliations, remises à ma place, rabrouements et échecs.

L'on comprend aussi que, vue de loin, cette lenteur puisse

paraître exaspérante, surtout quand la situation comporte une urgence tragique ; que chaque jour les gens d'Europe répètent : « Mais que fait l'Amérique ? Quand va-t-elle ouvrir le deuxième front ? Est-ce qu'ils s'amusent ou s'endorment ? » Il faudrait raconter à nos compatriotes l'histoire de mes ouvriers peintres ; montrer que cette absence de hâte est plus que compensée par l'absence de cafouillage ; et que l'une est la condition de l'autre. La même maîtrise de soi qui vous permet de résister à la fièvre de l'urgence vous dispense des gestes inutiles et des faux mouvements. Oui, plus je regarde autour de moi et plus je me persuade que la lenteur et l'efficacité américaines sont un verso et un recto.

Est-ce tout à fait sans danger ? Je n'en suis pas sûr. Il doit y avoir un point critique. Dans certains cas l'urgence est telle qu'une réaction imparfaite vaut mieux qu'une réaction parfaite mais en retard. La bonne chance des Etats-Unis, jusqu'ici, est qu'ils n'ont jamais été mis en présence d'une urgence extrême ne tolérant aucun délai. Comment s'en seraient-ils tirés ? La bataille de la Marne n'était probablement pas un chef-d'œuvre de précision et de mise au point. Mais la vraie sagesse eût-elle été de préparer une bataille chef-d'œuvre pour l'année d'après, et de perdre la guerre dans l'intervalle ?

N'empêche que je me méfie plus que jamais du système D et de la débrouillardise ; et qu'une des raisons qui m'ont aidé, tout Français et méridional que je suis, à si bien tolérer en somme ce milieu nouveau, c'est le manque de fébrilité, la maîtrise de soi qui y sont en honneur.

J'en arrive à retirer ce que j'ai dit l'autre jour sur le *keep smiling*. C'est aussi une façon de maîtriser son humeur et ses nerfs ; et je n'ai pas oublié combien au début de mon séjour j'étais reconnaissant aux visages de la rue d'être si peu renfrognés. Ah ! que tout se gâte vite !

Hélas ! aussi, que rien n'est simple ! Voilà qu'au moment où j'évoque, en enfilade, la cordialité de tant de petits fonctionnaires, la bonhomie à peine rugueuse des agents de l'autorité, la gentillesse de notre antiquaire de la Neuvième Avenue, la *cheerfulness* de mon vendeur de complets aux abords de Times Square, et où je me sens prêt à chanter le *keep smiling* diffusant sa lumière dans toute l'épaisseur de l'administration et du petit commerce, deux incidents récents, minimes, mais je le crains significatifs, viennent me grincer entre les dents, comme du gravier dans de la confiture.

A New-York, Sixième Avenue, trottoir ouest. Une quincaillerie *(hardware)*. J'aperçois en montre un cadenas, dont justement j'aurais l'emploi. Il est fixé parmi d'autres sur un carton publicitaire qui porte en gros le nom du fabricant. Au coin du carton, l'étiquette du prix : 1 dollar 75. Je passe, me disant : « Je retrouverai cela n'importe où, puisque c'est une spécialité à prix fixe. » Deux cent pas plus loin, j'aperçois à une autre devanture le même cadenas, sur le même carton. Seule manque l'étiquette du prix. Cette fois, je me décide. J'entre. Le marchand décroche du carton un cadenas, me le pose dans la main. Je tends deux dollars. « Deux cinquante » me dit-il d'un air dur. Je balbutie quelques mots étonnés. Je ne sais même pas s'il prend la peine de me comprendre. Il m'arrache le cadenas, et me tourne le dos en bougonnant, comme à un importun qu'on prie de sortir.

On me dira : « C'était quelque récent immigré ; point un vrai Américain, etc... » Mais j'ai observé en bien d'autres circonstances cette rudesse du petit commerçant, et aussi ce qu'il garde de flibustier. Nulle part en Europe je n'ai vu ce que j'ai constaté ici cent fois : deux boutiques vendant le même article (un rasoir, une paire de bretelles, une bouteille de gin), de la même marque, à cent mètres de distance, avec une différence d'un tiers dans le prix. Et les fabricants et spécialistes célèbres aident à cette piraterie, car, contrairement à ceux de chez nous, ils s'abstiennent en général de marquer un prix de vente imposé au détail. Moi, cela me fait penser au camp de pionniers dans la brousse, où le mercanti est encore bien bon de vous apporter si loin sa pacotille. Auriez-vous le toupet de marchander ?

Deux jours plus tard à Philadelphie, sur la plus grande voie, une chemiserie de confection. Des modèles assez jolis, en devanture, à des prix raisonnables. Je réfléchis que deux chemises seraient pour moi les bienvenues. Je pénètre dans l'étroite boutique. Le patron derrière son comptoir est seul. Je m'explique tant bien que mal. « Quelle taille ? » me dit cet homme, sur le ton d'un policier soupçonneux. Je souris de mon mieux, fais un geste d'incertitude, montre mon col, mon bras. Il se renfrogne un peu plus, me toise d'un œil hostile — comme le policier qui trouve que vos papiers décidément ont l'air truqué — et se retournant vers une vitrine, ouvre d'une poussée quasi coléreuse la porte à glissière, prend sur un rayon une, puis deux, puis trois, puis quatre chemises de teintes différentes, et chaque fois jette l'objet sur le

comptoir, sans daigner le suivre des yeux, ni m'adresser un regard. En bref, je ne vois pas comment un homme, exerçant un métier aussi mal pourvu de moyens offensifs et vexatoires que celui de chemisier, aurait pu me témoigner plus de mépris, mieux me faire sentir que j'étais un de ces individus ignobles, à qui l'on se résigne à jeter de la marchandise, faute de pouvoir leur jeter des gifles ou des pierres ; ou comme on jetterait des croûtes de pain à un chien galeux.

Je n'avais ce jour-là rien de spécialement dégoûtant. Et les gens s'accordent à me trouver un extérieur plutôt bonhomme et sympathique. D'autre part je n'ai pas de susceptibilité ombrageuse. Eh bien ! je vous assure que si j'avais été plus maître de mon anglais, j'aurais dit à cette brute que la présence d'un individu comme lui, ailleurs que dans une chiourme, suffirait à remettre en question le niveau de la civilisation américaine.

Je me suis contenté de pivoter sur mes talons, et de déclarer en français tandis que je repassais la porte : « Tu peux te les mettre au derrière, tes chemises, odieux macaque. » Le ton de ma voix donnait des clartés sur le sens.

Je guette du coin de l'œil le cadran de mon cartel. Déjà minuit et quart. Et je dois me lever tôt. Excusez-moi de couper ma lettre si brusquement. J'avais encore des tas de choses à vous dire. (Par exemple sur le problème nègre, que divers contacts et aspects, à New-York, à Washington, dans le train, ici même, ont rajeuni pour moi). J'avais aussi à vous répondre sur une question que vous m'avez posée incidemment. Vous vous souvenez ? Dans votre avant-dernière lettre, vous me demandiez si dans mon champ d'observation j'avais recueilli du nouveau ou de l'inédit touchant les mœurs amoureuses et les notions ou conventions qui s'y rattachent. Ma moisson n'est pas très abondante. Mais le temps de guerre l'a tout de même tant soit peu favorisée. Je commence à avoir quelques petites idées sur le sujet ; limitées à mon métier, bien entendu. Je n'aurai la présomption de vous les communiquer que parce que, précisément, elles s'appuient sur la fréquentation quotidienne de ce milieu, que vous connaissez, mais probablement pas d'aussi près que moi. Promis pour une lettre suivante.

CINQUIÈME LETTRE

Je vous ai promis, un peu imprudemment, le fruit de mes réflexions sur le problème nègre, et sur celui des mœurs amoureuses. A vrai dire, pour ce qui est du premier point, vous ne m'aviez rien demandé ; et j'ai bien le sentiment que je n'ai rien à vous apprendre. Mettons que c'est moi qui ai besoin d'en parler, et avec une pleine liberté. Pleine liberté que je n'ai pas en face des gens que je rencontre. Car ou bien ces gens sont des Américains. Et ils appartiennent à deux catégories : l'intelligentsia, ou le public ordinaire. L'intelligentsia n'aime pas s'appesantir sur le sujet. En principe, elle condamne la discrimination raciale. Mais elle n'a pas le courage d'avouer, ni de reconnaître dans le secret de son cœur, l'existence de certaines raisons qui lui sont communes avec le public ordinaire, et qu'il y aurait précisément grand intérêt à élucider. Quelques-uns, il est vrai, font bon marché de ces raisons, les condamnent à priori, se déclarent acquis à la solution radicale, qui serait l'égalité complète, de fait comme de droit, entre les deux races. Mais du même coup leur avis, faute de nuances, est sans grande valeur pratique. En considérant les sentiments de la majorité sur ce point comme un simple reliquat de préjugés archaïques, ils s'exposent à en méconnaître la force, et à ne remporter sur eux que des victoires verbales.

Quant à l'Américain moyen, même cultivé, la question nègre est exactement celle dont il préfère qu'on ne lui parle pas. C'est la corde dans la maison du pendu. Non qu'il se dissimule la gravité de ce qui est en jeu, et n'en ait pas la conscience plus ou moins barbouillée. Mais il est persuadé au fond de lui-même que c'est une de ces questions, comme il y en a pas mal, que la discussion n'améliore pas, et qui gagnent à rester dans la pénombre. Il faut gratter la plaie le moins possible. Tout au plus soupire-t-on parfois devant un étranger (il se peut que dans l'intimité les propos soient plus libres) : « Nos ancêtres, surtout ceux du Sud, ont eu une triste idée quand ils ont accepté, ou sollicité, les services des marchands d'esclaves. Ils y ont trouvé une commodité provisoire. Mais quels tracas épouvantables ne nous ont-ils pas légués ! Nous en restons empoisonnés indéfiniment. Et sans compensation. » Car cet Américain moyen, si vous l'y encouragez un peu, n'a pas trop de peine à vous montrer qu'il n'y a pas actuellement un seul travail où le noir soit indispensable. Les besognes les plus dures

ou les plus dangereuses, les blancs s'en chargent, abandonnant volontiers aux noirs les emplois voisins de l'oisiveté ou amis de la nonchalance (dont le garçon de pullman, le porteur de gare, le boy d'hôtel, le cireur de bottes, nous fournissent quelques exemples). Et la main d'œuvre noire n'est même plus une économie. Souvent elle se paye au même tarif. Et quand son salaire est plus faible, son rendement l'est encore plus.

Comme un jour à un *trustee* de notre Université, qui m'avait parlé de la question beaucoup plus franchement que les autres, je disais, par manière de plaisanterie : « En somme, si une des nations philanthropes du monde, une de celles qui vous font la leçon, vous offrait de vous prendre tous vos nègres, gratis, par livraisons successives, en mettons dix ans pour que le remplacement de main d'œuvre se fasse sans trop de secousses, vous examineriez la proposition ? — Oh ! nous l'accepterions avec enthousiasme » s'écria-t-il dans un rire magnifique. « Et pour que la séparation ait lieu sans *hard feeling*, et aussi pour aider la nation philanthrope, je crois bien que le Congrès voterait encore un *bonus* d'adieu à chaque famille noire. »

Notez que je ne sais nullement si mon *trustee* exprimait là un sentiment très général, ni si à ma boutade il n'avait pas seulement répliqué par une autre boutade. En tout cas, pour corriger ce qu'il semble y avoir là-dedans de sécheresse de cœur, il faut que je verse au dossier la réflexion que me fit, un peu plus tard, un clergyman, à qui je citais l'échange de propos précédent. (Vous voyez qu'au total j'ai tout de même eu quelques audaces, payées de quelques confidences.) « Il y a aussi pour nous, me dit-il, une affaire de cœur. Jadis, nous avons associé ces pauvres gens, bien malgré eux, à notre vie nationale. Nous les avons utilisés avec âpreté. Il ne serait pas très joli de nous débarrasser d'eux, même si par miracle l'occasion s'en offrait, maintenant que nous pensons pouvoir nous passer d'eux. Et puis, ce serait à eux de décider. Ce sol est devenu leur patrie, à eux aussi. Ils ont des droits sur cette patrie, Ils ont souffert pour elle. Ils luttent encore en ce moment pour elle. Au surplus ce n'est pas du tout mensonger de dire que nous leur sommes attachés. Dans combien d'âmes de chez nous n'y a-t-il pas des souvenirs tendres, ou affectueux, liés à des visages noirs (une nourrice, une vieille servante, un jardinier, le marchand de journaux du coin, etc...). »

Autrement dit, dans ce folklore sentimental dont vous me

parliez un jour, le noir tient une place. Comme il en tient une dans la région des scrupules et des remords.

Pour les Européens que je rencontre, ils se divisent eux aussi en deux catégories : ceux qui sont installés depuis longtemps, et les nouveaux venus. Les premiers, même s'ils ne l'avouent pas ou se le dissimulent à eux-mêmes, en sont arrivés à sentir sur la question nègre comme les Américains. Et ils n'ont guère moins de répugnance à développer le débat. Les seconds, en général, manifestent une belle intrépidité : « Comment un si grand peuple peut-il supporter une tare pareille ? Surtout en ce moment, où le monde entier lutte contre la folie raciste ? Il est inconcevable qu'ils ne mesurent pas le scandale et l'illogisme de leur conduite. »

Mais de même que je suis gêné pour dire à l'Américain moyen ou à l'assimilé que je le comprends plus peut-être qu'il ne croit (car ce n'est certes pas à nous de l'ancrer dans ses préjugés) de même, à ces nouveaux venus, j'hésite à franchement répondre. Et pourquoi ? Parce qu'à eux je serais forcé de dire qu'ils en parlent à leur aise, et que moi, tâchant de me mettre à la place des Américains, j'incline à des jugements plus nuancés. Ce qui me ferait regarder de travers. A quoi bon ?

En résumé, je ne puis parler tout à fait librement de la chose avec personne ; je ne puis pas — pour employer cette charmante locution anglaise — « aérer mes vues ». D'où mon envie de me rattraper auprès de vous.

L'épigraphe à tout mon propos sera justement : « Ils en parlent à leur aise. » Oui, je n'accepte la discussion qu'avec des gens qui consentent à faire l'hypothèse suivante :

Une France ayant, sur son sol métropolitain, dix millions de noirs (descendants d'esclaves), dont cinq à six millions dans la seule vallée de la Garonne.

Comment les choses se passeraient-elles ? Le préjugé de race n'aurait-il jamais effleuré nos vaillantes populations du Sud-Ouest ? Aucune mesure de discrimination ne se serait-elle jamais présentée à leur esprit ? Aucune inquiétude, même aucun froissement d'amour-propre, si la question s'était posée de remettre tous les pouvoirs politiques, militaires, judiciaires, municipaux, à ces nègres fils d'esclaves, dans les unités administratives où ils auraient eu la majorité ? Car n'est-ce pas, il n'y a rien de commun entre une situation de ce genre, et l'inoffensive dispersion de quelques poignées de noirs, qui d'ailleurs ne se sentent pas chez eux,

dans les quartiers populaires de deux ou trois de nos grandes villes.

Tenir compte de ces petits détails est ce que j'appelle avoir le sens des nuances. Ne pas l'avoir, c'est vous dire, comme certains de ces nouveaux venus (qui, tout en profitant de l'hospitalité de ce pays, saisissent la moindre occasion de faire ressortir qu'« après tout il ne vaut pas mieux que les autres ») : « Mon Dieu ! les Américains traitent les nègres comme l'Allemagne nazie a traité les Juifs. » Ici l'attentat au sentiment des nuances est double. D'abord, en assimilant, même de loin, les deux traitements. Puis en assimilant ceux qui de part et d'autre en sont l'objet.

Pour le premier point, ce degré de bonne foi dans la discussion me rappelle les journalistes qui, vous me le contiez, vous demandaient à New-York en mai 39 si le gouvernement Daladier ne prenait pas envers la presse les mêmes mesures de coercition que le régime nazi. Pour le second point, j'aimerais avoir assis près de moi un de ces Européens qui ne s'abaissent pas aux nuances, un samedi soir, par exemple, dans un métro-express de la Septième ou de la Huitième Avenue, allant dans la direction *downtown*. A cette heure-là, vous le savez, surtout le samedi, les wagons s'emplissent à la cent-vingt-cinquième rue de voyageurs noirs qu'attirent, vers le centre et la basse ville, soit, je suppose, des divertissements, soit des visites à faire. Il m'est arrivé d'avoir ainsi en face de moi une rangée d'une vingtaine de noirs, hommes et femmes, d'âges divers, une rangée pure, et de noirs purs. Je ne ferais à mon Européen aucun discours. Je lui dirais simplement : « Regardez ». Je n'insinue point que le spectacle soit antipathique le moins du monde. Je ne reprocherai même point à mes nègres et négresses de mâcher tous ensemble du chewing-gum. Beaucoup de blancs des classes modestes leur ont enseigné cette élégance. J'observerai seulement, en toute objectivité, que ce mouvement a pour effet de mettre les mâchoires bien en valeur ; et que, lorsque ces mâchoires sont affectées d'un puissant prognathisme, lorsqu'elles viennent fort en avant d'un large nez écrasé et d'un crâne fuyant, presque dépourvu de front, les évocations qui vous viennent à l'esprit, sans que vous en soyez du tout responsable, vous ramènent plus près de la forêt équatoriale et du loisir qu'on goûte dans ses ombres que de la procession des Panathénées. Aucun jugement de valeur là-dedans. Aucun orgueil de race. Une simple question d'affinité, et, si vous voulez, d'habitat traditionnel. Et quand mon Européen aurait assez

regardé, je lui dirais : « Imaginez que vous ayez une fille de vingt ans, fine et jolie. Et qu'un jour elle vous amène un de ces garçons, en vous déclarant : Père, voilà mon fiancé. Pouvez-vous me jurer, la main sur le cœur, qu'à ce moment-là, aucune trace de préjugé biologique ne vous pincerait ? Je vous épargne d'imaginer en plus la belle-famille, et l'aspect que prendraient certaines réunions. Mais soit ! Vous êtes un de ces esprits merveilleusement affranchis qui ont su dompter, jusqu'au fond d'eux, les moindres sursauts de l'irrationnel. Alors, ayez la bonté de vous mettre dans la peau de gens plus ordinaires. Une famille de Nouvelle-Angleterre, par exemple ; qui a, dans ses traditions, une certaine lutte de l'homme blanc contre un milieu inconnu et difficile, une discipline de pionnier, une fraternité étroite, un respect de soi-même sans lequel l'individu et le clan se seraient bientôt dissous. Exigerez-vous de ces gens-là que l'idée de donner leur fille à l'un des gaillards qui nous font vis-à-vis entre dans leur vision d'un monde souhaitable, apparaisse comme un signe de progrès prochain, soit un des traits qui rendront à leurs yeux la société de demain plus harmonieuse et plus belle ? »

Je sais bien que j'ai pris un cas d'une éloquence spéciale. Mais la probité du raisonnement le veut. Les adversaires de la discrimination n'ont pas le droit de simplement déplacer les frontières de la discrimination. Ils ne sont cohérents avec eux-mêmes que s'ils la biffent complètement, et la désavouent dans tous ses aspects et corollaires. Et puis, pourquoi refuser d'apercevoir que le problème est essentiellement biologique ? Donc que le cas le plus significatif est celui où l'instinct biologique est appelé à jouer au maximum ? (1)

Aïe ! Un coup d'œil à mon cartel me rappelle à l'ordre, comme l'autre fois. Qui m'eût dit que la question nègre me travaillait à ce point ?

Comme j'ai du travail en retard pour demain et après-demain, je remets la suite de ma lettre à deux ou trois jours. Et en attendant je vous expédie ce début, non pour calmer votre impatience, que je ne suppose pas fébrile, mais parce que j'ai une vague idée que le contrôle postal s'inquiéterait davantage d'une lettre par trop épaisse.

(1) Ici, et dans tout ce qui touche à la question nègre, je suis loin d'être d'accord avec Salsette. Je ne le lui ai pas caché dans la réponse que je lui fis.

SIXIÈME LETTRE

Mon précédent factum, vous avez dû le sentir, ne dissimulait pas la moindre intention d'insinuer que le statut des noirs en ce pays n'appelle pas des changements. Loin de là. Je ne suis pas allé dans les Etats du Sud, dont cinq ou six passent pour abriter le plus de préjugés et d'abus, sans omettre quelques horreurs et atrocités, à l'occasion. (Vous qui avez voyagé par là êtes sûrement mieux au fait que moi.) Mais je suis persuadé que ce qu'on raconte des formes d'oppression ou de vexation dont les noirs y sont encore victimes est souvent exact. (Les différences d'avec l'Est s'expliquent d'ailleurs trop bien par des raisons tant historiques que démographiques.) Je ne doute même pas de la vérité de quelques récits de lynchage plus ou moins récents que j'ai lus, et qui ne peuvent que soulever, chez quiconque n'a pas une âme de bourreau nazi, une indignation totale. Mais dans ce morceau de l'Est que je connais, et dans les contacts variés des noirs avec les blancs dont j'ai été témoin, je suis obligé de dire que je n'ai jamais assisté à rien qui ressemblât de la part des blancs à des sévices, ou à des procédés vexatoires. Je n'ai même jamais eu l'occasion de saisir un regard ou un ton de voix blessants. Au contraire, l'Américain moyen de l'Est m'a paru pratiquer envers le noir une cordialité indulgente. Les porteurs de gare par exemple, les garçons de pullman, sont souvent exaspérants par le sans-gêne avec lequel ils vous traitent, ou vous écoutent. Je les aurais plus d'une fois ramassés, si j'avais été dans mon pays. L'Américain, lui, sourit, ou, par-dessus l'épaule du maroufle, vous fait un clin d'œil, comme pour vous dire : « Il faut les prendre comme ils sont ! »

L'on m'objectera que si je n'ai pas été témoin de scènes pénibles, que si je n'ai pas vu de noirs éconduits à la porte d'un restaurant ou d'un hôtel, c'est que les gens de couleur savent se tenir à leur place, et préfèrent ronger leur frein que de provoquer un esclandre. C'est bien possible. Mais il y a tout de même de petits faits qui dérangent une vue trop sommaire des choses. Faut-il rappeler mon ami le douanier qui visita mes bagages le jour de mon débarquement ? Je n'avais pas l'impression qu'on eût souci d'épargner aux voyageurs blancs, fussent-ils huppés, l'humiliation de répondre à ses questions, ou de subir éventuellement ses semonces ou ses sévérités. Sur vos conseils, lors de mon dernier passage à New-York, je suis allé chez Franck, le restaurateur de la cent vingt-cinquième.

C'est en effet le rendez-vous de la gentry nègre. Atmosphère des plus dignes. Sur une vingtaine de tables occupées, trois ou quatre l'étaient par des blancs, de bonne apparence bourgeoise, qui ne faisaient en rien tournée des grands ducs, qui avaient dû venir déjeuner là parce qu'ils avaient à faire dans les parages, et que le restaurant a de la réputation. Bref, ils semblaient trouver leur propre présence, avec les voisinages qu'elle impliquait, toute naturelle. Ce qui ne suppose déjà pas une susceptibilité raciale bien aiguë. Mais le plus surprenant est que tous les garçons, sauf un peut-être qui est douteux, sont des blancs sans mélange. Et comme le restaurant est très bien tenu, ces garçons représentent par leurs allures et manières un niveau de bon ton qui se rencontre rarement à New-York. L'un d'eux surtout, blanc de cheveux, fin de profil, a une distinction toute anglaise. A l'écran, il jouerait fort bien le diplomate de carrière. Donc j'ai vu ces garçons irréprochables se pencher sur des clients et clientes noirs, prendre leurs ordres, leur distribuer des sourires déférents, d'aimables hochements de tête, accompagnés de phrases qui étaient certainement de ces riens aimables et plaisants que la courtoisie du métier comporte. Encore une fois, j'aurais voulu que fussent là ceux qui chez nous se représentent de bonne foi le nègre d'Amérique comme un paria, un intouchable, uniformément bafoué.

Qu'à côté de ce petit tableau un enquêteur, qui aurait beaucoup roulé et pénétré en maints replis, surtout dans le Middle West et le Sud, pût placer bien des scènes moins édifiantes, je n'en doute pas. Mais dans un débat de ce genre, ce qui importe, ce n'est pas tant une moyenne statistique. C'est la signification de certains faits, par cela seul qu'ils se produisent, et qu'ils se produisent très publiquement, sans paraître scandaliser personne.

D'ailleurs un témoignage, beaucoup plus général, et dont il est difficile d'affaiblir la portée, nous est fourni par les visages et attitudes des nègres, où qu'ils soient, isolés, en groupes, en foule. J'en ai tout de même vu quelques milliers à New-York, Boston, Philadelphie, Washington, en des coins de Nouvelle-Angleterre... et cela fait déjà un joli morceau de pays. Jamais vous ne me ferez croire que ces gens-là se considèrent comme des persécutés ou des martyrs. Leur face respire la sécurité, la bonne humeur, non sans quelquefois une pointe de vanité insolente. Absolument rien du chien battu. A ce propos, je dois noter qu'un collègue américain avec qui je m'entretenais de la chose avec précaution, me disait

qu'en traversant les Etats du Sud il n'avait pas été frappé beaucoup plus par l'air chien battu des noirs. Et il se demandait s'il fallait l'expliquer par le fait que les noirs du Sud, tout en étant victimes de biens des abus, et même — par exception — d'actes de violence, jouissaient tout de même, en règle ordinaire et dans l'ensemble, d'une condition plus supportable que nous ne l'imaginons ; ou plutôt l'attribuer à l'insouciance de la race, à sa résignation sans amertume, à sa gaîté.

Ici d'ailleurs nous touchons à l'un des nœuds de la question. Il est plus que probable que l'immense majorité des nègres d'Amérique ne songeraient pas d'eux-mêmes à se plaindre de leur sort ; et qu'ils ne prennent conscience d'une injustice qui leur est faite qu'à partir du moment où quelqu'un, — un polémiste, un *leader* (évitons le mot désobligeant de meneur), qui souvent ne vient pas de chez eux, — la leur signale. Je sais bien que c'est presque toujours le cas pour les opprimés, quels qu'ils soient. Mais il y a des degrés ; et il n'est pas indifférent de savoir dans quelle mesure une revendication sort des entrailles des gens ou de l'évidence des torts subis, et dans quelle mesure elle se contente de répondre à une suggestion. Plus particulièrement, les noirs des Etats-Unis, dans l'idée plus ou moins obscure qu'ils se font de leur cause, se reconnaissent peut-être lésés quant à leur dignité et leur amour-propre, mais doivent manquer d'une indignation convaincue pour ce qui est de la justice distributive. Peuvent-ils au total se sentir spoliés ? Peuvent-ils s'imaginer, même avec beaucoup de complaisances, qu'ils apportent à cette civilisation plus qu'elle ne leur donne ? Leurs ancêtres ont souffert une violence odieuse, c'est vrai, mais qui d'abord ne les arrachait pas à un destin bien riant. N'oublions pas que c'étaient des prisonniers de guerrillas africaines, voués de toute façon à l'esclavage ou à la mort. Valait-il mieux, dès ce temps-là, rester sur place la proie d'un roitelet tortionnaire, ou travailler assez durement dans une plantation de Géorgie ? (Ce qui est vrai, c'est que le roitelet aurait fait moins de razzias d'esclaves, s'il n'avait pas eu de clients américains à fournir). Au total, et dans l'état actuel des choses, les millions de noirs installés aux Etats-Unis se trouvent participer à beaucoup des avantages d'une civilisation qu'ils n'auraient certainement pas créée. « Où seraient-ils en ce moment ? » me disait un Américain *outspoken*. « Dans les branches d'un cocotier. Ou plus exactement, pas un sur dix n'aurait eu la chance de naître. Car vous m'avouerez

bien que chez nous et grâce à nous ils ont terriblement crû et multiplié. »

Pour parler un langage de businessman, le partenaire noir, dans l'affaire Amérique, s'il touche un peu moins de dividendes que le partenaire blanc, en touche certainement beaucoup plus qu'il n'a eu de part à la création du bénéfice.

Certains me diront que ce langage est dur. En ont-ils le droit, du moins ceux d'entre eux, c'est le cas de beaucoup, qui sont adeptes du « matérialisme historique » ? Eux ou leurs coreligionnaires ne parlent-ils pas tranquillement de liquider la bourgeoisie ? (Et quand ils sont au pouvoir, ils ne se contentent pas d'en parler.) Or envisager, par les procédés que l'on a vus à l'épreuve, la liquidation de la bourgeoisie, ce n'est pas seulement dureté, c'est basse injustice ; puisque l'opération consiste à détruire les artisans principaux d'une entreprise dont on aura d'abord par violence confisqué les installations et le profit.

En vérité, ceux pour qui la situation des *colored people* doit devenir humiliante, douloureuse, sont les gens de deux catégories, faibles numériquement, mais toutes deux dignes d'un intérêt particulier : d'un côté les noirs d'élite, qui ont fait des études complètes, et se savent individuellement supérieurs à la majorité des blancs qui les méprisent ; de l'autre les métis, à un huitième ou un seizième de sang noir, dont la peau est à peine teintée ou tachetée, le profil européen, qui se sentent et se savent des blancs presque purs, qui, mon Dieu ! en sont fiers, qui ne demanderaient qu'à se confondre dans leur vrai peuple, mais que le préjugé rejette dans l'autre peuple, celui des noirs laineux, camus et prognathes. Certains de ces métis peuvent avoir reçu eux aussi une éducation d'élite. Mais sauf en ce point de rencontre les deux catégories ont peu de chances de voir les choses de la même façon.

J'avoue que ces cas-là me semblent émouvants, et même tragiques. Spécialement le second. J'imagine tel couple, dans sa maison du côté de Mount Morris, l'homme et la femme ayant eu la chance de se rencontrer, chacun blanc aux sept huitièmes (le produit est rare, donc difficile à réunir en couples). Ils ont deux ou trois fils et filles. Avec quelle anxiété ils se demandent si ces fils et filles auront tous, eux aussi, la chance et la sagesse d'épouser au moins leur « égal » en blancheur ? Car une « rechute » vers le noir annulerait tant de bonnes chances et de sagesse antérieures, aurait des conséquences autrement ineffaçables qu'une banale mésalliance

d'autrefois dans une famille d'Europe. Et leur anxiété se complique du fait qu'elle ose mal se formuler, qu'elle a honte d'elle-même. Cet homme et cette femme sentent bien qu'en s'accrochant au niveau racial qu'ils ont atteint ils adoptent le préjugé de race, et renient assez lâchement ce pauvre huitième de sang noir qu'ils hébergent encore. Je ne me moque pas de ces gens. Je compatis à leur drame.

Mais, me fera-t-on observer, ce que vous nous racontez, n'est-ce pas exactement le drame des demi-juifs et des quarts de Juifs en Allemagne nazie, sauf que les nazis étaient plus tolérants quant au pourcentage ?

Nous voici donc ramenés au parallèle entre les deux situations. Je persiste à dire qu'il n'est pas équitable de forcer l'analogie. D'abord n'oublions pas ma rangée de métro. Il n'y a rien de commun entre l'éloignement biologique que peut éprouver un Allemand « aryen » envers un Allemand juif — qu'il n'arrive pas toujours sans une investigation spéciale à reconnaître comme tel — et celui qu'éprouve, sans même y réfléchir, le voyageur blanc assis dans la rangée d'en face. (Car le métis à profil européen est tout de même ici une exception.) Dans un cas jouent surtout la suggestion et l'idée préconçue. Dans l'autre, il s'agit d'un réflexe quasi instinctif (même si ce réflexe d'éloignement ne correspond à rien de légitime, et même s'il peut à l'occasion se muer en piment sexuel paradoxal — le sexe étant enclin, comme on sait, au paradoxe).

Ensuite, les choses restant ce qu'elles sont au point de vue biologique, peut-on nier que l'aspect du problème serait modifié si l'Américain moyen était forcé, même en le déplorant, de porter au crédit de la race noire ce que le nazi le plus obtus est bien forcé, même en le déplorant, de porter au crédit des Juifs, autrement dit si c'était de la race noire que la race blanche eût reçu sa religion, ses livres sacrés, une bonne part de son idéal moral ; et si, dans une des sociétés modernes les plus avancées — que ce fût l'Allemagne d'hier ou l'Amérique d'aujourd'hui — une foule d'individus supérieurs, de hautes personnalités, des dirigeants de toute espèce, aussi bien dans la science, la littérature, la philosophie, l'art, que dans la médecine, le droit, la finance, l'industrie, étaient des noirs ? L'objection « Mais les noirs, même s'ils en avaient eu le don et la vocation, n'en auraient pas eu la possibilité matérielle », nous paraît à nous très sérieuse. Je sens qu'elle n'est

pas décisive aux yeux des Américains. S'ils vous parlaient très ouvertement, ils vous diraient quelque chose comme ceci (je ne l'ai jamais entendu sous cette forme, mais j'en ai recueilli des suggestions et des bribes) : « Le génie d'une race ne se prouve-t-il pas précisément à vaincre peu à peu ces impossibilités matérielles ? La race juive n'a-t-elle pas eu au cours des âges tout contre elle, à commencer par la haine religieuse la plus féroce, à quoi les noirs n'ont jamais été en butte ? Certes, nous n'attendions pas qu'au temps de l'esclavage un noir se révélât grand physicien, ou grand compositeur, ou grand homme d'affaires (bien qu'après tout l'histoire de l'antiquité romaine soit pleine d'esclaves appelés à des fonctions importantes, dans l'ordre spirituel comme dans le temporel ; et ne nous racontez point qu'ils n'y arrivaient que par de viles complaisances ou astuces). En tout cas, chez nous, depuis la fin de l'esclavage, les noirs, sans avoir eu la partie égale, pouvaient faire leurs preuves. Ils n'étaient certes pas mollement poussés vers des situations toutes faites comme un fils à papa de la Nouvelle-Angleterre. Ils ne devenaient pas, rien qu'en se laissant vivre, présidents de banque ou conseillers d'ambassade. Mais ceux d'entre eux qui eussent été, par don de naissance, grands mathématiciens, ou grands musiciens, et qui eussent apporté à réaliser leur destin la même sorte d'héroïsme que bien de nos génies à nous ont dépensé parfois pendant des vies entières, nous ne voyons absolument pas ce qui les eût empêchés de produire de grandes œuvres. Rien dans notre législation ni dans nos mœurs n'interdisait à un Einstein noir de découvrir, fût-ce dans un modeste logement de professeur « coloré », les équations de la relativité généralisée ; rien n'interdisait à un Strawinsky ou à un Gershwin noirs, qui eût gagné sa vie le soir comme musicien de jazz, de composer dans la journée deux ou trois symphonies de grande classe, ou même une simple Rhapsodie en bleu ; et s'il avait eu des difficultés spéciales à se faire connaître sous cet aspect, ou reconnaître, soyez sûr qu'il y serait parvenu tôt ou tard, et que même un coup de snobisme eût fini par le favoriser, par amplifier sa gloire ; car vous avouerez bien que là où les noirs excellent — la danse, le chant, la musique instrumentale, divers arts de la scène, la boxe, etc. — ni la justice, ni au surplus la faveur du snobisme ne leur ont été refusées. »

Je ne prends pas littéralement ce plaidoyer à mon compte. Mais depuis le début, j'essaye de me mettre à la place de l'Américain, quand il est de bonne foi. Et comment comprendre ses attitudes,

si l'on n'essaye pas de reconstituer les arguments qu'il se formule à lui-même de bonne foi ?

Et notez que je ne suis pas d'avis de les suivre quand ils en viennent à des généralisations aventureuses, à des condamnations dans l'éternel. Il se peut que jusqu'ici, en effet, au cours des millénaires, la race noire soit la seule qui, quand elle restait à peu près pure et limitée à ses propres ressources, n'ait créé aucune grande civilisation, n'ait produit aucun des grands noms de l'humanité. Mais il se peut aussi, comme le prétendent maints ethno-géographes, que les hasards de répartition géographique en soient responsables ; que la race noire ait été condamnée à la stagnation soit par l'épaisseur d'un continent mal ventilé, soit par la dispersion excessive d'îles trop petites. Bien que l'argument soit susceptible de se retourner, et qu'un contempteur des noirs ait beau jeu de dire : « Si la race noire s'est laissée acculer ou rejeter à ces endroits-pourrissoirs, c'est que d'autres races plus aptes et plus énergiques l'avaient refoulée. » Il est certain aussi que l'argument géographique a bon dos. Si à l'heure actuelle, les Iles britanniques étaient peuplées de pêcheurs misérables et arriérés, on ne manquerait pas de nous faire valoir que ces îles étaient condamnées d'avance, par leur isolement du continent, le peu d'attrait de leur climat, la médiocrité de leur sol.

De même je ne fais que citer pour mémoire cette insinuation que j'ai recueillie un jour — d'une bouche non américaine — car elle serait évidemment d'une application trop facile à nombre de petits pays de l'un et l'autre hémisphères : « Pour les amis des nègres, me disait-on, l'exemple de Libéria est en effet assez troublant. Voilà un pays où les noirs, depuis bientôt un siècle, sont entièrement chez eux — grâce d'ailleurs aux Américains — ; et qui jouit, paraît-il, de toutes sortes de ressources naturelles. Or ce qu'il a pu faire de mieux est de se laisser oublier. Quand par hasard on nous parle de ce qui s'y passe, avouons que ce n'est pas brillant. »

Mais il faut que j'en arrive à ce qui est pour moi le vif de la question. Et ici je baisse la voix, car ce que je vais dire ne peut plaire à personne.

. . . . . .

C'est bien ici le moment de recourir à l'une de ces coupures que nous avons annoncées. En effet, Salsette, sous couleur d'indiquer à

l'Amérique d'autrefois ce qu'elle aurait dû faire, si elle avait eu un souci réaliste de son avenir, se livre à une de ces divagations dont il est, hélas ! familier, et qui, présentées toutes crues, ont de quoi choquer bien des lecteurs, tant américains que français. Disons seulement que la solution eût consisté, selon lui, pour l'Amérique anglo-saxonne de l'époque coloniale, à pratiquer les mélanges « officieux » des sangs beaucoup moins chichement qu'elle n'a fait. Ces mélanges « officieux » (et, cela va sans dire, à sens unique) eussent amené la formation d'une race intermédiaire, qui d'abord eût comblé humainement le fossé qui divisait les deux populations, et ensuite eût permis pour l'avenir, c'est-à-dire pour l'époque où cesserait l'esclavage, une fusion encore plus étendue par les voies légales entre éléments qui se fussent sentis beaucoup moins différents, beaucoup moins étrangers. Salsette fait valoir que l'Amérique latine a eu largement recours à ce procédé, et que, si regrettable qu'une telle latitude morale puisse nous paraître dans le principe, elle n'en a pas moins épargné aux Américains latins d'aujourd'hui ce terrible problème de la coexistence, au sein d'une même société, de deux (ou parfois trois) races profondément séparées, dont rien ne permet de prévoir le rapprochement. Salsette ne manque pas non plus d'invoquer l'anthropologie et de rappeler que certaines des races actuelles les plus harmonieusement fondues résultent de solutions tout à fait analogues improvisées par nos ancêtres dans les accidents de l'histoire et de la préhistoire. Je tiens à dire que je laisse à Salsette toute la responsabilité de pareilles vues.

(A suivre.)

JULES ROMAINS

L'UNION FRANÇAISE DEVANT L'O. N. U.

Le problème colonial a pris devant la dernière Assemblée générale des Nations Unies, de septembre à décembre 1949, une importance capitale. Il s'est développé sous trois aspects. Le premier, qui a seul vivement ému l'opinion française, a été celui de la Libye, de son unité, de son indépendance et de son admission à l'O. N. U. en 1952. Le deuxième a passé presque inaperçu, bien que ses conséquences puissent être considérables : c'est celui du transfert du Quatrième Point Truman aux Nations Unies sous les termes de « l'assistance technique aux pays insuffisamment développés ». Le troisième aspect n'est pas nouveau ; il correspond à l'exercice normal de la compétence de la Quatrième Commission : c'est le plus grave. Il oblige la France à prendre position, cette année, pour sauver son Union Française.

Toutes les décisions, élaborées en décembre, orientent si dangereusement l'O. N. U. en matière coloniale, qu'il n'est pas de parti, ni de gouvernement français qui, non pas dans un avenir lointain, mais dans les quelques mois qui viennent, ne doive se décider sur les points suivants : action diplomatique sur les chancelleries amies, attitude vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies elle-même, progrès de la conception de l'Union Française. Autrement dit, l'Union Française est en danger, et elle est mise en danger par l'O. N. U. Il faut absolument dissiper ce malentendu, avant qu'il ne devienne un différend.

LES ORIGINES : TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET TERRITOIRES NON AUTONOMES.

La conférence de San-Francisco fut une véritable Constituante internationale ; là s'élabora la Charte des Nations Unies, signée le 25 juin 1945. De nombreux pays, et, en particulier

les Etats-Unis, entraînés par leur tradition anticoloniale et par l'esprit rooseveltien, cherchèrent à supprimer complètement les colonies, non pas seulement celles des vaincus, mais même celles des vainqueurs. L'idée vague du *trusteeship* international était ancrée profondément dans la tête de Roosevelt ; tous les pays non entièrement développés auraient été soumis à un mandat général des Nations Unies. Finalement ce système de tutelle internationale, qui aurait été exercé directement par les Nations Unies, a été écarté de la Charte ; en fait, il n'a trouvé d'application que dans les décisions de décembre 1949, relatives à certaines colonies italiennes.

Ainsi la tendance d'un contrôle général des colonies par l'O. N. U. ne fut pas victorieuse ; ceia est un point très important pour la suite de nos développements. La notion de tutelle, de fidéicommis, de trust ne fut acceptée, et encore par l'intermédiaire d'un Etat membre, que pour les territoires qui avaient été, depuis 1922 sous le régime du pacte de la S. D. N., des territoires sous mandats ; ainsi le Cameroun et le Togo, anciennement allemands passés sous mandat français, deviennent en 1949 des territoires sous tutelle française. Un chapitre spécial, le chapitre XII traite de la tutelle ; un organisme spécial, le Conseil de Tutelle, est constitué par le chapitre XIII de la Charte, comme l'un des organes « principaux », constitutionnels de l'Organisation des Nations Unies prévu par l'article 7, parag. I (1) ; l'étendue des pouvoirs de ce Conseil, sa procédure de fonctionnement sont précisées d'une manière autrement détaillée qu'elles ne l'étaient pour la Commission des Mandats de l'ancienne S. D. N. Ne sont donc en tutelle, et en tutelle nationale, que les anciens mandats.

Que deviennent les territoires coloniaux, autres que les mandats ? Ils ne sont pas soumis à tutelle. Ils ne sont pas soumis au contrôle de l'O. N. U. Ils demeurent soumis aux Constitutions conférées ou convenues par les puissances administrantes. Néanmoins celles-ci ont souscrit dans la Charte à une obligation nouvelle : donner des renseignements sur les territoires non autonomes, les territoires dépendant de leur empire colonial. Nous analyserons tout à l'heure l'article 73 et l'obligation à renseignements ; bornons-nous à marquer tout de suite l'immense

(1) Les organes *principaux* de l'O. N. U. sont : « une Assemblée générale, un Conseil de Sécurité, un Conseil économique et social, un Conseil de Tutelle, une Cour Internationale de Justice et un Secrétariat. »

différence qui existe selon la lettre et l'esprit de la Charte, entre les territoires sous tutelle, auparavant sous mandat, et les territoires qui ne sont pas sous tutelle. Pour les premiers, régis par le chapitre XII, la puissance tutélaire est soumise au contrôle du Conseil de Tutelle, à l'obligation de faire un rapport à ce Conseil, à se soumettre au droit de visite de ce Conseil. Pour les autres territoires, appelés non autonomes, la puissance colonisatrice ou administrante n'est pas soumise à un contrôle ; elle n'est obligée par la Charte qu'à donner des renseignements, encore ceux-ci sont-ils limitativement énumérés et comportent-ils d'importantes exceptions, comme nous le verrons par la suite.

Or, ressurgence vigoureuse de la tendance battue à San-Francisco, voici que la dernière Assemblée s'avise de créer une sorte de Conseil colonial, homologue du Conseil de Tutelle, qui placerait sous le contrôle de l'O. N. U. les territoires non autonomes, c'est-à-dire, pour la France : son Union Française, les Etats associés, les protectorats d'Afrique du Nord. Ainsi le Parlement français, l'Assemblée de l'Union française, les Conseils généraux du Soudan, du Sénégal, etc..., les Assemblées locales perdraient partout l'initiative de décider ce qui est bon, ou ne l'est pas, pour l'Union Française ou chacun de ses territoires. Les organes élus passeraient sous le contrôle d'un Comité de l'O. N. U., composé de délégations de gouvernements ? Singulière façon de développer le progrès politique des populations. Qui l'admettrait ?

Certes, la délégation française s'est insurgée avec raison contre de telles prétentions. Mais il ne suffit pas d'élever dans une assemblée une protestation ou de faire des réserves, il faut déterminer une politique et non pas une politique de parti, mais la politique de la France : vis-à-vis de l'O. N. U., des autres nations et des peuples d'outre-mer.

POUR LA TUTELLE : CONTROLE
POUR LES AUTRES : INFORMATION TECHNIQUE

Comment les choses se sont-elles présentées en décembre ? Voyons d'abord les territoires sous tutelle. Pour ceux-là soulignons que le rapport du Conseil de Tutelle s'est montré favorable et même complimenteur à l'égard de la gestion française. C'est

pour nous et nos administrateurs, c'est aussi pour la conception (que nous avons fait triompher par notre Constitution, où les territoires sous mandat ont leur place sous le titre de territoires associés) du régime d'assemblées locales et de responsabilités budgétaires, une source de légitime fierté. La France n'oublie pas que sa mission est d'élever les peuples à la responsabilité de s'administrer eux-mêmes, c'est pour cela que l'Union Française les englobe ; l'Organisation des Nations Unies l'a reconnu pour les territoires sous tutelle française, la mission de visite par son voyage sur place a confirmé l'impression donnée par les rapports écrits. L'O. N. U. reconnaît donc le mérite français.

Il n'en est pas moins vrai que la même assemblée, soucieuse de montrer qu'il n'y a toujours là qu'un mandat dont elle est le mandant, a décidé que le drapeau des Nations Unies devait flotter sur les territoires sous tutelle, à côté du drapeau français.

Passons maintenant au point principal du débat : les territoires non autonomes. L'article 73 de la Charte constitue, avec le 74, tout le chapitre XI intitulé « Déclaration relative aux territoires non autonomes. ». Après avoir reconnu le principe de la primauté des intérêts des habitants, les nations administrantes acceptent comme une *mission sacrée* l'obligation de favoriser leur prospérité et, à cette fin :

a) assurer le développement intellectuel ;

b) développer leur capacité de s'administrer eux-mêmes ;

c) affermir la paix et la sécurité internationale ;

d) favoriser le développement et, enfin,

e) que je dois recopier en entier : « de communiquer régulièrement, au Secrétariat général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements, statistiques et autres de nature technique, relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent (le régime des tutelles) les chapitres XII et XIII ».

On voit, par conséquent que l'obligation de la France est de fournir des renseignements statistiques et techniques, à l'exception de renseignements politiques, à l'exception de motifs de sécurité, à l'exception de clauses constitutionnelles, à titre purement informatif, adressés au Secrétariat général de l'O. N. U. et non à un Comité spécial, régulièrement et non annuellement. L'O. N. U.

pouvant se servir de ces renseignements aux fins d'utilisation statistique ou scientifique, en particulier pour faciliter le travail de l'UNESCO, O. I. T., F. A. O. et autres institutions spécialisées, mais non point de contrôle. La France se soumettait à une obligation d'information ; or, c'est le contrôle que l'O. N. U. veut obtenir maintenant.

La France avait conçu son obligation d'information dès le début, de la façon la plus large ; elle avait agi avec une franchise qui paraît aujourd'hui un peu naïve, mais qui soulignait sa bonne volonté de collaborer intégralement à l'O. N. U. D'abord, en effet, elle a déclaré en qualité de territoires non autonomes, tous ses territoires d'outre-mer, à l'exception de l'Algérie, départements français. Ainsi ont fait d'ailleurs la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique (Porto-Rico), la Hollande, le Danemark (Groenland). Par cette déclaration, appelée 66 § 1 du 14 décembre 1946, les puissances coloniales se sont dénoncées elles-mêmes, elles ont avoué leurs péchés, elles ont confessé comme une faute l'honneur d'avoir colonisé, d'où aujourd'hui leur présence unique au tribunal de la repentance. D'où le danger de leur situation.

D'autres puissances n'ont pas commis le même impair. Comme l'a dit un délégué américain, c'est sans doute parce que la métropole et la colonie n'étaient pas séparées par de l'eau salée ; quand le territoire est séparé par l'Océan, c'est une colonie ; quand métropole et territoire sont d'un seul tenant, il s'agit d'une minorité. Hypocrisie de l'O. N. U. qui n'est pas unique en son genre. Tel est le cas de l'U. R. R. S., pour ses républiques des confins soviétiques ; tel est le cas dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, pour de nombreuses provinces arriérées. Ne serait-ce pas le cas en Amérique du Nord pour les *settlements* des Peaux-Rouges ? Telle est l'erreur, mais due à la bonne volonté et à la franchise, dont on devrait tenir compte aujourd'hui.

Cette déclaration faite, la France a, pour tous les territoires français, envoyé des renseignements très abondants. Autrement dit, nous avons présenté intégralement à l'opinion publique mondiale les conditions de notre gestion économique, sociale et culturelle ; certains territoires ont même envoyé des renseignements politiques, alors que ceux-ci ne sont pas exigés. Notez que la Constitution française est de 1946 et que l'Organisation de l'Union Française a suivi dans l'année d'après, par la mise en place des

institutions locales, les élections aux assemblées locales et françaises. Enfin le point final est la création du Haut Conseil de l'Union Française, par la loi du 24 avril 1949. Il est intéressant, dès à présent, de garder dans l'esprit ce parallélisme entre le développement de l'Union Française avec son idéal d'élévation des peuples, et de l'esprit de la Charte, créée un an auparavant, avec le même idéal. Il est dommage de considérer aujourd'hui qu'entre ces deux belles œuvres de l'esprit humain, animée du même souffle, il puisse surgir un conflit.

Néanmoins, il y a conflit. Il faut en indiquer les causes et les limites et voir comment la France doit aider à le résoudre.

LES DEUX ÉLÉMENTS DU CONFLIT : LE CONSEIL COLONIAL, LA QUALIFICATION DE L'AUTONOMIE

Le différend essentiel porte sur deux points : d'une part, par sa résolution n° 6 du 2 décembre 1949, l'Assemblée générale des Nations Unies décide de constituer un Comité spécial pour une durée de trois ans, autant dire qu'elle crée un Conseil colonial ; elle rend permanent le Comité provisoire créé auparavant pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'article 73 de la Charte.

D'autre part, par une résolution n° 8, l'Assemblée générale se déclare compétente pour juger du critère d'autonomie ; elle invite le Comité spécial, rendu sinon permanent en droit du moins pérenne, « à étudier les facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si tel ou tel territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ».

Les développements que nous avons donnés plus haut, nous permettent de ne pas insister sur le caractère inconstitutionnel de la résolution n° 6 ; la Charte, avons-nous rappelé, a institué, pour les territoires sous tutelle, le Conseil de Tutelle, élément principal, organique et constitutionnel de l'Organisation des Nations Unies. En revanche, elle n'a pas institué un Comité de contrôle sur les anciens empires coloniaux ; la tendance qui désirait cette institution ne l'a pas emporté à San-Francisco. En conséquence, une telle création est contraire à la Charte ; en tout cas elle ne peut résulter d'une procédure coutumière.

par ces approches successives qu'ont été la formation du Comité spécial et maintenant sa tendance à la permanence, par décision de l'Assemblée générale. Pour être valable, il faudrait que la Charte fût modifiée. Or, pour la révision de la Charte, une procédure est prévue par l'article 109 ; elle ne consiste pas en une simple décision de l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers, mais exige encore un vote de sept membres du Conseil de Sécurité et une ratification à la même majorité, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité. Nous ne faisons pas de pronostics sur le succès ou l'insuccès d'une telle procédure, nous disons que c'est la seule qui soit juridiquement valable. Constatant qu'elle n'a pas été employée, nous ne pouvons souscrire à l'institution coutumière d'un organisme aussi essentiel.

Où la question devient délicate, c'est lorsque ledit Comité spécial, non content de s'ériger en contrôleur permanent de la gestion des nations administrantes, s'avise, par la résolution n° 8, d'être également juge de la maturité politique des territoires administrés.

C'est ici que le débat entre l'O. N. U. et l'Union Française pourrait prendre, si l'on n'y veillait, un caractère angoissant. Nous avons dit tout à l'heure combien la France avait étalé largement devant l'O.N.U. l'ensemble des territoires dont elle a la gestion ; combien elle avait envoyé régulièrement jusqu'en 1949 des renseignements sur tous ces territoires. Sans doute, beaucoup considèrent qu'elle aurait pu ne jamais donner ces renseignements, à partir du moment où la Constitution créait l'Union Française ; tel n'a pas été l'avis du gouvernement français ; soucieux de répondre à ses obligations de renseignements, il les a fournis dès l'abord. Mais, au fur et à mesure que l'Union Française sortait des limbes, que certains territoires prenaient leurs responsabilités politiques, il n'y avait plus lieu de les soumettre à renseignements, le gouvernement français étant juge, et seul juge, de cette maturité, autrement dit de cette autonomie au sein de l'Union Française. Or, la résolution n° 8 rend compétente l'Assemblée générale pour apprécier le degré d'autonomie.

Il y a donc là conflit entre la souveraineté de l'Union Française et la souveraineté internationale de l'O. N. U.

Dans une lettre du 29 avril 1949, le gouvernement français écrivait au secrétaire général des Nations Unies qu'il n'enverrait pas de renseignements sur les départements d'outre-mer, promus

à cette qualité par la loi du 19 mars 1946, et sur les territoires d'outre-mer ci-après : Nouvelle-Calédonie, Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon, Etats associés de l'Indochine, Etablissements français dans l'Inde. Le gouvernement, par cette lettre, donnait des explications : assimilation à la métropole de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion ; régime de droits politiques étendus pour Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie et les Etablissements d'Océanie ; indépendance proclamée dans le cadre de l'Union Française pour le Cambodge, le Laos et le Vietnam ; liberté locale pour les Etablissements de l'Inde.

Pour les autres parties extra-métropolitaines de l'Union Française, le gouvernement continuera à envoyer des renseignements, mais il prévoit des réformes législatives et réglementaires, en cours ou qui doivent être arrêtées dans l'avenir, lesquelles auront pour but de donner à ces autres parties de l'Union Française des possibilités de s'administrer elles-mêmes. De toute façon, il est nettement indiqué « que la détermination des territoires, dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, relève de la compétence exclusive des Etats qui ont la responsabilité d'administrer lesdits territoires ». La déclaration du chapitre XI, 73, n'est que provisoire, elle doit normalement cesser de s'appliquer aux populations qui ont atteint un degré suffisant de culture, de prospérité et de capacité pour s'administrer elles-mêmes. Or, la Constitution française du 27 octobre 1946 a précisément entendu favoriser une émancipation obtenue soit dans l'unité de la République, soit dans l'autonomie au sein de l'Union Française. Ces deux modes d'évolution peuvent d'ailleurs parfois se combiner pour donner lieu à des régimes comportant à la fois l'attribution de libertés locales très étendues et une participation directe à la vie politique de la République.

LES SOLUTIONS : REFUS JURIDIQUE, EXPLICATION DIPLOMATIQUE ET RÉFORMES.

Voilà donc le problème bien déterminé. Il s'agit de savoir comment nous allons le résoudre. Deux voies s'ouvrent à nous : l'une juridique, l'autre diplomatique, lesquelles d'ailleurs ne

sont pas indépendantes. L'argument juridique paraît extrêmement solide ; il est double : c'est d'abord l'argument d'inconstitutionnalité internationale du Comité spécial permanent ; c'est, d'autre part, l'exception de constitutionnalité de l'Union Française.

Le Comité spécial n'est pas conforme à la Charte, sauf révision de celle-ci. Ne revenons pas sur ce point. En vain prétendrait-on qu'il s'agit de créer un organisme subsidiaire selon l'article 22 ; il s'agit d'un organe principal à ajouter à ceux énumérés à l'art.7 parag. 1. Le renseignement n'est obligatoire que sauf certaines exceptions, dont l'une est d'ordre constitutionnel interne : la Constitution de l'Union Française, dont la France est la seule interprète, permet de ne pas envoyer de renseignements, dès que le territoire a obtenu, aux termes de cette Constitution, la maturité politique.

Sans doute, en matière internationale, n'y a-t-il pas toujours avantage à aller jusqu'au bout de son droit. Sans doute, aussi, l'argument juridique n'a-t-il guère audience devant l'Assemblée des Nations Unies où l'atmosphère est plus passionnelle que logique. Aussi y a-t-il lieu de considérer quel bénéfice diplomatique la France peut tirer d'une position juridique solide. Pour cela, rappelons-nous que l'U. R. S. S. et ses satellites ont littéralement tué la « Petite Assemblée », en refusant de s'y asseoir et en opposant le même refus à toute décision, si minime fût-elle, qui sortait des cogitations de cette Petite Assemblée. La délégation soviétique la vitupérait régulièrement et accusait toute recommandation de la Petite Assemblée d'être marquée du péché originel ou d'une conception adultérine. En fait, l'Assemblée intérimaire en est morte.

Peut-on agir de même avec le Comité spécial ? Le gouvernement français devra y réfléchir. Techniquement le Comité spécial perdrait son caractère paritaire qui est une garantie, bien faible d'ailleurs. La France ne pourrait pas, au sein de ce Comité, faire valoir sa défense. Il faut prendre aussi en considération les réactions de l'opinion internationale et surtout les contre-coups au sein de l'Union Française et des protectorats d'Afrique du Nord. Notre gouvernement devra, s'il agit ainsi, poursuivre sa politique avec fermeté, même dans les plus petits détails (ce que les diplomates détestent, soucieux de laisser une marge de négociation), et opérer en entente absolue avec les autres puissances administrantes. Nous faisons allusion non seulement à la Bel-

gique et à l'Angleterre, mais au Danemark, à la Hollande et surtout aux Etats-Unis. Or, nous reviendrons tout à l'heure sur l'attitude des Etats-Unis en la matière.

Il y aura lieu également de considérer si nous devons continuer à envoyer des renseignements : au Secrétariat général, oui, car nous sommes tous tenus à l'obligation de l'art. 73, sauf à nous de donner des raisons de maturité politique, d'acheminement vers l'administration de soi-même, de tel ou tel territoire. En revanche, devons-nous envoyer des informations à un Comité que nous considérons comme illégal ? Certainement non. Devrons-nous alors continuer de siéger en quatrième Commission et à l'Assemblée qui examine les renseignements ? Certainement oui. Pour y protester sans cesse. Enfin M. l'ambassadeur Garreau a évoqué en séance l'éventualité d'un avis de la Cour internationale de Justice, sur la valeur constitutionnelle de la décision de l'Assemblée générale. Je le souligne : il n'est pas tellement simple de dire « non »; il faut voir les conséquences de ce refus et aller jusqu'au bout de sa politique, si l'on veut aller jusqu'au bout de son droit.

En dehors de cette attitude raidie mais nécessaire, et en corrélation avec elle, notre diplomatie a un effort considérable à faire. Son travail a pour but de convaincre les divers Etats, membres de l'O. N. U. et le Secrétariat général lui-même, que notre conception de l'Union Française est un système d'élévation et d'émancipation qui mène les peuples vers l'administration de soi-même, fondé sur les mêmes principes que la Charte, développé en avance sur celle-ci et arrivant avec plus de prudence et d'efficacité aux résultats envisagés par la Charte. C'est là une lourde tâche que la délégation française a plusieurs fois entreprise, en particulier lors de la session qui vient de s'écouler mais qui demande à être suivie avec persévérance dans tous nos postes diplomatiques et dans notre délégation permanente à l'O N. U.

Le Secrétariat général de l'O. N. U., comme tous les organismes, cherche, par une loi en quelque sorte mécanique des institutions, à élargir sa compétence ; il veut des territoires ; il a obtenu son drapeau ; peut-être perce-t-il quelques intérêts personnels : des candidats à des gouvernements par exemple. Bref, une sorte d'impérialisme. Le mot paraît un peu fort, je ne voudrais choquer personne et ne fais d'ailleurs pas de personnalités, mais il faut que tous les gouvernements administrants comptent avec cet état d'esprit et parviennent à le faire changer.

Au sein de l'Assemblée elle-même, il faut revenir sur ce que nous disions tout à l'heure : l'atmosphère, disions-nous, y est peu logique et davantage passionnelle. En veut-on un exemple ? La gestion française dans les territoires de l'Union Française a-t-elle été critiquée dans son ensemble ? Les renseignements, que nous avons envoyés en grand nombre, ont-ils été passés au crible ? Pas du tout. Alors que dans une conduite si vaste et dans l'ensemble si réussie, il y a certainement des choses critiquables, des insuffisances, des retards, eh bien ! non, c'est uniquement sur les protectorats : le Maroc et la Tunisie, qu'ont porté les discours enflammés d'Etats qui, bien entendu, étaient des Etats arabes. C'est donc la propagande qui se manifeste au sein de la Quatrième Commission, ce n'est pas la sérénité qui y règne, dans l'examen méthodique des renseignements fournis. Une telle attitude, par qui est-elle encouragée ? Par les Soviets d'une part, dans une critique générale de l'impérialisme capitaliste, (sans insister d'ailleurs cette année en ce qui concerne la France), et surtout par l'Amérique : l'Amérique du Nord, comme l'Amérique du Sud. Si bien que si l'on fait le compte des six U. R. S. S. et satellites, des huit Etats arabes, des dix-neuf Etats de l'Amérique du Sud, des Etats-Unis d'Amérique du Nord et que l'on y ajoute les flottements des Dominions anglais et les hésitations du Siam, de l'Ethiopie, de la Grèce, sans compter l'Inde et le Pakistan, on se trouve dans une atmosphère résolument hostile, où la démocratie, on peut s'en rendre compte par cette énumération, « coule à plein bord ». La plupart de ces pays, anciennement colonisés, votent contre ce qu'ils appellent encore des pays colonisateurs.

Or, c'est cette atmosphère délétère qu'il faudrait purifier, puis transformer en un climat sinon favorable, du moins compréhensif. Loin de moi la pensée de rédiger un programme d'indications pour nos diplomates à travers le monde. Néanmoins, une action semble devoir être profitable près de l'Amérique, celle du Nord comme celle du Sud. Les Etat-Unis d'Amérique du Nord, animés de l'esprit rooseveltien, anticolonialistes à San-Francisco, avaient mis une sourdine à leur ferveur anticolonialiste à partir du moment où les difficultés avaient commencé avec les Soviétiques, c'est-à-dire en 1947. Ils s'étaient aperçu que cette « libération » ne leur ouvrait aucun marché, mais servait la propagande communiste. Au contraire, à la session de 1949, ils ne

virent pas le danger de certaines suggestions et, on peut dire que, sans leur vote et leur appui, la motion du drapeau pour les territoires sous tutelle et la motion du Comité spécial pour les territoires non autonomes, ne seraient pas passées. Il faut que le Département d'Etat se mette d'accord avec sa propre politique. A Lake Success il dérive vers l'anticolonialisme ; à la Maison Blanche, avec le Point Quatre de M. Truman, il orienterait le monde entier vers un impérialisme colonial redoutable ; au Pentagone, avec le Pacte Atlantique, il veut des nations fortes appuyées sur des bases coloniales solides. Il semble que la stratégie, l'économie et la politique soient en complète contradiction. Si, à cette diplomatie ternaire, les Etats-Unis substituaient une politique unique, ils auraient plus de crédit dans le monde et plus de force pour eux-mêmes ; leurs services rendus à la cause de la paix seraient alors inégalables. Je suis persuadé que notre gouvernement et notre ambassadeur sauront le leur dire, mais pourront-ils les convaincre ? C'est une autre question.

Tournons-nous maintenant vers les Etats d'Amérique du Sud. Ils nous écoutent, nous aiment, nous font des compliments et votent... contre nous. Nous comprenons fort bien que, depuis la conférence de Bogota, une atmosphère anticolonialiste se soit accusée en Amérique du Sud. Ce n'est pas à dire que nous l'admettions. Nous considérons, en particulier, que cela est tout à fait injuste et que certaines vues sont fausses en ce qui concerne nos départements d'outre-mer : Guyane, Guadeloupe, Martinique. Sur ce point nous devons faire comprendre à ces Etats que, s'ils désirent notre amitié, ils ne doivent pas insister. D'ailleurs un délégué sud-américain a eu l'occasion de mettre en lumière l'effort fait par la France grâce à l'Union Française dans le sens de la décentralisation. Il faudrait absolument dissiper tout malentendu à cet égard et que nos amis sud-américains comprennent bien que l'Union Française est la fin de l'impérialisme colonial et non pas une nouvelle forme de cet impérialisme. Nous savons d'ailleurs que très souvent ils ont été frappés du développement réel, des responsabilités politiques et financières des territoires, dans ce qui était en 1946 les colonies françaises d'Afrique. En même temps on insisterait sur ce fait que je signalais dans mon préambule : l'O. N. U. et l'Union Française sont de la même époque, de la même inspiration.

Cela rappelé, ne pourrait-on pénétrer dans un autre domaine

où nous sommes sûrs de trouver un esprit de compréhension ? Un de nos collègues de la Quatrième Commission — je crois que c'est le délégué du Guatemala — rappelait le bienfait apporté à l'Amérique du Sud par le développement de la langue castillane ; on devrait y ajouter, pour le Brésil, l'apport précieux de la langue portugaise. Mais de l'autre côté de l'Atlantique, est-ce qu'une civilisation latine ne pourrait pas également se développer, par l'expansion de la langue française ? N'y aurait-il pas là, sur la base de la latinité, une possibilité à venir de civilisations égales ? Sans doute partons-nous plus tard sur la côte d'Afrique que l'on n'est parti sur la côte américaine. Sans doute même avons-nous cent ans de retard. Mais ce mélange de civilisation locale et d'apport européen et surtout latin, n'est-il pas un exemple que nous devrions suivre, pour faire des Africains des gens qui gardent leurs traditions, sans discrimination raciale, en se pénétrant des traditions intellectuelles de la latinité ? Il en est de même du point de vue de la transformation politique ; petit à petit les républiques d'Amérique du Sud ont créé, au cours du XIX^e siècle, leurs responsabilités d'Etats démocratiques avec, ils le reconnaissent eux-mêmes, des passages plus ou moins longs sous des symboles autoritaires. Petit à petit, également, chacun des Etats d'Amérique du Sud provoque le progrès des peuples ou peuplades qui existent encore dans certaines parties éloignées de leurs territoires. Que l'on ne nous demande pas de faire en quatre ans ce qu'après cent ans certains sont encore en train de parfaire ! Nous devons travailler, de part et d'autre de l'Océan, à un perfectionnement de l'humanité inspiré par ces grands principes de liberté française, si souvent acclamés en Amérique du Sud et que notre devoir est de mettre en vigueur pour arriver à créer, dans l'égalité des hommes, une civilisation sud-atlantique.

CONCLUSION

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé d'éclairer l'opinion publique de notre pays sur l'atmosphère difficile dans laquelle la délégation française a dû défendre les positions de la France, lors de la dernière session de l'O. N. U. Celle-ci ayant déjà sous son contrôle les territoires sous tutelle (Togo et Cameroun) à statut international, a tenté, par une voie détournée,

d'établir aussi un contrôle international sur notre Union Française, comme si elle était composée de territoires à statut international. Notre délégation a réservé notre politique. C'est maintenant au gouvernement de décider de la suite. A part les spécialistes, peu de bons esprits s'étaient penchés sur le problème. Le but du présent article a été de les y inviter.

Notre Union Française, qui a passé avec honneur le cap de la guerre, ne doit pas échouer dans les sables de la paix. Notre Union Française, fondée sur des principes si élevés, ne doit pas être battue en brèche par une haute institution qui défend les mêmes principes. Mais cette institution internationale, l'O. N. U., est composée de gouvernements et d'hommes. La position française, appuyée sur des principes juridiques solides, doit se faire défendre par une diplomatie non seulement habile, mais profondément convaincue de la valeur de la Constitution de l'Union Française. Notre gouvernement doit l'aider, non pas seulement par des instructions, mais aussi en poursuivant, dans l'Union Française, dans les Etats associés et les protectorats, les réformes évolutives conformes à l'idéal de la liberté française qui doivent mener, vers le progrès de l'économie, l'avancement de la culture et la responsabilité de la vie publique, les peuples qui sont sous notre garde. A ce moment les autres peuples, représentés à l'O. N. U., se rendront compte que l'Union Française est vraiment l'école de maturité politique où la France n'hésite pas à décerner des diplômes et des grades d'administration de soi-même, alors que ceux qui nous critiquent, ou nous envient, sont loin d'en être là.

Quelle tristesse — et quel danger — si les peuples d'outre-mer, Union Française ou protégés, en venaient à croire que tout ce que la France décidera désormais résultera d'une intervention de l'O. N. U. ! La France, par sa Constitution a été la première à appliquer les principes de la Charte ; elle doit désormais précéder l'O. N. U. et non l'attendre.

C'est par le droit, la diplomatie et par l'exemple constructif que se fera la réconciliation nécessaire de l'Union Française et de l'O. N. U.

P.-O. LAPIE.

CINQ FILLES ET UN FUSIL

QUATRIÈME PARTIE (1)

I

Sabine, de son lit, observe la petite servante qui range la chambre de la malade. Elle la regarde affectueusement et lui dit :

— Tu n'es pas aussi bavarde, Marinette, me semble-t-il, depuis quelques jours.

— Je ne sais pas, Madame, je suis pareille, répond Marinette en rougissant.

— Oh ! je ne me trompe pas, dit Sabine, je sais qui tu regrettes... Je pense aussi à elle et à sa sœur. Dix jours déjà, qu'elles nous ont quittées.

Elle tend la main à Marinette qui la baise. Ses yeux sont pleins de larmes.

C'est vrai. Depuis l'entrée des deux aînées au Sacré-Cœur, Marinette s'ennuie. Quatre filles envolées en moins de deux mois ! La maison paraît vide. Elia surtout manque à Marinette.

Lucile et Pruneau travaillent. Aline est bien autre chose que la sotte Amanda. Elle moule à ravir des modèles de majuscules — comme sur le linge brodé. Et pour l'orthographe, il est bien pratique d'avoir quelqu'un à portée de voix.

N'empêche que depuis dix jours on ne sait rien d'Elia. Les uns disent que c'est un bon présage. Tant mieux. Elle a quitté Montramé si renfrognée qu'on pouvait s'attendre à un bel éclat. Ce silence est plutôt rassurant mais il faudrait qu'il cessât.

Abel est retourné à la *Montramiade*. Tout va bien de ce côté-là.

---

(1) Voir *La Revue* des 15 décembre 1949, 1er et 15 janvier 1950.

***

Vers quatre heures, le 16 novembre, la nuit déjà tombait, Anaïs entendit qu'on secouait la porte de la cuisine. Sauf Jacasse, personne n'entrait par là, et elle ne secouait pas la porte, elle l'enfonçait. Derrière le vitrage, Anaïs aperçut un homme harnaché comme un chasseur, mais sans arme, ni gibecière. Elle eut peur. Un rôdeur ?

— Qu'est-ce qu'on veut ? cria-t-elle sans aménité.

L'homme, sans ouvrir, grommela et elle comprit « Bergerac » et « Monsieur de Montramé ». Elle ouvrit, l'homme poliment se découvrit. Il parlait sans rudesse et avait bon visage. Il devait voir Monsieur et promptement. Elle le fit asseoir et, avant de l'annoncer, elle voulut en savoir plus long.

Elle appela Marinette. « Mieux vaut quatre yeux, quatre oreilles, quatre jambes et quatre mains que deux en face d'un inconnu. » Il était crotté comme s'il eût traversé le département à pied et dans les deux sens. Fourbu, en outre.

— Elle est arrivée la demoiselle ? demanda-t-il dès qu'il eut avalé une gorgée de vin blanc.

— Quelle demoiselle ? s'écria Anaïs, les poings sur les hanches et l'air agressif

— Elle est pas ici ? Et où je vais la dénicher ? J'ai bien parcouru trente kilomètres sur mes pauvres pieds et elle n'est pas arrivée ? Ah ! quel sacré petit gibier du diable vous avez là !

— Mais qu'est-ce que vous venez me chanter aux oreilles, et d'où sortez-vous ?

L'homme ne pensait qu'à sa mission. Il s'agissait pour lui de ramener à la pension une demoiselle de Montramé qui s'était enfuie depuis le matin. Il était jardinier de Mme la Supérieure ; c'est elle qui l'avait envoyé à la recherche de cette drôlesse ; il avait fait trois fois le tour des deux cantons. Il n'avait rien trouvé. Et la nuit qui allait venir !

— Aïe ! Ah ! la, la, gémit Marinette, les loups vont nous la manger ; elle a dû se perdre dans le bois.

Anaïs n'était pas loin de partager des sentiments semblables. Il ne lui restait qu'une chose à faire : elle reprit sa tête de mort pour aller annoncer la nouvelle. Elle était lasse, à la fin, d'introduire toujours les messagers du malheur.

— Allons ! décrottez-vous un peu, dit-elle à l'homme ; je ne

veux pas vous faire entrer dans cet état, vous faites peur. Et toi, si tu pleures, s'écria-t-elle, dans la direction de Marinette, je te jette dans la « crique ».

Et elle s'en fut par les galeries sombres suivie du messager. Encore une interruption à la *Montramade*. Encore une interruption au doux battement du cœur de Sabine.

***

Elia s'était sauvée de la pension pourtant débonnaire. Cette maison avait à ses yeux un défaut impardonnable : les portes y étaient fermées. Cette raison lui avait paru suffisante pour sauter par la fenêtre. Et du temps qu'elle se donnait de l'air, la pauvre Marinette se faisait toute petite au coin de la cheminée, sur sa chaise basse, et les yeux encore humides, elle contemplait, à travers les flammes et la fumée, le tableau d'Elia perdue dans les bois, pataugeant dans les fondrières et happée par les bêtes. C'était précisément l'heure entre chien et loup.

La porte vitrée s'ouvrit en gémissant. Marinette tressaillit et aperçut dans la pénombre, Elia, échevelée, mouillée, qui entrait en boitant. Les sanglots et la joie étouffèrent Marinette ; vite, il fallait qu'elle parlât pour soulager son cœur :

— Ah ! Mademoiselle que vous me faites plaisir !

Et, pour la première fois, elles s'embrassèrent, non sans timidité. Au cours de leur longue vie, elles tombèrent dans les bras l'une de l'autre à deux ou trois reprises. Ce ne fut que la répétition de ce premier élan. Elles se sentirent alors embarquées sur le même esquif. Elles n'étaient ni l'une, ni l'autre de nature à se reprendre. C'étaient des âmes droites qui savaient ce qu'était une foi.

— Toi aussi, dit Elia, tu me fais plaisir, c'est toi que je trouve la première.

— Dites-moi tout ce qui vous est arrivé, l'homme qui vous cherche est déjà ici.

Anaïs entra avec son messager sur les talons. Ils étaient consternés. L'homme voulait manger et dormir. En s'approchant du feu, Anaïs reconnut Elia.

— Mais la voilà ! la voilà ! Mon Dieu, quel bonheur vous nous envoyez !

Et elle pressa Elia contre sa poitrine plate. L'homme ahuri les regardait. Bien qu'il fût satisfait d'avoir retrouvé l'objet perdu,

il ne serait pas allé jusqu'à le féliciter. Il l'aurait plus volontiers fouetté.

« Ah ! chenille d'enfant ! » pensa-t-il. Et à haute voix :

— Vous m'avez fait courir comme un chien maigre !

— Elle aussi, dit Anaïs aigrement, elle a couru autant que vous, elle n'a que douze ans, la pauvrette.

L'homme préféra demander sa soupe et un lit, à poursuivre une telle conversation.

— Je vais amener la petite à ses parents, lui dit Anaïs, ça presse plus que de vous emplir la panse.

Devant son père, tête basse, telle un chien courant à bout de souffle, trempée, rompue, et en faute, elle venait au-devant des coups. Elle traînait dans sa robe en lambeaux des odeurs de feuilles mortes, d'argile mouillée et de cuir. Elle était prête à se repentir.

Abel avait horreur de l'insubordination. La fugue d'Elia le blessa dans son amour-propre de Fontagre. Devant la Supérieure, il se sentait déconsidéré par la conduite de sa fille. Aussi le prit-il de haut avec Elia. Elle allait se jeter à genoux, mais la voix calme, ironique et glacée de son père la pétrifia :

— Vous voilà, Belle introuvable ?

Elle ne put rien dire. Il ne lui demanda rien. C'était un châtiment terrible. Elle eût accepté toutes autres sanctions. Sa mère pleurait dans son mouchoir mais il était inutile de s'approcher d'elle. En présence d'Abel elle eût repoussé Elia. Abel dit à Anaïs

— Elle couchera dans la chambre noire. Demain matin, l'homme qui l'a cherchée la remettra à Mme la Supérieure à qui elle demandera pardon à genoux devant toutes les Dames du Sacré-Cœur. Je ne la reverrai que lorsque Mme la Supérieure l'autorisera à sortir. Jusqu'à cette date, elle n'a pas le droit d'être dans cette maison.

Et il lui fit signe de se retirer.

Elle s'en fut, écrasée, ses jambes la portaient par des mouvements d'automate. La foudre était tombée sur elle. Elle entendait, par bonheur, la voix d'Anaïs qui l'accompagnait dans la galerie vers la chambre noire où couchaient d'habitude les cochers des invités qui passaient la nuit à Montramé. Abel savait punir.

— Ah ! vous avez réussi un beau coup ! gémissait Anaïs.

Elle brassa la paillasse de maïs, apporta des oreillers, des draps, un édredon. Elle lava Elia de pied en cap.

En voyant ses pieds blessés :

— Vous voilà bien mal, mon petit, et vous ne dites rien. C'est bien.

— Que veux-tu, Anaïs ? c'est moi qui l'ai voulu.

***

Au matin, l'homme ne put se chausser, il avait une plaie au pied et de l'enflure. Il fallut bien le soigner. M. de Montramé fit savoir qu'Elia devait avoir quitté la maison à midi au plus tard. Sans voir ses sœurs, ni sa mère, ni lui-même. Dans son esprit, elle aurait dû rester dans son cachot, mais, comme il n'avait rien précisé, dès neuf heures, Elia était à la cuisine.

— Pourquoi vous vous êtes ensauvée ? On vous battait ? demanda Marinette.

— Non, dit Elia, on ne nous bat pas du tout, mais je m'ennuyais et on ne m'aime pas là-bas. Les pensionnaires se moquent de moi parce que je m'appelle Fusil. Tu trouves que c'est drôle ? C'est naturel qu'on m'appelle Fusil puisque j'aime les fusils pour la chasse. Et puis l'orthographe va mal. Sœur Louise me donne à apprendre : Primo : « *Liste des mots qui ont deux r, deux m, deux l, deux p* ». Secondo : « *Liste des mots qui ont un r, un n..., etc.* » Tercio : « *Liste des mots qui ont deux r, deux n... mais qui pourraient n'en avoir qu'un.* » Quarto : « *Liste des mots qui ont un r, un n... mais qui pourraient en avoir deux.* »

« C'est très difficile, tu sais Marinette, de ne pas mélanger les listes et les mots. »

Outre ces malheurs grammaticaux, elle confia ceux qui lui advenaient à la chapelle où ses distractions par trop visibles était un sujet d'amusement.

— Encore une Montramé à mettre au pas ! disait Sœur Louise.

Eulalie était bien pire, mais elle faisait la sucrée, elle avait su se faire adopter. A part l'orthographe, elle ne se plaignait de rien, encore ces Dames ne paraissaient-elles pas prendre l'affaire du double *n*, du double *r*, au tragique, dans le cas d'Eulalie. On disait en souriant :

— Elle écrit comme un chat, mais qu'elle est jolie et qu'elle met de grâce à oublier les accords !

Elia convint qu'elle aurait tout supporté mais pas la dernière avanie. Elle s'empourpra, serra les poings, agita sa crinière. C'était déjà une colère Fontagre. On voyait déjà dans ses veines gonflées courir le sang qui provoquait la fameuse « attaque Fontagre » laquelle envoyait *ad patres* la plupart des membres de cette famille.

— Allons, du calme ! dit Anaïs, qu'est-ce qu'elle vous ont fait ces dames ?

— Une injustice ! s'écria Elia, une injustice ! je ne veux pas !

Elle ne se plaignait pas de la rigueur de son père : elle était juste. Il était bien, aux yeux même d'Elia, qu'il fût tel.

Elle sentait bien que le comte de Montramé ne pouvait tolérer que sa fille se sauvât du couvent par la fenêtre et se mit à courir les chemins. L'eût-il fait fouetter jusqu'au sang, elle l'eût admis. Elle ne le désirait certes pas, mais peut-être eût-elle préféré l'osier d'Anaïs au sarcasme du père : « Belle introuvable ! » A un pauvre chien battu, crotté, rompu !

— Mais qu'est-ce que c'est qu'une injustice dans ce couvent ? demanda Anaïs intriguée.

Encore la mère Jacasse ! Elle n'attend pas qu'on l'appelle. Elle vient aux nouvelles. Elle a dû apercevoir l'homme, la veille. Que voulait ce messager crotté ? Entre deux clins d'yeux et dans un crépitement de paroles, mère Jacasse est au courant. Ça la fait rire, cette escapade. Elle est bien indulgente ! Elle prend tout de suite le parti d'Elia. Les Sœurs sont ceci, cela et encore autre chose.

— Elles sont injustes ! s'écrie Marinette qui vient d'apprendre le mot.

— Justement, injustes ! répéta Jacasse. Voyons les choses ensemble, ajouta-t-elle à l'adresse d'Elia.

Elia, isolée des siens qui l'ont repoussée, eut la faiblesse de se confier à Jacasse. Elle raconta l'affaire. Jacasse en profita. Tant pis, le cœur d'Elia voulait s'épancher. Elle se repentit d'avoir cédé. Dans l'avenir, elle gardera ses confidences... Mais, ce matin-là, elle parla.

Dès son arrivée au Sacré-Cœur, on avait, selon la coutume, confié la nouvelle à une *grande* qui la chaperonnait dans la maison et l'initiait aux horaires et aux usages. Cette protectrice qui se faisait parfois assez tyrannique s'appelait une « Petite marraine ». Elia était tombée sur Laurence Grinceval.

— Un vrai piquet de vigne, disait Elia, bavarde comme vous,

Jacasse, et en plus, tout en parlant, elle vous tripote les mains, s'approche de votre oreille et ne dit que des riens.

— Alors, elle n'est pas comme moi, dit Jacasse piquée.

Elia se dégagea tant qu'elle put de cette sotte tyrannie et l'autre, bien entendu, doublait ses tentacules et ses enlacements. Elle avait la manie de dire de petits gros mots à l'oreille en prenant un air entendu et coquin comme si elle avait confié un secret passionnant. Elle était ridicule !

— Il faut que je vous dise le plus grand secret de la pension, murmura-t-elle un jour dans le cou d'Elia. Dès que vous le saurez, jurez-moi que vous serez une amie éternelle. Allons sous les tilleuls... si, si, venez je vais vous apprendre la chanson de notre société secrète.

— Eh bien ! quoi ? demande Jacasse.

— Voilà, dit Elia, assez confuse :

Trotte, vieille, après ta vertu
Sur le chemin de la cathédrale
Trotte, vieille, après ta vertu
Il y a beau temps qu'elle est perdue.

Jacasse manqua s'étouffer de rire. Anaïs la fit taire en lui montrant la porte. Elia n'attachait pas d'importance à la chanson mais à ce qui advint. Clac ! Clac ! fit soudain le claquoir de Sœur Louise, à leurs côtés. Elles sursautèrent. Clac ! Clac ! répéta-t-il.

— Que signifie cet à-parté ? Sous les tilleuls ? Vous savez bien que les conversations à l'écart sont défendues. Vous parliez ?

Clac ! Clac ! Que disait-on ? Clac ! Clac !

— Oh ! ma sœur, je ne parlais pas, dit Laurence avec une exquise suavité et en esquissant la révérence la plus habilement ratée qui fût. Elle ne parlait pas bien sûr ; elle chantonnait !

— Comment ? répliqua Sœur Louise, vous ne parliez pas ? Et vous ? Encore vous ? Toujours Elia de Montramé dans le désordre. Clac ! clac ! fit le claquoir de la façon la plus sèche. Osez dire, Mademoiselle de Montramé, que vous ne parliez pas ? Clac ! clac !

Elia était incapable de dire qu'elle n'avait pas parlé et elle avoua. L'autre protesta :

— Ah ! ma Sœur, je n'ai pas ouvert la bouche, je vous en supplie à genoux, dit Laurence mélodramatiquement.

— Allez-vous en, lui dit Sœur Louise, et soyez plus prudente, ne vous laissez pas entraîner comme une sotte.

Clac ! fit benoitement le claquoir.

— Et vous ! que disiez-vous donc ? s'enquit Sœur Louise auprès d'Elia absolument décontenancée par la frayeur et par l'étrangeté de la marche des événements.

Clac ! clac ! fit le terrible claquoir, il faut avouer !

— Une chanson, ma Sœur !

— Ciel ! Une chanson ? Comment ? Dites vite ?

Clac ! Clac ! Clac ! Il faut obtempérer.

Trotte, vieille, après ta vertu...

C'était si épouvantable que Sœur Louise resta pantelante. Elle fut si bouleversée par ce qu'elle venait de dévoiler qu'elle se demanda aussitôt comment elle pourrait le revoiler. Elle y parvint, car Elia ne mettait pas là-dedans plus de malice qu'il n'y en avait.

— Petite malheureuse ! dit Sœur Louise d'un ton tragique... le chemin de la vertu ?... Savez-vous ce que c'est qu'« une vertu » ?

Le claquoir était sans voix.

— Non, ma Sœur, dit Elia frissonnante.

— Eh ! vous me copierez cent fois *vertu, vertu...* (sans *e* à la fin). Et allez me réciter une dizaine à la chapelle pour vous repentir d'introduire des chansons dans notre Maison et d'entraîner vos compagnes sous les tilleuls... Ah ! s'écria Sœur Louise en regardant l'envers du feuillage, celle-ci sera la pire des Montramé. Et dire que ses parents sont des Saints !

Elia allait parler, mais clac ! clac ! fit le claquoir qui avait retrouvé son jappement. Et elle fila à la chapelle accompagnée par ce roquet acharné après elle.

— Voilà l'injustice que m'a faite Sœur Louise, conclut Elia.

— Ah ! dit Jacasse, c'est une fière tourte votre Sœur Louise. Demander à une enfant de douze ans ce que c'est qu'une vertu ? Ah ! ça, alors ! J'ai soixante-six ans, j'en ai jamais vu une !

— Suffit ! s'écria Anaïs. Dans votre famille cette chose-là n'existe pas, mais elle existe dans d'autres.

Jacasse s'empourpra sous l'affront et riposta.

— Comment ! s'écria-t-elle, j'ai marié deux filles à temps, sur cinq. Ce n'est pas mal. Il n'y a que la première, la dernière Amanda, et celle du milieu qui aient bastardé... On ne peut pas dire que la famille soit sans vertu, pour ça.

— Taisez-vous et partez ! Je ne veux rien savoir et il faut que je m'occupe de Mademoiselle qui doit partir à midi.

— Eh ! bien, sans rancune, dit Jacasse, et qu'un bon vent l'emmène. Apprenez de jolies chansons pour votre retour, ça nous fera toujours plaisir, lança-t-elle dans la direction d'Elia.

Il fallut attendre cinq ans le retour d'Elia. Entre temps, la mère Jacasse s'en était allée faire ses prédictions dans un monde meilleur et plus discret que le nôtre.

II

Le jour anniversaire du naufrage de l'*Afrique* Abel faisait dire une messe à Moustiers.

Dès qu'ils sortirent de leur engourdissement et de leur stupéfaction, à partir de la seconde année, les Magavant assistèrent à cette messe. Antoine de Fontagre réapparut avec eux et renoua avec son frère.

Les Magavant eurent bientôt d'autres soucis que celui de réfléchir aux causes proches ou lointaines de leur deuil. Ils avaient une très importante affaire à soutenir, ils n'étaient plus jeunes, ils songèrent à l'avenir. Qui prendrait la place des fils ? Ils furent d'accord pour évincer leur fille et leur gendre. Ils pensèrent à un neveu, Arthur Caussignac, garçon de dix-sept ans, brillant sujet des Jésuites de Sarlat et qui apprenait du Droit, à Bordeaux. Il demeurait chez les Magavant. Ceux-ci l'étudiaient. Ils furent satisfaits. Il continua son Droit, mais il passait ses après-midi dans les bureaux des directeurs commerciaux de la Maison A. de Magavant Père et Fils. Après deux ans de ce régime, Arthur descendit des combles de l'hôtel de Magavant et occupa la chambre du cadet des Magavant. Honneur insigne s'il en fut. Il parut à la messe du troisième anniversaire de la mort de ses cousins.

Lucile et Pruneau avaient bien remarqué ce jeune monsieur brun qui se tenait à la gauche de la reine Crapaud pendant la messe. Elles crurent que c'était un frère des fiancés noyés. A dix et douze ans, elles étaient comme leurs sœurs et leurs pareilles, curieuses et bavardes. Lucile qui n'avait pas la vivacité d'imagination de ses sœurs, ni leur hardiesse fut longue à incorporer ce nouveau personnage dans la mythologie des Montramé. Pruneau l'y aida promptement.

— Oui, oui, c'est le frère des noyés, chuchotait-elle pendant la messe.

— D'où vient-il ? C'est la première fois qu'on le voit.

— Il était chez les nègres, là où les bateaux font naufrage.

— Tu crois, Pruneau, qu'il se noiera un jour, celui-là aussi ?

— Non, dit Pruneau avec assurance, il ne se noiera pas celui-là, ni toi, ni moi.

— Et pourquoi en es-tu si sûre ? Si les nègres retournent le bateau il se noiera comme tout le monde.

— Pas du tout, reprit Pruneau, les nègres ne retournent pas les bateaux. Et d'une. Et de deux : quand il y a eu des noyés ou des pendus dans une famille les autres personnes de la famille ne se noient, ni ne se pendent. C'est ainsi.

— Alors, dit Lucile sans défense devant les arguments de Pruneau, celui-ci finira par se marier.

— Oh ! certainement, dit Pruneau. Veux-tu que nous le prenions pour nous deux ?

— Tu sais bien, répondit la douce Lucile, que nous sommes pour le bon Dieu, nous. On le donnera à Eulalie ou à Elia, celui-là.

La conversation se trouva interrompue par un coup de parapluie que leur envoya Aline, sous les chaises. Elles s'entendirent réprimander derrière elles. « Vous n'avez pas honte de bavarder pendant cette messe... »

A part les bavardages pendant les offices, leur foi était irréprochable. On les préparait à leur mariage mystique et leur vocation était bien plus facile que celle d'Elia. Quelques semaines après cette messe, elles furent confiées aux Dames de l'Assomption à Bordeaux. Abel jugea plus prudent de ne pas les placer à Bergerac où elles auraient subi l'influence d'Eulalie et d'Elia qui n'était pas des plus édifiante et, par surcroît, la nouvelle Supérieure, dame de bon lieu et de grand mérite, qui avait admirablement réussi avec Elia, n'aurait pas su aider les cadettes dans leur délicate ascension vers la vie contemplative. Cette supérieure formait des femmes pour le monde et des mères de famille mais pas des nonnes. C'était, du moins, l'opinion d'Abel.

Les quatre sœurs ne pouvaient alors prévoir que plus jamais, elles ne se retrouveraient réunies à Montramé — ni ailleurs. Jamais plus elles ne respireraient ensemble l'air de la terrasse ou de la forêt. Elles ne partageraient plus la longue chambre blanche. Elles ne colleraient plus leur nez aux lucarnes pour observer l'arrivée des visiteurs dans le chemin de pierre et de noisetiers. Mais chacune emportait dans son univers désormais personnel

et fermé un morceau du cœur de Montramé qui avait mesuré de ses battements leurs heures de bonheur. Dans le monde cerclé de fer où se débattent les grandes personnes chacune se sentirait toujours entourée du cortège invisible des fantômes anciens, cheminant sous les chênes et les cerisiers fleuris. Dans l'asphyxie des sociétés d'adultes, le vent pur et ensoleillé des Rogations soufflerait et ranimerait en elles la nostalgie des arbres en fleurs et des fêtes de l'âme. Elles étaient sauvées !

O fous ! terribles et tristes fous qui croyez que les cœurs sont vides parce qu'ils ne sont pleins que de bons sentiments.

***

Il y avait quatre ans et demi qu'Eulalie et Elia n'avaient pas vu fleurir l'amandier. Il n'était pas oublié. Amanda non plus, mais l'Amanda du souvenir ne ressemblait sans doute plus à la vraie. La vraie ? Qui était-ce ? Où était-elle ? Dans quelle auberge de rouliers servait-elle ? Et quel rapport y avait-il entre cette servante et l'amandier ? Comme elle paraîtrait vieillie, souillée. Elle ne saurait même plus parler avec les demoiselles. Elle a oublié la langue de Montramé. Elle parle un jargon de gros mots et de jurons. Elle ne sait plus, la pauvre Amanda, ni d'où elle sort, ni où elle va. Elle vit au jour le jour. Elle existe dans la minute. Elle va et vient des tables vineuses à la cuisine puante et à son grabat. « Et pourquoi Amanda t'es-tu traînée si bas ? » Parce qu'elle n'a pas de mémoire. Elle a oublié, oublié, oublié tout. Le jardin, les petites demoiselles, son ami amandier, son ami jardinier. Elle n'a rien aimé assez pour se sauver. Elle n'a été fidèle à rien. Pauvre Amanda, elle s'est oubliée elle-même. Tout l'a fui. Elle avait trop de chair et pas assez d'âme.

Celle-là est perdue.

Quand les demoiselles, ayant fini leur temps de pensionnat, rentrèrent à Montramé, l'amandier était arraché.

— Il a été gelé, dit Anaïs, et mes jambes aussi. Je me traîne. Et vous ? Vous voilà dans votre fleur, mes jolies demoiselles. Et de vraies demoiselles, on dirait des Filles de France. Le sang est bon.

Marinette aussi est dans sa fleur. Dix-sept ans ! Elle serait plutôt du genre pivoine que du genre églantine. Qu'importe! Elia lui sourit. Elles se sont donné la main, longuement. Elles se sont

souvenu de tout, d'un seul coup. Leur âme est à jamais pleine de leur enfance.

Et maintenant que les portes s'ouvrent devant elles. C'est merveille de les sentir vivre !

***

— Mais ne pourrait-elle rester chez elle, à son âge ? dit Eulalie en apercevant la voiture de la grand'mère de Saint-Sulpice.

— Je gagerais qu'elle vient se mêler des affaires de son bossu, ajouta gravement Elia, et c'est toi, ma chère, qui est sur la sellette.

— Tu ne perds rien pour attendre, répliqua Eulalie, qui sait si le tien ne sera pas cul-de-jatte !

— Tais-toi ! dit vivement Elia, qu'il s'appelle M. Potiron, qu'il vende des harengs, mais que ce soit un homme, j'ai horreur des infirmes.

— Il faudra s'y faire, si ce que dit Marinette est vrai. Quoi qu'un bossu ne soit pas infirme, en somme, c'est une déformation plutôt. Mais de quoi se mêle cette Saint-Sulpice !

On extirpait de sa boîte ambulante la grand'mère si respectueusement accueillie par ses petites-filles. Elle se laissait faire, un peu plus impotente et encore plus sourde.

— Pas aveugle ! Pas aveugle ! criait-elle, ah ! ah !

Elle riait comme une ogresse du bon tour qu'elle jouait au monde en le regardant en face.

Ni muette, hélas ! Toujours enturbannée de plumes et de crêpe elle se tenait au grand deuil une fois pour toutes. Elle avait redemandé à Sabine une partie des plumes d'autruche mitées qu'elle lui avait données.

— Rends m'en quelques-unes, disait-elle à sa fille, je t'en ai trop donné sous le coup de l'émotion. Deux jeunes filles ne doivent pas avoir un catafalque pareil, c'est voyant. Tu es de mon avis ?... Quoi ? oui, tu as raison. Je vais reprendre la moitié de mes plumes.

Sabine payait chaque visite de sa mère par une journée de lit. Abel ne la supportait pas : il la saluait et allait s'enfermer. Mais ce jour-là la visite était d'importance, il ne pouvait s'esquiver. Grand'mère se mêlait en effet de marier Eulalie.

— Quand je pense que grâce à moi, une moribonde, vous allez marier une fille sans dot. Il ne vous en coûtera pas un liard !

Ah ! rien ne remplace une mère ici-bas. J'ai mes quatre-vingts ans tout comme une autre et je me sacrifie encore à mes enfants.

— Doivent-ils revenir ici ? demanda Sabine.

— Qui ? Les Varliangeas ? Mais ma petite, ils feront ce que nous voudrons. Commandons ! Un bossu ? ça fait un bon gendre. Elle le mènera comme elle voudra, ton Eulalie. Pour une réussite, cette fille est réussie. C'est une rose ! D'où sort-elle ce petit nez ? C'est un bijou. Les nôtres, ici, pendent un peu.

Le sien pendait d'un empan et son menton s'avançait d'autant. Dans le cratère qui se trouvait entre ces deux pitons, langue et dents mijotaient dans un excès de salive et sa parole et ses cris s'en échappaient comme les fumées, les cendres et les pierres d'une éruption.

Ce bossu à qui était destinée Eulalie était le fils du baron de Varliangeas, dans le Haut-Périgord. Ses parents vivaient modestement, par modestie, mais leurs affaires étaient en ordre et même en bonne santé. La baronne de Varliangeas cousinait de fort loin avec la grand'mère, et elle l'avait choisie pour marraine de son fils, Hector.

Ces Varliangeas ne sortaient guère de leur tanière. Ils vivaient de l'exploitation des forêts de chênes et de châtaigniers. On n'allait guère les voir parce qu'ils recevaient mal, vivaient chichement et n'avaient pas de manières. M. de Varliangeas n'était qu'avare. Sa femme lui reprochait de ne l'être qu'à demi. Elle l'était à la frénésie.

Varliangeas la laissait faire, il somnolait et n'ouvrait l'œil que sur ses coupes de bois. Rien alors ne lui échappait.

La vieille dame de Saint-Sulpice, intrépide et curieuse, allait chaque année, en expédition, chez les Varliangeas. Elle les secouait :

— Je ne supporte pas la sauvagerie dans les coutumes et dans les mœurs des gens qui n'ont pas droit à la sauvagerie, disait-elle.

Les Varliangeas admiraient les Saint-Sulpice pour leur lustre antique, et, tout en les dénigrant, ils les craignaient et se flattaient de leur amitié. Trop heureux de mettre dans le lit de leur héritier une fille aussi belle, et aussi bien née qu'Eulalie, ils n'exigèrent aucune dot.

— Vous pouvez m'être reconnaissantes du cadeau que je fais a la famille. Un gendre bossu et gratis... ah ! ah !...

Quelle diablesse !

***

Seuls, les Magavant attelaient aussi magnifiquement. Les deux anglo-normands trottaient dans l'allée centrale de Montramé, avec une crispation de danseuse dans le jarret, une grâce savante dans le mouvement de l'encolure et de la tête qui firent dire à Elia, en haut du balcon où elle attendait avec sa sœur :

— Il les font élever à l'Assomption, leurs chevaux, pour qu'ils sachent trotter avec cette élégance de mijaurée.

Le vernis des calèches étincelle, les roues tournent comme des soleils de bronze. Tout brille.

La reine Crapaud également. Son regard, seul, ne brille pas. Magavant et elle se sont tassés en quelques années. Ils ont beaucoup vieilli. Depuis deux ans, ils se tiennent très près des Montramé. Leurs visites sont plus fréquentes, plus spontanées. Elles s'allongent. C'est miraculeux, on dirait que les Magavant sont émus. Ils ne s'attendrissent peut-être pas, mais ils mollissent, certainement. Il y a en eux quelque chose qui les pousse à revenir dans cette maison. Ils y retrouvent l'air d'un certain mois d'août heureux, le souvenir des visages souriants qu'arboraient leurs fils et les deux jeunes filles. La reine Crapaud était si fière de pousser au-devant d'elle, dans son salon, ces deux créatures de soie et de fleurs. « Dans trois jours, ce seront mes filles », disait-elle. Oui, ces deux perles sans pareilles seraient dans sa cassette. Les Magavant pouvaient s'offrir des bijoux de cette qualité. C'est un luxe autrement précieux qu'une calèche de Croisatier et deux anglo-normands. Il faut huit cents ans de persévérance et de sélection pour réussir, de temps à autre, deux filles Fontagre, dans toute une province. Elle les aimait à sa façon. Elle revenait à Montramé pour retrouver quelque chose d'elles.

— Eh ! eh ! dit Eulalie, ils sont trois, les Magavant, dans leur brouette.

— C'est le neveu héritier, probablement, répondit Elia, ils auraient pu faire annoncer leur visite par leurs nègres, puisqu'ils en ont.

— Peuh ! fit Eulalie méprisante, sous prétexte qu'ils ont noyé nos sœurs ils entrent ici comme dans un moulin.

Eulalie et Elia avaient gardé pour les Magavant leurs sentiments du premier jour. Elles s'éclipsèrent pour ne pas rencontrer cet étranger. Elles ne le regardèrent même pas. C'était le neveu du

Crapaud : il fut, sans mot, condamné, foudroyé, pulvérisé avant d'avoir pu accéder dans le champ visuel de ces demoiselles.

Une demi-heure plus tard, dans la salle, il y entra et pour longtemps.

***

— Si vous saviez, ce que m'a dit Anaïs ? Ah ! là ! là ! ça m'a retourné l'estomac.

Marinette essoufflée venait de s'élever des cuisines dans la fumée d'un caramel et avait enfoncé la porte des demoiselles en traînant avec elle ce parfum qui émoustilla leurs robustes appétits. Elles occupaient toujours la grande chambre-dortoir. Deux lits étaient vides. Lucile et Pruneau manquaient beaucoup. Sans Lucile la vie perdait de sa douceur, et sans Pruneau de sa cocasserie. Eulalie sursauta à l'entrée de Marinette qui l'agaçait souvent.

— Tu pourrais tout de même frapper, lui dit-elle. Cette Marinette nous traite comme des chiens !

Et comme Marinette faisait mine de se retirer avec l'accablement et la lenteur qui allaient permettre à Elia de la retenir, celle-ci toute bourrue et affectueuse lui dit :

— Tu partirais, vilaine, en gardant pour toi ce que tu as appris d'Anaïs ?

— Qu'elle parte ! trancha Eulalie et qu'elle garde ses secrets !

Mais Elia s'élança vers Marinette et la tirant par la main :

— Viens, grande dinde ! brebis ! tourterelle ! tout ce qu'il y a de sot ! viens, et ne pleure plus ; tu te fais une figure en purée de tomate. Et tu n'as pas encore pris de mouchoir ? Tiens, en voilà un ; tu me le rendras ? Torchonne-toi et parle.

C'est ce qu'il fallait faire. Marinette parla et rien au monde n'aurait pu l'en empêcher.

— Anaïs s'est enfermée avec Monsieur-Madame... heu ! heu !... c'est au sujet du jeune homme qui est venu avec les Messieurs de Magavant... heu ! heu !

— Tu ne pourrais pas parler sans renifler ? Et plus vite ! lui cria Elia.

— Hé ! attendez donc ! Il me reste un paquet de larmes dans le nez, faut qu'elles descendent. Alors, Anaïs m'a dit que votre oncle, le marquis, serait d'avis qu'on vous marie à ce jeune homme qui aurait le bien des Magavant.

— Qui ? Qui ? s'écria Elia avec un emportement furieux, qui se marierait avec ce jeune homme ?

— L'une de vous deux, j'en sais rien ! Mais ne vous en prenez pas à moi ! Vous me faites peur, à la fin, avec vos élancements !

Elia la regardait d'un air peu rassurant. Et pourquoi cette violence ? Marinette n'avait pas tort d'être déconcertée.

— Moi, dit Eulalie, je m'en moque, tant vaut celui-là qu'un autre, pourvu qu'il ne soit pas bossu.

— Vous, mademoiselle Lalie, si vous tombez sur le bossu, je vous plains : *Torts et bossus n'ont jamais rien valu.* Ça se dit partout.

— Oh ! qu'elle se taise, gémit Eulalie, qu'elle se taise, elle me fait trop de mal.

— Tais-toi, dit Elia, continue plutôt avec l'autre jeune homme.

Marinette raconta ce qu'elle savait. Elle ne le tenait pas d'Anaïs qui ne le lui eût jamais confié. Elle le tenait de sa propre oreille : Marinette écoutait aux portes. C'est ainsi. Elle écouta toute sa vie aux portes de ses maîtres. Ce n'était un secret pour personne, on lui parlait parfois à travers la porte derrière laquelle on la soupçonnait d'être aux aguets. Alors, on l'entendait lourdement détaler et revenir : « Vous m'avez appelée ? »

Et elle apprit par ce vieux moyen que le marquis s'était mis en tête de marier Eulalie à Arthur Caussignac. Abel s'y opposait, les Magavant aussi. Entre temps, Abel s'était engagé avec les Varliangeas. Rien n'était officiel mais Marinette avait bien entendu que la douairière de Saint-Sulpice avait été chargée de porter la parole d'Abel aux Varliangeas. Eulalie était donc promise !

— Quoi ? mais c'est impossible ! cria-t-elle. Il ne m'a vu qu'un quart d'heure, il ne sait pas si je lui plais.

— Il paraîtrait que les Varliangeas vous adorent, dit Marinette, vous leur avez tourné la tête.

— Je les déteste ! cria Eulalie, et ne veux les revoir de ma vie.

Ce fut son tour de pleurer. En guise de consolation, Marinette eut tort d'ajouter que les Varliangeas-Messieurs, seuls, adoraient Eulalie, la baronne l'avait jugée affectée, frivole, trop jolie et trop joliment habillée.

— Dans nos contrées, on vit plus simplement. Il faudra qu'elle s'y fasse.

C'est la grand'mère qui avait répété ces aimables paroles en ajoutant que si Eulalie savait caresser la bonne bosse de son bossu, c'est la baronne qui serait obligée de se faire au régime qu'impo-

serait Eulalie. Elle trouverait un allié en son beau-père. Mais pas pour les dépenses. La douairière avait dit qu'il ferait aux côtés de sa belle-fille une guerre sans frais, contre la baronne qui était insupportable. Et grand-mère elle-même irait sur place, conseiller et soutenir Eulalie. « Oh ! que ce serait drôle ! disait la vieille dame, les Varliangeas gouvernés par les Saint-Sulpice. »

Cette anticipation n'eut pas l'heur de plaire à Eulalie qui à travers ses larmes s'écria :

— Oh ! quel tableau !... Si je dois épouser ce bossu pour caresser sa bonne bosse, m'allier à mon auvergnat de beau-père pour faire la guerre à cette vieille fée Carabosse qu'est la baronne et supporter les conseils de grand-mère, oh ! je préfère mourir, tout de suite. Et elle s'effondra dans son fauteuil. « Oh ! que je voudrais mourir ! » répétait-elle cependant que l'odeur de caramel chatouillait son appétit.

— Vous avez bien tort, dit Marinette, vous verrez que tout ça finira par vous amuser. Au milieu des bois des Varliangeas vous n'aurez que votre belle-mère pour vous distraire.

Enfin, puisque Marinette n'avait jamais su venir à bout d'un compte rendu, Elia fut bien obligée de conclure que le mariage avec le neveu des Magavant la concernait seule désormais. Mais c'était un peu confus. « Oui, c'est ça, dit Marinette, c'est vous qu'ils marieront avec ce jeune homme. » Elia se taisait. Le choc était reçu. Eulalie et son bossu s'évanouirent. Cette histoire de mariage auvergnat et de nabot lui parut en soi fort absurde et sans rapport avec sa propre vie. Le visage d'Arthur Caussignac était devant elle depuis qu'elle l'avait rencontré, l'avant-veille et il y était pour toujours.

III

La grand-mère de Saint-Sulpice vient encore de faire un voyage à Varliangeas pour régler un dernier point : Eulalie est épousée sans dot et on lui en reconnaît une de cent cinquante mille francs. Elle a obtenu que la somme soit versée le jour du mariage et Eulalie en aura le revenu. C'est prodigieux !

— Ils nous devaient bien cette compensation, criait la vieille dame ; il épouse la plus jolie fille et la plus noble du Périgord. C'est pour rien ! J'aurais pu obtenir deux cents... mais le jeune marié me fondera une messe perpétuelle chez les Dames de Sainte-

Eulalie du Carbonblanc... Quoi ? hurlait-elle en plaçant son cornet acoustique dans le visage de l'un ou de l'autre.

Sabine est bien obligée de lui confier que le marquis s'était mêlé, de son côté, de marier Elia au neveu des Magavant, Arthur.

— Où est-il ? Vous le voyez, Arthur ?

— Oui, à Moustiers, il passe l'été chez les Magavant qui font de grands travaux à leur maison pour s'y retirer dès que ce jeune homme dirigera leurs affaires.

— Il vient ici ? J'aimerais voir ça de près, comment est-ce fait ?

— C'est un garçon brun, vigoureux, pas très grand et d'une belle assurance. Le visage est intelligent, très intelligent même, un peu insensible mais charmant...

— Ah ! Ah ! et la fortune ? d'où vient la fortune ?

— Il n'en a pas, mais les Magavant l'avantageront considérablement car ils sont mal avec leur fille et leur gendre de Londres.

— Oh ! pas de cette sorte de gens ! En somme, il n'a que son minois. C'est joli, mais ça passe vite. Et si les Magavant changent d'avis ? Et si Elia fière et désagréable comme elle est, même avec moi — tu sais qu'elle ne se gêne pas pour hausser les épaules quand je parle — si cette Elia se fâche avec sa belle-mère ? J'aime autant t'avertir que tes filles ne désignent Mme de Magavant que sous le nom de « Crapaud ». C'est juste, mais c'est un mauvais début entre belle-mère et belle-fille. Non, non, pas de ce mariage. Je trouverai autre chose. Pour Elia et pour nous, il serait désagréable de la voir affublée de ce nom ridicule... Madame Crassignac, Crassigneux, Crasseux... affreux !

— Mais non, ma mère, Caus - si - gnac !

— Ne m'interrompt pas à chaque instant, tu sais que j'ai peine à retrouver le fil de mes pensées... à mon âge. Donc pas de mariage. Il y a déjà trop de visites, trop de M. Crassigneux dans les parages. Tu avais déjà fait sortir trop tôt tes premières filles du Sacré-Cœur et tu retombes dans la même erreur. Ainsi, moi, j'ai fait un bon et beau mariage, eh bien ! à huit heures je suis sortie du couvent, à onze heures j'étais mariée, à...

— Je vous en supplie, murmura Sabine, ne me le répétez plus, vous me tuez !

— Suffit, puisque mon expérience ne t'agrée pas. Mais pour la surprise méfie-toi, Sabine. Tes filles l'auront trop tôt, et toi, tu en auras une autre après. Mais, tu ne sais donc pas ce que

c'est des filles ? C'est terrible ! Je me souviens qu'à cet âge, si j'avais couru les bois comme les tiennes, ah ! j'aurais trompé les chênes avec les marronniers et les châtaigniers avec les frênes ! Mais Sabine, tu ne penses donc à rien ? Une fille de dix-huit ans avec le sang de Saint-Sulpice et de Fontagre dans les veines, mais c'est une amazone sur un coursier de feu.

« Si elle n'a pas de mari, elle prend six amants. Il faut tenir compte du sang qu'on a, Sabine, sinon la vertu n'est qu'un mot. Ainsi, tiens-toi sur tes gardes, tâche de mettre sans retard tes filles dans un lit que tu choisiras toi-même, sinon tu les trouveras dans tous les autres.

Ouf ! Elle respira. Elle regarda Sabine, livide, avec de grosses larmes qui sillonnaient silencieusement son visage émacié et semblaient le creuser comme l'eussent fait des gouttes de vitriol. Ce spectacle déconcerta un peu bonne grand-mère. Et, sur un autre ton, elle continua toute guillerette.

— Si nous faisions une dînette, nous nous remettrions sur pieds. Le souci de ces filles à marier nous tuera ! Mais appuie-toi sur mon expérience, mon enfant. C'est ta seule consolation, le cœur de ta mère. Quel bonheur tu as de m'avoir encore à portée de voix ! Tu le sens battre encore pour toi, le cœur de ta mère, ma Sabine ? Il s'arrêtera bientôt et tu seras seule au monde.

Elle renifla prestement sa pincée de tabac car elle se sentit gagnée par les larmes que ses derniers mots lui avaient arrachées.

***

Pour des raisons diverses, personne, sauf Antoine de Fontagre, ne souhaitait le mariage d'Arthur et d'Elia. Si le marquis avait pris la peine de regarder le visage de son fils lorsqu'il soutenait son point de vue, il aurait pu, peut-être, s'aviser que son fils l'écoutait avec douleur. Mais Antoine n'a jamais pensé que les autres, et son fils en particulier, fussent autorisés à éprouver d'autres sentiments que ceux qu'il jugeait bon d'éprouver lui-même.

Il ne sait rien d'Elie. Si l'on voulait connaître le fond de sa pensée et de ses sentiments paternels, on trouverait, sans doute, en dernière analyse qu'il eût désiré un fils tout différent de celui qu'il a. Et comment ? Mais, comme son père, parbleu !

Que souhaiter de mieux ? Or, Elie est fort éloigné de son père. Celui-ci est déçu et le montre.

— Tu as des façons de ton oncle de Montramé qui me font mal présager de ton avenir.

Elie se garde bien de répondre. On ne l'a pas gâté depuis la mort de sa mère. Il avait cinq ans. Son père le fouettait pour la moindre faute. Elie était pourtant doux et obéissant. Mais Antoine avait ses idées. Hors ses chevaux qui ne le voyaient que souriant, ses gens et son fils ne l'apercevaient que sous les traits de la colère. Elie vivait avec les domestiques, heureusement pour lui ; c'étaient de braves gens, à Fontagre. Il fallait tout de même qu'il apprît quelque chose. Son père l'envoya chez les Jésuites où il se forma et travailla. Quand les Magavant eurent imposé à Antoine le régisseur agronome et diplômé, on eut l'idée de mettre à profit les goûts d'Elie pour la campagne en l'orientant vers des études agricoles. Les Pères encouragèrent beaucoup ce projet. Mais Antoine crut bon pour faire des économies de retirer Elie du collège et de lui faire donner des leçons par le curé.

— Les Pères sont ridicules, disait-il à Elie, de vouloir faire de toi un jardinier.

Elie grandit ainsi. Le plus clair de son temps se passait à cheval, à travers bois et labours, allant du presbytère à l'affût, d'une clairière à l'étang ou à telle ferme où rôdait quelque drôlesse du genre Amanda.

Antoine estimait que cette éducation était à la fois économique et très saine: Il faut croire qu'elle n'était pas absolument pernicieuse puisqu'Elie n'y perdit pas son bon naturel. Il n'avait pas le génie turbulent des Saint-Sulpice, des Fontagre ou de certains Puyvilhem. Depuis que ses cousines étaient sorties de pension il venait fréquemment à Montramé passer l'après-midi. On l'y recevait toujours comme un enfant bien qu'il eût vingt-deux ans.

Il était si gentil, si poli, si discret que sa présence ici n'était pas plus remarquée que son absence là-bas.

— Qui est là ? demandait Abel.

— Personne, c'est Elie, répondait Sabine que ses filles avaient avertie.

Il n'était pas si bel homme que son père. On le trouvait même un peu courtaud sur pattes. Mais de bonne mine, sain et d'un visage aimable. Ses manières étaient parfaites, et il ne les devait qu'à lui-même. Il plaisait et reposait. Sabine et Abel l'aimaient

beaucoup. C'est avec lui qu'Elia aimait le mieux sortir et se promener. Ils allaient à cheval, sans parler. Elie était incomparable pour goûter en silence la promenade, le paysage, la compagnie d'Elia. Un regard, un sourire furtif, un signe du doigt pour désigner le glissement d'une compagnie de perdreaux dans les blés, ou la fuite d'un lièvre dans les rangs de vigne suffisaient à partager leurs joies. Trois lieues à travers les chemins d'herbe, au pas de leurs montures, un temps de galop, le saut d'un fossé ou d'une haie, l'après-midi finissait. Ils rentraient. Une collation de fraises au vin, une compote de prunes, un verre de clairet les attendaient. Ils étaient heureux.

Elie un jour rompit ce silence.

— J'ai un secret à te dire, Elia, depuis déjà longtemps.

— Ne le garde pas, il te fera mal, dit Elia en riant.

Elle s'imagine que les secrets d'Elie sont aussi légers que lui.

— Il s'agit de toi. Es-tu disposée à l'écouter ?

Elle le regarda brusquement et rougit jusqu'aux yeux. Quelle émotion !

— Dis-moi ! mais comment peux-tu avoir des secrets sur moi ? Allons, dis vite ?

Si Elie n'était pas Elie, il pourrait se demander ce que signifie ce trouble et pourquoi Elia, tout en affirmant qu'il ne peut connaître de secret sur elle, paraît bouleversée en apprenant qu'il en sait un.

— Elia, on veut te marier, paraît-il, à Arthur Caussignac. Pardonne-moi de te parler d'autrui et d'une affaire qui t'est si personnelle, mais on en parle devant moi sans se gêner, ce n'est donc pas un secret.

— Eh bien ! répondit Elia, qui passait du rouge au blanc, il n'y a rien d'extraordinaire. Je suis la dernière à marier, on a choisi ce garçon...

— Tu prends bien la chose, dit Elie tristement. Connais-tu cet Arthur ?

Elia ne répondit pas. Elle étouffait. Elie crut qu'il avait passé les bornes et s'excusa de poser des questions pareilles et finalement :

— Oh ! que je suis embarrassé... je me suis mal engagé dans cette conversation.

— Laissons-la, dit sombrement Elia, plus tard, je te dirai, mais maintenant, tu me gênes beaucoup ; tu comprendras, toi plus tard.

— Encore un mot, Elia, et ce sera fini, je voulais dire que si

cet Arthur ou d'autres ne te convenaient pas, et si tu voulais te souvenir de mon amitié pour toi depuis notre enfance, tu pourrais trouver en moi, Elia...

— Ah ! que tu m'étonnes ! Mais voyons, nous ? Tu n'y penses pas ?

— J'y pense depuis dix ans et chaque fois que je passe deux heures avec toi je me dis qu'il n'y a qu'un bonheur pour moi, c'est de passer ma vie ainsi.

— Mais nous sommes comme frère et sœur, nous nous connaissons trop. Quelle idée tu as eue !

— Ce n'est pas une idée ! C'est vraiment ce que je dois faire : j'en suis sûr.

— A qui as-tu déjà parlé de ton projet ? Suis-je la première ? Songe à ton père, je suis sûre qu'il serait furieux contre toi. N'en parle jamais !

— Avec toi, Elia, répondit Elie, rien ne se passe comme avec les autres ; je désire ton avis, car je sais bien que si tu me refuses, il est inutile que je demande ta main à mon père et au tien.

— Je crains que pour une fois, mon cher Elie, ton père, le mien et moi ne soyons du même avis. Si tu veux être mon frère, c'est fait, mais mon mari, c'est impossible. Il est souhaitable qu'il n'y ait aucune équivoque entre nous car ma parole est donnée.

Elle se troubla. Sa voix devint grave. C'est celle qu'elle aurait à cinquante ans. Elle ajouta, la tête basse : « Pardonne-moi. »

Il fit comme s'il n'avait pas entendu les derniers mots et se penchant sur le cou du cheval sous prétexte de toucher aux rênes, il murmura ardemment :

— Je t'attendrai toujours.

C'est la première fois que ce jeune homme, optimiste et mélancolique cependant, éprouvait une réelle douleur. Il était malheureux, atrocement. C'était un pauvre enfant perdu. Depuis sa petite enfance, les seuls baisers qu'il eût reçu furent ceux des servantes. Il avait soif d'autres tendresses et les méritait.

La seule originalité de leur entretien, c'était que chaque mot y était absolument sincère et engageait à fond celui qui le prononçait. Il y a tant de gens qui parlent mieux d'amour qu'Elie, et surtout plus abondamment qu'il semble impossible, après eux, d'appeler amour le sentiment qu'Elie éprouvait pour sa cousine. Pourtant cet attachement devait durer toute sa vie et placer Elia au-dessus de toutes les autres femmes et même au-dessus de tout

le reste des vivants. Sans doute, n'est-ce pas l'amour dont on fait des phrases.

IV

Les « bossus » étaient à Montramé — c'est ainsi qu' à la cuisine on désignait les Varliangeas. Tout en passant les plats autour de la table, Anaïs, absorbée par le secret qu'elle avait surpris le matin, pensait : « Ce sera donc encore à moi d'annoncer cette nouvelle ! » Elle regardait Madame à la dérobée. Pauvre Madame, quelle faiblesse ! Quelle transparence des chairs du visage ! Ses mains lentes et fines, d'une blancheur bleuâtre de porcelaine, bougeaient à peine. C'est tout juste si elle pouvait encore porter son pain et sa fourchette à ses lèvres.

Sabine n'avait pas invité sa mère. Sa conversation la rendait malade. Mme de Saint-Sulpice serait furieuse de n'avoir pas été conviée à la signature du contrat, mais tant pis. On lui offrirait une compensation. Anaïs pensait « Qu'ils règlent cette affaire-là, il sera temps ensuite de régler l'*autre*. Car l'*autre* est de taille à faire tout échouer. »

Elle évitait de rencontrer le regard d'Elia. Celle-ci étudiait les manières du bossu et le visage de sa sœur. « Mais c'est du feu qu'il porte dans les yeux, ce petit monstre », songeait Elia. Et, en fait, il brûlait, Hector de Varliangeas. Fort brun de poil, la barbe bleue, l'œil luisant d'un éclat d'anthracite sous un sourcil buissonneux, le long nez charnu, la bouche écarlate, tout cela ne faisait pas au bossu un visage d'enfant de chœur.

Il parlait peu. Mais si son regard se posait sur le bras ou sur le cou d'Eulalie, elle se sentait frôlée par un chaud rayon de soleil. Cela valait bien des discours. Elle était troublée et comme amollie par ces bouffées de chaleur. Elle rougissait trois fois au quart d'heure.

Quand le bossu s'asseyait c'était un effondrement. Il s'enfonçait dans les fauteuils, les genoux au menton. Son buste était trop court d'une bonne moitié. Ah ! quel séducteur ! Ses jambes avaient une longueur normale et c'étaient celles d'un homme qui aurait dû être grand. Sa bosse de derrière remontait vers l'occiput, celle du devant lui faisait un jabot monstrueux sur lequel, par un goût villageois, il étalait une chaîne de montre à breloques, véritable éventaire de bijoutier-horloger de chef-lieu de canton. Avec ça,

la main belle, un peu grande mais diablement habile et artiste. Eulalie regardait ces mains aller et venir et manipuler les objets avec une prestesse, une douceur et une force contenue qui la plongeaient dans une rêverie inexplicable. Par moment, elle se représentait elle-même comme un objet vague, manié par ces belles mains lourdes et se sentait passer de l'une à l'autre telle une statuette de pâte inachevée, pétrie par ces doigts hâlés, intelligents et peu pervers.

« Il me semble que j'ai le vertige », pensait-elle, et elle fixait toujours les mains.

Après le déjeuner, ils se promenèrent avec Elia. Le bossu parla un peu et pas si mal qu'on s'y attendait, mais le son de sa voix n'était pas toujours agréable. Tantôt grave et veloutée, un coup de fausset en rompait soudain le charme. Il hachait les mots.

— Ça, dit Elia à sa sœur, ne t'y fie pas, c'est un autoritaire.

Puis elle laissa les fiancés seuls un moment car elle tenait à voir Marinette qu'elle cherchait depuis le matin.

— Où se cache-t-elle ? se disait Elia. Il faut absolument que je la joigne.

Les fiancés poussèrent un peu plus loin leur promenade. Eulalie voyait Hector pour la troisième fois. Ils s'étaient à peine parlé. Et voilà qu'au tournant d'une allée, la grande main chaude effleura la petite main blanche et fraîche, s'attarda à son contact, s'en saisit, la pressa, la pétrit. Il fallait que cela arrivât... Eulalie n'osait ni respirer, ni lever les yeux. Elle était en suspens. Allait-il lui broyer les os ? Pas du tout. Il savait pétrir la chair sans la blesser, et la main chaude devint si grande qu'elle réchauffa le poignet, puis le bras ; elle se glissait, allait, venait, elle s'attarda à la saignée où la chair bleue est sans défense et elle se glissa sous la manche et caressa, le temps d'un éclair, le dessous soyeux du bras.

Comment une si grande main sut-elle se glisser si avant ?

Eulalie fit un « Ah ! » étouffé et faillit en perdre le souffle. Elle avait bu du vin sans doute pour avoir de tels éblouissements. Elle rouvrit les yeux. Hector la regardait en souriant et elle trouva ce sourire bien moins laid qu'elle ne s'y attendait. Les sourcils étaient relevés. Elle ne vit plus les bosses. Elle ne vit que ce regard chaleureux et bon auquel répondait en elle une chaleur nouvelle.

— Vous ne serez pas trop fâchée, dit la voix de velours, de

venir habiter Varliangeas. Nous vous y ferons la vie la plus douce que nous pourrons.

— Ce sera vous qui vous en occuperez, j'espère, répondit Eulalie sans trop savoir ce qu'elle disait mais elle en disait plus long qu'elle ne le croyait.

Hector la remercia par un long regard chargé d'une promesse si ardente que l'innocente fille comprit qu'elle avait un réel pouvoir sur cet homme. Elle se doutait moins qu'il en avait déjà un sur elle et qu'il saurait trouver le moyen de le rendre plus grand encore. Elle était un peu désarmée. Les paroles de sa grand-mère lui revinrent et elle se demanda quelle était la bonne bosse. Devant ? ou derrière ? Mais elle ne se sentait pas disposée à en savoir plus pour le moment, bien que le pouvoir dont elle pourrait disposer, par ce simple moyen, sur cet homme et sur sa famille ne la laissât pas indifférente.

Elle s'en tint au sourire et aux mains d'Hector. Ces deux points-là étaient acquis. Pour les bosses, elle espérait qu'elle s'y habituerait.

Ils rentrèrent. Hector, les yeux étincelants, était ravi. Il avait craint plus de froideur. Mais il n'en craignait plus. Il sentait qu'un feu couvait qui répondrait au sien. Eulalie n'était pas mécontente. Si on lui eût proposé en échange de ce mari tordu n'importe quel homme droit, elle l'eût accepté, mais, en somme, puisque c'était celui-ci et pas un autre, elle estimait qu'il avait un beau sourire et des mains !... ah ! ces mains la troublaient beaucoup. Et dès qu'elle saurait quelle était la bosse la plus favorable à son dessein de dominer le mari et la famille, elle suivrait le conseil de grand-mère de Saint-Sulpice. Il n'était pas très affolant cet avenir, mais Eulalie se laisserait faire une vie douillette au milieu des châtaigniers. Mais il faudrait lui obéir et la dorloter. Ainsi pour se distraire, elle mènerait rondement le train de la famille de Varliangeas.

Dès qu'ils entrèrent au salon, avec Elia qui les avait rejoints, on leur annonça que leur mariage était fixé au 15 septembre, dans un mois. Eulalie ne fut pas aussi décontenancée qu'elle le redoutait la veille. Elle sourit même assez gentiment à la compagnie. Sabine en fut soulagée. Son futur-beau père et sa future belle-mère lui baisèrent le front. Quand ce fut le tour d'Hector, elle sentit la bosse de poitrine lui presser les seins. Elle se contracta involontairement et ne voulut pas penser à cette difformité. Il fallait bien s'y faire.

Elia regardait les deux fiancés d'un air méprisant et tragique.

V

Abel et Anaïs dans la grande salle se regardaient sans mot dire. Entre eux, sur la table, une petite lettre, ouverte, qu'Anaïs avait trouvée le matin dans la poche de Marinette.

— Et qu'avez-vous fait de Marinette ? demanda Abel.

— En prison ! Je l'ai mise dans la chambre noire.

— Personne ne sait ? Jusqu'au mariage d'Eulalie, il faut un secret total.

— Je ne crois pas que le jardinier ait pu deviner. Heureusement que Jacasse n'est plus de ce monde, sinon...

— Allez chercher ma fille, dit Abel d'un air accablé.

Il se laissa aller dans son fauteuil Louis XIII. Il ne lui manquait que le pourpoint et la barbiche pour ressembler à un hautain et mélancolique Philippe de Champaigne. La présence de Sabine lui manquait beaucoup. Mais à la suite du déjeuner et de l'après-midi, passés avec les Varliangeas, le notaire et quelques autres personnes, Sabine avait eu une quinte de toux si violente qu'elle était tombée en syncope. Elle se reposait là-haut.

Elia entra. Ils étaient aussi désemparés l'un que l'autre.

Abel baissa la tête et évita le regard de sa fille. Elle aperçut tout de suite la lettre sur la table. Tout son corps frémit. Trop tard ! Elle aurait tant voulu que les choses s'apprissent par d'autres voies et selon d'autres formes ! Mais il était trop tard.

Par bonheur, Abel n'eut pas, cette fois, de mot sarcastique comme « Belle introuvable ! » dont il l'avait accueillie après l'escapade du Sacré-Cœur. Mais aujourd'hui c'était si grave que, selon l'ancien honneur, Elia s'était mise dans le cas d'être étranglée par son père. En face du seigneur de Montramé, elle devina d'un coup les sentiments qui le torturaient. Car Elia n'eût pas été loin de les partager, s'il se fût agi d'un cas présentant avec le sien quelque analogie extérieure. Mais ce cas n'existait pas. A dix-huit ans, chaque jeune homme, chaque jeune fille est un cas unique lorsqu'il découvre l'amour. Elia était persuadée qu'elle était la seule fille au monde, et la première depuis que le monde existe à rencontrer la nuit, sous les chênes, un jeune homme incomparable, un parangon de distinction, de courage, de noblesse morale qui s'appelait

Arthur Caussignac. Cette petite lettre sur la table fixait le rendez-vous du soir et donnait la preuve de tous ceux qui le précédaient.

Depuis un mois, trois ou quatre fois par semaine, Arthur montait de nuit à Montramé. Marinette et Elia le rejoignaient sous les arbres et ils s'élevaient de concert dans un monde étoilé, sublime et interdit dont l'incurable nostalgie devait bouleverser leur vie.

Elia se trouvait à l'apogée de cette exaltation. Elle se jeta aux pieds de son père. Sa voix haletante voulait tout dire à la fois avant même qu'il l'eût interrogée :

— C'est moi qui ai accepté de sortir. Marinette a été entraînée par moi. M. Caussignac n'a jamais insisté pour me rencontrer. Il l'a souhaité et j'ai accepté. Marinette a toujours été présente à tous nos entretiens. Je m'accuse du secret de mes sorties, je ne puis m'accuser de rien d'autre... Je n'ai rien fait contre l'honneur.

— Comment ? dit Abel, mais vous n'avez plus d'honneur.

— Je vous en supplie, dit Elia, vous ne pouvez me condamner ainsi. Je ne suis coupable qu'envers vous, mon père, d'avoir échappé à votre surveillance, mais je n'en ai pas mal usé. Je ne mérite pas d'autre reproche.

Abel savait la droiture de sa fille et il savait qu'elle disait vrai. Il faiblit sur ce point et orienta son ressentiment vers un autre.

— Vous savez que ce jeune homme n'est pas un parti pour vous. Vous ne deviez pas le regarder.

— N'a-t-on pas dit qu'on me le destinait ?

— Je ne vous l'ai jamais dit, moi ! dit Abel avec hauteur en devinant les propos de son frère sous cette fausse information qui avait trompé Elia. Vous n'aviez pas à savoir ce qu'on disait ailleurs.

Elle baissa la tête. Son père avait raison.

— Je l'ai cru, murmura-t-elle, et l'attention que j'ai accordée à M. Caussignac est devenue une amitié définitive.

— Vous êtes bien hardie de me parler de vos sentiments ! Je ne veux que les ignorer. Vous me dites que vous n'avez qu'à vous reprocher d'avoir quitté cette maison en cachette, soit, mais à deux reprises déjà, Elia, vous avez trompé ma confiance et ma surveillance. Vous vous êtes enfuie du Sacré-Cœur ! Tout cela m'inquiète. Je dois réfléchir. J'ai beaucoup souffert par vous depuis votre enfance par votre foi indisciplinée, votre goût des exercices violents, des fugues, votre insubordination, votre ton

cavalier. Je puis bien vous le dire aujourd'hui où vous avez mis le comble à tous vos défauts. Il n'y a pas d'exemple pareil dans cette famille, ajouta-t-il.

Mais dans l'instant où ces paroles bien connues des pères et des enfants de tous les siècles s'échappaient des lèvres d'Abel, l'image de sa propre mère, la terrible douairière de Fontagre, lui apparut et cette apparition brisa sa voix.

Elia était bouleversée par le ton de son père. Elle était bien plus près de lui qu'il ne pouvait le penser. Elle ressentait plus fortement que quiconque dans sa famille la noblesse de ces vertus pénibles et parfois cruelles sans lesquelles il n'y a pas d'être vertical mais des reptiles ou des larves. Ces vertus de coercition, elle les possédait. Et si, à dix-huit ans, elle n'en mesurait pas encore toute la cruauté — elle allait l'éprouver — elle en pressentait déjà la grandeur. Elle avait à dompter un tempérament plus violent que d'autres, sa richesse intérieure était trop fluide pour ne pas lui glisser parfois entre les mains. Cette abondance de vie donnait à ses attitudes, à sa conduite, une apparence de désordre, mais jamais de vulgarité. Sa force était mouvante. Sa vertu n'était pas l'inerte équilibre d'une âme anémiée.

— Je crois, mon père, que M. Caussignac vous fera demander ma main par M. de Magavant.

Abel secoua la tête.

— Ce projet a été écarté une fois pour toutes par les Magavant et par nous. Il n'y a plus à y penser.

— Mais M. de Magavant est peut-être convaincu maintenant. Ah ! permettez-moi d'épouser M. Caussignac, mon père, je ne puis rien faire d'autre dans ma vie. Il n'y a rien qui compte pour moi désormais !

— Mais, dit Abel, effrayé par ce ton, vous nourrissez donc une passion pour ce jeune homme ?

— Elle est réciproque, rien ne peut nous séparer.

— Arrêtez ! s'écria Abel, ce langage est épouvantable.

Il n'en avait jamais entendu de semblable. Il fit deux ou trois pas, les mains dans le dos et annonça à Elia qu'il ne consentirait jamais à ce mariage et que, dans le cas où il y eût consenti, les Magavant s'y seraient opposés. Elia lui fit remarquer que les Magavant n'étaient pas les parents d'Arthur. A quoi Abel répliqua qu'ils étaient les maîtres et qu'il renverrait ce jeune homme dans une étude d'avoué ou d'huissier, à Sarlat.

— Jamais ! s'écria Elia, nous serons explorateurs, mais pas huissiers.

Son père haussa les épaules et lui dit de renoncer à ces folies. Tout s'opposait à leur mariage parce que lui et les Magavant s'y opposaient. Et sa façon de conclure toucha davantage Elia que les ressentiments et les sanctions.

— Je me doute un peu de ce que vous avez imaginé, Elia. Vous avez eu un amour d'imagination. Vous êtes encore dans l'enfance et vous prenez des résolutions qui engagent votre vie de grande personne. C'est moins pour vous le reprocher que je vous ai gardé si longtemps que pour vous y faire renoncer. J'avais l'intention de vous punir quand vous êtes entrée, mais je vous connais, il faut vous guérir de cette inflammation de l'esprit. Rentrez dans votre chambre, vous n'en sortirez que lorsque je vous le ferai dire et songez bien que... Arthur Caussignac n'existe pas. C'était une vision, elle est passée. Songez-y bien, Elia, pour votre honneur et pour le mien, et même pour votre bonheur, car pour vous, honneur et bonheur sont une même chose. Ne compromettez pas votre vie.

Elia sortit foudroyée. « Une vision ? Elle est passée ? Son honneur ? » Elle ne pouvait rien contre ce qu'on lui opposait. Elle percevait dans les paroles de son père un écho de ce qu'elle aurait dit dans les mêmes circonstances. Il lui sembla, tout en regagnant sa chambre, que Montramé venait de s'écrouler sur elle. Elle resterait jusqu'à la fin de sa vie prisonnière de ces murs et de leurs fantômes. Elle s'enferma dans sa chambre, abasourdie, sottement survivante dans un monde de gravats et de ruines. Elle s'engloutit dans le sommeil en pensant qu'elle venait d'avoir un rêve abominable et qu'elle allait enfin retrouver la réalité. Mais c'est ce rêve affreux qui devenait sa réalité quotidienne. Et pourtant, elle les avait bien connues ces nuits, sous les chênes ?

***

Marinette s'échappait de la cuisine, franchissait au galop le portail, atteignait, derrière les haies, la maison abandonnée de la mère Jacasse et, sous certaine pierre du mur, elle trouvait la lettre. Un jour sur deux elle la trouvait et déposait celle d'Elia. Arthur se promenait à cheval à travers la campagne dès l'aube. Il prenait le courrier dans cette cachette commode. Marinette, toute frétillante, disait :

— C'est moi qui vous ai inventé votre poste.

Elle l'avait inventée et elle la fit fonctionner pendant plus d'un mois, jusqu'au jour où Anaïs mit la main au sac.

Les soirs de rencontre, dans l'ombre de la tour, où Elia et Marinette étaient tapies, elles retenaient leur souffle, le cœur battant. Elles entendaient le pas du cheval, au loin, le tintement clair du fer sur une pierre. Ce bruit net et rapide dans le silence velouté de la nuit d'août, dans le silence moite des feuillages caressés par l'air nonchalant, ce tintement brillait soudain dans la nuit comme une paillette d'argent sur une soie mate.

— C'est lui ! murmuraient-elles.

Il montait à travers les terres et non dans le chemin rocheux où les pas du cheval eussent résonné. Il suivait l'ombre des bordures de noisetiers. Flop ! Flop ! faisaient le sabot du cheval dans la terre meuble. Ding ! encore une étincelle de fer sur un silex. Il approchait.

Alors, Elia allait vers lui.

Ils s'effleuraient le bout du doigt et se regardaient sans parler. Ils souriaient dans l'ombre et voyaient leurs yeux et leurs dents qui brillaient. De grandes lumières s'allumaient alors en eux à ces étincelles vivantes et prodigieusement communicatives. Ils étaient baignés de bonheur.

Arthur Caussignac était bien plus grand qu'Elia qui ne l'était guère. Pour un cavalier, il n'avait pas, toutefois, la taille d'un cuirassier. Mais il était bien fait, vigoureux et aisé. Il avait vingt-deux ans. Il paraissait en avoir vingt-cinq ou vingt-six. Ses traits avaient une netteté et un fini qui, tout en gardant la fraîcheur de son âge faisaient penser à un visage d'homme mûr.

Il était d'un autre sang qu'Elia, d'une race qui durcit plutôt et se fixe sans tâtonnement, qui est assez sage et assez prosaïque pour se garder du flottement des adolescences prolongées et qui réfléchit sans rêver. A vingt-deux ans, Arthur était installé dans des positions définitives. Ses ancêtres avaient mûri à un soleil sans illusions un teint bronzé, un regard noir et déterminé, une volonté simple et des ambitions bien dessinées. Il n'était pas de la race des Druides sacrificateurs ou sacrifiés. Il n'avait, ni ici, ni ailleurs, un Commandeur sur les talons, des ancêtres remuants, des dryades sous l'écorce des chênes et des fées dans les fontaines.

Ce qu'Elia, peut-être à son insu, avait aimé en lui, c'était *le Nouveau*. Il représentait pour elle un échantillon inédit de l'huma-

nité qu'un caprice du destin avait un jour jeté dans la salle de Montramé. Il était plus simple, plus fort que les gens de Fontagre, d'une droiture sans doute plus élémentaire que celle qu'exigeait l'honneur d'Abel de Montramé mais qui était celle d'un tempérament plus direct et sans doute plus efficace. Il était droit selon une géométrie interne, une disposition héréditaire. Les Montramé l'étaient par sentiment, par religion, par volonté, jusqu'au scrupule. Ils se tenaient à quatre brides car leurs âmes étaient touffues et ramifiées comme leurs chênes et tout à tour violentes, douces, frénétiques et musicales ou miroitantes comme la surface des eaux.

Ce qui avait séduit Arthur dans Elia, c'était sa vivacité, sa richesse, sa combattivité, sa fougue, sa fierté gaie et généreuse. Lui si mesuré, si précis, si parcimonieux même dans ses sentiments aima ce fleuve d'or. Il le sentit couler dans cette chair blanche et forte des Fontagre, sous ce teint qu'un rien empourpre, dans le feu du regard, dans l'éclat chaleureux de la chevelure, dans la plénitude autoritaire des formes du corps robuste s'élançant dans la vie pour la franchir, en plein courant, en plein danger, avec la certitude d'être dans son droit.

Arthur était d'une nature qui ne pouvait pas céder deux fois à un charme de cet ordre. Il s'abandonna à celui-ci, et joua sa vie sur ce choix. En s'unissant à Elia, il savait qu'ils recréaient un monde total et parfait. Ils ressoudaient deux hémisphères de l'âme. Ils s'aimaient.

— Nous retournons sous le chêne ? chuchota Arthur.

— Mais oui, il faut lui rester fidèle, répondit Elia.

— C'est bien loin ! soupira la tremblante Marinette tout en les suivant.

Ils se sont assis sur la mousse, la main à plat sur le tapis frais et élastique. La main d'Arthur près de celle d'Elia. Elles se touchent à peine. Il suffit. Le courant passe. Il passera toujours, même si mille lieues les séparent. La main ne cherche ni le poignet, ni le bras blanc, ni la peau bleutée de la saignée où la vie coule. Ils ne savent rien. Mais ils savent parfaitement qu'il est inutile de s'assurer de l'émoi de l'autre, et inutile de le provoquer. Ils savent tout l'un de l'autre. Ils n'ont jamais dit un mot de leur trouble, jamais osé un geste. Ils savent qu'assis côte à côte et parlant à voix basse sous la voûte millénaire, il suffirait qu'un hasard ou une fée ou un elfe rapprochât un peu leurs têtes pour qu'un crépitement électrique jaillît de leurs chevelures et les embrasât tout entiers.

L'univers avec eux flamberait et exploserait dans l'instant. Ils se sentent les dépositaires d'une force si prodigieuse qu'ils restent interdits et extasiés et osent à peine croire à leur puissance. Cette force est de la nature du feu, du salpêtre et de la foudre.

Elle est là, en eux. Ils en sont encore les maîtres. Ils en sont déjà les instruments et les victimes.

Ils sont venus sous ce chêne pour se brûler. Ils brûlent. La vie a besoin de brûler ses créatures pour en concevoir de nouvelles. La flamme qui est au fond d'eux-mêmes s'élève, illumine le monde, le leur montre tel qu'ils ne l'ont jamais vu. Son ardente lumière éclairera leur vie jusqu'à cette heure inimaginable, tant elle paraît lointaine, où les portes de la nuit éternelle s'ouvriront devant eux.

N'est-ce qu'une escapade d'enfants ? Ah !... jusqu'au bout de leurs jours, et plus sûrement que ce soir, ils penseront qu'ils n'ont vécu qu'une heure, celle-ci.

Lorsque certaine lueur indécise atténue les ombres, noie les contours, cendre les bois et rosit le ciel au-dessus des collines du levant, les étoiles une à une s'apaisent et leur message s'interrompt.

— Le jour va paraître !

Ils reprennent à la queue-leu-leu le chemin du retour. En les voyant, le cheval s'agite de plaisir. Ils s'effleurent encore le bout des doigts et quand leurs doigts se quittent, leurs cœurs s'arrêtent de battre. La gorge serrée par une tendresse étouffante, ils regagnent le monde quotidien. Ils vont rêver à pleines nuits et à pleines journées aux douceurs exaltantes qu'ils viennent de vivre. Pauvres enfants ! revêtus de pourpre et d'or et déjà sacrifiés. Vous n'êtes pas seuls dans vos rêves.

Au bout de ces gracieusetés, il y a parfois une flaque de sang.

***

Deux ou trois ans plus tard on apprit que le lieutenant Caussignac avait été tué à Madagascar. Le sang allumé sous les chênes de Montramé s'était répandu à plus de mille lieues de là.

JEAN ORIEUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

ALBERT BESNARD

Albert Besnard, tel que je l'ai connu dans les vingt dernières années de sa longue et belle carrière d'artiste, était magnifique ; on l'eût volontiers surnommé Besnard le magnifique. Il ressemblait à un roi et Mme Besnard à une impératrice. Le couple était splendide, de format inhabituel : il semblait qu'ils ne dussent, tous deux, être vraiment à leur place que dans le cadre monumental de l'atelier de la rue Guillaume-Tell ou dans l'ambiance glorieuse de la Villa Médicis. Quel ambassadeur il eût fait, non seulement pour négocier, mais pour représenter son pays dans quelque mission d'apparat ! Et n'est-ce pas du reste en ambassadeur qu'il conçut sa mission artistique à Rome ?

Tout dans l'homme était exceptionnel, et d'abord sa prestance, dont la majesté s'enrichissait d'une corpulence qu'il ne cherchait ni à dissimuler ni même à atténuer, tant elle faisait partie de sa personnalité même. Quand il fut élu à l'Académie des Beaux-Arts, en 1912, Aman Jean, qui devait le peindre en uniforme, me confiait son inquiétude au sujet de la réalisation du gilet blanc, mais l'un et l'autre s'en tirèrent fort bien. Tout se passa bien également quand le peintre, faisant le portrait du pape, esquissa le mouvement de se prosterner devant lui, gymnastique délicate étant donné son poids. Sa Sainteté l'arrêta d'un geste paternel : « Inoutile, Monsieur Besnard, inoutile ! » Besnard aimait raconter la scène, mais peut-être, respectueux des formes comme il l'était, regrettait-il de n'avoir pu achever sa génuflexion ?

Si du reste il aimait l'apparat, son commerce était de la plus parfaite simplicité. La robe de chambre qu'il portait parfois dans son atelier le classait hors des temps, et l'on avait le sentiment de se trouver en présence de quelque grand seigneur de la Renaissance, faisant les honneurs de son palais. Car son atelier était *palatial*, comme disent les Anglais. Il y recevait ses amis

le dimanche après-midi. On y rencontrait régulièrement Arthur Fontaine, alors directeur du Travail, l'ambassadeur Bihourd, le peintre Aman Jean, le graveur Copier, l'animateur étonnant qu'était Franz Jourdain, Maciet, l'initiateur du Musée des Arts décoratifs, Raymond Kœchlin, Pigalle, ces délicats et influents amateurs d'art, quelquefois Rodin, souvent le comte Primoli, mécène italien bien connu à Paris... Le petits groupe des visiteurs, car ce n'était jamais une cohue, paraissait perdu dans l'immensité de l'atelier, mais l'ambiance était celle de l'intimité, autour de la tasse de thé agrémentée de gâteaux toujours excellents. La conversation, qui conservait son unité autour du maître et de la maîtresse de céans, laissait l'impression d'un milieu d'avant-garde, ouvert aux nouveautés, curieux de toutes les initiatives, françaises ou étrangères. L'Académie des Beaux-Arts, dans ce temps-là, n'aimait guère les peintres de premier ordre et, d'un instinct sûr, elle les ignorait ou les repoussait. En accueillant Besnard, elle avait discerné, non sans raison, que cet esprit hardi souhaitait ne pas rompre avec la tradition.

Une singularité de Besnard, intéressante à souligner, était son goût de tout ce qui était officiel. Il aimait et respectait l'autorité, qu'elle s'exprimât dans un président de la République, dans un ministre, dans un préfet. Il se plaisait, les jours d'inaugurations ou de vernissages, à endosser la redingote, à se coiffer du chapeau haut de forme, pour accueillir les sommités de l'Etat. C'était chez lui toute une conception de la société et de la vie, dans laquelle il estimait que l'artiste devait avoir sa place. Il était dès lors à sa place dans les Académies et il était naturel qu'il reçût et acceptât les décorations et les dignités. Quand il mourut, la troupe déploya ses fastes, rendant des honneurs bien mérités à celui qui, en servant l'art, avait aussi servi son pays. Il devait aboutir à l'Académie française, c'était dans son personnage. C'est aussi dans le même esprit qu'il avait souhaité d'être nommé à la Villa Médicis. Quand il partit pour Rome, il m'expliqua ce qui l'attirait dans la Ville éternelle : « Je verrai défiler l'Europe... » N'était-il pas qualifié pour recevoir, d'égal à égal, les plus grands Européens ?

Cet attrait pour la représentation, qui satisfaisait son goût de la belle composition, de la majesté décorative, ne diminuait en rien l'aménité de son contact. Qu'il aimât la gloire, point de doute, et il ne s'en cachait pas, mais c'est avec un parfait naturel,

et sans la moindre pose que, rentré dans la vie de famille ou dans l'intimité de ses amis, il menait l'existence de chaque jour. Rien de plus aimable par exemple que Besnard à la campagne, dans sa charmante demeure de Talloires, où il avait été le voisin de Taine. On découvrait alors, dans le délassement des vacances, un homme d'une singulière jeunesse, lisant pour se distraire des romans policiers, jouissant de la nature, mais aussi des courses à Annecy, où l'on faisait les provisions et les achats. Aucune prétention à la solennité ; il consentait à parler de son métier, sans jamais s'enfermer dans une majesté dédaigneuse ou un silence distant. Combien d'hommes arrivés perdent cette fraîcheur !

Cette bonne grâce était d'autant plus séduisante qu'elle s'accompagnait de beaucoup d'esprit. Il savait être caustique et l'on avait l'impression qu'il eût pu être méchant, ce qui donnait plus de prix à sa bienveillance, car, selon le mot du moraliste, on n'a pas de mérite à être bon si l'on n'a pas la capacité d'être méchant. Son esprit mordant d'ironie amusée s'étendait au jugement qu'il faisait de sa propre personne et il n'était pas dupe. Alors qu'il avait dépassé le cap de soixante-dix ans, de nombreux amis étaient, lors de son anniversaire, venus lui souhaiter sa fête. Il s'en plaignait en riant : « Voyez-vous ces imbéciles ! nous disait-il. Je ne savais pas mon âge, ils sont venus me le dire ! » Je ne l'avais pas connu jeune, mais je crois que, sous cette forme épanouie, sa personnalité avait pris, avec l'âge, une force, une ampleur, un charme particuliers. C'est un peu sous l'aspect d'un patriarche que nous nous le rappelons, patriarche entouré d'une belle famille, d'amis nombreux et dévoués, d'admirateurs passionnés.

Ce qui frappait en lui quand on l'avait connu et observé suffisamment longtemps, le voyant travailler, vivre ou simplement se distraire, c'était l'étonnante multiplicité de ses dons. Il était peintre, décorateur, graveur, écrivain, il pratiquait avec une égale maîtrise le portrait, le paysage, la grande composition décorative, l'allégorie, l'anecdote, et l'on sentait bien qu'il eût pu faire n'importe quoi, avec une égale aisance. Je retiens cependant trois traits, plus particulièrement caractéristiques, de sa personnalité, sur lesquels il convient de s'arrêter si l'on veut évoquer son souvenir : sa virtuosité, son imagination créatrice, son intelligence supérieure.

La virtuosité de Besnard était extraordinaire, presque invraisemblable. Il semblait tout faire facilement, sans effort, comme

en se jouant. Son travail était rapide et il l'accomplissait avec une incomparable élégance. Quand il faisait un portrait, l'esquisse semblait réalisée en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, puis, dès les premières séances, le tableau se dessinait, presque achevé. En quatre ou cinq séances parfois tout était au point, et souvent la dernière semblait n'avoir eu lieu que pour la forme, comme s'il avait voulu avoir l'air de ne pas aller trop vite. Ce rythme était merveilleux. Il paraissait travailler dans la joie, comme ceux qui n'ont jamais de peine à aboutir et j'ai retenu de son contact une impression de plénitude.

Il y a des peintres géniaux, qui représentent et comprennent la nature, mais sans y ajouter. Besnard, lui, était un imaginatif, un créateur. Il avait à un degré rare le sens du sujet. L'anecdote, dont l'école académique du XIX^e^ siècle a souvent fait un si plat usage, devenait avec lui quelque chose de profond, par la signification qu'il savait lui donner. La série de la Mort, qu'il a réalisée sur la commande d'un riche et intelligent amateur, constitue la plus admirable danse macabre, digne de s'inscrire dans la plus pure tradition classique. La mort y apparaît sous tous ses aspects, s'annonçant ici insidieusement par quelque avertissement, fonçant ailleurs en pleine lumière. La richesse de conception est magistrale. Je n'ai jamais pu regarder, sans en être profondément impressionné, l'eau-forte représentant un cavalier sur son cheval, se retournant pour regarder en arrière. Qu'a-t-il donc vu ? La mort, se dissimulant dans un buisson. Tout est dans le geste de l'homme tournant son buste. De la même veine, tragique dans sa simplicité, la scène évoquant la table de famille et le père averti par la bonne que quelqu'un le demande : il tourne la tête, et c'est la mort qu'on entrevoit dans l'embrassure de la porte. Qu'on se souvienne encore de la gravure charmante intitulée : *La confidence.* La représentation est simple, mais l'attitude d'un des interlocuteurs, se penchant vers l'autre, exprime totalement l'intimité, la confiance, le secret.

L'œuvre gravé d'Albert Besnard, qu'on ne peut plus quitter quand une fois on en a pris connaissance, est fait essentiellement, indépendamment de sa technique, de cette façon subtile, émue, simple, de considérer la vie de chaque jour, telle qu'elle s'exprime dans des attitudes, des mouvements subtilement observés, des groupements d'êtres, et il en résulte une évocation des atmosphères à laquelle peu d'artistes aboutissent avec un égal bonheur.

Cette imagination, si délicate dans le sujet familier, se retrouve dans les grandes œuvres décoratives auxquelles s'est complu le peintre. Il se joue, parfaitement à l'aise, dans la présentation, poétique ou lyrique, des sujets traditionnels de la mythologie. Le passage du réel au fantastique se fait sans qu'on s'en aperçoive et l'on est alors en plein dans le rêve. Quand Besnard représente l'embarquement pour Cythère, on a déjà, avec lui, quitté ce monde de soucis pour un éden imaginaire de paix et de félicité ; quand il évoque, dans les panneaux de l'Ecole de pharmacie, la leçon de botanique, c'est toute la poésie de l'enseinement dans la nature que l'on ressent avec lui. La variété des sujets étonne, émerveille, et cela nous amène à ce qui est peut-être le trait le plus typique de cette personnalité, son intelligence.

Je ne crois pas avoir rencontré d'homme qui, plus que lui, m'ait donné l'impression de l'intelligence. Cette intelligence, elle se lisait dans son comportement, dans sa physionomie, dans son regard surtout, qui, tout courtois qu'il fût, semblait dévisager l'interlocuteur et non seulement celui qui devait être son modèle. Elle se lisait aussi dans sa conversation, ouverte à tous les échanges intellectuels, à toutes les curiosités. Comme beaucoup de peintres, il écrivait fort bien. Les quelques pages qu'il a écrites, notamment sur sa vie à Rome, sont une merveille de clarté, d'esprit, d'observation : c'est sans doute que les qualités d'analyse dont un peintre doit faire usage quand il peint sont les mêmes qui s'imposent à l'écrivain ; au début, de part et d'autre, le travail cérébral est le même ; qu'ensuite l'un tienne le pinceau et l'autre la plume, le processus n'est pas différent. Albert Besnard, que ce fût avec la plume ou avec le pinceau, procédait à ce travail d'analyse en artiste, mais non moins en homme intelligent. Il y avait quelque chose d'apollinien dans cette collaboration parfaite de la sensibilité et du cerveau. Je me suis même quelquefois demandé si ce n'était pas un danger, pour un peintre, d'être si intelligent ?

Autour d'Albert Besnard et de sa femme, je vois maintenant, dans mon souvenir, revivre toute une époque, dont ils étaient de parfaits représentants. Talleyrand, évoquant l'ancien régime, parlait de la douceur de vivre. C'est une évocation analogue que représentent pour moi ces années d'avant 1914, ces réunions du dimanche où se retrouvaient, chez le peintre, ces gens de bonne compagnie, groupés sous le signe de la culture désintéressée et

de l'art. Epoque combien différente ! Il y avait une réelle facilité de vivre, qui favorisait le raffinement, le loisir, la joie de pouvoir contempler de belles choses et de pouvoir en parler entre amis. Besnard fut alors, et lui surtout parmi ses contemporains, le peintre de la lumière et de la joie. L'époque n'était pas amère, elle était optimiste. Visitant il y a quelques jours à Madrid, transformée en musée, la maison du peintre espagnol Sorolla y Bastida, j'y retrouvais curieusement une atmosphère analogue, se dégageant des œuvres de ce peintre, contemporain d'Albert Besnard et qui, comme lui, à la même époque, avait vécu à Paris. C'est après eux seulement que la mode des couleurs sombres devait l'emporter.

Le grand artiste dont nous évoquons la mémoire a donc été représentatif de son temps, spécialement de cette période d'avant 1914, qui marque dans notre histoire une étape artistique et littéraire de si belle qualité. Il a occupé, à ce moment-là, parmi ses contemporains, une position en quelque sorte centrale, ouverte sur plusieurs versants. Il y avait en lui quelque chose du peintre mondain de la III^e^ République, académique, officiel, choyé de la société, et en même temps un attrait vers le nouveau, vers la hardiesse, vers la fantaisie. Le site de son atelier, rue Guillaume-Tell, dans le XVII^e^ arrondissement, correspondait symboliquement à cette position : ni très loin du Parc Monceau, centre mondain, pas trop loin non plus de Montmartre. D'un double point de vue Albert Besnard a donc pu à juste titre être considéré comme un peintre d'avant-garde, tandis qu'il se révélait acceptable pour l'Ecole des Beaux-Arts et pour l'Institut. De là sans doute son immense succès auprès de ses contemporains, de là aussi peut-être l'indifférence témoignée à son égard par la génération qui lui a succédé. Sa haute valeur reparaît aujourd'hui, le peintre apparaissant d'autant plus intéressant que, derrière le peintre, il y avait un homme.

ANDRÉ SIEGFRIED.

DU NOUVEAU SUR LOUIS XVII

I

Une atmosphère de mystère entoure encore la captivité et la mort de Louis XVII.

Les gouvernements légitimiste, orléaniste et républicain ont admis que le fils de Louis XVI était décédé dans sa prison le 8 juin 1795. Telle est la version officielle. Elle a été adoptée par d'éminents historiens : Thiers, Beauchesne, La Sicotière, Chantelauze, Laurentie, Bord, Manteyer...

Pour d'autres : Louis Blanc, Henri Provins, Otto Friedrichs, Lenotre et, récemment, MM. Sainte-Claire Deville, André Castelot et Alain Decaux, le Dauphin s'est évadé de sa prison. L'enfant mort le 8 juin 1795 n'est qu'un « substitué ». Cette thèse est, évidemment, celle des quelque quarante prétendants surgis par la suite et se donnant tous pour fils de Louis XVI. Hervagault, Mathurin Bruneau, Phélippeau, Richemont, Naundorff sont les plus notoires.

Or, une troisième solution peut et doit être envisagée. Louis XVII ne se serait-il pas éteint au Temple bien avant la date officielle, et peu avant le départ de la prison du gardien Simon ? Telle est l'hypothèse qui s'est imposée à nous à la suite de la découverte de documents inédits d'une authenticité incontestable. Ceux-ci proviennent des archives françaises, vaticanes et autrichiennes, mais surtout des archives espagnoles. Nos investigations y ont été facilitées par le précieux inventaire des documents concernant la Révolution française conservés à Madrid, établi avec un soin si scrupuleux par Mlle Jacqueline Chaumié, archiviste aux Archives

nationales, et par l'aide éclairée qu'ont bien voulu nous prêter avec tant de bonne grâce, M. Zabala, recteur de l'Université de Madrid, Don Narciso J. de Liñan y Heredia, Conde de Doña Marina, directeur de l'*Archivo de Palacio*, M. Eugenio Sarrablo, secrétaire général de l'*Archivo historico nacional*, et Don Miguel Lasso de la Vega y Lopez de Tejada, marqués del Saltillo. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre vive reconnaissance.

LA SANTÉ DU DAUPHIN

Louis-Charles de France, duc de Normandie, second fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette, est né le 27 mars 1785. Son frère aîné, « attaqué par des humeurs froides dont l'inoculation avait doublé la maligne influence », selon le jargon médical, est mort « après quatre années de souffrance » à l'âge de sept ans et sept mois, laissant à son puîné le titre de Dauphin. Ce dernier, après avoir été, au dire de sa mère, « un vrai enfant de paysan, grand, frais et gros », a été sujet après sa variolisation (15 mai 1788) à « des attaques de nerfs ressemblant à l'épilepsie », et Marie-Antoinette a fait à son sujet, le 7 janvier 1791, cet aveu douloureux : « Mon pauvre bambin ne peut vivre longtemps. »

Sa captivité ne pouvait qu'accroître ses maux. Enfermé au Temple le 13 août 1792 avec le Roi et la Reine, Madame Elisabeth, sa tante, et Madame Royale, sa sœur, Louis-Charles, dès le mois de novembre, a un accès de fièvre qui nécessite l'intervention de Le Monnier, premier médecin du Roi. Pendant que se déroule le procès de Louis XVI, Brunyer, médecin des Enfants de France, appelé auprès de Madame Royale, en profite pour donner quelques soins au jeune prince, ainsi qu'en fait foi le mémoire des médicaments fournis, sur ses ordonnances, pendant le premier trimestre de l'année 1793.

C'est l'époque où Monsieur écrit au comte d'Artois après l'exécution de leur frère : « Je tiens dans mes mains la nouvelle officielle de la mort du malheureux Louis XVI... L'on m'apprend aussi que *son fils s'en va mourant*. En donnant des larmes à nos proches, vous n'oublierez pas de quelle utilité pour l'Etat va devenir leur mort. Que cette idée vous console et pensez que le grand Prieur, votre fils, est, après moi, l'espoir et l'héritier de la monarchie. »

Dans les premiers jours de mai 1793, Louis-Charles se plaignit

d'un point de côté ; le 6 au soir, il eut une assez forte fièvre avec mal à la tête et au côté ; il lui était impossible de rester couché parce qu'il étouffait. La Reine réclama le docteur Brunyer, mais, instruit par Tison, « gardien des femmes », que ce médecin avait apporté aux prisonnières des nouvelles du dehors pendant qu'il soignait Madame Royale, le Conseil général de la Commune arrêta que le petit Capet serait visité par le médecin des prisons, le docteur Thierry, « attendu que ce serait blesser l'égalité que de lui en envoyer un autre ». Le praticien vint seulement le 11 mai et constata une température élevée. Le mercredi, il fit prendre médecine au malade, ce qui causa de vives inquiétudes à Marie-Antoinette, parce que, la dernière fois que son fils avait été purgé, il avait eu d'affreuses convulsions ; elle craignait qu'il n'en eût encore. Quelques jours plus tard, il fut purgé de nouveau et se trouva mal. Cette fièvre tenace dura vingt et un jours durant lesquels le docteur vint matin et soir ; il fit encore douze visites pendant la convalescence. Le même médecin le soigna ensuite pendant huit jours avec le chirurgien Soupé et le bandagiste Pipelet pour une blessure accidentelle que l'enfant s'était faite en chevauchant un bâton.

L'incommodité qui avait motivé l'intervention de Soupé et de Pipelet ayant pris fin, Thierry eut à revenir bientôt au Temple. Il traita Louis-Charles d'une maladie vermineuse au cours de laquelle le malade rendit une quantité prodigieuse de vers, ce qui nécessita quinze visites.

Au total, du 11 mai au 3 juillet 1793, soit pendant cinquante-quatre jours, Thierry fit au Dauphin soixante-dix-sept visites. Dès cette époque, la santé de l'enfant était donc médiocre et, après qu'il aura été séparé des siens, elle s'altérera plus gravement encore.

LE TRISTE SORT DE LOUIS XVII

Le 3 juillet, il était arraché des bras de sa mère, tenu à l'écart de sa sœur, placé « dans un appartement à part, le mieux défendu de tout le local du Temple », sous la garde d'un savetier chargé d'en faire « un citoyen patriote », partageant la vie des époux Simon, fréquentant les commissaires attablés devant quelques bouteilles de vin et d'eau-de-vie, dans une salle transformée en tabagie. Le régime auquel il fut soumis était bien propre à ruiner définitivement sa santé.

Quelques dirigeants de l'époque souhaitaient d'ailleurs sa mort.

A en croire Sénar, secrétaire-rédacteur du Comité de Sûreté générale, Simon aurait tenu, en sa présence, ce curieux dialogue avec certains membres de ce Comité : « Citoyens, que décidez-vous du louveteau ? Il était appris pour être insolent ; je saurai le mater. Tant pis s'il en crève ! Je n'en réponds pas. Après tout, que veut-on ? Le déporter ? — Réponse : Non. — Le tuer ? — Non. — L'empoisonner ? — Non. — Mais quoi donc ? — Réponse de même : s'en défaire. — Et Sénar ajoute : il n'a été ni tué, ni déporté, mais on s'en est défait. » — L'agent secret Montgaillard a attribué de semblables propos à Sevestre, député à la Convention nationale : « Les royalistes se flattent en vain que le fils de Capet succédera à son père. Son âge le garantit, il est vrai, de l'échafaud, mais nous connaissons les moyens de l'empêcher d'être un jour un point de ralliement dangereux. Le b... y passera quand il sera temps. Je réponds qu'il ne sera jamais majeur. »

Ces moyens auxquels il est fait allusion, il importe de les indiquer.

Les chefs de la Commune, Chaumette et Hébert, commencèrent par laisser l'enfant à peu près sans soins médicaux. Alors que, du temps qu'il partageait la vie de sa mère, il avait été visité si souvent par le docteur Thierry, du jour où il fut placé sous la coupe de Simon, on s'occupe de moins en moins de sa santé ; le médecin fut appelé seize fois seulement en six mois. Jusqu'au mois de septembre 1793, on fit exécuter les ordonnances médicales, mais ensuite on ne tint aucun compte des prescriptions du docteur ; nous n'avons retrouvé aucun mémoire d'apothicaire concernant Louis-Charles à partir du mois d'octobre.

On recourut alors contre lui à des moyens autrement perfides, car ils avaient pour objet de développer les mauvais penchants d'un enfant sans défense. Un factum, confirmant en partie ce que Madame Royale a écrit dans son *Mémoire*, conte le martyre du prisonnier de la manière suivante : « Comment le jeune monarque était-il nourri depuis la mort de Louis XVI ? Avec des aliments grossiers et les plus échauffants, des viandes glacées et une boisson mitigée de je ne sais quoi. »

Bientôt, les effets nocifs des boissons alcoolisées apparurent comme trop lents ; on usa de procédés plus criminels encore qui n'ont jamais été dévoilés et que révèle un rapport inédit qu'un agent secret au service de l'Espagne, résidant à Paris, adressa, avec un certain retard, à l'ambassadeur d'Espagne à Venise. Ce

dernier le transmit à Godoy, ministre des Affaires étrangères à Madrid, le 5 mars 1794. Il y est dit : « Il y a beaucoup de temps que nous avons eu des nouvelles de la famille royale à Paris, mais le courrier du 14 février contient de nombreux renseignements disant que, depuis le départ de Simon qui approchait les royales personnes, on avait augmenté les difficultés de savoir quoi que ce fût. Depuis longtemps, ce Simon avait été acheté par nous et il nous informait en détail de ce qui se passait, ainsi que Votre Excellence a pu le constater depuis quelques mois dans ma correspondance. Par crainte du danger que Simon courait de la sorte, non seulement il a cessé de donner de nouvelles informations aux chefs royalistes, mais il a été conduit à se prêter aux atrocités exigées par les régicides, et même à quitter son emploi. Cependant, dernièrement, il a été possible d'avoir avec lui des entretiens secrets et même de faire prendre la garde dans l'intérieur du Temple par des gens affiliés aux chefs royalistes. Ainsi, par eux et par Simon, on a recueilli les nouvelles suivantes...

« Simon prétend que, grâce à lui, le Roi (Louis XVII) est quelque peu mieux traité, bien qu'on l'ait habitué aux liqueurs fortes au point qu'il les boit comme de l'eau, — qu'on ne lui donne pas la moindre éducation, — qu'Hébert (le plus mauvais de tous) et les gens qui l'entourent ne lui enseignent que de mauvaises choses et des blasphèmes infâmes et impies. Simon assure qu'il a voulu lui donner des leçons contraires à celles qu'il reçoit de ces sacrilèges, mais que l'indiscrétion du jeune garçon l'avait mis dans le plus grand risque d'être découvert et ruiné. (Tout cela, en dépit des assurances de Simon, est peut-être mensonger, car il est mauvais comme les autres, — du moins nos chefs qui transmettent ces nouvelles ne lui accordent pas entièrement foi.)

« Il dit que le jeune Roi est infecté d'un mal vénérien bien qu'on ne lui ait pas présenté de femmes publiques depuis la mort de la Reine, comme on le faisait avant, car Hébert lui-même lui amenait des jeunes filles emputinées qui passaient avec l'enfant plusieurs heures pour lui pervertir le cœur et lui ruiner la santé, comme il arrive effectivement, car il a des accidents vénériens qui pourront être mortels *parce qu'on ne le soigne pas* et que les liqueurs qu'il boit lui sont autant de poisons à cause de l'âcreté de son sang.

« Simon ajoute qu'il serait préférable que l'enfant ne sache pas lire, parce qu'on met entre ses mains uniquement des livres infâmes et impies. Parfois, il se rend compte de sa situation actuelle ;

il pleure et se désespère. Alors les commissaires l'étourdissent avec des liqueurs qu'il aime beaucoup et ils le font jouer au billard.

« Simon assure aussi qu'Hébert l'a menacé de la guillotine et que cette menace le terrorise au point de lui faire perdre connaissance.

« Les deux gardiens ont donné à peu près les mêmes détails. »(1)

On voudrait pouvoir contester la réalité d'agissements aussi odieux. Le jeune âge de Louis XVII nous y inciterait, si l'on ne savait avec certitude que le malheureux enfant « avait été habitué par Simon à l'érotisme ». C'était le plus sûr et infaillible moyen de « se défaire » rapidement de lui. Cette idée diabolique a germé dans le cerveau de l'affreux Hébert, qui avait déjà donné la mesure de son ignominie en soufflant à l'enfant la monstrueuse accusation dont il voulait souiller la Reine.

Nous possédons à ce sujet un second témoignage, celui de l'agent secret du gouvernement britannique qui, le 13 novembre 1793, écrivait : « Après avoir appris au Roi toutes les impuretés imaginables, Hébert lui apprend maintenant toutes sortes de blasphèmes. » (2)

Immanquablement, les Comités furent informés de la situation. Malgré leur omnipotence, ils n'osèrent pas encore toucher à Hébert, idole du peuple parisien. Pour être en situation de l'atteindre, une loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) se borna à transformer Chaumette et son acolyte en fonctionnaires révocables, en nommant l'un agent national et l'autre substitut de l'agent national.

Quant à Simon, obscur et servile exécuteur, il sera le bouc émissaire ; c'est lui qui sera frappé pour avoir aveuglément obéi à ses deux protecteurs intangibles... et, peut-être aussi, parce qu'on soupçonnait sa duplicité.

L'existence démoralisante imposée au malheureux prisonnier avait été allégée pendant quelque temps par de rares et courtes visites d'une enfant de son âge, la fillette de la blanchisseuse des

(1) Arch. hist. nac. Madrid. Estado 4789, n° 36. — On retrouve cette information, rédigée en termes à peu près identiques, dans les *Manuscrits de J.-B. Fortescue* (Londres, 1894, T. II, p. 528). Peut-être les gouvernements britannique et espagnol avaient-ils le même agent secret. Dans ce cas, la force probante de ce témoignage se trouverait réduite si l'on appliquait la maxime, *Testis unus, testis nullus*. Toutefois, les autres révélations de l'informateur de lord Grenville étant généralement tenues pour exactes, il n'y a aucun motif de contester la véracité de la déposition que nous avons découverte à Madrid, si exceptionnellement grave qu'elle soit. — Les renseignements fournis par Simon, datés du 12 février dans les papiers Fortescue, se rapportent à des faits antérieurs à la cessation de son service.

(2) *The Manuscrits of J.-B. Fortescue* esq. preserved at Dropmore. T. II, p. 466.

prisonniers royaux, blanchisseuse dont nous aurons à reparler. Il suffit de signaler ici que Simien-Despréaux, un des premiers historiens de Louis XVII, a relaté comment cette enfant avait été autorisée, — à la suite d'une démarche du commissaire Barelle, maçon de son état, auprès du Conseil, — à pénétrer dans la salle de billard où Simon venait en compagnie de « son élève » bavarder et boire avec les commissaires. Pendant que la mère livrait le linge soigneusement repassé et raccommodé et qu'elle comptait ce qui lui était donné à blanchir, la petite Cloüet s'amusait avec le jeune prince ; ils se poursuivaient autour de la pièce, poussaient les billes du billard, se disputaient en riant à qui gagnerait la partie, — seule distraction, attendue impatiemment par le petit captif.

A l'automne de 1793, l'enfant était dans un état de faiblesse déplorable. Par l'agent secret de l'Angleterre, nous savons un des maux dont il était affligé. Le 13 novembre 1793, cet agent écrit : « Sa santé s'affaiblit chaque jour et il a presque un dévoiement continuel. » A la fin du mois suivant, le 28 décembre, la situation est la même : « Le Roi est malade toujours d'une espèce de dévoiement. »

Pendant ce mois de maladie, Louis-Charles est resté dans la chambre qu'il partage avec Simon, cette chambre où il avait vécu en compagnie de son père, cette chambre dont l'unique fenêtre, exposée au nord, est extérieurement obstruée par un abat-jour en planches qui lui cache le ciel. Il n'a même plus la visite de cette petite Cloüet qui avait été sa dernière distraction. Son seul visiteur est le docteur Thierry qui, rarement, fait une brève apparition et qui, « dans les premiers jours de janvier 1794 », vient lui donner ses derniers soins. Ensuite, il ne sera plus jamais appelé. (1)

Ne serait-ce pas parce qu'il n'avait plus de malade à soigner ? Non pas parce qu'on aurait fait évader du Temple le petit Roi, — ce qui eut été impossible au terme d'une longue maladie, au début d'une pénible convalescence, en plein hiver, — mais parce que, déjà débile lors de son incarcération, affaibli par seize mois de captivité et, plus encore, victime des manœuvres abominables d'Hébert, l'enfant se serait éteint dans sa prison.

(1) Arch. Nat. F 7. 4392. Ne soyons pas surpris de ce que Thierry n'indique pas avec précision le jour de janvier 1794 où il fit sa dernière visite. Sa note d'honoraires paraît avoir été établie dix-neuf mois plus tard, seulement en fructidor an III (août 1795).

LE RENVOI DE SIMON

Survenant à cette époque, le remplacement de Simon, resté mystérieux, peut être logiquement expliqué.

A la longue, les autorités révolutionnaires ne purent ignorer l'état inquiétant du jeune captif. Elles furent vraisemblablement informées par le docteur Thierry, soucieux de dégager sa responsabilité, des dangers qui menaçaient l'existence du malade. Or, tandis qu'Hébert et ses partisans avaient naguère ouvertement souhaité la mort de l'enfant royal, les gouvernants avaient maintenant, nous le verrons, des raisons impérieuses de ne pas voir disparaître cet otage. On peut donc concevoir que certains d'entre eux aient eu l'idée de remplacer Louis XVII par un enfant quelconque qu'un « instituteur » n'aurait pas à garder en permanence, par suite de se débarrasser de Simon.

Pour y parvenir, voici comment on procéda.

Le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), une loi avait interdit aux citoyens de cumuler une fonction élective avec un emploi rétribué par l'Etat ; mais cette disposition était restée lettre morte. Un mois plus tard, le 2 janvier, un de ces interpellateurs qui, sous tous les régimes, savent poser des questions discrètement suggérées par le gouvernement, réclame au Conseil général de la Commune la mise en vigueur de la loi du 14 frimaire. Dès le lendemain, le Conseil général arrête, avec une hâte surprenante, que tout membre de cette assemblée « ayant une fonction ou une occupation l'obligeant à s'absenter aux heures de séances serait tenu d'opter ». Vainement, un maladroit, Langlois, fait observer que Simon avait une place de confiance et qu'il serait désirable qu'elle lui fût conservée, le Conseil passe à l'ordre du jour « motivé par la loi ». Coru renonce aussitôt à son poste d'économe du Temple ; Lamiral, employé à la poste, Véron, officier de paix, et Legrand, officier de l'état civil, se démettent de ces fonctions. Le 5 janvier, Simon se décide, ou, plus exactement, on l'oblige à imiter ses collègues pour rester membre du Conseil.

Peu après, avec un manifeste illogisme, le Conseil général nomme à l'emploi rétribué d'officier de l'état civil cinq de ses membres dont Coru et Véron, qui continuent cependant à faire partie de ce Conseil. Dans cette affaire, une seule victime, Simon ; il ne reçut aucune compensation, du moins immédiatement. Avec un nom exécré désormais, Simon s'en va, Simon est renvoyé.

Pour le remplacer, le Conseil général consulte le Comité de

Sûreté générale qui déclare s'en remettre à la municipalité. Une liste de candidats est même établie... et, le 27 nivôse (16 janvier 1794), on décide de ne pas donner de successeur à Simon, car « le Comité regarde comme inutile une surveillance particulière ». Quatre commissaires, changés chaque soir, suffiront pour maintenir au donjon l'ordre et la tranquillité.

Ne serait-ce pas parce qu'il n'y avait plus de petit prisonnier à garder ? Serait-ce parce que, déjà, la mort avait frappé Louis XVII ?

D'après Simien-Despréaux, Simon, mécontent de la mesure prise contre lui, se serait aussitôt retiré avec sa femme dans un logement de l'enclos du Temple, d'où ils seraient revenus à la Tour le 19 janvier pour déménager. Ils n'en continuèrent pas moins à être nourris aux frais de la maison et à se faire remettre ce qui était destiné à Louis XVII avec leur nourriture personnelle, — ce qui suscita les récriminations de l'économe qui se plaignit de l'augmentation ou, plus exactement, de la continuation de la dépense.

Comme on ne peut envisager que l'enfant soit resté sans surveillant durant douze à quatorze jours et que Simon l'ait abandonné sans s'être fait décharger régulièrement de sa lourde responsabilité, il est très vraisemblable que le petit prince avait expiré dès le début de janvier, — le 2 de ce mois, est-on amené à préciser.

Ainsi s'expliquent et la cessation subite des visites du docteur Thierry, et « cette comédie du cumul imaginée pour se débarrasser de Simon », et la désinvolture avec laquelle Simon se conduisit aussitôt après avoir démissionné.

LES « MÉMOIRES » DE LA VEUVE CLOÜET

Depuis 1778, Marie Cécile, veuve Cloüet, est blanchisseuse des Enfants de France ; elle remplit cet office pour tous les membres de la famille royale peu après leur emprisonnement. Sa belle-sœur, Catherine Bouillon, veuve Cloüet, l'aide dans son travail. Régulièrement, trois fois par mois, celle-ci pénétrait dans la Tour, accompagnée de sa nièce. C'était, pour l'enfant, une occasion de se promener dans l'une des voitures employées au transport. La remise du linge demandait un temps assez long. Cléry nous dit que chaque pièce était déployée et minutieusement exa-

minée au grand jour une à une ; le carnet de blanchissage et tout papier servant d'emballage étaient présentés à la chaleur du feu pour vérifier qu'il n'y avait aucune correspondance secrète. Pendant ce temps, la petite Cloüet tenait compagnie à l'orphelin du Temple.

A la fin de chaque mois, la citoyenne Cloüet remettait un mémoire détaillé des sommes qui lui étaient dûes ; la date de chaque livraison était mentionnée avec l'indication distincte de ce qui provenait de « Mme Marie-Antoinette, de Mlle Teresse Capet, sa fille, de Mme Lisabette et de Louis-Charles Capet. » Comme ce linge était blanchi aux frais de la Nation, Tison et sa femme, le savetier-précepteur et son épouse, profitant de l'aubaine, ne manquaient pas de joindre leurs nippes personnelles, qui étaient designées séparément dans les comptes.

Nous avons eu l'heureuse fortune de retrouver ces mémoires de blanchissage : l'écriture est un merveilleux gribouillage; l'orthographe n'est pas dépourvue de fantaisie ; mais ils présentent, sur les *Mémoires* cités d'ordinaire dans les études historiques, l'avantage de contenir, dans leur sécheresse arithmétique, des indications d'une incontestable sincérité. Nous avons ainsi, décade par décade, du 9 octobre 1792 au 11 février 1794, puis pendant les quatre premiers mois de 1795, le détail du linge provenant du jeune prisonnier. Or, quiconque examine avec attention les mémoires de la citoyenne Cloüet ne peut manquer de faire d'instructives remarques.

Pendant les jours suivant immédiatement la séparation du fils de sa mère, l'enfant est tenu avec autant de propreté qu'auparavant. Mais, rapidement, la femme Simon néglige « son petit Charles », de qui elle prétendit plus tard s'être toujours occupée avec le plus grand soin. Les quantités de linges à blanchir diminuent petit à petit.

Mais surtout une constatation troublante s'impose. Du 4 décembre 1793 au 4 janvier 1794, il n'est donné à laver aucune paire de bas. (1) Cette circonstance s'explique puisque, pendant tout ce long et triste mois d'hiver, Louis-Charles a été malade ; nous savons que, à cette époque, une entérite, — sans doute tuberculeuse, — le minait ; il ne se lève plus ; il passe dans son lit d'interminables et monotones journées. Pour protéger sa chemise, on

(1) Arch. nat. F⁷ 4392.

l'a affublé d'un tablier ; plus que précédemment, il salit son linge de garde-robe.

Or, le 4 janvier, lendemain du jour où le cumul d'emplois n'est plus toléré, la citoyenne Cloüet a emporté de la Tour autant de linge qu'auparavant. Elle l'a rapporté, blanchi, le 17 janvier, l'avant-veille du jour où prirent fin les fonctions de Simon.

A sa venue suivante, le 30 janvier, si le linge des autres prisonniers lui est remis normalement, *elle n'en reçoit aucun provenant de Louis-Charles.* (1) Cette circonstance exceptionnelle, sans précédent, ne peut s'expliquer que par la disparition de Louis XVII. On serait tenté, il est vrai, de penser que cette anomalie provient d'un oubli dû au récent départ des Simon. Il n'en est rien, car, s'il y avait eu oubli, à la livraison suivante, le 11 février, la veuve Cloüet aurait emporté une quantité double de ce qui lui était remis d'ordinaire, alors qu'il lui en a été remis au contraire un peu moins que d'habitude (il n'y avait plus de tablier) : c'était le linge du remplaçant introduit subrepticement dans la Tour le 17 janvier.

D'où venait cet enfant ? L'invraisemblance qu'il y aurait eu à enfermer seul un enfant normal, dont les cris auraient pu appeler l'attention de Madame Royale et de sa tante, nous porta à croire que le remplaçant de Louis XVII ne pouvait être qu'un sourd-muet. Ainsi, nous avons été conduit à rechercher s'il ne serait pas disparu, à cette même époque, un des élèves de l'abbé Sicard, successeur de l'abbé de l'Epée.

A l'Institution nationale des sourds-muets, les archives sont conservées depuis 1796 seulement. Nous n'avons donc pu y puiser aucun renseignement antérieur à cette année, mais nous y avons appris que l'abbé Sicard se plaignait fréquemment des procédés de certains prêtres de province à son égard. Lorsqu'il y avait un de ces infirmes dans une paroisse, le curé le glissait furtivement et sans payer dans la diligence en partance pour Paris avec une étiquette portant l'adresse du directeur de l'Institution des Sourds-Muets qui ignorait tout de l'état civil du nouveau venu.

Dans la quinzaine qui sépara la mort de Louis XVII du jour où les Simon quittèrent définitivement la Tour, il ne fut probablement pas très difficile de se procurer un de ces infirmes en le cueillant à l'arrivée des diligences à Paris. Il fut plus aisé encore de le faire entrer dans la prison.

(1) Arch. nat. F^4 1321. Ordonnancement du 10 germinal an II.

De tout temps, l'arrivée au Temple ne retenait guère l'attention des militaires du poste ; ils estimaient, sans doute, et non sans raison, plus utile de vérifier soigneusement le contenu des voitures au moment de leur sortie. Connue des commissaires qui se relayent régulièrement, la citoyenne Cloüet ne dut éprouver aucune difficulté à introduire dans la Tour l'enfant ainsi amené. On se représente fort bien un complice ayant ordre de recevoir cet enfant et s'entendant à ce sujet avec la blanchisseuse. Rien de plus aisé que d'accéder au donjon, à la condition surtout d'arriver tard et de repartir en même temps que les petits employés de Briet, « l'illuminateur ». La nuit tombe vite en hiver et le froid maintenait les commissaires dans la pièce qui leur était réservée au rez-de-chaussée ; ils se chauffaient, fumaient, buvaient et jouaient aux cartes. En cachette, le nouveau venu, un petit muet, fut, selon toute vraisemblance, installé dans la chambre précédemment occupée par Louis XVII jusqu'à l'achèvement des travaux en cours au deuxième étage.

Cette relation n'est pas imaginaire. La veuve Cloüet sut garder le silence tant que Robespierre régna sur la France. La Terreur pesait lourdement sur les esprits et sur les cœurs. Mais, du jour où Maximilien eut été exécuté, les langues se délièrent vite. Catherine Cloüet crut qu'elle n'était plus tenue au secret ; Simon et bien des membres de la Commune rencontrés par elle au Temple avaient été guillotinés en même temps que Robespierre, précédés eux-mêmes sur l'échafaud par Hébert et par Chaumette. Elle pensa pouvoir jaser sans danger. Les divulgations intempestives de cette bavarde furent rapportées sur-le-champ au Comité révolutionnaire de la section de la Fontaine de Grenelle dans le ressort de laquelle les sœurs Cloüet étaient domiciliées, rue de Lille. Le 12 thermidor an II (30 juillet 1794), ce Comité ordonna son arrestation comme prévenue de « propos contre-révolutionnaires » et son emprisonnement immédiat. Elle demeura incarcérée plus de treize mois. Elle fut libérée seulement le 25 fructidor an III (11 septembre 1795), c'est-à-dire trois mois après la date officielle du décès de Louis XVII. (1)

Alors que, au lendemain du 9 thermidor, les portes des prisons s'ouvraient largement pour les détenus, elles se refermèrent der-

(1) Arch. nat. F7 4649. Arch. Préf. de police A-A /20, p. 132 et A- A /30 p., 174-175-301-362 et 428.

rière la loquace blanchisseuse. Cette circonstance et surtout sa libération après le 8 juin 1795 ne permettraient-elles pas de croire que les propos reprochés à la veuve Cloüet se rapportaient à la mort du jeune Roi ?

Le gouvernement avait les plus graves raisons de cacher ce décès. Du jour où l'événement fut annoncé officiellement, et surtout du jour où la paix fut signée avec la Vendée et avec l'Espagne, il n'y avait plus d'inconvénient à ce que la blanchisseuse parlât... Mais elle avait appris les conséquences fâcheuses de toute indiscrétion. Elle se tut.

L'OTAGE DE LA NATION

La preuve est facile à administrer qu'un enfant a été effectivement substitué à Louis XVII décédé. Tous les médecins qui avaient vu et soigné le Dauphin du 13 août 1792 aux « premiers jours de janvier 1794 » étaient encore vivants au début de ce mois de mai 1795, époque où l'enfant du Temple est tombé malade. Le Monnier est mort à Montreuil le 7 septembre 1799 ; Brunyer à Versailles en 1811 ; Thierry à Paris le 26 février 1797 ; Soupé à Paris le 9 avril 1812 et Pipelet à Tours en 1823.

Le 6 mai 1795, au lieu d'appeler l'un d'eux, on recourut à d'autres praticiens. Deux s'imposaient cependant tout spécialement, le docteur Thierry et le chirurgien Soupé qui, à cette date, exerçaient encore leur art, le premier comme médecin, le second comme chirurgien des prisons. (1)

Si l'on s'est bien gardé de faire appel à leurs lumières, si l'on a évité avec soin de recourir aux docteurs Le Monnier, Brunyer ou Pipelet, si aucun d'eux n'a été appelé n'est-ce pas, manifestement, parce que l'un ou l'autre aurait pu constater que l'enfant, malade depuis le début du mois de mai 1795, mort le 8 juin suivant, n'était pas Louis XVII ? La même raison n'a-t-elle pas conduit le Comité de Sûreté générale à rejeter les demandes du docteur Le Monnier et de Hüe lorsque, instruits de l'état de dépérissement dans lequel était le prisonnier, ils offrirent tous deux leurs services. Est-il possible de ne pas voir là l'aveu formel de la substitution ?

(1) Arch. nat. F16 101/1 Dossier 1.

Il est non moins facile de démontrer l'obligation dans laquelle s'est trouvé le gouvernement, pour cacher le décès du jeune Roi, de mettre à sa place un autre enfant.

Deux jours après l'internement de la famille royale, l'Assemblée législative proclama que Louis XVI était un otage pour la République. Sans même attendre que le Roi eût été exécuté, on vit, dans « les deux rejetons de Louis le conspirateur » des otages nationaux. Certains, aveuglés par la haine partisane, réclamèrent cependant leur expulsion et même leur mort. Nous avons vu Hébert et Chaumette prêts à s'y employer à l'insu de certains des gouvernants qui, eux, plus clairvoyants, avaient des raisons majeures de conserver en vie le jeune captif. Celui-ci était, en effet, devenu un atout hors de pair dans deux négociations importantes. Celles menées avec la Vendée insurgée. Celles, non moins importantes, qui se poursuivaient avec la monarchie espagnole. Dès le mois de septembre 1793, des ouvertures avaient été faites à l'Espagne par l'entremise de Grouvelle, représentant officieux de la France à Copenhague, en vue de conclure la paix entre les deux pays. Or, il ressort des documents conservés aux Archives historiques nationales de Madrid que la Cour d'Espagne posait, pour première condition à cette paix, la remise des enfants royaux aux Bourbons d'Espagne. Et ces mêmes documents prouvent que, jamais, le gouvernement espagnol n'a tenté de faire évader le jeune Roi. (1)

On comprend donc pourquoi, au moment où ces négociations étaient en cours, le silence le plus complet fut gardé sur la mort de Louis XVII, laquelle, si elle avait été connue, aurait, en outre, encouragé les projets contre-révolutionnaires des comtes de Provence et d'Artois, de leurs partisans émigrés et des royalistes de l'intérieur. Ainsi, les initiés furent conduits à remplacer l'enfant décédé par un garçonnet d'un âge approchant celui du jeune prince, à choisir un enfant muet afin d'éviter tout bavardage et toute protestation bruyante de sa part contre sa séquestration arbitraire, à le renfermer dans une pièce obscure pour qu'il ne pût être vu en pleine lumière et à le laisser sous la seule garde de commissaires changeant chaque jour. De la sorte les Comités purent être censés

(1) Arch. hist. nac. Madrid. Estado 3207-52, 3401, 3683-2, 3857, 3916-7, 3927, 4795, 4803 et 4999 et Arch. de Palacio, sect. hist. vol. 99. Ces documents établissent que la Cour d'Espagne a sans cesse cherché à obtenir la remise régulière des enfants royaux. Ce ne peut donc pas être le squelette de Louis XVII qui aurait été découvert récemment dans la forteresse du Castillet à Perpignan et qu'une information anonyme (*Match*, 20 août 1949) présente comme étant celui du Dauphin décédé « au cours de son transfert secret en Espagne », qui ne fut jamais envisagé.

posséder encore « un objet d'échange de haute valeur », — qui se trouvait être, de plus, une sauvegarde personnelle pour les régicides.

UN DÉTENU MÉCONNAISSABLE

Avant d'apprécier la valeur des dépositions des divers visiteurs qui ont certifié avoir vu l'enfant du Temple entre le début de janvier 1794 et le jour de son inhumation et reconnu en lui le fils de Louis XVI, il faut examiner si une ressemblance pouvait exister entre le Dauphin et le petit prisonnier, — si les conditions dans lesquelles celui-ci était installé dans la Tour permettaient une identification facile, — enfin si quelque intérêt n'aurait pas entaché de partialité les dépositions de ces témoins.

La plus complète collection des portraits du jeune prince a été réunie par Laurentie dans son ouvrage sur *Louis XVII*. Ainsi que l'a remarqué M. Sainte-Claire Deville : « Qu'on examine ces très nombreuses reproductions d'authentiques gravures, estampes, miniatures, peintures, pastels, faits entre 1789 et 1793, on sera immédiatement frappé de la diversité prodigieuse qu'elles donnent aux traits caractéristiques de la physionomie de l'enfant ». Rien d'étonnant à cela, en ce qui concerne spécialement les portraits qui sont censés représenter l'enfant dans sa prison, car un arrêté du 1er avril 1793 avait interdit à toute personne de garde « ou autrement » d'y dessiner quoi que ce soit.

Il n'est possible de considérer comme tracé au Temple qu'un seul portrait de Louis XVII, celui exécuté, en 1793, sur l'ordre de la Convention par Vien, qui nous a laissé l'image d'un enfant maladif, inquiet, timoré.

Un autre portrait est peut-être authentique, celui peint en 1794 par Moriès, élève de David, à qui une autorisation spéciale a pu être accordée : l'adolescent représenté n'a aucune ressemblance avec le Dauphin ; nous sommes en présence d'un infirme, un pauvre être muré, traqué, dos voûté, poitrine creuse, lèvres serrées, nez droit, pommettes saillantes, grands yeux creux, farouches, méfiants, épouvantés, cheveux collés par la crasse et les plaies, miné par la fièvre, hâve, transparent, décharné. Il est permis de voir en ce spectre le remplaçant de Louis XVII, qui, à lire la relation d'Harmand de la Meuse, était sourd-muet.

Vraiment, pour identifier cette lamentable créature avec l'enfant

« beau comme le jour » que tous avaient pu voir jouer dans le jardin des Tuileries, il a fallu à ceux qui prétendirent le reconnaître en 1795, après trois années de claustration, une bonne volonté extraordinaire, une imagination rare, une faculté d'illusion peu commune.

Il était d'ailleurs matériellement impossible de voir en pleine lumière l'enfant qui avait été transféré dans une chambre dont la porte fut condamnée ; par un guichet ménagé dans cette porte pour lui passer des aliments, on pouvait constater sa présence, mais l'obscurité et la disposition de la pièce s'opposaient à toute identification.

Cependant, bien qu'aucune ressemblance n'existât entre le fils de Louis XVI et l'enfant détenu, bien qu'on ne pût distinguer les traits de ce dernier, ceux qui sont venus au Temple dans les mois qui précédèrent le 8 juin 1795 n'ont pas hésité à voir en lui Louis XVII.

Pendant la période révolutionnaire, la crainte de déplaire aux autorités du moment a été souvent déterminante; ceux qui ont été consultés ont certifié que le prisonnier était le Dauphin parce que telle était la volonté des gens au pouvoir.

Sous la Restauration les témoins ne manquèrent pas qui apportèrent leurs attestations, bon nombre agissant ainsi dans l'espoir de recevoir du Roi une marque de sa reconnaissance.

TÉMOINS DE BONNE ET DE MAUVAISE FOI

Les témoignages de Mme Royale et de Mme de Tourzel sont intéressants à recueillir.

Mme Royale a vu son frère pour la dernière fois le 8 octobre 1793, jour où il fut interrogé « sur mille vilaines choses dont on accusait sa mère ». Les mois suivants, elle ne peut témoigner qu'indirectement de sa présence au Temple. Certes, durant ces mois, on dut lui parler ouvertement ou en cachette du prisonnier substitué comme s'il s'était agi de son frère, et ses informateurs devaient être de bonne foi, ne pouvant eux-mêmes approcher le jeune captif. Mais son témoignage reste valable quand elle constate elle-même *le silence qui régnait dans l'appartement du deuxième étage* « les jours d'après » le départ du savetier. Elle perçoit que l'on ouvre la porte de la chambre d'en bas, mais elle n'entend plus, comme auparavant, son frère « tous les jours chanter avec Simon la *Carmagnole*, l'air des Marseillais et mille autres horreurs... avec des jurements affreux

contre Dieu, sa famille et les aristocrates ». A ce silence, une explication s'impose : Louis XVII n'est plus là ; il a été remplacé par un prisonnier naturellement silencieux parce que sourd et muet.

Mme de Tourzel, instruite par l'examen furtif du registre journal de la prison, croit à la mort du Dauphin au Temple le 8 juin 1795. Si ferme qu'ait été sa conviction, elle ne possédait pas la preuve que l'enfant décédé à cette date était certainement le jeune Roi.

Aucun des médecins qui furent appelés pour soigner l'enfant du Temple ou pratiquer son autopsie ne paraît avoir approché le Dauphin avant le 2 janvier 1794. Desault n'a jamais mis en doute qu'il s'était trouvé en présence de Louis XVII. En s'appropriant, non sans risque, le cœur de l'enfant qu'il avait ouvert, Pelletan a prouvé qu'il croyait avoir soigné le fils de Louis XVI. Dumangin a partagé ce sentiment. Enfin, Lassus et Nicolas Jeanroy se sont bornés à certifier qu'ils avaient assisté à l'autopsie du corps d'un enfant qu'on leur avait déclaré être Louis XVII. Tous paraissent avoir été de bonne foi.

Que penser des gardiens ? La femme Simon a fait deux déclarations différentes quant à la date de l'évasion ; on ne peut donc croire à sa sincérité. En revanche, il semble permis d'admettre la bonne foi de Laurent, de Gomin et de Lasne, malgré les renseignements contradictoires que l'on relève dans les dépositions que les deux derniers ont faites alors qu'ils approchaient de quatre-vingts ans. La sévérité de leur consigne leur donnait à croire qu'ils avaient à garder un prisonnier d'importance.

Les dépositions des employés du Temple sont empreintes de fantaisie. Les conditions dans lesquelles fut interrogé Gourlet permettent de considérer son attestation comme insignifiante. Lefebvre contredit Gomin et Lasne en déclarant qu'il avait absorbé la nourriture destinée au prisonnier dont le décès avait été tenu secret cependant. Le témoignage de Caron est négligeable parce que intéressé. L'attestation signée Gagné (et plus exactement Gangnié), si elle n'est pas l'œuvre d'un faussaire, émane d'un individu qui ne paraît plus être en possession de ses facultés intellectuelles puisqu'il ne sait plus orthographier correctement son nom. Enfin, il est certain que le perruquier Danjout, qui a coiffé l'enfant du Temple du 22 septembre 1794 au 19 janvier 1795, ne s'est pas occupé de Louis XVII avant le 2 janvier 1794 puisque ce soin incombait jusque là au garçon servant Turgy et que la Simon coupa elle-même la chevelure de l'enfant.

Sur les quatre cents commissaires — municipaux ou sectionnaires — qui se sont succédé au Temple, neuf seulement ont attesté par écrit qu'ils avaient reconnu le Dauphin dans l'enfant qu'ils étaient venus garder. L'un d'eux, Barelle, était octogénaire quand il a évoqué ses souvenirs fort inexacts. Gauny a relaté des événements manifestement faux. La déposition de Belanger est sans valeur documentaire : elle n'est ni écrite, ni datée, ni signée par lui. La bonne foi de Damont résulte du soin pris par lui de conserver des cheveux qu'il croyait être ceux du fils de Louis XVI. La signature de l'attestation, délivrée dans des circonstances étranges, par Darlot autorise à suspecter l'authenticité de ce document. Les conditions dans lesquelles, quarante-huit heures après le décès, Guérin aurait reconnu les traits du mort défiguré par l'autopsie rendent ce témoignage invraisemblable. Arnoult, Goddet et Bigot ont identifié le cadavre avec celui de Louis XVII parce qu'on leur a dit que c'était celui du jeune Roi.

Quant aux conventionnels qui sont venus au Temple entre les deux dates qui nous intéressent, — Robespierre, Barras, Goupilleau (de Fontenay), Harmand (de la Meuse) et Bergœing, — ils se sont bien gardés, par leur conduite ou dans leurs écrits, de manifester expressément qu'ils avaient reconnu dans le prisonnier le fils de Louis XVI.

Serait-ce parce que certains d'entre eux savaient que, déjà, la mort avait frappé Louis XVII ? Serait-ce parce qu'ils avaient été mis confidentiellement au courant de l'obligation dans laquelle le gouvernement s'était trouvé de lui substituer en secret, et depuis plusieurs mois, un autre enfant destiné à jouer le rôle d'otage de la Nation ?

Nous espérons avoir convaincu le lecteur qu'il y a eu substitution d'enfant en janvier 1794, et que la mauvaise santé du petit Roi à cette époque justifie l'hypothèse de sa mort avant cette substitution. Nous allons maintenant voir que la rumeur de ce décès, si secret qu'il ait été tenu, avait transpiré hors de la prison.

(*A suivre.*)

LOUIS HASTIER.

SUR LE CHEMIN DE LA DISSIDENCE

LE CAMP DE MIRANDA

Novembre 1942. Après l'occupation par la Wehrmacht de la zone naguère libre, la frontière franco-espagnole devient lieu de passage pour des contrebandiers, d'un genre assez inattendu. Aspirant à la liberté, de nombreux hommes, en état de porter les armes ou de servir civilement, quittent la France asservie pour rejoindre Alger ou Londres. Le chemin de la dissidence traverse les Pyrénées, où veillent des sentinelles allemandes, et où bien des fugitifs sont arrêtés ou abattus. Il s'attarde, de l'autre côté des monts, dans la prison de Pampelune, où les évadés font leur temps de purgatoire, variant d'un à plusieurs mois. Puis, ceux-ci, évacués de cette geôle, continuent leur trajet dans l'univers concentrationnaire par le camp de Miranda del Ebro, où le signataire de ces lignes arriva, pour sa part, à la fin de décembre 1942.

Miranda del Ebro, nom qui en temps normal évoquait une station thermale et un camp d'élèves officiers. Etait-ce pour cela que l'on nous en promettait merveille ? Nous devions y mener *el vida de castillo*, en bon français la vie de château.

Hélas ! pour une vie de château, c'était de château en Espagne. A Miranda ne manquait rien de ce que la nature offre aux hommes : air vif d'un haut plateau qui balayait tous les miasmes, et empêchait les épidémies, qu'en d'autres lieux l'absence d'hygiène aurait nécessairement entraînées, ciel d'une pureté dramatique qui, le soir et le matin, se chargeait de couleurs lourdes et heurtées

comme nos pensées. Mais Miranda n'avait rien ou presque rien de ce que les hommes sont parvenus à ajouter à la nature : pas d'eau courante hormis les minces filets d'une seule fontaine où il fallait faire queue des heures pour obtenir de quoi humecter le bout de ses doigts. Pas de lumières dans les *calles*, hormis des lampes à fly-tox où ce liquide insecticide, détourné de son emploi, éclairait les parasites qu'il aurait dû anéantir. Par-dessus tout, le jour où nous arrivâmes, pas de place pour nous accueillir. Miranda, prévu pour le logement de 1.500 hommes, en contenait alors 4.000. Tous les recoins possibles du camp étant occupés par les derniers venus, il restait les impossibles ; l'affluence était telle que certains couchèrent dehors, et nous étions en décembre ! Par bonheur avant la nuit la solidarité humaine joua entre les anciens et certains des nouveaux venus : clandestinement, et quoiqu'il fût interdit d'accroître le nombre d'occupants de chaque *calle*, on me laissa me glisser sous une couverture que se partageaient cinq corps. On me donna un morceau de pain, et je pus ainsi m'endormir en rêvant à la libération.

Le lendemain, je fis connaissance de mes compagnons de captivité. Outre les Français, il y avait là des Tchèques, qui se prétendaient Belges, des Polonais qui recouvraient leur parler slave d'un conventionnel accent anglais, des Allemands anti-nazis, des Russes, des Yougoslaves et quelques Américains. Mais par une conjoncture étrange, la plupart des Mirandiens se déclaraient Canadiens pour pouvoir bénéficier du secours et de l'appui de l'ambassade britannique. Il y avait sans doute des Canadiens qui parlaient le français avec l'accent de Marseille ; d'autres qui ne parlaient que polonais, prétendant être issus de quelque minorité slave transplantée assez récemment à l'est du continent américain. Il y avait des Canadiens qui semblaient mal connaître l'histoire ou la géographie de leur patrie supposée. L'un d'eux, interrogé par la garde civile espagnole sur le lieu de sa naissance, répondit froidement « New-York ». Et comme l'enquêteur lui faisait remarquer que cette ville n'était pas au Canada : « Sans doute, répondit sans désemparer le détenu, mais c'était avant la guerre ! »

Cette réponse ne fut pas fatale à celui qui la prononça et fut insérée gravement dans son interrogatoire. La nationalité canadienne à Miranda était en effet une nationalité indulgente et accueillante : « Tu es Canadien, disait-on à un co-détenu,

moi aussi, et puis après ? » Après, le camarade avouait qu'il était aussi Français, ou bien Belge, ou Polonais. A Miranda, par une parodie du mot célèbre, tout homme avait deux patries : le Canada et la sienne.

Nul d'ailleurs n'en était dupe : au cours de l'interrogatoire d'identité au commissariat de Pampelune, il se trouva que le greffier après avoir noté que j'étais natif de Québec, hésita sur l'orthographe du nom de famille que j'indiquais pour ma mère :

— Ne t'en fais pas, intervint le commissaire, tu peux écrire n'importe quoi. Tu sais bien que ce sont des blagues.

Pourtant il serait faux de croire que la nationalité canadienne pouvait se conserver sans contrôle, du moins du côté britannique. Simplement les formalités étaient d'un ordre assez spécial et pour la plupart clandestines. Le détenu qui à l'interrogatoire d'entrée à Miranda s'était prétendu Canadien, était, une fois installé dans sa nouvelle vie, interpellé par un de ses co-détenus.

— Je suis le lieutenant Pinton, du bureau canadien.

— De quel bureau ?

— Du bureau canadien du camp. Quelle est ton identité ?

— Robert Arnaud, né à Québec.

— Assez de blagues : ça c'est bon pour les *cognos* (c'est-à-dire les gardiens). Si tu veux qu'on s'occupe de toi, que l'ambassade de Madrid te reconnaisse Canadien et qu'elle te fasse libérer, il faut me dire la vérité. Ton vrai nom... ton identité...

Les renseignements ainsi fournis après plus ou moins d'hésitations, étaient consignés en un rapport qui partait une fois par semaine, dans une sorte de valise diplomatique clandestine à destination de Madrid. Ainsi, d'après les références fournies, les services de l'ambassade britannique pouvaient apprécier l'opportunité qu'il y aurait à accepter tel détenu comme Canadien et, par une valise de retour, après une ou deux semaines, faisaient savoir leur décision.

Le jour où revenait la valise, le bureau canadien affichait sur une baraque du camp, au vu et au su de tout le monde, et même des Espagnols, la liste de ceux qui étaient « reconnus Canadiens ». Pour ceux-là, la vie changeait : ils touchaient dorénavant la solde des prisonniers britanniques ; ils recevaient tous les dix jours un colis de la Croix Rouge anglaise, ils touchaient s'il le fallait des vêtements et des lainages (j'eus ainsi une couverture, dont je manquais cruellement), ils prenaient rang sur une

liste des libérations, et il ne restait plus qu'à remercier le délégué du bureau canadien, le fameux lieutenant Pinton, dont j'appris par la suite qu'il n'était ni Pinton, ni officier, ni naturellement Canadien.

Miranda avait un dialecte, composé franco-espagnol que nul glossaire n'a recueilli. Pourtant il flotte certainement encore dans trop de mémoires pour ne pas mériter d'être tout au moins évoqué.

A tout seigneur, tout honneur. Deux ou trois fois par semaine, le « cabot » chef de baraque vous interpellait :

— Cette nuit, tu es imaginaire.

Mot prometteur de bien des rêves. Hélas ! il fallait déchanter. *Imaginaire*, transposition française d'un mot militaire espagnol, désignait les hommes de garde. L'*imaginaire* battait très réellement la semelle sur le sol boueux des baraques, ou parcourait d'un bout à l'autre un couloir plein de détritus, empuanti de relents, résonnant de ronflements.

S'il manquait à son devoir, le *calabos* le guettait. C'était la prison du camp où le menaient les *cognos*, autrement dit, non sans un certain mépris, les gardiens. Là, pour améliorer son sort, il n'avait même plus la ressource de recourir aux douceurs des *extraperlistes*.

Dans le patois mirandien, ce dernier terme constitue certes une des meilleures réussites. Il désignait les occupants des baraques 23 à 25 où fleurissait le marché noir. Sortes de souks où des détenus, spécialisés dans le négoce, revendaient avec bénéfice des cigarettes ou des conserves : certains même à la lueur des lampes à fly-tox offraient des plats cuisinés d'où sortait une odeur de graisse. Les érudits de Miranda dissertaient à longueur de jour sur l'étymologie du mot. *Extraperliste* venait-il du grec, du *slang* ou bien du sanscrit ? Pour ma part, j'ai toujours soutenu, sans en être trop convaincu, qu'il désignait les tenanciers d'un marché *extra*... ordinaire, où l'on débitait du ...*perlot*. En réalité, j'appris ensuite par un correspondant bénévole, que l'origine en était Straperlo, un fameux bandit espagnol.

Un jour le cri retentit : « Les extraperlistes ont fermé ». Nouvelle imprévue : ce fut le début d'un épisode dramatique où apparurent l'étrangeté et la grandeur de notre vie.

Depuis deux ans, quelques centaines de Polonais étaient internés dans ce camp où ils semblaient oubliés : et comme nulle

autorité diplomatique, reconnue par Franco, n'intervenait en leur faveur, ils auraient pu demeurer jusqu'à la fin de la guerre.

Depuis deux ans, ils vivaient dans la crasse, dans l'exaspération, dans l'ennui. Un jour, celui de l'ultime goutte d'eau qui fait déborder le vase, ils décidèrent la grève de la faim. Et par solidarité, tous les détenus du camp qui redoutaient un sort semblable prirent le même parti qu'eux.

Un mercredi, nous fûmes quatre mille à refuser la nourriture : les extraperlistes, s'associant au mouvement, fermèrent aussi leurs boutiques. Pendant les six jours suivants se déroula une bataille dont le silence apparent cachait bien des péripéties, bien des souffrances et certains risques.

D'un côté quatre mille détenus, ayant pour toute arme de guerre, pour tous moyens de défense leur misère physique, qu'il convenait d'accentuer afin de la rendre efficace. Ces hommes depuis longtemps déjà connaissaient la faim, le froid et toutes les angoisses. En état de moindre résistance, ils n'ignoraient pas que leur santé était l'enjeu de la partie qu'ils engageaient. Au deuxième jour de jeûne, dès l'appel du matin, des détenus commencèrent à s'écrouler dans la cour. Et à partir du cinquième jour, ce fut un va-et-vient constant de civières allant des baraques à l'infirmerie du camp. Là, se refusant obstinément à se laisser alimenter, les combattants de la faim recevaient une piqûre d'huile camphrée ; puis, à peine un peu moins inertes, ils revenaient à leurs grabats.

En face d'eux, prêts à tout tenter pour gagner cette guerre inégale, les geôliers et leurs officiers. La révolte les surprenait et les inquiétait pour eux-mêmes. Ils craignaient que leur avancement ne souffrît si d'aventure quelque autorité supérieure, alertée par la Croix Rouge, venait enquêter dans le camp. Ils craignaient encore plus que la misère physiologique où seraient réduits les détenus ne déchaînât des épidémies dans le camp, dépourvu de toute hygiène. Et pour nous persuader de reprendre de la nourriture, ils ne craignaient pas d'invoquer nos sentiments d'humanité. Ainsi, du fait de cette conjuration d'esclaves, les rôles étaient renversés. Ces hommes armés, dont les coups de feu parfois troublaient le silence des nuits, ces policiers qui, dans leur propre pays, défendaient la légalité d'un régime dictatorial étaient réduits à implorer les *outlaws* désarmés qu'ils avaient mission de garder. A implorer... mais aussi à tenter d'abuser et de séduire.

Car il n'était pas de procédé qu'ils n'employassent pour faire fléchir nos volontés.

D'abord, moyen classique pour torturer davantage des estomacs affamés, ils obligeaient tous les détenus à stationner aux heures des repas devant les gamelles, les « péroles ». Jamais celles-ci n'avaient été mieux ni plus abondamment remplies. On y voyait surnager des aliments extraordinaires : viandes, poisson, riz ou coquillages. Et nul ne rentrait dans sa cellule sans avoir dû, au préalable, faire le tour du festin et humer toutes ses odeurs.

Entre les heures de repas, des marmites étaient installées en permanence dans la cour ; on ne pouvait la traverser sans subir la tentation. Enfin les cuisines étaient prêtes à distribuer, même pendant la nuit complice, des portions à ceux qui flanchaient.

Il y avait, sur le front de la faim, d'autres armes encore moins nobles. Au premier rang, le mensonge ; donnant publiquement sa parole d'officier, le commandant du camp nous informa, le deuxième soir, qu'un message nous concernant était arrivé de Madrid. Le ministre en personne s'occupait de notre cas : une délégation internationale venait de quitter la capitale et serait là le lendemain. Nous aurions satisfaction : les libérations reprendraient, et l'hygiène du camp allait être améliorée. Pour finir, certain que ses promesses avaient réussi à nous convaincre, il nous souhaitait « bon appétit ».

On enregistra les promesses, tout en refusant la nourriture. Pendant toute la nuit le comité de grève siégea presque en permanence. Vers minuit un « communiqué » fut lu dans toutes les baraques et salué par des vivats : il relatait nos espoirs et encourageait à continuer la lutte jusqu'à l'arrivée de la délégation et jusqu'à la confirmation des conditions de l'armistice.

Celles-ci n'arrivèrent jamais, pas plus que les délégués. Il ne nous resta que la parole du commandant qui, elle aussi, se dissipait. Simplement, de jour en jour, les traits des détenus se creusaient : les médecins internés suivaient la marche du mal, expliquant l'ordre dans lequel les organismes affamés consommeraient leurs réserves de graisse, et puis, pour finir, leurs muscles ; les pouls se ralentissaient, les jambes devenaient molles, cependant que progressivement les esprits s'apeuraient et les humeurs s'exaspéraient ; les jeunes étaient les plus sensibles à la progression de

l'angoisse : combien d'adolescents se sont roulés sur le sol en croyant leur mort prochaine.

On vit alors des défections, mais en nombre vraiment infime. On connut, comme en toute bataille, des défaitistes qui ne cessèrent pas le combat, mais qui critiquèrent les ordres de l'Etat-major. On assista à des conseils de guerre, pour savoir, devant le nombre de cas graves signalés par les médecins, s'il fallait signer l'armistice. On vit enfin, car tout arrive, de minces filets de lait de chaux épurer pour la première fois les rigoles d'évacuation, et d'autres endroits encore. Mais surtout, le sixième soir, alors que les volontés étaient tendues à se rompre et que le comité de grève, sur l'injonction des médecins, nous avait fait distribuer un quart de thé et un biscuit, on vit se présenter au camp, sans menottes et sans escorte, un grand garçon blond et rose qui apportait la liberté.

La victoire était à nous : pendant que nous crevions de faim, que certains s'acheminaient vers le coma sous l'œil impuissant des médecins, démunis de remèdes, il faut croire qu'à Madrid les diplomates s'étaient émus. Et l'un d'eux, ce grand garçon bien habillé, attaché à l'ambassade britannique, venait faire sortir du camp un premier lot de quelque quatre-vingts détenus que devaient suivre le lendemain plusieurs centaines de Polonais.

Dépeindre le ravissement des élus et l'émotion des autres ne peut pas être tenté. Pourtant cette stupeur n'était encore que peu de chose à côté de l'ahurissement ressenti en écoutant le *speech* du libérateur. Avec un flegme bien britannique, une correction toute insulaire et le respect de l'humanité qui caractérise l'Angleterre, lorsqu'aucun de ses intérêts essentiels ne se trouve menacé, le jeune diplomate tint à peu près ce langage aux affamés et aux pouilleux qu'il emmenait avec lui :

— Messieurs, vous êtes libres, et je vous en félicite... Je vous conduis au restaurant et je vais vous faire dîner... Vous voudrez bien m'excuser si je vous rationne le vin. Dans votre état, c'est plus prudent... Mais vous voudrez bien surtout accepter toutes mes excuses si au départ de Miranda pour Madrid, où nous allons, je vous demande de bien vouloir voyager en seconde classe... J'aurais voulu évidemment pour vous des compartiments de première ; le train d'ici Madrid n'en comporte pas. Mais soyez sûrs qu'après Madrid vous voyagerez comme il se doit.

A ce discours, dit avec le plus grand sérieux, plus d'un assistant crut que la faim provoquait en lui des hallucinations. Pour

sortir de Miranda nous aurions accepté avec joie wagons à bestiaux ou même voitures cellulaires. Et l'Angleterre, sans illusion pourtant sur nos vrais états-civils, nous réhabilitait d'un coup sous lés yeux mêmes de nos geôliers, en nous témoignant les égards dus à tous ses nationaux.

Le reste du voyage fut une succession de miracles sur un rythme de conte de fées. S'asseoir à table pour dîner ; prendre le train en des compartiments confortables quoiqu'ils fussent de seconde classe ; recevoir à chaque arrêt des marchands chargés d'oranges grosses comme le poing et de sandwiches, gros comme le pied ; manger à en crever, tout ce que l'on nous offrait. Puis se confier l'un à l'autre que « ça a l'air de passer » et rendre hommage à l'estomac, le plus vaillant de nos organes, qui sait revenir, en un instant, du chômage au surmenage. Enfin, arrivés à Madrid, après une nuit de bâfrerie, être logés par l'ambassade britannique dans un des meilleurs palaces où nous attendaient des lits blancs, des salles de bain à eau chaude, des coiffeurs et des manucures, des cigares et du chocolat.

Etait-ce enfin la liberté ? Non, nous n'étions pas encore libres, mais nous avions changé seulement de prison. Comme aucun de nous, voyageant en détachement, n'avait de papiers individuels, il nous fut recommandé de ne pas quitter l'hôtel. Nous y restâmes trois jours, prisonniers dans un palace, ne devinant la capitale qu'à travers les fenêtres closes et, suppliée de Tantale, apercevant le Prado qui nous était interdit.

A GIBRALTAR

A Gibraltar, où nous parvînmes, en première classe évidemment, ce fut au début la même histoire. Logés en cabines de luxe dans un transatlantique anglais qui stationnait dans la rade, nous pouvions, du pont-promenade, voir le rocher et la ville étendue à flanc de montagne. Mais là encore nous ne pouvions que tourner en rond sur le *deck*, comme dans le hall de l'hôtel.

Après trois jours de ce manège, après trois nuits pendant lesquelles nous entendions à intervalles réguliers exploser des grenades sous-marines, pour protéger notre coque contre des scaphandriers ennemis, je descendis enfin à terre et réappris la liberté. La liberté, on ignore ce que c'est tant qu'on n'en a pas été privé. La liberté... sans doute on en sait bien des définitions

politiques ou philosophiques. On peut écrire des traités ou bâtir des constitutions : mais il est des moments d'épreuve où la liberté apparaît plus simple et plus immédiate.

Quand je descendis à terre et fus logé au *Grand-Hôtel*, près de la poste, sur Maine Street, j'étais libre. Entièrement libre, mais je l'ignorais encore ou plutôt je n'osais pas encore y croire. A bord de la vedette qui m'avait pris à la coupée du transatlantique, je ressentis la pire panique que j'aie connue en cette époque : tant il est vrai que l'âme reste longtemps sensibilisée aux maux qu'elle a éprouvés. Et pourtant le policier qui m'escortait, et dont une intonation impatiente avait ravivé mon angoisse, n'avait pas d'autre mission que de me remettre à la délégation française, qui assurerait mon départ. Je le savais, mais sur cette coquille de noix, qui se glissait entre des navires de guerre, en approchant de ce rocher où je croyais apercevoir des cachots, j'avais une fois de plus l'impression d'être livré passif au destin qui m'entraînait. Ainsi, quand j'étais déjà libre, je subissais encore le poids de la servitude.

La première journée sur terre, la première où je pouvais dire ma nationalité et mon nom, je la passai dans le hall de l'hôtel, tournant en rond, comme depuis trois mois je n'avais cessé de faire, lisant des livres dépareillés, échoués comme moi en ce lieu (c'est ainsi que je me plongeai dans les *Veillées de l'Institutrice* et dans le *Philosophe sous les toits*, deux lectures très lénifiantes) ou bien encore prenant le thé auprès de marins anglais barbus. Vers le soir l'un d'eux me demanda négligemment pourquoi je ne sortais pas. Sortir ? Je pouvais sortir. L'idée ne m'en serait pas venue.

Rassemblant tout mon courage, je passe le seuil de l'hôtel. Dans la rue, je vois des gens circuler en divers sens et à des allures inégales. Chacun semble vraiment savoir où il veut aller. Spectacle miraculeux, ils ne tournent pas en rond. Levant les yeux autour de moi, je vois un clocher d'église se détacher sur le ciel. Pour éprouver ma liberté reconquise, je décide en tremblant intérieurement de m'y rendre. Si j'y parviens, la preuve est faite et je suis exorcisé. Et lorsque j'atteins le but désigné par ma volonté, je sens que la liberté, c'est peut-être avant tout cela : pouvoir utiliser ses jambes pour aller là où l'on désire et pouvoir choisir soi-même le chemin de ses prières.

Concept philosophique ? Soit. Notion politique ? Pourquoi

pas ? Mais pour un prisonnier, la libération c'est avant tout de pouvoir emprunter les itinéraires qui plaisent, c'est de réapprendre à marcher comme un convalescent, un enfant, c'est de se diriger à sa guise. J'était vraiment un homme libre, puisqu'à travers les embûches, les détours et les prisons, j'avais fini par atteindre le but que je m'étais proposé. Depuis la frontière d'Espagne et la première nuit passée en prison, jusqu'à Gibraltar où j'étais redevenu libre, il m'avait fallu deux mois, ce qui en temps de guerre constitue presque un record.

Gibraltar qui m'apporta une telle révélation, m'en donna, hélas ! une autre dont je me serais passé. Celle de la discorde française, rendue encore plus sensible par l'exemple de nos alliés. Sur ce rocher, l'Angleterre étalait le spectacle de sa force et de son unité : les régiments qui tenaient ce poste avancé étaient encore, à ce moment de la guerre (1), des troupes d'active qui n'avaient pas combattu. La vue de ces réserves intactes remplissait d'admiration l'évadé d'un pays qu'avaient tellement épuisé la guerre et l'occupation. Et puis, ces soldats anglais témoignaient d'une telle gentillesse, d'une telle camaraderie, même en état d'ébriété, qu'il en rejaillissait un grand prestige sur leur pays. On les voyait saouls à rouler, surtout en fin de semaine, zigzaguer dans les ruelles de la ville. Zigzaguer, mais jamais tomber, car, par un sens très britannique de la solidarité humaine, ils constituaient, comme des alpinistes en cordée, des chaînes où le moins instable partageait ce qui lui restait d'équilibre avec le plus menacé. Ils avançaient ainsi à la queue leu leu, les bras de chacun jetés autour du cou de celui qui précédait, le cou de chacun offrant même support à celui qui le suivait. Et tout cela progressait en titubant, en roulant, en menaçant à chaque pas de rompre la chaîne et le cou, mais cela progressait quand même. Heureuse Albion, qui enseigne ainsi à ses fils à résister aux tempêtes. Heureux pays où les ivrognes, au lieu de se jeter à la tête leurs insultes et leurs hoquets, font assaut de gentillesse et réalisent un Commonwealth, cimenté par une communauté de périls, de services et de vertiges.

Devant cette unité britannique, les quelques Français qui séjournaient ou passaient à Gibraltar, faisaient, hélas ! piètre figure. Et là, je ne plaisante plus. C'était le moment où nos compa-

(1) Janvier 1943.

triotes se partageaient entre trois obédiences différentes ; d'abord, évidemment, Vichy dont on comprend que nul ressortissant ne se déclarait à Gibraltar. Mais on y trouvait en revanche des giraudistes et des gaullistes ; on y voyait des uniformes français semblables, ornés d'écussons ou d'insignes différents. Inversement, on voyait sur ces uniformes anglais, qui d'une coupe uniforme revêtirent pendant la guerre toutes les armées de tous les pays occupés, les nôtres se signaler simplement par des écussons tricolores qu'ils portaient près de leurs épaules. Ces uniformes furent ensuite ceux de la campagne d'Italie, ou de notre libération : nous avons appris à connaître que le drap et la coupe anglaise ne les empêcheraient pas un jour de figurer dans les fastes de notre armée. Mais en ce temps et en cette citadelle, ils suggéraient que la participation française n'était encore qu'épisodique dans cette guerre, et ils semblaient nous ravaler au niveau d'un peuple mineur. Qu'en outre les quelques combattants, qui portaient l'uniforme français authentique, ne pussent se croiser dans les rues de Gibraltar sans feindre de s'ignorer ou même sans s'insulter, qu'ils se conduisissent les uns pour les autres comme les ressortissants de deux cabales ou de deux clans rivaux, qu'ils déchirassent par leurs discordes le peu de chair encore vivace qui restait à notre pays, était un spectacle intolérable dont j'eus par malheur maint exemple.

Les Anglais, eu égard aux services rendus aux soi-disant Canadiens, auraient pu avoir la tentation d'influencer nos décisions ; en fait, ils se montraient d'une correction et d'un *fair play* remarquables. A Gibraltar, plaque tournante de la guerre, ils nous donnaient toute liberté pour choisir notre destination, soit Londres avec de Gaulle, soit Alger avec Giraud. Mais les Français n'imitaient pas cette réserve : reprenant les pratiques des sergents recruteurs d'ancien régime, les représentants des deux clans, et surtout d'ailleurs les gaullistes, se précipitaient sur les évadés de France pour les entraîner avec eux. A bord du transatlantique anglais, dès le jour de notre arrivée, ce fut une course de vitesse entre giraudistes et gaullistes, où ceux-ci furent bons premiers. Dès le lendemain matin de notre arrivée, nous fûmes invités à défiler dans une cabine où se trouvaient un officier et un secrétaire gaullistes. Pour nous inciter à prendre le chemin de Londres, ils proposaient dès l'abord à chaque Français un *pay-book* et lui offraient quelque argent, qui dans la cantine du bord permettait

d'acheter quelques-unes de ces denrées fabuleuses qu'étaient pour nous cigarettes, tabac anglais, gin ou savon. Pour celui qui, comme moi, s'était décidé pour Alger, on le laissait sans un sou : solidarité nationale ! Il arriva que certains, qui primitivement penchaient vers l'Afrique du Nord, se laissèrent tenter par la prime et se dirigèrent sur Londres. Il arriva même qu'un naïf ou un distrait crut pouvoir palper l'argent, accepter le *pay-book*, signer un papier imprimé dont il ignorait qu'il constituait un engagement, et s'étonner ensuire de ne pouvoir rejoindre Giraud avec l'argent des gaullistes.

A ces moyens matériels de pression, s'ajoutèrent d'autres moyens pour déterminer notre choix. Dès notre arrivée à bord, un sous-lieutenant aviateur, qui disait venir d'Alger, se répandit parmi nous, pour nous dissuader d'y aller : « C'était, nous disait-il, une succursale de Vichy. Lui-même avait été jeté en prison, pour avoir refusé de prêter serment au Maréchal. Tous les instigateurs du débarquement avaient été incarcérés : la pire réaction commençait, auprès de laquelle Miranda et Pampelune n'étaient que des jeux d'enfants ! » Un autre, le dernier soir que je passai à bord, me rejoignit au bastingage, allégua les sentiments d'estime et de sympathie que lui avait inspirés la distinction de mes manières (j'étais encore en guenilles !), puis me supplia de ne pas risquer dans une pareille aventure les services que j'étais amené à rendre à notre pays.

Tout cela était affreux : d'autres que moi le pensaient, qui pourtant rejoignaient Londres en vertu d'un choix accompli depuis longtemps. Mais, au moment de mon départ du transatlantique qui devait la nuit suivante appareiller vers l'Angleterre, un des hommes avec qui j'avais vécu depuis la prison de Pampelune et que j'avais estimé, vint m'aider à fermer ma valise et m'accompagner à la coupée. Au moment de nous séparer : « Promettons-nous, me dit-il, que vous à Alger et moi à Londres, nous ferons tout notre possible pour réduire ces désaccords. » Serments d'hommes sur qui planait encore un peu l'atmosphère des prisons, où se simplifient tous problèmes. Je ne l'ai jamais revu, ni reçu de ses nouvelles. Mais si puérile et si vaine qu'eût été notre promesse, je crois qu'il eût été souhaitable que d'autres l'eussent formulée : et je devais bientôt connaître des Français qui, en toute simplicité, en tout amour pour la France, accomplissaient leur devoir sans songer à se détester.

Après avoir suffisamment baguenaudé dans Gibraltar, visité le cimetière de Trafalgar où reposent quelques Français, admiré que dans le jardin public, d'une luxuriance africaine, se trouve en bonne place un buste de Napoléon, suivi les évolutions des singes qui, eux aussi, se promenaient en liberté sur les vieux remparts de la ville, un soir, je fus avisé d'avoir à refaire mon bagage. Et parmi les marins barbus de la marine marchande britannique qui habitaient l'hôtel, je vis arriver, moins pileux, moins astiqués, mais apportant comme une bouffée d'air de France, le capitaine et le second d'un cargo français, *l'Aisne*.

VERS ALGER

Ce fut un instant bouleversant que celui où, après un bref passage en barque, je rejoignis avec eux le navire sur son départ. Pour la première fois depuis trois mois, et après quelles vicissitudes ! j'étais sur un sol français. Non seulement j'avais alors la preuve d'avoir gagné le pari, assez risqué malgré tout, que j'avais fait en traversant les Pyrénées — et j'en tirais quelque orgueil — mais je retrouvais à mille détails, à mille mots, réfugiés en ce coin de patrie qui s'avançait sur les flots, l'atmosphère de mon pays dont j'avais été tant privé. Chacun des officiers du bord, pour accueillir le fugitif dont la destinée les touchait, me fit successivement les honneurs des quelques reliques ou trésors emportés dans sa cabine. Photos de femmes ou d'enfants, livres d'amour qu'on relit et qui, si médiocres soient-ils, évoquent des sentiments qui nous sont particuliers, journaux de ces territoires français libérés que nous ignorions en France et qui, si imparfaits fussent-ils, évoquaient le temps révolu.

Et puis tous ces rites banals, et parfois même agaçants lorsqu'on les subit chaque jour, mais qui d'être retrouvés après une longue absence, provoquent l'attendrissement : plaisanteries, toujours les mêmes, qui dans toutes les popotes d'officiers de terre ou de mer, accompagnent l'apéritif ; récits de guerre ou de plaisir qui sont au fond toujours semblables par leurs réflexes élémentaires et leurs procédés naïfs de vantardise ou d'illusion, mais dont chacun constitue, pour celui qui les raconte, un des sommets de sa vie, un des faits par lesquels il souhaite atteindre la postérité. Et puis, parmi ces Français, isolés eux aussi sur un territoire menacé, on admirait combien les problèmes se dépouillaient

de toutes les complications, de tous les malentendus. Leur devoir était fort simple : faire parvenir aux populations françaises libérées d'Afrique du Nord la cargaison de sucre, de café et de savon qu'ils avaient chargée à Dakar : peu importaient les fluctuations politiques des fournisseurs ou bien des consommateurs. Leurs ennemis de même se signalaient par leurs actes : c'étaient des sous-marins allemands qui avaient, récemment encore, torpillé devant eux un navire de leur convoi. Leurs alliés, ces avions britanniques qui pendant la plus grande partie de notre trajet venaient voler au-dessus d'eux pour repérer les sous-marins. Leurs frères, les équipages de ces deux convoyeurs, chalutiers armés et munis d'appareils de détection, transformés en navires de guerre, qui devant nous et derrière nous traçaient des sinuosités tout autour de notre sillage. Leur distraction ou leur angoisse, rêver la nuit sur la trace phosphorescente que le navire laissait derrière lui, et que nul *black-out* ne pouvait obscurcir. Et lorsqu'un passager, moins détaché qu'eux du tumulte de la terre, leur posait quelque question qui leur semblait superflue, ou bien, avec un clin d'œil, ils l'esquivaient : « C'est la guerre ! », ou bien, si l'autre insistait, ils le renvoyaient à leur poste de radio, qui recevait en pleine mer les voix d'Europe et d'Afrique.

C'est là, au cours des journées où le cargo sur les flots d'huile nous faisait progresser à une allure réduite, que j'eus le premier contact avec Alger libéré. On devine avec quelle angoisse j'attendais d'entendre ces voix : confirmeraient-elles ou non tous les propos infâmants que l'on avait tenus devant moi sur les dissidents d'Afrique ? Etait-ce une succursale des pires officines allemandes ? Risquais-je en y abordant de me voir incarcéré, cette fois par des Français ? Et comment s'étaient réalisés ou bien avaient été trahis, les espoirs que nous mettions dans la rentrée en guerre de l'Afrique enfin libérée ?

Le jour où, nous approchant des côtes, nous pûmes enfin « prendre » Alger, est un de ceux dont il me souvient avec le plus d'intensité. Au milieu de tous les appels en langues étrangères qui sillonnaient la Méditerranée, une voix encore bien faible, celle d'un poste de relais promu sans doute au rang de grand émetteur national, s'accrocha comme par hasard sur notre tableau gradué. Vocables français qui flottant à l'aventure sur l'étendue de la mer, où nul ne se souciait d'eux, avaient rencontré fortuitement l'appel de notre antenne, et s'étaient laissé prendre au

piège que leur tendait l'anxiété d'un évadé. Les syllabes mêmes étaient douces à entendre en cette nuit qui précédait l'arrivée sur une terre française. Mais de quel sens chargées ? De quelle doctrine alourdies, favorable ou bien hostile ? De quel parti pris politique, de quel parti inspirées ? Nous savions trop, par les radios mensongères, où la pureté de l'intonation et du style servait de camouflage à la perversité des phrases, qu'une émission en français n'est pas toujours forcément une émission française.

Celle-ci, lorsque nous la saisîmes, parlait de la guerre en Afrique, de la campagne de Tunisie. Du coup, évoquant le sacrifice et la bravoure de nos frères, qui participaient au combat, énonçant les prisonniers qu'ils recueillaient, faisant allusion à leurs pertes, elle simplifiait tous les problèmes, et remplaçait nos angoisses politiques par des inquiétudes plus graves portant sur la vie et la mort. Alger, vers quoi nous voguions, cessait alors d'être pour nous le foyer d'intrigues et d'ambitions, dont l'écho nous était parvenu jusque dans les prisons d'Espagne. C'était une ville française, la première grande ville libérée, qui, située à l'arrière du seul front où combattaient des Français, était la seule à partager avec les autres villes en guerre l'épreuve des bombardements accomplis par la *Lutfwaffe*. La nuit que nous passâmes au large, mais déjà en vue de la terre en attendant notre tour d'entrée dans le port, fut précisément marquée par une attaque aérienne : dans l'ombre, qui masquait la ville encore inconnue, le sillage des fusées, l'éclair des éclatements semblaient seuls percer pour moi le voile de l'ignorance. Et je me demandais anxieux quel aspect nouveau de la ville se préparait en ce moment.

Lorsque le soleil se leva, Alger, avec ses maisons blanches étagées autour de son port, sortait de cette nuit tragique aussi entière et aussi fraîche en apparence que d'autres nuits. Nulle ruine n'était perceptible : les victimes, hélas ! nombreuses qu'avait faites le bombardement, étaient déjà comme ensevelies au fond des maisons intactes, où seule encore la peur régnait. C'était une ville forte et saine, une ville libre, puisqu'on voyait notre drapeau qui palpitait sur les toits, c'était une ville claire dont le miroitement à l'aurore semblait exprimer les espoirs que de France on mettait en elle, c'était le but de mon voyage, l'attente de tant de Français qui se morfondaient encore au fond des geôles d'Espagne. Apparition d'une pureté et d'une intensité qui toujours pour moi recouvrit, au cours des moments obscurs que souvent

j'y ai connus, les dégoûts mêmes et les colères. Combien une ville est belle au soleil de la liberté ! Combien elle est émouvante pour l'exilé qui perçoit, dans la réalité de ses murs et de ses toits, le but vers lequel il marche et aspire depuis des mois ! Combien est poignant aussi ce spectacle dont il jouit seul, quand tous les siens sont restés en des lieux dont le séparent désormais hermétiquement les frontières de la servitude ! C'était une impression d'amour, désir satisfait, possession, regret de garder pour soi l'ivresse qui vous agite, que je sentais en ce matin, appuyé sur le bastingage, auprès de navires meurtris ou coulés pendant la nuit, à regarder revivre Alger, la capitale de mes rêves, capitale de nos libertés. Et lorsque n'ayant pas un sou en poche pour prendre même un tramway, dans ma défroque de clochard, portant sur le dos mon sac rafistolé avec des bouts de ficelle, je remontais une de ces avenues, qu'un camarade de prison m'avait dépeintes dès Pampelune, j'étais plus riche et triomphant que je n'avais jamais été, car je touchais de tous mes sens à l'objet de mon désir, et je voyais réalisé dans la pierre des immeubles et dans le grouillement des rues le rêve presque inaccessible, depuis si longtemps poursuivi.

ROBERT ARON.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

MIGUEL DE UNAMUNO ET LE « QUICHOTTISME »

Alors qu'exilé d'Espagne, le recteur de l'antique Université de Salamanque méditait sur les roches nues de Fuerteventura ses poèmes de sable et de feu, Miguel de Unamuno écrivait ceci : « Tel un javelot, j'ai lancé, Mon Seigneur Don Quichotte, ton évangile, à la poitrine de ton peuple, mais il est resté dans son étable, paisible, à lécher le manche du fouet qui le frappe... Je sauverai l'âme de mon Espagne, appliquée à s'enfoncer dans l'abîme, avec sa barque, et son mât, devenu mât de Cocagne, et, portant ton baptême de folies, de passion au peuple étranger, je fonderai un quichottisme universel. »

On peut dire, sans irrespect, car il s'agit pour Unamuno de quelque chose d'infiniment sérieux, et de vraiment sacré, que Miguel de Unamuno a écrit un nouvel évangile : l'Evangile selon Saint Don Quichotte. Je ne parle pas à la légère : ce personnage que certains voient et croient comique, ce héros du livre le plus tragique et le plus désespéré qui ait jamais été écrit, c'est avec une dévotion profonde, et littéralement pieuse, que Unamuno l'appelle *Notre Seigneur Don Quichotte*. Ne voyez là rien qui soit offensant pour la religion. Si Don Miguel a pris sur lui d'ajouter au martyrologe un nouveau saint que l'Eglise ne connaît pas, il ne l'a fait qu'avec une gravité saisissante, qui écarte toute idée de mauvaise plaisanterie. Qui songerait, d'ailleurs, à plaisanter avec Don Quichotte ?

Il a fallu un de ces malentendus radicaux qui sont trop souvent à l'origine du succès pour que les aventures du Chevalier à la Triste Figure et de son écuyer Sancho Pança aient été jugées « divertissantes » et capables d'amuser les enfants. Singu

lier renversement, aussi, que celui qui a fait un livre d'enfant, encore, du livre le plus amer, de ce bréviaire du pessimisme qu'est *Gulliver*. Je ne crois pas qu'il existe au monde deux écrivains aussi sceptiques et déçus que Swift et Cervantès. S'ils amusent petits et grands, c'est à force d'être mal compris, et peut-être aussi parce que l'homme éprouve souvent une joie inconsciente et malsaine au spectacle de la souffrance.

Quoiqu'il en soit, les admirateurs de ce grand humaniste, au sens le plus fort du mot, que fut Unamuno, se réjouiront de voir enfin traduite en français, et excellemment traduite par M. Jean Babelon (1) cette *Vie de Don Quichotte et Sancho*, qui avait paru à Madrid en 1905. Près d'un demi-siècle de recul, cela nous permet d'apprécier exactement la valeur d'un livre et de voir de quelle manière il résiste à l'épreuve du temps. Ajoutons à cela que nous pouvons éprouver une admiration sans mélange pour la personnalité d'Unamuno qui, au désordre des années écoulées, opposa la fermeté d'une âme attachée à la liberté et à la dignité humaines.

Il y avait du Don Quichotte dans Unamuno et l'on comprend bien qu'il ait voué un culte au Chevalier, qu'il l'ait exalté dans ce livre, qui pour la première fois a paru en français, et dans maints poèmes, dont ceux intitulés *De Fuerteventura à Paris*, dont j'ai cité plus haut quelques lignes. Le recteur de Salamanque n'a pas écrit un commentaire sur le *Quichotte* de Cervantès ; s'il n'avait fait que cela, son livre ne serait pas autre chose qu'une œuvre d'érudition et de critique, allongeant inutilement la bibliographie cervantésienne qui est immense. Sa *Vie de Don Quichotte* a une toute autre signification, et une toute autre portée. Il s'agit en réalité de retrouver dans les épisodes du roman illustre une sorte de biographie exemplaire, et, le mot n'est pas trop fort, une *vie de saint*. Unamuno a fait pour Don Quichotte — et non pour Cervantès remarquez-le, car Cervantès a trahi son personnage, volontairement ou non — ce que Ribadeneyra a fait pour saint Ignace de Loyola.

Ce n'est pas moi qui suggère le rapprochement : il apparaît en maints chapitres, et Unamuno souligne les parallélismes avec la volonté évidente d'attirer notre attention sur ce fait : Don Quichotte et Saint Ignace appartiennent au même ordre

(1) Tallone, éditeur, Paris.

de chevalerie, ils ont partagé la même âme, ils ont brûlé du même feu. Il n'est pas nécessaire de forcer les textes. La veillée d'armes du Chevalier à la Triste Figure dans la cour de l'auberge où, le lendemain, il devait être sacré chevalier par l'aubergiste, est une réplique de la veillée d'armes que fit, devant l'autel de Notre-Dame de Montserrat, la veille de Noël 1522, le « chevalier errant du Christ, Iñigo de Loyola ». Quand saint Ignace, indécis de la direction qu'il doit prendre, laisse son cheval suivre le chemin qu'il voudra, c'est un acte de pur quichottisme. La pénitence de Don Quichotte dans la Sierra Morena rappelle celle de saint Ignace dans la caverne de Manresa. Et si ces pénitences paraissent inutiles et excessives, « le beau c'est le superflu, écrit Unamuno, ce qui a sa fin en soi, la fleur de la vie. »

Et non pas seulement saint Ignace ; sainte Thérèse aussi est invoquée, comme « âme sœur » de l'âme de Don Quichotte, sans forcer en rien les textes, et simplement parce qu'ils sont l'un et l'autre hautement représentatifs de l'âme même de l'Espagne, la plus essentielle, la plus véridique et la plus secrète.

Je ne sais si Cervantès l'a voulu ainsi. Il n'est pas question de savoir d'ailleurs ce que le manchot de Lépante a prétendu faire ou ne pas faire. Il arrive parfois que le sujet d'un livre, ou son personnage, déborde l'auteur qui l'a créé, lui échappe, pour mener sa vie propre, pour énoncer un message qui ne lui a pas été dicté. On discute à perte de vue là-dessus, et l'on discutera sans fin puisque nul ne connaît ce qu'étaient les intentions de l'auteur pendant qu'il écrivait ce livre. Il y a beaucoup à dire, aussi, sur la différence de ton qu'il y a entre la première et la deuxième partie, mais nous n'en finirions pas si nous voulions esquisser ici quelques problèmes de l'exégèse cervantésienne.

Si, comme il est probable et comme j'en suis certain, Cervantès a trahi son héros, ce serait, à notre tour, trahir Unamuno que de présenter son livre comme une paraphrase de celui de l'autre Don Miguel. Sa *Vie de Don Quichotte* est une œuvre vigoureusement originale, une grande leçon de vie, un enseignement, dans l'acception la plus vaste du terme, non toutefois comme enseigne un professeur, mais bien un missionnaire.

Hagiographe du Chevalier à la Triste Figure, Miguel de Unamuno a écrit, en 1912, sept ans donc après sa *Vida de*

Don Quijote, un admirable livre : *Le Sentiment tragique de la Vie*, qui a été traduit en français par M. Marcel Faure-Beaulieu et publié en 1917 (1). Si la *Vie de Don Quichotte* est un livre uniquement espagnol, et qui, je le crains, ne peut être entièrement compris et éprouvé que par des Espagnols, dans *le Sentiment tragique de la vie*, au contraire, Unamuno composait, en 1916, un grand trait d'union entre son pays et le nôtre. « Fasse Dieu, écrivait-il dans la préface de ce livre, que le triomphe de la justice et de la liberté — car telle est la cause de la France — nous permette à tous, libres de ce cauchemar d'hégémonies et de conquêtes impériales de la terre, de nous consacrer à la conquête du royaume éternel des cieux, qui est le champ de la pure et sublime lutte de l'amour. »

Le Sentiment tragique de la Vie et la *Vie de Don Quichotte* sont les ouvrages majeurs de Don Miguel de Unamuno : ils se complètent, et je dirais presque qu'ils ne se comprennent pas l'un sans l'autre ; aussi ai-je regretté que l'on nous ait fait attendre si longtemps la traduction qui a enfin paru. Je savais que la véritable personnalité de ce grand ami de la France, de ce grand poète, de cet « homme » dans le sens où Napoléon disait de Gœthe : « Voici un homme », de « cet Espagnol qui commença à penser universellement en français », comme il le disait lui-même, n'apparaîtrait complètement aux yeux des Français que le jour où son chef-d'œuvre serait enfin connu d'eux.

Je dois ajouter que, si le personnage de Don Quichotte et le roman de Cervantès sont spécifiquement espagnols, Unamuno en a fait au contraire une leçon universelle, un exemple dont tout homme doit s'inspirer à quelque nation qu'il appartienne. C'est en somme le caractère œcuménique, universel, *catholique* (étymologiquement), de cette leçon, qui se dégage de la lecture de ce livre. Même si l'Espagnol seul, probablement, est capable d'éprouver sa fraternité absolue avec Don Quichotte, tout homme peut et doit sentir au fond de lui-même qu'il appartient à la même famille.

Croyant divertir son siècle et ses concitoyens, Cervantès, en réalité, a parlé au monde tout entier, et il importe que le monde entende son message : le message implicite, que Miguel

(1) Nouvelle Revue Française.

de Unamuno dégage magistralement des pages si connues du livre immortel. Une incomparable leçon de vie, ai-je dit. Plus encore, peut-être. On respire ici l'air des hauteurs, le souffle des cimes mystiques, sans pour cela perdre le contact avec ce qu'Unamuno nomme les « entrailles des choses ». « Il n'y a rien de moins universel, dit-il, que ce que nous appelons le cosmopolite, ou le mondial, selon l'expression à la mode, rien de moins éternel que ce que nous prétendons mettre hors du temps. C'est dans les entrailles des choses et non en dehors d'elles que se trouvent l'éternel et l'infini. L'éternité est la substance du moment qui passe et non pas celle qui enveloppe le passé, le présent et le futur de toutes les durées, l'infinité est la substance du point que je regarde et non pas ce qui embrasse la largeur, la longueur, la hauteur de toutes les extensions. L'éternité et l'infinité sont les substances du temps et de l'espace respectivement, et ceux-ci leurs formes, celles-ci étant virtuellement tout entières l'une dans chaque moment d'une durée, et l'autre dans chaque point de l'extension. »

De même que le Chevalier partait en guerre contre les moulins à vent et les troupeaux de moutons, en lesquels il voyait et qui *étaient* donc, pour lui, des enchanteurs et des armées de Mores, de même Unamuno croise le fer contre ceux qu'il appelle les « esprits de liège », contre la couardise morale, en laquelle il voit le pire mal de l'humanité, « le défaut d'élan pour affirmer chacun pour soi sa vérité, sa foi, et pour la défendre. Le mensonge enveloppe et garrotte les âmes de cette caste de bourriques engourdies, rendues stupides par opilation de sens commun ».

Une croisade, alors ? Oui, contre le mensonge, contre la sottise qui se donne des airs de raison, contre la cupidité, contre le scepticisme dénigreur qui paralyse. Chaque époque a besoin de chevaliers errants. Il y en a toujours eu, et c'est à peu près à la même époque où Cervantès écrivait le *Quichotte* que Pierre de Mézières, le « pauvre pèlerin », rêvait une nouvelle expédition en Terre Sainte.

Ce qu'il faut au monde : la foi, d'abord, qui éveille et alimente l'esprit de croisade : cette foi dont Sancho donne l'exemple qui est, dit Unamuno, « une foi véritable et vivante, une foi qui se nourrit de doute », bien opposée à ce qu'on appelle la *foi du charbonnier*, « foi morte, trompeuse », qui repose sur

l'ignorance. Et Don Miguel de tracer alors ce magnifique portrait de la foi active, de la foi créatrice : « La foi véritable se soutient par le doute ; de ces doutes dont elle se nourrit, elle se sert pour se conquérir elle-même à tout instant, de même que la vie véritable se soutient par la mort, et se renouvelle à chaque seconde, étant une création continuelle. Une vie sans mort, qui ne se défait pas en se faisant incessamment, ne serait qu'une mort perpétuelle, le repos de la pierre. Ceux qui ne meurent pas ne vivent pas ; ne vivent pas ceux qui ne meurent pas à tout instant pour ressusciter sur le champ, et ceux qui ne doutent pas ne croient pas. La foi se maintient en dissipant les doutes, en recommençant à résoudre ceux qui ont surgi de la résolution des précédents. »

Avec le scepticisme, c'est l'amour de l'argent qui ruine le monde moderne. Comme les saints, Don Quichotte, notre modèle, avait fait vœu de pauvreté. Ce n'est pas si facile qu'on le croit : la peur de la pauvreté, en effet, est le principal ressort des actions humaines, et plus encore : l'horreur de la pauvreté... « Toute garantie nous paraît faible pour nous préserver et préserver les nôtres de cette pauvreté abhorrée et redoutée, et nous amoncelons des richesses pour boucher tous les trous par lesquels elle pourrait pénétrer chez nous. » *Pauvreté n'est pas vice*, dit la Sagesse des Nations. Peut-être pas un vice, mais, répond Unamuno, un délit : « Le délit à cette heure, le véritable délit, c'est d'être pauvre. Celles de nos sociétés qui se disent les plus avancées et les plus cultivées, se distinguent par leur haine de la pauvreté et des pauvres. Il n'y a rien de plus triste que l'exercice de la bienfaisance. On dirait que l'on veut exterminer les pauvres — les pauvres pas la pauvreté —, les exterminer comme s'il s'agissait d'en finir avec une peste d'animaux nuisibles. Il faut en finir avec la pauvreté, non pas par amour du pauvre, mais pour que sa présence ne vienne plus nous rappeler le terrible terme. » On croit entendre ici un écho de Léon Bloy, qui a tant fait l'éloge du pauvre, dans *le Désespéré*, en particulier, et de Giovanni Papini, qui, dans sa *Storia di Cristo*, appelle l'argent *l'ordure du démon*.

Est-ce un paradoxe ? On a souvent reproché à Don Miguel ce que l'on appelle ses paradoxes. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que l'on veut dire par ce mot. C'est Bernard Shaw, je le crois bien, qui disait que le paradoxe est simplement une

vérité qui n'a pas encore été reconnue par tout le monde. L'Irlandais sourit, ironiquement, mais l'Espagnol s'irrite et flagelle. Ecoutez Unamuno : « Venez ici, esprits de liège, hommes au dur cerveau, venez ici, et dites-moi ce que vous entendez par paradoxe. C'est vous qui êtes possédés d'un autre paradoxe, misérables routiniers du sens commun. Ce que vous ne voulez pas, c'est remuer votre esprit stagnant, ni qu'on le remue à votre place, ce à quoi vous vous refusez, c'est à scruter les arcanes de l'âme. Vous cherchez la tranquillité stérile de celui qui se repose sur les instincts extérieurs, dépositaires des dogmes, vous vous riez des sottises de Sancho. Vous êtes perdus, irrémédiablement perdus, votre fainéantise spirituelle est votre perdition. »

Dans un grand brassement de notions et de concepts, toute l'œuvre de Miguel de Unamuno remue les idées reçues, et nous oblige à les « reconsidérer », comme on dit maintenant. Autrement dit, remettre en cause les opinions toutes faites, rechercher les vérités essentielles. Unamuno est trop espagnol pour croire qu'il y a des vérités relatives : l'Espagnol a besoin d'absolu. Toute la pensée de l'Espagne, dans ses poètes et dans ses saints, dans ses philosophes et dans ses artistes, cherche à rassasier la faim d'absolu qui hante ce peuple. L'Espagnol a besoin de certitudes ; il ne peut pas admettre, avec Schopenhauer, que le monde soit simplement notre représentation. (« Et tu verras que le monde est ta création, non pas ta représentation, comme disait l'Allemand. ») Il ne se satisfait pas de discussions habiles, de jeux de l'intelligence. Don Miguel a une phrase magnifique pour définir la vérité. « La vérité, dit-il, c'est ce qui fait vivre, ce n'est pas ce qui fait penser. » La poursuite de la vérité est donc une perpétuelle création, et non pas une contemplation paresseuse et quiétiste. C'est l'angoisse qui sera notre guide dans cette recherche, l'angoisse, et le « tremblement » dont Gœthe disait qu'il est ce qu'il y a de meilleur dans l'homme.

« En face de toutes les négations de la logique qui régit les relations apparentes des choses, s'élèvent les affirmations de la vérité du cœur, qui régit leurs touches substantielles. Même si ta tête te dit que ta conscience se dissipera un jour, ton cœur, réveillé et éclairé par l'angoisse infinie, t'apprendra qu'il y a un monde où la raison ne nous guide pas. »

Là où la raison ne pénètre pas, peut-être la folie nous ser-

vira-t-elle de guide. Du moins la folie dans le sens où on l'entend lorsqu'on parle de « la folie de Don Quichotte ». Ce que vous connaissez d'Unamuno vous fait pressentir, déjà, que cette « folie », qui indigne les *esprits de liège*, est en réalité le principe même de la sagesse. G. K. Chesterton écrivait un jour que « le fou est l'homme qui a tout perdu sauf la raison ». Paradoxe, encore ? Peut-être. Mais, malgré la différence qui sépare l'Espagnol de l'Anglais, je suis certain qu'Unamuno pensait de même. « Il en vint à perdre le jugement », dit Cervantès de son héros au début du livre immortel. Unamuno ne le contredit pas : bien davantage, il se réjouit de ce que Don Quichotte qui était, pour tout ce qui ne touchait pas à la chevalerie, un homme fort sage, ait perdu le jugement. Il l'en félicite même. « C'est pour notre bien qu'il le perdit, pour nous laisser un exemple éternel de générosité spirituelle. Avec tout son jugement aurait-il été aussi héroïque ? Il fit sur l'autel de son pays le plus grand des sacrifices : celui de son jugement. »

Un saint, donc (et un martyr, martyr des personnages du roman qui le dupent, le bernent, le raillent, et martyr de son auteur, aussi, qui se range dans le camp des railleurs), et, de plus, un poète. La poésie n'est pas dans le livre de Cervantès, elle est dans la figure même de son héros. C'est Don Quichotte qui est le poète, non le manchot de Lépante, qui, ayant inventé cette sublime figure, ne sut que s'en moquer. Mais c'est la grâce du génie que, l'ayant inventée, Cervantès, laissa cette sublime figure devenir ce qu'elle devint, ce qu'elle ne cessera d'être pour la postérité : un grand modèle de vie, un exemple. Paradoxal, si l'on veut, mais l'existence de Sainte Thérèse d'Avila, de Saint Jean de la Croix, de Saint Ignace de Loyola, pour ne citer que des compatriotes du Chevalier, n'est-elle pas, à sa manière, aussi un paradoxe ?

Certes, en une époque où dominent le pragmatisme, le rationnalisme, l'utilitarisme sous toutes ses formes (et les plus basses), où le matérialisme menace d'envaser dans ses eaux mortes les âmes d'air et de feu, il est salutaire d'entendre cette leçon du Chevalier à la Triste Figure et de son apôtre, de son évangéliste, Miguel de Unamuno. Il n'y a qu'une chose qui compte, en définitive, une chose qui importe : l'éternel. C'est là un sentiment essentiellement espagnol. « Au bout du compte que cherchaient-ils les uns et les autres, les héros et les saints,

sinon survivre ? Les uns dans la mémoire des hommes, les autres dans le sein de Dieu. Et quel a été le plus intime ressort de notre peuple espagnol, sinon cette angoisse de survie, car c'est à cela que se réduit ce que l'on dit être notre culte de la mort ? Non pas le culte de la mort, mais le culte de l'immortalité. »

Tel est le suprême enseignement que l'on doit tirer de cette histoire, « l'histoire la plus triste qui ait jamais été écrite », mais aussi, dit Unamuno, « la plus consolante pour tous ceux qui savent goûter dans les larmes du rire la rédemption de la misérable sagesse à quoi nous condamne l'esclavage de la vie présente ».

Les livres ont leur destin : la parfaite version de M. Jean Babelon est venue à son heure. Si inactuel que le chef-d'œuvre d'Unamuno paraisse, à côté des préoccupations politiques, sociales, économiques, qui encombrent l'esprit de l'homme moderne, c'est lui qui a raison. C'est Don Quichotte qui, malgré sa nièce et son barbier, à raison.

« Il faut aspirer de toute façon à se rendre éternel et fameux non seulement dans les siècles présents, mais dans les siècles à venir. Un peuple dont les bergers qui sont sa conscience ne pensent pas qu'il a une mission historique, un idéal à réaliser sur la terre, ne saurait subsister en tant que peuple. Ces pasteurs doivent aspirer à la gloire en faisant leur métier de bergers et en chantant, et ainsi, en gagnant du renom, mener leur peuple vers son destin. N'y a-t-il pas dans la Conscience éternelle et infinie, une idée éternelle de ton peuple, mon Don Quichotte ? N'y a-t-il pas une Espagne céleste, dont l'Espagne terrestre n'est que le reflet dans les pauvres siècles des hommes ? N'y a-t-il pas une âme de l'Espagne non moins éternelle que l'âme de chacun de ses fils ? » Ce qu'Unamuno dit de l'Espagne, nous le dirons de l'Europe, du monde moderne tout entier. Cette Europe, ce monde, ont leur âme à sauver, et après les deux guerres mondiales, après le déchaînement de cruautés qu'elles ont causé, cet appel doit être entendu plus nécessairement encore qu'au moment où la *Vida de Don Quijote y Sancho* (1) a été écrite. Unamuno mort, son message reste toujours vivant, actuel et vibrant. Qui serait assez sourd pour ne pas l'entendre ?

MARCEL BRION.

(1) *La Vie de Don Quichotte et de Sancho Pança* ; Paris, Tallone éditeur.

LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE LA CULTURE

Parce que chacune se voit affaiblie et humiliée, parce que chacune est saisie de crainte devant la menace d'un écroulement économique ou d'une invasion militaire, les nations européennes — ou plutôt certains de leurs chefs et quelques-uns de leurs intellectuels — ont fini par comprendre la nécessité d'unir leurs maigres forces pour se défendre, de relier leurs économies pour se refaire des richesses, de rapprocher les esprits pour assurer la durée de notre civilisation. Bref, elles souhaitent maintenant constituer l'Europe en un tout cohérent et autonome.

A diverses reprises dans le passé, celle-ci a déjà plus ou moins pris forme. Mais grâce à des circonstances qui ne sont plus les nôtres : l'Europe du Moyen âge reposait sur le principe de chrétienté ; celle du XVIII^e^ siècle sur la primauté et le prestige de la monarchie française. Quelques essais de l'établir par la force — Charles-Quint, Napoléon, Hitler — n'ont abouti qu'à de sanglants échecs car l'Europe est plus multiple qu'homogène, et l'instinct des peuples s'est toujours révolté contre une unification imposée d'en haut.

Aujourd'hui le problème est de fonder l'Europe par consentement mutuel, en fédérant les Etats — lesquels devront abandonner une part, non encore définie, de leur souveraineté — en conciliant des intérêts différents, parfois contradictoires, en créant des institutions communes.

Mais les peuples sont-ils mûrs pour une telle transformation, accepteront-ils les sacrifices indispensables, comprendront-ils que leur salut ne peut venir que de leur entente ? Diverses tentatives récentes ont de la peine à aboutir. Entre la France et l'Italie, entre l'Angleterre et les Etats scandinaves, l'accord économique

est malaisé. Le Benelux grince un peu. Sur le plan militaire, aux divergences de doctrine stratégique s'ajoutent des rivalités de généraux. Et puis les peuples nourrissent-ils les uns pour les autres le minimum de sympathie qui faciliterait leur rapprochement ? Avant la dernière guerre ils cherchaient moins à s'unir qu'à se différencier. Et maintenant ils éprouvent pour leurs voisins de la méfiance quand ce n'est pas de la répulsion. Notre continent a été si cruellement ravagé depuis une dizaine d'années que le ressentiment apparaît naturel chez les vainqueurs qui se relèvent avec peine comme chez les vaincus épuisés. L'Europe, certes, forme une famille, mais, à certains égards c'est celle des Atrides.

Aussi se rend-on compte qu'au-delà des difficultés politiques, économiques, militaires à résoudre, il s'agit d'éveiller dans les nations d'Occident un sentiment de solidarité, de susciter une prise de conscience collective. L'Europe, ce n'est pas seulement un ensemble politique ou économique, c'est une tradition intellectuelle et morale, c'est une culture dont se réclament à des titres divers les nations qui la composent. Pour devenir un fait, l'Europe doit affirmer son âme.

***

Depuis quelques années plusieurs associations privées militent en faveur de l'Europe. *L'United Europe Movement*, le *Conseil français pour l'Europe unie*, la *Ligue économique de coopération européenne*, le *Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe*, les *Nouvelles équipes internationales*, *l'Union européenne des fédéralistes* se sont groupés sous le titre général de *Mouvement européen* dont les présidents d'honneur sont MM. Churchill, Blum, Spaak et de Gasperi. On sait que, d'autre part, s'est constitué en mai 1949 le Conseil de l'Europe et qu'en août dernier s'est tenue à Strasbourg l'Assemblée consultative européenne.

Poursuivant ses efforts et désireux de soutenir et d'informer l'Assemblée de Strasbourg, le Mouvement européen mettant en œuvre une résolution de sa conférence de la Haye, en 1948, vient d'organiser, à Lausanne, une Conférence européenne de la culture.

Une de plus ! dira-t-on avec plus ou moins de scepticisme. C'est que l'opinion, trop souvent déçue, manifeste une indifférence croissante à l'égard des réunions internationales. Mais celle

de Lausanne mérite l'attention. Elle a groupé, non des hommes d'Etat, mais des intellectuels, désireux de témoigner leur foi dans l'idée européenne et de lui apporter leur concours. Ils pensent que si elle a été dans le passé le fait des élites, les élites se doivent aujourd'hui d'aider les efforts des politiques et, si possible, d'entraîner les masses à leur suite.

A Lausanne les délégués étaient nombreux, convaincus et actifs. Citons d'abord le président d'honneur du Mouvement, M. Paul-Henri Spaak, et M. Salvador de Madariaga, président de la Conférence. Parmi les Français, quelques-uns, qu'on attendait, n'ont pas pu venir : MM. le prince de Broglie, André Siegfried, René Grousset, Gabriel Marcel. Mais il y avait, entre autres, MM. Etienne Gilson, Raoul Dautry, Jean Sarrailh, Michel Debré, Wladimir Porché. Parmi les Anglais des écrivains célèbres comme Mrs Elizabeth Bowen, MM. Stephen Spender et Peter Fleming, sir Stanley Unwin, le grand éditeur, M. Duncan Sandys, des professeurs comme sir Richard Livingstone, K. Lindsay. Les Italiens alignaient des écrivains, MM. Eugenio Montale et Alberto Moravia, des professeurs, MM. Cordié, Ermini, Gedda, les sénateurs Casati et Jacini. Les Allemands comptaient M. Carlo Schmid, vice-président de la Diète de Bonn, des journalistes comme M. Willy Fischer, des professeurs comme M. Josef Kroll et Max von Lane. On voyait encore, tous notoires à des degrés divers, des Scandinaves, des Suisses, des Belges, des Autrichiens, des Grecs, des Espagnols, des Turcs, des philosophes et des hommes d'église, des savants et des poètes, des juristes, des recteurs d'Université, des directeurs d'agences de presse. Représentant toutes les nationalités européennes, ils s'exprimaient en français ou en anglais, quelquefois en allemand.

Il y avait aussi, non moins importants et bien pathétiques à entendre dans l'expression de leur souffrance, des émigrés de l'Europe centrale, Polonais, Tchèques, Hongrois, Bulgares, qui avaient dû fuir leur patrie pour assurer la liberté de leur pensée et qui tenaient à manifester, en dépit du rideau de fer, leur appartenance à la culture européenne. La Conférence d'ailleurs a témoigné à plusieurs reprises qu'elle ne limitait pas ses espoirs à l'Occident et qu'elle se considérait comme solidaire des peuples aujourd'hui asservis.

La Conférence se proposait trois buts principaux : créer des institutions de culture « spécifiquement européennes », supprimer

« les obstacles à la libre circulation des personnes, des œuvres et des instruments de travail », promouvoir « un enseignement européen à tous les degrés ». Elle se divisa en trois commissions, se réunit en séances générales et vota vingt-trois résolutions qui seront transmises à l'Assemblée de Strasbourg.

Deux d'entre celles-ci visent à rendre permanentes des organismes provisoires et qui fonctionnent déjà. D'abord le *Centre européen de la culture*, qui, dirigé par M. Denis de Rougemont, existe à Genève sous le nom de Bureau d'études. Il aura comme programme de « dresser l'inventaire des forces culturelles en Europe », de coordonner les efforts et de « prendre toutes initiatives tendant à développer chez les peuples le sentiment européen, à l'exprimer, à l'illustrer ».

En second lieu, il s'agira de fonder définitivement le *Collège d'Europe* qui a été créé en 1949 à Bruges, grâce aux crédits octroyés par la municipalité de cette ville et le gouvernement belge.

La Conférence a émis le vœu que deux autres institutions voient le jour : un *Institut européen de recherches scientifiques*, préconisé par le prince de Broglie, et une *Commission de juristes* qui veillerait au développement et à l'application des conventions entre Etats.

Nous ne saurions entrer dans le détail des autres résolutions, concernant les échanges et l'enseignement, ni des mesures proposées en divers domaines, — livres, radio, théâtre, écoles, etc. — afin d'aboutir à une collaboration intellectuelle entre les Etats. C'est tout un programme, très riche, très détaillé, qui a été ainsi dressé, et qui sera soumis aux gouvernements par l'entremise de Strasbourg.

***

L'intérêt que présentait la Conférence n'était pas seulement dans les travaux de ses commissions. Mais aussi dans les contacts personnels qu'elle a permis entre ces nombreux Européens, rassemblés pour quelques jours et unis par des aspirations communes. Mieux parfois que des discussions en séance, des entretiens particuliers dissipent des préjugés, facilitent des rapprochements.

Les séances générales furent marquées par quelques interventions de premier ordre. Celles, par exemple, de MM. Carlo Schmid, Ansermet, Brugmans, Moravia et David Rousset. Leurs analyses

de la situation actuelle, leurs affirmations de principes trouvèrent leur écho dans la déclaration finale du Congrès qu'on peut résumer ainsi : il faut faire l'Europe si l'on veut conjurer la guerre ; l'Europe doit concilier la liberté individuelle et la justice sociale ; l'Europe doit consacrer et garantir la dignité de l'homme, base de sa civilisation.

Ne sont-ce là que des mots ? Mais le verbe précède l'action, et le Mouvement européen, ayant pris conscience à Lausanne de sa force, est résolu à poursuivre plus loin son entreprise. Plus que jamais ses membres sont persuadés que leur tâche est urgente.

On partagera cette opinion si l'on songe que le problème de l'Europe à faire s'inscrit dans un problème plus vaste. Les découvertes scientifiques, qui se multiplient, et l'évolution politique, accélérée par la dernière guerre sur toute la planète, modifient profondément et notre notion du monde et notre notion de l'homme. Ce ne sont pas seulement les conditions matérielles qui se transforment à une incroyable vitesse, mais aussi nos structures mentales. Par un effort qui n'est pas modique, il faut nous adapter à des idées neuves et à des proportions insolites. En définitive, nous devons procéder à une extension de l'esprit afin qu'il corresponde au réel. Ainsi seulement nous assurerons sa prééminence, nous sauvegarderons des valeurs essentielles qui ne sont pas moins menacées que la paix elle-même.

Constituer l'Europe, c'est se mettre à la mesure du monde et de l'homme de demain. Ce n'est pas seulement former un ensemble politique et économique plus large que chacune de nos patries respectives, c'est agrandir les intelligences et enrichir les sensibilités. Les circonstances contemporaines nous appellent à un dépassement de nous-mêmes. Tentative audacieuse, peut-être épuisante, mais que le destin réclame de notre génération.

ROBERT DE TRAZ.

REVUE SCIENTIFIQUE

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

La distribution des prix de l'Académie des Sciences a donné lieu à deux intéressants discours, celui du président sortant, M. Charles Jacob, et une « notice » de M. Louis de Broglie sur la physique contemporaine et l'œuvre d'Einstein. Le secrétaire perpétuel a payé son tribut d'admiration à celui qui, à l'âge de vingt-six ans, par trois mémoires subversifs, jeta les bases de la Relativité, établit la loi de l'effet photo-électrique au moyen des quanta de lumière, et démêla le capricieux mouvement brownien. On sait que dix ans plus tard Einstein étendit à tous les mouvements la théorie qu'il avait inventée pour le mouvement rectiligne et uniforme. Mais son ambition ne se bornait pas là ; il rêvait de couronner son grand œuvre par une théorie unitaire des champs qui réduisît l'électromagnétisme à la gravitation, c'est-à-dire ramenât toute la physique à la géométrie.

De cette entreprise, M. Louis de Broglie déclara qu'elle « n'avait pas abouti à un succès décisif » et qu'elle « était encore sur les genoux des dieux ». Si la séance de l'Académie avait eu lieu quelques jours plus tard, il aurait pu dire, au moins avec les réserves nécessaires, que le rêve cartésien était réalisé. Les journaux américains annoncent en effet qu'après tant d'années d'efforts la réussite est acquise. Ainsi la vieille notion de force qui se retranchait encore dans les phénomènes électriques, magnétiques et électromagnétiques aurait complètement disparu de la physique comme elle avait depuis 1915 disparu de la mécanique. Au prix de quelle prestidigitation mathématique a-t-on transmué en propriétés de l'espace à n dimensions ce qui répondait à une hypothèse si naturelle, c'est ce que pourront apprécier seuls de rares élus initiés à des opérations abstraites de plus en plus quintessenciées. Mais le philosophe peut se demander si cette « unification » de la physique au moyen de symboles arbi-

traires et dépouillés de tout rapport aux sens n'est pas un leurre, si elle n'équivaut pas à dire qu'il ne faut pas chercher à « comprendre » la nature parce qu'elle est au fond irrationnelle.

Le discours de M. Charles Jacob nous fit reprendre contact avec la bonne terre maternelle ; c'est sans doute qu'il est géologue et que les cailloux n'ont heureusement que trois dimensions. Il parla d'une grande œuvre française à laquelle collaborent la science pure et l'industrie, l'aménagement du Rhône. Tout le monde a appris, il y a un an, l'admirable travail fait à Génissiat, où un puissant barrage a capté quinze cents millions de kilowatt-heures fournis gratuitement par le fleuve impétueux au sortir du lac de Genève. Ce n'était que la première tranche d'un vaste projet qui doit en fournir une quinzaine de milliards, soit la moitié de ce dont dispose l'économie française par ses exploitations de toute nature. La seconde tranche concerne l'aménagement du Bas Rhône entre Donzère et Mondragon, et elle donnera un tiers en plus d'énergie hydro-électrique que Génissiat.

Cette fois il ne s'agit pas d'élever un haut barrage mais d'établir un canal de dérivation où l'énergie sera recueillie « au fil de l'eau ». La distance entre les deux localités est de 30 kilomètres. et la dénivellation de 23 mètres. Ce canal, que 6.000 ouvriers creusent actuellement jour et nuit, exigera le déplacement de 50 millions de mètres cubes de terre. Il sera plus large que le canal de Suez et aura douze mètres de profondeur. Les terrains sont des argiles pliocènes, sauf un promontoire de grès providentiel sur lequel on construira l'usine hydroélectrique, la « Centrale Blondel », du nom du grand ingénieur qui a fait tant avancer l'électrotechnique.

Devant être navigable, le canal sera doté d'une écluse qui a posé un problème redoutable aux ingénieurs ; pour la première fois dans le monde, il fallait prévoir un déplacement du plan d'eau de 25 mètres. C'est M. Albert Caquot qui a dessiné l'ouvrage. L'écluse aura 205 mètres de longueur, 12 mètres de largeur, ce qui permettra le passage de trains de péniches. Les portes seront cylindriques et pourront être levées ou abaissées en six minutes.

Enfin dans cette œuvre gigantesque toutes les précautions sont prises pour que l'agriculture n'ait pas à souffrir du drainage des eaux du Rhône, dont le volume sera réduit de moitié dans son lit. Au contraire elle y trouvera un appoint de fertilité. Le danger était de tarir les nappes d'eau de la contrée. Des canaux

d'irrigation seront prêts à fournir en tout cas 60 mètres cubes par seconde

M. Charles Jacob s'est plu à marquer les services qu'une entreprise de cette envergure rend à la géologie et il espère que ce grand remuement de terre aidera à résoudre des problèmes comme celui de la dernière transgression de la Méditerranée dans la vallée du Rhône ; mais les géographes et les économistes ne manqueront pas de saluer l'aménagement du Rhône comme une contribution maîtresse à cette Europe future dont on parle tant dans les chancelleries. Il fera suite à l'amélioration du Rhin entre Bâle et Strasbourg qui a été entreprise entre les deux guerres et dont un premier tronçon, celui de Kembs, est en service depuis 1933. Le second vient d'être mis en chantier, ce qui donne une autre preuve du relèvement français. Lorsque Rhône et Rhin seront ouverts à la grande batellerie, les pays du Nord et ceux de l'Europe centrale seront reliés par une large artère qui facilitera les échanges de l'Occident.

L'INDIVIDU ET SON SYSTÈME SYMPATHIQUE

On éprouve un plaisir fréquent à voir la spéculation philosophique exploiter les données de la science au lieu de construire comme jadis d'orgueilleux systèmes de pure raison. Si l'on voit naître à notre époque tant de philosophies qui prônent la liberté et réhabilitent l'éminente dignité de la personne humaine, c'est que la science les y encourage. La philosophie de Hegel n'était qu'un mystique caporalisme prussien ; celle de Durckheim avait une autre façon d'anéantir l'individu en l'asservissant non plus à un monarque mais à des forces collectives anonymes invoquées comme la seule réalité. D'autre part le matérialisme qui fleurissait au début du siècle n'était qu'une généralisation hâtive, par une macrophysique en crise de croissance, des équations différentielles de Laplace. La microphysique contemporaine a détruit tous ces dogmes : elle a desserré les écrous de la nécessité et ôté la chape de plomb qui pesait sur l'individu, le forçant à relever la tête et à proclamer sa liberté — au moins celle qu'il mérite. On trouvera dans un livre qui vient de paraître : *Introduction à la philosophie de l'individu*, de M. Henri Bouchet (1), sinon une

(1) Bibliothèque de philosophie scientifique, Flammarion, Paris, 1949.

composition bien nourrie du moins une énumération opportune des changements que la science actuelle apporte à nos conceptions morales.

A vrai dire si l'on peut invoquer la microphysique il ne faut pas en abuser et parler par exemple de l'individualité de l'atome, d'abord parce qu'on n'a jamais vu un atome isolé, ensuite parce que s'il y a une certaine indétermination atomique essentielle, les lois statistiques à notre échelle n'en sont pas moins rigides ; enfin et surtout parce qu'il ne sied pas pour justifier la conduite humaine, de prendre modèle sur la nature brute ou la nature animale. La société humaine n'est pas un assemblage d'atomes pas plus qu'elle n'est une termitière. Il y a des ordres d'existence supérieurs et inférieurs et l'on ne passe pas aussi facilement que le croyait Félix Le Dantec du caillou ou de l'éponge à l'homme.

La grande découverte de la microphysique, c'est de nous avoir d'abord délivrés de la continuité qui nous enfonçait désespérement dans l'infiniment petit sans nous arrêter nulle part ; c'est ensuite d'avoir fixé l'ordre de grandeur où l'on peut rencontrer cette contingence qu'exigeaient la biologie et la psychologie pour ne pas voir dans les êtres vivants de simples automates. Comme l'a dit Louis de Broglie « la connaissance du quantum d'action est aujourd'hui une des bases essentielles de la philosophie naturelle ». Il aurait pu ajouter « et de la morale », dans la mesure où la morale veut s'appuyer sur la nature. Mais sans monter aussi haut, et en s'en tenant à la biologie, il est possible maintenant de rapporter à quelque chose de concret dans le domaine atomique cette mystérieuse autonomie individuelle qui fait qu'un simple infusoire est un être et non une chose. Dans les espèces supérieures, la marge de liberté soustraite aux sollicitations et asservissements du milieu peut très bien se rattacher à des systèmes atomiques liés par le système nerveux et participant étroitement de son unité.

Le Dr Paul Chauchard, à qui l'on doit tant de bons livres sur le système nerveux, le sommeil, la douleur, vient d'en écrire un autre aussi important sur *Le système nerveux sympathique* (1). Il y laisse entrevoir combien les récentes acquisitions expérimentales sont prêtes à s'encadrer dans les idées nouvelles sur l'individualité, la finalité et la liberté. Pendant longtemps le sympathique a été la grande énigme de la physiologie. Aujourd'hui,

(1) Collection « L'Avenir de la Science », Gallimard, Paris, 1949.

grâce aux efforts de quelques savants de premier ordre, en particulier de Lapicque, Cannon, Dale (auxquels l'auteur dédie son livre), il commence à être connu dans ses détails anatomiques et sa curieuse activité. Cette activité est capitale. Nos organes des sens nous mettent en rapport avec le monde extérieur par une organisation nerveuse qui nous est plus familière parce qu'elle donne lieu à la prise de conscience et à l'exercice de la volonté. Le système sympathique, lui, est voué à des fonctions plus discrètes, au maintien du milieu intérieur, à la nutrition, à la respiration, à la circulation, aux émotions, aux sensations de la douleur et du bien-être. Il est le support de l'individualité, du tempérament, du caractère et par conséquent de la personnalité morale. Autrefois on pensait que l'optimisme dépendait d'un bon estomac ; aujourd'hui il faut généraliser et dire que les tendances philosophiques relèvent plus du sympathique que de l'écorce cérébrale.

L'intérêt qu'on prenait au sympathique s'est énormément accru lorsqu'on a découvert, il y a une trentaine d'années, que ses commandes dépendaient non seulement d'un mécanisme nerveux, c'est-à-dire électrique, mais d'un mécanisme chimique plus lent qui consiste à secréter suivant le cas de l'adrénaline ou de l'acétylcholine. Cette découverte a remis à l'honneur la vieille théorie des humeurs, surtout quand on eut prouvé la relation étroite entre les glandes à secrétion interne et le sympathique. Si les hormones règlent nos grandes fonctions, elles sont à leur tour réglées par le système nerveux et réciproquement. L'admirable en physiologie c'est l'harmonie préétablie qui se révèle dans tous les outils au service d'un organisme. Une telle finalité est particulièrement visible dans le sympathique que Cannon appelait « la sagesse du corps ». Elle peint bien l'individu comme un tout indivisible.

LES NOUVEAUX BIENFAITS DE LA CHIMIE

Il n'est peut-être pas dit que la science des sérums et des vaccins soit épuisée, mais elle marque un sérieux temps d'arrêt alors que la chimie semble ouvrir des horizons illimités à la médecine. Déjà les arsénobenzols et les sulfamides avaient procuré une arme puissante contre de redoutables infections. Avec la

pénicilline, mélange de quatre produits chimiques bien définis et qu'on peut reproduire au laboratoire, la chimie a inauguré une série d' « antibiotiques », c'est-à-dire de corps hostiles à la vie microbienne et plus ou moins tolérés par les organismes supérieurs. Après la pénicilline nous avons eu la streptomycine, extraite également d'un champignon microscopique, en quantités hélas ! trop faibles pour permettre un prix de revient convenable. La streptomycine avait donné l'espoir de guérir la tuberculose. On a vite reconnu qu'elle n'agissait que sur certaines formes pulmonaires aiguës et surtout sur la méningite tuberculeuse. C'est déjà beaucoup, et on construit des usines aux Etats-Unis et en Angleterre pour la fabriquer en grand. Grâce à l'aide américaine, on est en train d'en édifier une aussi en France, à la Plaine Saint-Denis. Nos médecins réclament de plus en plus ce remède qui, malgré quelques inconvénients, a l'avantage de réussir là où la pénicilline échoue.

A la suite de ces succès il n'est de moisissure à présent dont on n'étudie les effets antibiotiques. Dans la flore microscopique du sol qui avait livré l'*actinomyces* de la streptomycine on a trouvé un bacille dit *brevis* qui produit la tyrothrycine. C'est un mélange de corps qu'on utilise à des lavages antiseptiques, surtout pour les plaies purulentes longues à guérir. Un de ces corps, la gramicidine, est employé également contre les blessures et les épanchements infectieux.

Ramon et Richou ont étudié chez nous la secrétion du bacille *subtilis*, telle qu'elle est donnée par la filtration des cultures. Le principe chimique de cet antibiotique est la subtiline qui entrave le développement des bacilles diphtérique et dysentérique, de la bactéridie du charbon, etc. Elle neutralise aussi leurs toxines, à l'inverse de la pénicilline, et cela est précieux par exemple dans la diphtérie et le tétanos. De leur côté Levaditi et ses collaborateurs ont trouvé la corylophiline fournie par un *Penicillium;* elle est très active contre les staphylocoques de l'anthrax, des furoncles, etc.

Une grande publicité avait été faite en 1945 à la clitocybine du professeur Hollande, extraite des champignons supérieurs dits « ronds de sorcière ». Elle tuait le bacille de Koch en dehors de l'organisme et même améliorait les cobayes tuberculeux. Les années ont passé et bien que les expériences continuent, paraît-il, il ne semble pas que la clitocybine doive prétendre à être la panacée

de la tuberculose. Peut-être sera-ce une autre antibiotique. « La guérison de la tuberculose est prochaine », écrit le professeur Loeper dans l'*Almanach des Sciences* 1950.

Après les champignons, ce sont maintenant les plantes supérieures qu'on analyse en vue d'y trouver des remèdes. La vieille herboristerie des campagnes refleurit et on voit paraître une foule d'« anémonines» ou de « tomatines » qui anéantissent microbes et virus. Mais les derniers antibiotiques reconnus ne viennent pas des simples. Un des plus remarquables est la chloromycétine, découverte par Ehrlich en 1947 en cultivant un certain *Streptomyces*. C'est un composé nitré et chloré qu'on prépare actuellement par synthèse. Il détruit le bacille d'Eberth et arrête la fièvre typhoïde au bout de vingt-quatre heures ; la température baisse et le microbe disparaît du sang. Cependant la rechute est possible. Très peu toxique, la chloromycétine donnerait des résultats, quoique moins nets, dans les paratyphoïdes. On a trouvé un produit analogue qui agit contre certaines fièvres exotiques. Un autre antibiotique, l'auréomycine, guérit la fièvre de Malte.

La dernière conquête est d'importance car elle concerne un mal qui, sans répandre la terreur, empoisonne la vie de bien des gens et on n'a pu encore lui trouver de remède : le rhumatisme. Le produit fut présenté au VII^e^ Congrès international de rhumatologie par quatre Américains, Hench, Kendall, Slocumb et Polley, sous le nom de « composé E ». C'est une des hormones hypophysaires déjà connues qu'on appelle cortisone. A très forte dose les arthrites les plus douloureuses s'évanouissent et les malades impotents reprennent leur activité. Le malheur est qu'il ne s'agit pas d'une vraie guérison, car le mal revient si l'on interrompt le traitement, comme le diabète quand l'on cesse l'insuline. Or une seule injection revient actuellement à 100 dollars ! Mais il y a de l'espoir. On peut obtenir la cortisone par synthèse à partir d'un glucoside connu, la sarmentogénine, qui provient d'un *Strophantus* africain. Différentes missions savantes ont été envoyées en Afrique pour rechercher cette plante dans la forêt tropicale. Le professeur Chevalier, notre grand botaniste colonial, est parti lui-même en quête du végétal devenu soudain aussi précieux que le quinquina. Peut-être verrons-nous un jour prochain des plantations de Strophantus enrichir les pays d'outre-mer.

RENÉ SUDRE.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE : *L'Homme de Cendres*, un prologue et trois actes d'André Obey. — THÉATRE JACQUES HÉBERTOT : *Les Justes*, pièce en cinq actes d'Albert Camus. — THÉATRE MARIGNY : *Le Bossu*, drame de cape et d'épée en trois actes et dix tableaux, de Paul Féval et Anicet Bourgeois.

Avec *l'Homme de Cendres*, M. André Obey a voulu évoquer à son tour le personnage de Don Juan. La pièce est tirée d'une première version qui fut représentée avant la guerre sous le titre du *Trompeur de Séville*. M. Obey a modifié sa conception première, écrit de nouvelles scènes et tiré une pièce neuve de l'ancienne.

Comme beaucoup d'auteurs actuels, il a été visiblement influencé par le cinéma. La première partie n'est qu'un raccourci de la vie de son héros. Un crieur parcourt les rues de Séville endormie et annonce la naissance de celui qui plus tard fera tant parler de lui. La scène s'éclaire, des bourgeois de la ville circulent, l'écoulement du temps est marqué par de brefs tableaux. Voilà don Juan adulte, coqueluche des femmes, terreur des pères et des maris. Ce procédé a son charme à condition qu'on ne s'en serve qu'à l'occasion du prologue.

Cela semble être le cas tout d'abord. Mais l'auteur, dans la suite, persiste à montrer des groupes de personnages apparus sur le seuil de leur maison, puis remplacés par d'autres en des points différents de la scène. La conséquence en est que l'action prend un caractère fragmentaire et que le spectateur éprouve de la peine à y entrer. Quand le palais du roi, placé au centre, s'éclaire et que le souverain vient débiter son texte, il offre ajoutons-le, quelque ressemblance avec un capucin de baromètre.

Mais don Juan se montre à son tour et le thème prend du corps. L'histoire du Commandeur, au passé chez Molière, occupe une partie de l'action dans la pièce de M. Obey. Don Juan n'est pas seulement ce libertin ennemi de Dieu, cet insouciant coureur de filles que nous connaissons, il a son mot à dire sur les affaires

publiques, tourne en dérision la gloire militaire et déclare qu'il ne sera pas assez sot pour risquer de se faire tuer dans une guerre absurde. Sans souci du respect que chacun porte au Commandeur, revenu vainqueur des derniers combats, il séduit la fille de ce grand capitaine au cours d'une scène qu'il faut bien tenir pour assez artificielle. La demoiselle, apparue au balcon, aperçoit don Juan et ne peut résister à son pouvoir. Les paroles qu'il lui débite l'ensorcellent à tel point qu'elle l'engage bientôt à monter dans sa chambre. Ce qui suit, on le sait : don Juan, surpris par le Commandeur, le tue d'un coup d'épée. Mais il a toute la ville contre lui et doit s'expatrier pour échapper au châtiment.

Encore une fois, ce don Juan n'est pas le personnage folâtre et d'une immoralité inconsciente à qui Molière fait dire : « *Quoi qu'il en soit, je ne puis refuser mon cœur à tout ce que je vois d'aimable; et dès qu'un beau visage me le demande, si j'en avais dix mille, je les donnerais tous.* » Le don Juan de M. Obey se montre farouche, sombre, dénigreur acharné de l'espèce humaine. Le péché n'apparaît pas en lui sous des dehors aimables. Peut-être est-il ainsi plus près du personnage de la *Chronique de Séville* dont Tirso de Molina tira la pièce qui devait inspirer toutes les autres. Mais, au spectateur d'aujourd'hui, il semble un homme du XVI^e^ siècle vu à la manière romantique, un héros de Hugo ou de Dumas père traité à vrai dire de façon plus sobre.

Ajoutons que, lorsqu'il se montre désinvolte, ce don Juan-là force quelque peu la note. Nous en avons le sentiment lorsqu'il revient de son exil volontaire et se présente devant le roi. Brillant aventurier, serviteur de son suverain, il a combattu les peuplades indiennes en Amérique du Sud et fait flotter les couleurs espagnoles sur les régions insoumises. C'est un titre à l'indulgence du roi. La scène qui se déroule prend, du coup, un tour assez cocasse. Don Juan trouve devant lui un monarque paterne, prêt à imposer silence aux accusateurs. Profitant de ces bonnes dispositions, il traite de haut l'Inquisiteur, plaisante, disserte avec éloquence. Cependant que le roi, tout attendri, couve de l'œil ce mauvais sujet, renvoie le prélat irrité et accorde au pécheur sans repentir le pardon d'un père à l'enfant prodigue. Comme disait l'huissier du *Bois sacré* : « *Ce régime est badin.* »

A la fin, don Juan, qui, entre temps, a juré une fidélité éternelle à Elvire, devenue son épouse, abandonne la jeune femme après la première nuit conjugale. Au moment où il se dispose à

partir pour de nouvelles aventures, il voit apparaître don Alvar, fils du Commandeur, qu'on croyait tué à la guerre, et reçoit de celui-ci une provocation en duel. Il ne peut d'abord se résoudre à croiser le fer avec un ami auquel l'attachent tant de souvenirs mais, après un débat au cours duquel il dit son tourment, les épées sont tirées et Alvar l'emporte. Don Juan meurt en exprimant son dégoût de la vie.

La pièce ne manque pas de mérites mais on en a dit assez pour faire mesurer ce qui lui fait défaut. L'auteur, qui a visé très haut, n'atteint pas son but. Cette suite de scènes, de courts drames destinés à donner de l'ampleur au personnage ne présente pas l'unité ni la continuité des grandes œuvres. La progression en est absente et le rythme trop lent pour qu'on s'y passionne. Il y a de bons morceaux, qui restent des morceaux choisis.

M. Julien Bertheau s'est taillé, avec le personnage de don Juan, un succès qu'il mérite amplement. Il est bien le héros pervers et ténébreux, collectionneur de femmes, insatisfait, séducteur sans amour qu'a voulu peindre l'auteur. Sa création suffirait à justifier une pareille tentative. M. Yonnel est un magnifique Inquisiteur et M. Seigner un roi qui se tire avec habileté de son rôle. M. André Falcon s'est montré un don Alvar plein de vigueur et de conviction. Louons aussi Mme Germaine Rouer, la mère de don Juan, et Mme Louise Conte, aimable comme doit l'être une Elvire. Les décors et les costumes de M. Roland Oudot sont d'une richesse et d'un goût accomplis.

***

Il paraît que tous les personnages de la pièce de M. Albert Camus ont existé et que certaines des situations ont un caractère historique. C'est l'auteur qui nous le dit. Il s'est seulement appliqué à rendre la vérité invraisemblable.

Ces personnages sont les terroristes appartenant au parti socialiste révolutionnaire qui, en 1905, organisèrent un attentat à la bombe contre le Grand duc Serge, oncle du Tsar. Nous assistons à leurs discussions, aux conflits spirituels et sentimentaux qui les opposent à l'instant d'accomplir leur geste. On se demande pourquoi M. Camus a entrepris de nous intéresser à une histoire aussi lointaine aujourd'hui pour nous que si elle s'était déroulée au temps des Pharaons. Encore l'évocation d'un passé fort reculé

peut-elle présenter l'attrait qu'offre la similitude de situations, ou de réflexes humains qui ne changent guère au cours des siècles. Ce n'est pas le cas ici. Quarante-cinq ans nous séparent des héros de M. Camus. Mais les événements survenus pendant cette période font qu'il n'y a plus aucune mesure entre notre monde actuel et celui d'alors.

Ces terroristes sont fort discoureurs, ainsi qu'il est de règle chez les intellectuels épris d' « action directe ». Leur chef, Annankov, a désigné celui qui doit lancer la bombe au passage du Grand-Duc. C'est un nommé Kaliayev. Son camarade Stepan proteste contre ce choix et revendique l'honneur de donner lui-même la mort à leur commun ennemi. Kaliayev, assure-t-il, manque d'énergie. Il faut un homme décidé à tout, un révolutionnaire intégral, comme lui. Annankov ne veut rien entendre. Kaliayev part pour exécuter sa mission. Mais au moment de lancer la bombe le cœur lui manque car il a vu, dans la voiture, deux enfants aux côtés du Grand-Duc.

Cet échec momentané de l'entreprise donne lieu à un sévère débat. Une femme y participe, Dora, qui aime Kaliayev, est animée, elle aussi, d'une foi révolutionnaire ardente, mais sème le doute dans l'esprit de son camarade. Avant le départ de celui-ci pour le lieu de l'attentat, elle l'avait mis en garde contre une faiblesse possible. Il devait éviter de regarder dans les yeux celui qu'il allait abattre car un contact humain né d'une attention soudaine portée à la personne peut être une cause de trouble. C'était un symbole et non un homme qu'on lui demandait de détruire. Par ces paroles, Dora s'associait aux hésitations de Kaliayev. Elle partageait chacun de ses scrupules. Bien qu'elle tente de lui rendre le courage après sa tentative manquée, on la sent de cœur avec lui.

Les autres n'ont cure de ces subtilités. Que compte la vie de deux enfants si on la met en balance avec celle de tout un peuple opprimé ! Kaliayev doit recommencer et mener cette fois sa tentative à bien. Un autre, qu'on a essayé de lui substituer, s'est dérobé, par simple manque de courage. Sans doute semblerait-il plus indiqué d'envoyer Stepan, le « pur », que rien n'arrête. Mais le chef en tient pour sa première idée : c'est Kaliayev qui doit frapper.

On ignorait que l'objection de conscience eût cours chez des gens aussi décidés. Cela surprend, intéresse même un moment, puis le spectateur s'y fait mais estime qu'un pareil cas ne saurait

mener bien loin. L'exposition qu'en fait l'auteur est néanmoins fort longue et l'action s'en ressent. Il serait facile, d'un autre point de vue, de dénoncer la naïveté de ces révolutionnaires qui prétendaient offrir la liberté au peuple russe en tuant ses oppresseurs et d'insister sur le démenti que la suite de l'histoire devait apporter à tant d'espérances. On ne s'y attardera pas mais cette simple constatation dont il est difficile de s'abstraire suffit à montrer le peu d'attrait que présente un tel thème. La vérité est qu'il ne mène à rien, qu'à le développer l'auteur tourne en rond, se répète et que ses personnages perpétuellement statiques, ne sont que des récitants acharnés d'un bout à l'autre sur la même complainte.

Ça et là, le ton s'élève, une phrase apparaît en manière de définition : « *Un vrai révolutionnaire ne se suicide pas. Pour se suicider, il faut s'aimer.* » On pense aux *Maximes* de La Rochefoucauld présentées dans les deux sens par Paul Reboux et Charles Muller. Et, de fait, il serait possible de soutenir avec autant de chance qu'on ne saurait se suicider quand on s'aime.

Mais Kaliayev a fini par tuer le Grand-Duc. On l'arrête et nous le retrouvons en prison. Le directeur des services pénitentiaires, Skouratov, homme insidieux et perfide, le presse de dénoncer ses camarades. Qu'il y consente et l'indulgence des juges lui sera acquise. Il échappera à la peine capitale. Quels tyrans bénins que les Tsars ! Leurs méthodes n'ont pas survécu. Passons. Kaliayev, bien entendu, se refuse à commettre un pareil acte. La veuve du Grand-Duc vient le visiter et tente, sans succès. d'entamer sa fermeté. Il est possible que la scène, comme le reste, soit exacte. Elle présentait de sérieuses difficultés d'exécution. L'auteur ne les a pas surmontées. Le dialogue, entre ces deux personnages, est irréel et déplaisant. Sans prendre la chose trop au sérieux, disons que la Grande-Duchesse a l'air d'une dame d'œuvres qui tente vainement de ramener un délinquant au bien. Et l'acte s'achève sur une nouvelle sentence tombée, celle-là, des lèvres de Skouratov : « *Imaginez Dieu sans les prisons. Quelle solitude!* » La chute du rideau fait qu'on applaudit.

La fin, on la devine. Kaliayev, condamné à mort, est allé au supplice sans avoir parlé. Un de ses camarades, qui a assisté à l'exécution, la raconte aux autres. Jusqu'au dernier moment, ils ont redouté un accès de faiblesse. Dora, elle, n'a pas douté de celui qu'elle aime. Elle restera fidèle au souvenir de Kaliayev,

aux idées révolutionnaires, et continuera de combattre pour la cause.

L'auteur nous fait savoir qu'il éprouve du respect et de l'admiration « *pour des hommes et des femmes qui, dans la plus impitoyable tâche, n'ont pas pu guérir de leur cœur* ». Ce dernier trait n'apporte aucune découverte. Les plus sanglants révolutionnaires furent souvent bons époux, bons pères et il arriva même qu'ils eussent pitié de leurs victimes. On sait aussi que les théories humanitaires conduisent plus d'une fois ceux qui les pratiquent à d'impitoyables holocaustes. Nous l'oublierions volontiers au théâtre si la peinture de ces âmes farouches fournissait quelque passionnant sujet d'étude. M. Camus n'en a pas donné la preuve. D'autres y ont mieux réussi. Il suffit de comparer *les Justes* aux *Mains Sales* pour en être convaincu.

La pièce est bien jouée. M. Serge Reggiani est un Kaliayev tourmenté, puissant et sobre. M. Michel Bouquet, en Stepan, a trouvé un rôle où ses moyens excellent. Il est bien le type du fanatique à l'œil sec, animé d'une seule passion, qui vit et mourra pour sa foi. Sa silhouette demeure inoubliable. M. Yves Brainville, bon acteur, a été mal servi avec le personnage d'Annankov, chef sans envergure. Son autorité se limite à celle d'un capitaine de rugby, qui décide que tel de ses hommes jouera trois-quarts aile et tel autre demi d'ouverture. M. Paul Oettly, en Skouratov, a peu de chose à dire mais le dit bien. Mme Marie Casarès se montre remarquable dans le rôle de Dora. Elle est animée, pathétique, sert le texte par ses beaux accents, son expression douloureuse, ses alternatives de puissance et de faiblesse. C'est une création qui lui fait honneur.

***

Tout Paris veut voir ou revoir *le Bossu*. Chacun chante les louanges de Paul Féval et d'Anicet Bourgeois. Par un singulier phénomène, ce drame de cape et d'épée tant de fois représenté déjà connaît une faveur nouvelle auprès de ceux que leur âge porte à suivre les tendances du jour. Les zélateurs acharnés de ces pièces d'un mortel ennui, où un faible aliment intellectuel est dispensé goutte à goutte avec les pratiques qui accompagnent la célébration d'un culte, s'extasient du même cœur sur Lagardère et ses exploits. Qu'y a-t-il derrière ces manifestations ?

Le signe d'un snobisme, n'en doutons pas. Quant à lui appliquer l'épithète de nouveau, ce serait lui faire beaucoup d'honneur. De tout temps il a été de mode pour les raffinés, ou ceux qui croient l'être, de se retremper dans la simplicité des sentiments, la fraîcheur des âmes. C'est aussi l'occasion d'afficher un certain libéralisme esthétique. Les auteurs du *Bossu* auraient été, certes, bien étonnés si on leur avait dit qu'on trouverait un jour dans leur drame quelques-uns de ces traits qui font la beauté des tragédies clasisques. Ils ne prétendaient que captiver le public, tenir leur salle en haleine et ils y sont arrivés grâce à leur invention scénique et à la perfection de leur métier.

Sur ce terrain, on ne leur marchandera pas l'éloge. Le grand mérite de la pièce c'est que l'intérêt croît sans cesse. Quelques scènes ne vont pas sans longueurs. Il en est ainsi de celle où le *Bossu*, placé derrière le portrait, fait entendre sa voix, pour le plus grand émoi des autres personnages. Mais que l'action est bien agencée, quel parti heureux les auteurs tirent de ces conflits si simples ! Toutes ces qualités de sobre architecture dans une pièce où l'expression est d'une outrance fréquente font que les principaux rôles étaient difficiles à jouer. M. Pierre Brasseur, en Lagardère, est brillant, plein d'esprit, de chaleur héroïque. On ne lui reprochera que d'avoir un peu trop usé des facilités que lui donnait le texte pour provoquer le rire. M. Jacques Dacqmine, au contraire, dans son interprétation du traître Gonzague, est d'un ton toujours heureux. Il dit tout avec conviction, sans forcer la note et ne prête jamais au comique. M. Jean-Louis Barrault, en Régent, fait preuve d'une tenue et d'une autorité accomplies. Il se montre grand, par des moyens qui n'apparaissent pas, ce qui est le vrai secret de la grandeur. M. André Brunot est un truculent Cocardasse, M. Jean-Pierre Grandval un Passepoil d'une haute couleur et M. Jean Dessailly un Chaverny très racé. On aime moins M. Pierre Bertin dans le rôle de « ce bon M. de Peyrolles ». Il charge le personnage, en fait une sorte de magister pointilleux. Mmes Marie-Hélène Dasté et Madeleine Delavaivre sont fort séduisantes dans les rôles de Blanche de Caylus et de Blanche de Nevers. La pièce est accompagnée d'une musique de scène fort plaisante de Georges Auric. Il faut louer aussi les décors de Félix Labisse.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

LES DISQUES

PANORAMA D'UN SEMESTRE

VERDI : *Requiem.* — RICHARD STRAUSS : *Don Juan.* — WAGNER : *Le Vaisseau Fantôme*, ouverture ; *Lohengrin*, ouverture et prélude du troisième acte. — PAUL DUKAS : *La Peri.* — J.-S. BACH : *Aria.* — BERLIOZ : *Le Corsaire*, ouverture. — ROSSINI : *Guillaume Tell*, ouverture. — CHOPIN : *Tarentelle op.* 43 et *Trois écossaises, op.* 72, n° 3. — ALBERT ROUSSEL : *Divertissement.* — CLAUDE DEBUSSY : *La plus que lente*, et *Danse.* — GEORGES GERSHWIN : *Rhapsody in blue.* — CLAUDE DELVINCOURT : *Chansons de la ville et des champs.* — BELA BARTOK : *Mikrokosmos.*

C'est dans l'enthousiasme que j'inaugure cette chronique, alors que *La Revue* ouvre ses pages à l'irremplaçable instrument de culture musicale qu'est devenu le disque. Double sujet de joie dès l'abord, tant l'émotion soulevée par l'enregistrement intégral de la *Messe de Requiem* de Verdi lui confère la valeur sacrée d'un monument inoubliable dans les annales de la discographie.

On sait que Verdi, apprenant la mort de Manzoni à qui le liaient profondément admiration et affection, bouleversé par le chagrin, écrivit à la mémoire de son ami une messe de Requiem qu'il voulait digne du défunt. La première audition en fut donnée au jour anniversaire de la mort du célèbre écrivain, le 22 mai 1874, en l'église Saint-Marc de Milan. Giuseppe Verdi était alors l'auteur unanimement fêté de *Rigoletto*, du *Trouvère*, de *La Traviata*, d'*Aïda ;* seuls manquaient à sa couronne les ultimes joyaux, les plus beaux : *Otello* et *Falstaff*, étonnants chefs-d'œuvre d'une vieillesse étonnante. A soixante et un ans, sans jamais se renier, son génie gagne en profondeur et en complexité. L'acuité de la psychologie se traduit par une richesse où l'orchestration n'est plus seulement simple accompagnement de la mélodie vocale, mais devient commentaire passionné. L'œuvre gagne en liberté, en substance, en racines. C'est ainsi que plus tard, suivant une

pente naturelle, Verdi aboutira à la belle polyphonie du *Te Deum*. Pour le moment le compositeur, à la croisée des chemins, enfante dans la douleur l'un des chefs-d'œuvre de la musique religieuse. Je sais qu'une telle affirmation ne manquera pas de m'attirer de sévères reproches de la part des « puristes ». N'a-t-on pas écrit que la place du *Requiem n'est point à l'église*, que *tout l'en éloigne* (1). Si certains passages semblent en vérité plus conçus pour frapper l'imagination que pour toucher le cœur — je pense à la première strophe du *Dies Iræ*, au *Sanctus* — comment ne pas ressentir l'effusion religieuse des cris d'angoisse du *Kyrie* ou de l'humble supplication confiante de l'*Agnus Dei* ? Et je ne parle pas des sommets de l'œuvre : le *Lacrimosa* du *Dies Iræ*, où toute la détresse des âmes éprouvées sourd d'une phrase mélodique si poignante dans sa nudité qu'on ne saurait l'entendre sans frémir ; le *Pie Jesu*, tout abandon à la Providence ; le *Lux Æterna*, où, par la voix de la basse, tôt secondée par mezzo-soprano et ténor, toute l'église militante s'adresse à Dieu de façon pressante, désespérée, quasi-impérative, toujours humaine et compatissante. Musique dramatique, théâtrale peut-être dans la mesure où la douleur et la peur et la mort sont dramatiques et théâtrales, mais musique suppliante, tendre, ardente, passionnée dans la prière, confiante, gonflée des contradictions de l'homme devant la tombe quand l'assiège l'éternité, tel m'apparaît le *Requiem* de Verdi.

L'interprétation que nous en proposent Mmes Maria Caniglia, Ebe Stignani, MM. Benjamino Gigli et Ezio Pinza, les chœurs et l'orchestre de l'Opéra de Rome, sous la direction de Tullio Serafin (2), dépasse en qualité tout ce qu'il m'a été donné d'entendre en la matière jusqu'à présent.

Le soprano de Maria Caniglia, l'une des gloires de l'Ecole italienne, est célèbre pour son aisance, la précision sans dureté de la diction, fut-ce à l'extrême de l'aigu, la rondeur du son, l'ampleur, la couleur, nuancée avec justesse selon le sentiment exprimé. Point de faux clinquant, de transports déplacés, mais une sobriété dans les larmes, une sérénité dans la joie qui font de ses créations des modèles d'intelligence et de pureté. Un trouble intense saisira l'amateur recueilli à l'audition du long solo par lequel Maria Caniglia clôt le *Libera me*.

(1) Camille Bellaigue, *Verdi*, p. 79.
(2) *La Voix de son maître*. D. B. 6210 à 10.

Que dire du *Confutatis Maledictis* et de la terrible puissance d'Ezio Pinza, basse, repoussant les maudits pour solliciter avec véhémence l'admission du juste parmi les élus ? Un seul point faible peut-être : l'*Ingemisco* de M. Benjamino Gigli. Il faut le souligner avec dépit, s'il figure à son honneur en maint trio, quatuor ou chœur, au cours de l'œuvre, M. Gigli n'était pas du tout l'homme de l'*Ingemisco*, admirable mélodie de la douleur et du regret de la faute, mais douleur virile, mais regret lucide. Il eût fallu ici la voix solide d'un fort ténor et non celle, souvent efféminée, du ténor de demi-caractère. Cette voix, au surplus, s'accommode fort mal d'un microphone placé trop près du chanteur. Toute oreille sensible se hâtera d'oublier cette note sombre au fronton d'un édifice par ailleurs prodigieux.

Car la direction de M. Tullio Serafin impose le respect. Il restitue à chaque instant la partition dans son *tempo*, son atmosphère, son sens direct. C'est ici que les mots d' « interprétation lumineuse », s'ils n'étaient souvent prodigués, devraient prendre leur sens. Les techniciens du son qui en ont, à l'Opéra de Rome, mené à bien la gravure ont droit à la reconnaissance des discophiles. Si l'on ajoute à cela que la pâte de pressage se révèle, sous l'aiguille, d'excellente qualité, on comprendra pourquoi dès l'abord je couvrais d'éloges l'enregistrement intégral du *Requiem* de Giuseppe Verdi.

***

Bien des éloges aussi, mais pour d'autres raisons, accueilleront la réédition en France du *Don Juan* de Richard Strauss, gravé jadis sous la direction de l'auteur conduisant l'Orchestre philharmonique de Berlin (1). Au lendemain de la mort de l'illustre maître, disparu rappelons-le, le 8 septembre dernier, il était bon que semblable cire reparût sur nos catalogues. Le poème symphonique de Strauss nous présente un *Don Juan* très romantique, tour à tour volontaire jusqu'à la violence, intrépide, charmeur, sachant devenir tendre jusqu'à la sensualité la plus ardente, grandiose, même dans la trivialité. La musique du père de Till, avec sa monumentale architecture post-wagnérienne, sa verve, ses traits hauts en couleur, campe de façon éblouissante le personnage dont elle magnifie l'attitude.

(1) *Polydor*, 66902 à 3.

Inutile d'insister d'autre part sur l'intérêt qui s'attache à ce que l'interprétation voulue par l'auteur nous demeure entre les mains. C'est ici que le disque joue pleinement son rôle d'éducateur. Quel précieux témoignage pour les chefs d'orchestre de l'avenir, soucieux de pénétrer l'esprit de l'œuvre à recréer ! Et comme un disque de Mozart nous instruirait mieux que toutes les polémiques sur l'art de diriger la *Jupiter* !

La prise de son, la matière, sont loin d'être indignes de l'ensemble et contribuent à faire de ces deux disques un bel hommage au génie romantique du compositeur.

Romantique encore l'Ouverture du *Vaisseau Fantôme*, l'Ouverture et le Prélude du troisième acte de *Lohengrin* de Wagner. Je ne puis écouter l'Ouverture poignante de *Lohengrin*, ou le Prélude, sans penser à ces lignes d'André Suarès : « Encore plus que le poète, le musicien est un solitaire au cœur trop lourd. Une source secrète dans un roc, au milieu de l'étendue stérile ; et il voudrait, perçant le grès de la roche, faire jaillir l'eau grondante sur toute la contrée des sables, pour étancher cette soif éternelle, en apaisant son propre élan. » L'étonnante légende du *Vaisseau Fantôme*, véritable poème symphonique de la mer, a envoûté, avec son ouverture, toutes les mémoires. D'ailleurs, le secret ultime de la musique de Wagner n'est-il pas l'envoûtement, au sens magique du terme ? C'est ce qu'à des degrès divers ont bien compris Hans Knappertsbusch enregistrant l'Ouverture de *Lohengrin* avec l'Orchestre du Tonhalle de Zurich (1), et M. Paul Kletzki, avec l'Orchestre Philharmonia de Londres, le Prélude du troisième acte de ce même *Lohengrin* et l'Ouverture du *Vaisseau Fantôme* (2). Toutefois, si je devais exprimer une préférence, elle irait à Hans Knappertsbusch. Il dégage avec ferveur les terribles sortilèges de la partition. Par une exécution très liée, savamment construite, où l'équilibre et la clarté des timbres ne sont jamais étouffés par la masse orchestrale, il l'emporte sur Kletzki plus pesant, desservi il est vrai par une gravure çà et là contestable, mais assurément beaucoup moins wagnérien.

Sur la frange du domaine wagnérien, mais d'un wagnérisme affiné, allégé, francisé par l'air où respiraient Franck et Debussy se placent les trois disques que vient de consacrer la Maison Polydor, dans sa collection des « Chefs-d'œuvre oubliés », à *La*

(1) *Decca*, G. A. G. 179.
(2) *Columbia*, L. F. I. 867 et 8.

Péri de Paul Dukas. *La Péri*, chef-d'œuvre oublié, dira-t-on ? Certes, si l'on songe que, depuis près de vingt ans, nos catalogues de disques demeurent muets à son sujet. L'argument en est connu : désirs, hésitations, hardiesses suivies de repentir du roi Iskender, parti à la recherche du lotus d'or de l'immortalité que détient une fée (ou Péri) à la fois inaccessible et trop charnelle. Paul Dukas a écrit sur ce thème des pages d'un raffinement extrême, d'une sensualité parfois dionysiaque, d'une richesse éblouissante mais nuancée, toujours retenue par une délicatesse de grand seigneur.

Par malheur, dans l'interprétation de M. Paul Paray, le raffinement devient lourdeur, la sensualité sécheresse. Peu ou point de nuances, un style étranger à l'œuvre, un orchestre sans éclat ; autant de défauts qui feront regretter son échec et le rendront sensible, surtout si la beauté technique de l'enregistrement — cire, pâte et pressage de tout premier ordre — le viennent encore accentuer.

Contrastes de la vie ! L'*Aria* de la *Suite en Ré* de Bach dont Willem Mengelberg assure l'exécution, à la tête de l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam (1), souffrira d'un reproche inverse. Le mouvement adopté par l'éminent chef, ample, solennel, sans pesanteur ni affèterie, dégage superbement le chant des cordes. Ainsi notre plaisir serait-il extrême sans les regrettables défauts du disque qui nous a été remis. Un bruit de surface incessant en gâte l'audition de ses crachements, ronflements et autres fioritures intempestives. Il se peut que nous ayons eu affaire à un exemplaire mal pressé.

***

Nous avons parlé de « Chefs-d'œuvre oubliés ». Sans vouloir trop insister, peut-être ne serait-il pas indécent de reprendre l'expression pour l'Ouverture du *Corsaire* d'Hector Berlioz (2). Bien que beaucoup moins jouée que *Benvenuto Cellini* ou le *Carnaval romain*, cette musique tumultueuse, zébrée d'éclairs fiévreux, mériterait pourtant l'audience de tous les fervents du grand romantique. Il est heureux qu'un chef de la classe de M. Charles Munch s'en soit emparé. La partition convenait à merveille à son tempérament fougueux. Ne nous étonnons point s'il en donne

(1) *Telefunken-Pacific*, S. K. 2402-15.
(2) *Decca*, G. A G. 1948.

avec l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire, une version burinée en médaille d'une exceptionnelle valeur. Si l'on veut bien noter d'autre part que ce disque est l'un des premiers enregistrements de l'œuvre et qu'il est le fruit d'une très belle prise de son dont la clarté enchante, nul doute qu'il ne vienne prendre rang au rayon d'honneur de notre discothèque.

Beaucoup moins nécessaire au bonheur du discophile m'a paru, je l'avoue, la nouvelle gravure de l'inévitable ouverture de *Guillaume Tell* de Rossini. Nous avions déjà, pour ne citer que les plus connues, celles de Sir Thomas Beecham et Toscanini. Cette fois, la baguette de M. Victor Olof s'exerce sur le « National Symphony Orchestra » (1). S'il empâte légèrement les *crescendo* et tend à dramatiser un peu trop, au point que la *tempête* et la *marche* semblent nées de l'univers wagnérien, il parvient à faire passer dix minutes agréables, d'autant qu'au point de vue technique la « haute fidélité » le fait bénéficier d'un pressage assez réussi.

Comme Rossini, Chopin est un musicien « commercial », ce qui lui vaut la sollicitude périodique des éditeurs. Ne nous en plaignons pas si elle nous permet de jouir d'aventure de quelque interprétation hors pair. Le cas d'ailleurs est assez rare. C'est dire le plaisir que l'on prend à en saluer l'apparition. Je ne saurais bouder le mien devant les *Ecossaises* de Mme Jeanne-Marie Darre (2). Prestesse, sûreté du trait, pureté de la ligne, gentillesse de çi de là, moqueuse, tendre et jeune : tout le charme de ces petits riens magiques est rendu avec finesse par les doigts spirituels de la pianiste. Beaucoup moins louable en revanche la *Tarentelle* opus 43 ! Le piano manque d'air, les sonorités s'écrasent dans un brouillard décevant. Pour comble de malheur, la prise de son, devient ici douteuse, de sorte que, tel « Janus bifrons », le disque ravira ou rebutera selon la face prise sous l'aiguille.

Pareille mésaventure, heureusement, ne nous attend pas au détour des sillons de l'enregistrement consacré par le grand Walter Gieseking à la valse *La plus que lente* et à la *Danse* de Claude Debussy (3). Ces deux pièces, la seconde sous le nom de *Tarentelle styrienne*, sont connues de tous. Il n'entre pas dans mon propos d'en vanter, après tant d'autres, l'arachnéenne tendresse

(1) *Decca*, G. A. G. 1310 et 11.
(2) *Pathé*, P. D. 97.
(3) *Columbia*, L. F. X. 869.

un peu désenchantée, ou le bondissement dans la lumière. Je voudrais simplement souligner la beauté de la cire qui nous échoit. Walter Gieseking, qui semble s'être approprié l'âme même de Debussy, utilise un piano aux sonorités cristallines dont il sait tour à tour nuancer avec une délicatesse suprême les inflexions les plus ténues ou gonfler de sève les accords les plus carrés. C'est dire combien son jeu, toujours juste et naturel, dépouillé de toutes concessions à la vulgarité, conquiert sans effort l'auditoire.

Je crois que cet auditoire, qui ne doit d'ailleurs pas tellement différer du sien, goûtera fort également le *Divertissement* pour flûte, hautbois, clarinette, basson, cor et piano d'Albert Roussel (1)

Il y a dans cette pièce, l'une des premières créations du compositeur, une spontanéité, une gaminerie, une jeunesse de cœur, un feu d'artifice qui traduisent une vie intérieure tout entière enrichie par la joie, celle qui vient de l'âme. M. Fernand Oubradous, conduisant la Section étrangère de l'Ensemble instrumental du Conservatoire de Paris, s'est attaché à en faire sentir le pétillement, par une clarté dans le dialogue qui en souligne excellemment la vivacité. Les ingénieurs du son en ont fait autant, de sorte qu'un disque plein d'attraits récompense les uns et les autres de leur commun souci de perfection, pour le plus grand bonheur du discophile.

Georges Gershwin fut souvent un compositeur de la joie, mais d'un genre bien différent. Son cas du reste excite la curiosité, sinon la polémique. Les amateurs de classique le vouent au feu de l'enfer, les tenants du jazz l'ignorent. C'est qu'aux uns il semble « Jazz » et aux autres « Classique ». En réalité, Gershwin est un *self made man*. Parti de la chanson populaire, il aboutit à *Un Américain à Paris*, poème symphonique désormais inscrit, comme son *Concerto en fa*, au répertoire des grandes associations. La *Rhapsody in blue* qui nous occupe aujourd'hui (2) est une rapsodie pour piano et orchestre composée à la demande du chef américain Paul Whiteman. Qui n'a entendu le crescendo en forme de cri, maintenant célèbre, qui ouvre le débat entre le soliste et l'orchestre ? La joie factice d'une civilisation mécanisée s'éveillant à un délire de puissance secoue l'ensemble ; joie du jeu sensuel des muscles, joie de l'énervement, joie inquiétante, mais

(1) *Pacific*, 3354 et 5.
(2) *Columbia*, A. G. F. X. 148.

combien caractéristique, hélas ! de notre temps. En ce sens *Rhapsody in blue* est une œuvre éminemment significative. Par malheur M. Eugène Ormandy, l'Orchestre de Philadelphie et le pianiste Oscar Levant la défigurent par une interprétation rudimentaire, sans relief.

Voici maintenant les *Chansons de la Ville et des Champs*, d'après des airs populaires du XVIIIe siècle, de Claude Delvincourt (1). Quel dommage de voir gâcher par un piano tapageur les joyaux d'esprit que sont « entre les deux », ou « c'est un p'tit ramoneur ! » Autant que l'on puisse en juger, Mme Fanély Revoil y dépense des trésors de finesse.

Terminons par *Mikrokosmos* pour piano de Bela Bartok (2). Bartok aura été le premier grand musicien hongrois — je ne parle pas de Liszt qui fut un Européen — et le fondateur en son pays d'un art vraiment national. Comme Manuel de Falla en Espagne ou Villa-Lobos au Brésil, il a su se nourrir des thèmes folkloriques qui foisonnent sur la terre de Hongrie, les digérer, en faire son miel, et les restituer transformés, rayonnant de son génie, au hasard de partitions étonnantes qui s'intitulent : *Deuxième suite d'orchestre*, *Bagatelles*, *Musique pour cordes, piano et percussion*, etc... C'est un échantillon de musique pour piano que révèle la virtuose Edith Farnadi ; cinq courtes pièces aux noms chantants : *Peasant's dance*, *Allegro Barbaro*, *Nisel Bali*, *Was der Fliege erzahlt* et *Bulgarische Rythmus*. On pense à Darius Milhaud, au Milhaud de *Scaramouche* et du *Bœuf sur le toit* en écoutant cette musique dont l'esthétique a bien des affinités avec celle de Stravinski. Il va de soi en revanche que l'inspiration en est bien hongroise. Il y a peut-être un grain de banalité ici ou là, mais on se trouve emporté, noyé dans le tourbillon du rythme ou du rêve, et à peine a-t-on achevé le disque qu'on le repose sur le plateau. Je ne connaissais pas la pianiste Edith Farnadi. Elle triomphe singulièrement dans l'interprétation de cette œuvre.

Ainsi, d'enthousiasme en déceptions, quelquefois peiné, plus souvent comblé, avons-nous tenté de dresser un panorama de la production récente des grands éditeurs de disques, trop heureux si quelque ami inconnu, à la lecture de ces notes, sent monter en lui l'attrait des suaves tourments de la discophilie.

JEAN HAMON.

(1) *Pathé*, P. D. 94 et 95.
(2) *Columbia*, A. G. F. X. 148.

A TRAVERS LA PRESSE

LA QUESTION DE LA SARRE

Au cours de son voyage en Allemagne occidentale, M. Robert Schuman s'est entretenu à Bonn deux heures durant avec le chancelier fédéral Adenauer. Les déclarations consécutives à cette entrevue ont fait état d'un futur rapprochement franco-allemand obtenu grâce à une égale bonne volonté et un semblable esprit de coopération des deux côtés. M. Adenauer a toutefois ajouté : « Sur beaucoup de points nous sommes tombés d'accord, mais sur beaucoup d'autres nous avons constaté que nos manières de voir étaient différentes. »

La question de la Sarre figure parmi ces derniers points. M. G. Masson de Fernig, qui s'emploie, dans la *Nation belge*, à dégager les résultats obtenus par M. Schuman, souligne les difficultés qui subsistent à ce sujet. Le détachement de la Sarre, demandé à l'origine par la France, fut déclaré irréalisable par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En 1946, MM. Byrnes et Bevin renoncèrent à leur opposition mais ce fut au tour de M. Molotov de marquer la sienne. Néanmoins la France, ainsi appuyée, marcha de l'avant. La Sarre fut séparée du reste de l'Allemagne, une barrière douanière fut tracée et des élections donnèrent une large majorité aux partis sarrois favorables à l'union économique avec la France. Un gouvernement autonome fut constitué, que préside aujourd'hui M. Hoffman. Mais depuis, l'Allemagne occidentale a reçu son statut. Celui de la Sarre reste en vigueur sans avoir toutefois été clairement défini.

« Or, on prête au Gouvernement français l'intention de faire bientôt un pas de plus de manière à consolider sa position et à mettre,en quelque sorte, les négociateurs du futur traité de paix devant un fait accompli. En deux mots, il s'agit de transformer la Sarre, qui compte un peu moins d'un million d'habitants, en une sorte de Grand-Duché de Luxembourg.

« L'annonce du prochain voyage à Paris du Premier ministre sarrois, M. Hoffman, a suscité de très vives inquiétudes en Allemagne. Elles ont été exploitées autant par les partis de droite (sur lesquels le chancelier Adenauer doit s'appuyer) que par le parti d'opposition socialiste de M. Schumacher, qui pousse de grands cris d'indignation. On pense en Allemagne que les prochaines négociations franco-sarroises auront pour but d'élargir considérablement l'autorité du gouvernement de Sarrebruck, d'incorporer les chemins de fer de la Sarre au système ferroviaire français et de donner à bail à la France, pour cinquante ans, les mines de charbon du pays qui sont, selon M. Adenauer, la propriété de l'Etat allemand. »

Il est difficile, poursuit l'auteur de l'article, d'imaginer un rapprochement réel entre la France et l'Allemagne fédérale si le gouvernement de Bonn se refuse à considérer le statut de la Sarre comme définitif. Le docteur Adenauer, désireux de marquer son désaccord, a ouvert une

campagne de propagande en Sarre afin de mettre les habitants de cette région en garde contre des « réactions » allemandes « que personne ne peut prévoir ». La formule est vague mais les intentions précises. Si M. Hoffmann, ajoute le docteur Adenauer, désire obtenir seulement pour la Sarre une liberté plus grande que celle dont elle bénéficie sous le régime d'occupation militaire, les Allemands seront les premiers à l'approuver. (On le croit sans peine.) Mais s'il veut retrancher la Sarre de l'Allemagne, le gouvernement de Bonn s'y opposera.

Le docteur Adenauer a voulu sans doute prendre position le premier. Le caractère catégorique de ses déclarations semble assez mal venu. Il importe néanmoins qu'une décision soit prise afin de dissiper ce malaise dont les Allemands ne tarderont pas, s'il dure, à tirer profit. M. G. Masson de Fernig conclut dans ce sens :

« La question de la Sarre va se hisser au cours des mois à venir, au premier rang de l'actualité internationale, et la polémique à ce sujet gagnera en intensité tant qu'elle ne sera pas définitivement réglée. Or, elle ne peut l'être que par la conclusion d'un traité de paix séparée entre les puissances occidentales et l'Allemagne fédérale ; MM. Schuman et Adenauer sont d'accord sur ce point.

« Dans ces conditions, il serait peut-être temps qu'on y songe sérieusement plutôt que d'attendre un accord impossible avec l'U. R. S. S. Plus on tardera, plus difficiles seront les négociations. »

D'autre part, M. Mac Cloy, haut commissaire américain en Allemagne occidentale, s'est entretenu, lui aussi, avec M. Adenauer et a déclaré que la question sarroise constituerait l'objet principal de ses prochains entretiens à la Maison Blanche. Le chancelier fédéral, a-t-il ajouté, propose que les mines de la Sarre soient placées sous contrôle international et qu'un statut de la Sarre, correspondant à celui de la Ruhr, soit élaboré. Il n'a fait aucun commentaire sur cette suggestion qu'il se contentera de transmettre au Président Truman.

D après M. Maurice Ferro, correspondant du *Monde* à Washington, il semble pourtant que l'intention de M. Mac Cloy soit de susciter une médiation des Etats-Unis. Dans quel sens celle-ci se ferait-elle ? Les sollicitations du chancelier Adenauer auprès de M. Mac Cloy n'ont pas dû être sans effet sur le représentant américain :

« On ne peut assurément affirmer d'ores et déjà que M. Mac Cloy ait donné au chancelier des assurances de succès, bien qu'il l'ait écouté avec intérêt, comme le rapporte le correspondant du *New York Times* à Francfort. Mais, partisan déclaré de l'internationalisation des zones industrielles du bassin rhénan, le haut commissaire pourrait éventuellement se faire l'avocat de la proposition de l'Allemagne. Le chancelier ne lui a-t-il d'ailleurs pas dit, à l'appui de sa solution compromissoire, que l'action unilatérale des Français pouvait engendrer des difficultés d'ordre politique en Allemagne occidentale ? En agitant d'autre part le spectre de sa démission et de l'accession au pouvoir d'un gouvernement moins malléable que le sien, M. Adenauer ne tente-t-il pas une manœuvre de pression sur Washington ? Il est permis de le croire. »

Cela ne veut pas encore dire que le chancelier arrivera à ses fins. Les thèses françaises, ajoute M. Ferro, sont bien appuyées à Washington :

« Indépendamment de l'action diplomatique menée sans arrêt par les représentants de la France, il se trouve quelques hautes personnalités américaines très influentes pour considérer que Paris interprète correctement les accords de Moscou concernant la Sarre. Charles Bohlen, qui en septembre dernier fit « sauter » le plan Kennan « d'association anglo-américaine, est de ceux-là. Aussi la « médiation » américaine pourrait-elle en définitive se transformer en « semonces amicales » à l'adresse du gouvernement de Bonn. »

Le Sarrois M. Hoffmann, ne semble d'ailleurs pas d'accord avec M. Adenauer. Il estime que le chancelier se mêle de ce qui ne le regarde pas. La *Tribune de Genève* publie à ce sujet la dépêche suivante reçue de Sarrebruck :

« Après avoir contesté à la République fédérale allemande le droit de s'occuper des affaires intérieures de la Sarre, M. Johannes Hoffmann, président du gouvernement sarrois, a souligné, dans un discours que « le gouvernement fédéral, comme la diète et le gouvernement sarrois, a été créé, à la suite d'élections libres, en accord avec les puissances occidentales ». Il a ajouté : « Si le gouvernement fédéral désirait réclamer l'intégration de la Sarre dans l'Allemagne occidentale, il devait le faire savoir au moment de sa création. Comme il ne l'a pas fait il a donc implicitement reconnu l'existence du gouvernement et de l'Etat sarrois. »

« M. Hoffmann a ensuite défini la politique qu'il entend suivre en collaboration avec la France : Rattachement économique à ce pays, mais dans le cadre d'une large autonomie administrative et législative.

« Après avoir fait remarquer que les conventions franco-sarroises sur le point d'être signées tendent à cette collaboration, il a abordé le problème des relations avec la France et l'Allemagne. Il a insisté sur le rôle de « pont » que peut jouer la Sarre en l'occurrence, et il a conclu en ces termes : « Il n'y a pas un Sarrois qui ne soit persuadé qu'une entente franco-allemande représente la condition essentielle de la réalisation de l'Europe, et c'est pour que l'Europe s'accomplisse que nous ne désirons pas de souveraineté absolue, mais une simple autonomie dans le cadre de l'économie française. »

Le moins qu'on puisse dire est donc que les Allemands ne s'entendent pas sur la question. Cela ne doit pas nous inciter à remettre une décision qui s'impose et en vue de laquelle il faut nous assurer le concours de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Faute de quoi le conflit entre dirigeants sarrois et allemands risquerait de prendre fin un jour à notre détriment.

UN AVERTISSEMENT AU GOUVERNEMENT

C'est *la Bataille* qui le donne en faisant remarquer la concomitance, en France et en Italie, d'une agitation sociale orchestrée avec précision :

« Les incidents sanglants de Modène se déclenchent le 9 janvier.

« Le 10, à Marseille, la C. G. T. lance son ordre de grève générale pour protester contre l'envoi d'armes et de troupes en Indochine. Sans grand succès. Un meeting interdit échoue, mais des manifestants se heurtent à un maigre barrage d'agents cyclistes. En Italie, il y a des morts. En France, pas, heureusement. Dix agents, cependant, sont blessés.

« En même temps, avec constance, malgré des résultats médiocres, le parti communiste incite les dockers de Dunkerque, de Cherbourg, de Nantes, de Rouen, de Toulon à s'opposer au débarquement du matériel américain.

« En Italie comme en France, c'est la même consigne qui est appliquée et ce mot d'ordre émane du Kominform.

« Mais le coût de la vie augmente. Le gouvernement n'a jamais réussi à contenir les prix. La revendication de la prime de trois mille francs n'est pas venue du parti communiste, mais bien de M. Daniel Mayer, F. O. et la C. F. T. C. sont à la tête du mouvement. Cependant leur action est freinée par les détournements du parti communiste. Celui-ci montre plus de souci de la politique soviétique que du sort des travailleurs. Mais les grands thèmes internationaux ne mordant plus sur les masses et lassant les militants eux-mêmes, le parti commu-

niste procède par greffe : il introduit les mots d'ordre du Kominform dans des conflits déclenchés pour des motifs professionnels.

« Mais l'agitation éclate spontanément et, en fait, dans l'unité des divers syndicats d'usine ou d'atelier dont les dirigeants de la C. G. T. cherchent à s'attribuer le bénéfice.

« A Tarbes chez Morane et Saulnier, à Angers chez Bessonneau, l'initiative fut patronale : c'est le lock-out.

« Dans les chemins de fer, les débrayages ont pour prétexte la réduction des facilités de circulation accordées aux familles des cheminots. Dans le Nord, à Armentières, ce sont les inégalités de salaires entre Français et frontaliers belges qui sont invoquées. »

Devant ces troubles, les autorités tentent de négocier mais n'arrivent pas à leurs fins. A Tarbes, échec des tentatives de conciliation entreprises dans le bureau du préfet au sujet du licenciement des ouvriers de l'usine Morane. La direction du travail valide l'exclusion des meneurs de la grève perlée. A Angers, M. Pierre-Henri Teitgen s'entremet dans le conflit des établissements Bessonneau à la place de son collègue socialiste du Travail.

« Il demande à la direction de cette entreprise de consentir le paiement, au moins partiel, de la prime réclamée et offre, en compensation, sans se soucier de l'avis de ses collègues de la Reconstruction et surtout des Finances, le versement de dommages de guerre depuis longtemps attendus. Déjà la radio annonce le succès de cette singulière transaction et en reporte le mérite sur le ministre qui l'a inventée. Il faut vite déchanter. Car les ouvriers dont M. P.-H. Teitgen a voulu défendre la cause, avec une brouillonne sincérité, rejetent le compromis, estimant que la prime patronale est insuffisante.

« A Paris, le conseil de discipline de la région sud-ouest de la S. N. C. F. doit siéger un matin pour statuer sur le cas d'un délégué syndical. Mais des cheminots prétendent s'opposer à cette comparution. La C. G. T. les a conviés à manifester devant la gare d'Austerlitz. Alertées, des forces de police sont là. Les membres du personnel, qui font partie du conseil de discipline, prennent prétexte de cette présence pour refuser de siéger. Le directeur de région demande alors au commissaire de police, qui dirige le service d'ordre, de camoufler ses hommes. Celui-ci refuse, se couvrant des ordres reçus. Le directeur en réfère alors à la direction générale de la S. N. C. F. Fière et raisonnable, la réponse vient : le commissaire a raison, le conseil de discipline n'aura pas lieu.

« — Mais, précise-t-on d'Austerlitz, les manifestants paraissent se diriger vers la rue Saint-Lazare.

« — Qu'à cela ne tienne, répond la direction générale, nous allons fermer les grilles.

« Et ce jour-là, comme à peu près chaque semaine, le haut personnel de la S. N. C. F. est entré et sorti par une issue dérobée qui lui évite le contact des groupes de cheminots massés devant la porte principale.

« Tout cela est fort élégant, mais trahit, chez les détenteurs de l'autorité, tantôt une légèreté, tantôt un renoncement qui font la partie belle aux exploiteurs de conflits. Le jeu du parti communiste est connu. L'inadmissible c'est que le gouvernement le facilite. Mais ainsi il peut frapper sur la poitrine de M. Frachon plutôt que sur la sienne. Dénoncer l'action des moscoutaires n'est plus, en l'occurence, une marque d'énergie, mais une facile dérobade. »

On doute du succès que pourront obtenir ces réactions de défense improvisée en face d'agitateurs qui exécutent un plan longuement mûri. Comme l'a dit un jour M. Petsche, il faudrait « repenser l'Etat ». Et ce n'est pas seulement en matière de finances...

PROPOS DE LA QUINZAINE

Le jeudi 12 janvier, les membres de l'Académie française se sont réunis pour élire au trente-troisième fauteuil le successeur d'Edmond Jaloux, mort en Suisse il y a quelques mois.

Les candidats étaient au nombre de cinq : Jules Bertaut, Gustave Cohen, duc de Lévis-Mirepoix, Gabriel Marcel, Jean-Louis Vaudoyer. Les académiciens votants étaient trente-quatre pour le premier tour de scrutin ; trente-cinq pour le second tour. La majorité resta la même à chaque vote : dix-huit.

Au premier tour M. Vaudoyer obtint 13 voix, le duc de Lévis-Mirepoix 12 voix, Gabriel Marcel 6 voix, Gustave Cohen 3 voix. Au second tour M. J.-L. Vaudoyer fut élu par 21 voix. Le duc de Lévis-Mirepoix en gardait 7, M. Gabriel Marcel 6.

M. J.-L. Vaudoyer a soixante-cinq ans et représente avec beaucoup de délicatesse et de culture la sensibilité artistique de toute une époque. Poète, romancier, critique d'art, auteur de récits de voyage, il a profondément goûté le charme de la Provence, la beauté de l'Italie, et les monuments de tous les pays. Par une liaison toute naturelle les paysages se sont accordés aux souvenirs littéraires, à la poésie et à la musique. Il a aimé avec ivresse la Venise d'Henri de Régnier, et la Touraine de Boylesve. Il a été, dans leur beau temps, un chaleureux admirateur des ballets russes, et il est l'auteur de ce charmant *Spectre de la Rose* qui a ravi tant de spectateurs.

Une des souffrances de M. J.-L. Vaudoyer pendant la guerre, était de songer aux pertes irréparables des musées et des édifices d'art. Il pensait en particulier à toute une jeunesse qui grandirait sans éducation artistique et c'est pour elle qu'il eut l'idée de composer un album que la galerie Charpentier s'empressa d'éditer sous le titre : *L'Homme et les dieux*, et dans lequel chaque page est illustrée d'une reproduction fameuse, soulignée de vers charmants ou de prose appropriée. La très belle préface de ce livre confie au lecteur les sentiments profonds de M. Vaudoyer :

« Il est probable, dit-il, il est certain que nous ne reverrons plus jamais maints « chefs-d'œuvre » que, depuis des siècles, les hommes avaient pris la téméraire coutume de qualifier d'immortels. Dans l'Europe entière, les musées sont fermés, les musées sont vides. Depuis six années, nous n'avons plus que nos souvenirs pour irrécusables témoignages de la noblesse et de la dignité du génie humain. Jamais pourtant leur pouvoir de consolation, leur vertu de rédemption n'ont été plus efficaces, plus nécessaires. Et ces souvenirs eux-mêmes sont le triste, le mélancolique privilège de l'âge : les jeunes gens qui, en 1939, étaient encore des enfants, sont devenus des hommes sans avoir jamais vu, dans le rayonnement de la présence réelle, une statue grecque, un marbre de Michel-Ange, un tableau du Titien, de Rembrandt ou de Poussin. Peut-être la plupart d'entre eux ne soupçonnent-ils pas de quel bienfait, spirituel ils sont ainsi privés. Mais d'autres, nous le savons, en souffrent

cruellement, dans un sentiment d'humiliation impuissante, de spoliation imméritée.

« C'est pour ces enfants que nous n'avons pas pu « conduire au Louvre », c'est pour ces jeunes gens auxquels tout « voyage de culture » a été interdit que nous avons composé ce livre. Et nous leur offrons sans nous dissimuler que sa seule valeur est une « valeur de remplacement ».

***

Le cinquantenaire des *Cahiers de la quinzaine* a été fêté dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. A cette cérémonie assistaient de nombreux personnages officiels et beaucoup d'admirateurs de Péguy. Tous les orateurs qui ont pris la parole ont constaté l'importance et l'influence de l'œuvre de Péguy. Ceux qui l'ont le plus étudiée et le mieux connue ont montré en quoi consistait son originalité.

Il est certain que le temps arrange bien des choses et atténue les contradictions. Entre la Sorbonne et Péguy, entre le parti socialiste et le directeur des *Cahiers* il y avait bien en réalité quelques oppositions. Charles Péguy était avant tout un individualiste farouche, un homme indépendant, passionné pour tout ce qu'il considérait comme vrai. A l'Ecole Normale supérieure il était déjà connu pour sa probité intellectuelle et son goût absolu de la liberté de pensée. On devine donc facilement qu'il ne s'inclinait pas devant les mots d'ordre des partis politiques et pas davantage devant les doctrines officielles représentées par les autorités de la Sorbonne. Finalement trente-six ans après sa mort, la gloire de Péguy est d'avoir été lui-même, d'avoir eu l'intention des choses qu'il a faites, et d'avoir su allier son culte de la dignité humaine et de la personne libre au respect des disciplines spirituelles et des traditions bienfaisantes de notre pays.

***

L'anniversaire du centenaire de la naissance de Loti vient d'être célébré avec ferveur. M. Fernand Gregh, au nom de la *Société des Gens de lettres*, dont il est le président, a prononcé un éloquent discours et M. Claude Farrère, de l'Académie française, a fait revivre avec flamme le temps où Loti était marin. Peu de jours avant cette séance officielle l'Académie de Marine avait fêté dans l'intimité la mémoire du capitaine de vaisseau Viaud. Comme l'a montré Claude Farrère, qui a servi sous les ordres de Loti, le commandant Viaud était marin dans l'âme ; il traversa deux fois le détroit de Magellan, croisa en Océanie, visita quatre fois la Chine, séjourna dans les deux Amériques, en Afrique, au Sénégal et au Bosphore. Il y a soixante ans on le citait couramment parmi les quatre plus grands écrivains de l'époque : Bourget, France, Barrès et Loti. Et il se trouve qu'aujourd'hui, malgré cette antique loi littéraire qui veut qu'un écrivain subisse une éclipse après sa mort, son œuvre et son nom ont toujours un prestige singulier. Pourquoi ? Parce que Pierre Loti est essentiellement un poète bien qu'il ait écrit en prose, et que seuls les esprits qui ont en eux des éléments poétiques traversent les années et touchent les générations qui se succèdent. Les thèmes de Loti ne sont pas nouveaux mais ils sont éternels : brièveté de la vie, mystère de la destinée, mélancolie de la fragilité des choses forment la matière d'un art délicat, émouvant et simple qui atteint aisément les âmes sensibles.

***

A Beyrouth du 3 au 16 janvier a eu lieu une *Exposition de tapisseries modernes françaises*. Cette exposition était placée dans le cadre des manifestations intellectuelles françaises au Liban ; elle fut inaugurée par le président de la République libanaise dans les locaux du centre de culture française de Beyrouth, en présence des hauts fonctionnaires du corps diplomatique et des principales personnalités locales et étrangères. Malgré des compositions d'un modernisme un peu poussé, le succès de cette exposition fut grand et quelques artistes : MM. Lurcat, Saint-Saens, Desnoyer se partagèrent des compliments mérités.

IL Y A CENT ANS

Les dernières séances de l'Assemblée ont amené les chroniqueurs à une constatation qui leur est agréable. Il n'y a pas de scission absolue entre le président et l'Assemblée ; il ne peut pas y en avoir. Entre eux l'union est à la fois nécessaire et difficile, plus nécessaire encore que difficile. Ce qui rapproche en politique, ce n'est pas d'avoir les mêmes amis mais d'avoir les mêmes ennemis. Or, il est évident que le président et la majorité de l'Assemblée ont les mêmes ennemis, ce qui menace le président menace l'Assemblée. Le parti révolutionnaire aurait le plus grand intérêt à les séparer, à les détruire l'un par l'autre, et l'un après l'autre. Avec une revision de la Constitution et une loi électorale équitable, le suffrage universel pourrait aisément faire connaître ses volontés, et après deux ans de désordre démagogique tout fait prévoir que ces volontés seront raisonnables.

***

Un grand débat qui honore le Parlement vient d'avoir lieu à l'Assemblée. Il s'agissait de l'instruction publique ; c'est un sujet sur lequel on a beaucoup parlé et beaucoup écrit depuis quelque temps. M. Albert de Broglie a publié des réflexions très remarquables sur la loi de l'instruction secondaire. A la tribune, M. de Montalembert et M. Thiers ont prononcé, des discours pleins d'élévation et de fermeté ; ils servent ainsi la cause de la civilisation, et de pareilles séances montrent ce que peut être le régime parlementaire, quand il n'est plus bruyamment dominé par les passions de démagogues.

***

On signale que des réfugiés allemands et italiens se sont rendus en Suisse où ils font de l'agitation révolutionnaire. Les puissances européennes ont fait des démarches auprès de la Suisse pour obtenir leur expulsion ; il y a en effet aujourd'hui un intérêt européen anti-révolutionnaire. A considérer l'ensemble des Nations il y a trois Europes en 1850, une Europe absolutrice, une Europe libérale, et une Europe démagogique. Depuis 1848, la lutte est engagée entre l'Europe libérale et l'Europe démagogique. L'Europe libérale a triomphé successivement en France, en Italie, en Saxe, au pays de Bade, au Piémont. Mais ses succès demandent à être complétés et consolidés.

***

La *Bibliothèque des prisons* se forme rapidement ; déjà un grand nombre de livres ou de brochures des plus propres à l'éducation morale et intellectuelle des détenus sont arrivés à la préfecture de Police.

***

Le Sultan vient de faire remettre au compositeur M. Strauss une bague en brillants d'un grand prix.

***

Le préfet de Police a fait opérer à Paris l'enlèvement de nombreux arbres de la Liberté qui, sur plusieurs point de la capitale, nuisaient à la circulation. Cette mesure a été approuvée par la population.

***

Le sculpteur Lorenzo Bartolini est mort à Florence le 20 janvier.

***

Sur l'invitation de M. le baron de Rothschild, l'architecte du temple israélite de Paris est allé visiter plusieurs belles synagogues d'Italie, afin de chercher des modèles pour la reconstruction du temple consistorial.

***

L'hiver est très rigoureux en Italie, à Florence l'Arno est gelé. La neige est si abondante de Gênes à Rome que les communications ont été très ralenties. A Paris le thermomètre Chevallier marquait six degrés au-dessous de zéro à minuit.

***

On vient d'inaugurer à Saint Eustache une nouvelle chaire qui a été exécutée sous les ordres de M. Baltard, architecte de la Ville de Paris.

ERRATUM

Dans la livraison du 15 novembre 1949, page 307, au-dessous du titre, lire : *Avril 1945.*

Page 314, dernière ligne, lire : *lieutenant Lémal* au lieu de *lieutenant Lehman.* Le lieutenant Paul Lémal était le chef du groupe de résistance français de Gmünd.

LES LIVRES

BISMARCK, par Constantin de Grunwald ; 1 vol. in-8°. Albin Michel.

M. Constantin de Grunwald, dont les ouvrages historiques méritent toujours de retenir l'attention des lecteurs cultivés, — et particulièrement son remarquable volume sur Metternich qui a été couronne par l'Académie française, — publie aujourd'hui un **Bismarck.** Si l'auteur a entrepris d'évoquer de nouveau la puissante figure du « Chancelier de fer », ce n'est pas parce que ce personnage manque de biographes, mais parce que les quelque cent ouvrages en toutes langues qui lui ont été consacrés sont antérieurs à l'hitlérisme, et que le déplacement de la perspective historique a modifié profondément les jugements que l'on doit porter sur lui. « Si la silhouette du premier chancelier allemand sort grandie d'une comparaison avec Hitler, écrit-il, si ses faiblesses humaines s'estompent devant les crimes et les folies des Epigones, c'est pourtant à lui que nous devons remonter pour bien comprendre les événements atroces dont nous avons été témoins. N'a-t-il pas dit lui-même « qu'en règle générale, la portée d'une erreur politique apparaissait seulement lorsqu'on pouvait jeter un coup d'œil en arrière ? » Animé de cet esprit, M. Constantin de Grunwald a entrepris le présent livre comme une sorte de contribution à l'étude de deux grands problèmes encore actuels : celui de l'unité de la nation allemande et celui de la responsabilité historique de ce peuple devant la crise de la civilisation européenne. Avec beaucoup de vivacité et de pénétration, M. Constantin de Grunwald brosse ainsi un portrait vigoureux et nuancé d'une personnalité aussi forte que complexe.

LES SCULPTURES INEDITES DE DEGAS, par Pierre Borel ; 1 vol. in-16 jésus illustré. Pierre Cailler, Genève.

Bien connu pour ses travaux sur Maupassant, — dont il a publié, entre autres, les lettres à Flaubert, — M. Pierre Borel vient de rassembler en un élégant volume plus de soixante reproductions des statuettes originales modelées, dans la cire, par le grand peintre Degas. Comme il se doit, plus de la moitié des figurines reproduites sont des danseuses. Soit qu'elles tracent des arabesques, soit qu'elles nouent les cordons de leurs chaussons de travail, toutes sont vivantes et animées. Mais Degas était aussi le peintre des courses ; aussi est-il naturel de trouver ici des statuettes de chevaux modelés avec une souplesse et un mouvement merveilleux. En réunissant tout ce que l'on possède encore de l'œuvre modelée par Degas, M. Pierre Borel rend à l'Art un réel service.

LES LIVRES

MES GONCOURT, par Pierre Descaves ; 1 vol. in-16. Calmann Lévy.

M. Pierre Descaves a fait précéder cette réédition de Mes Goncourt d'une émouvante préface dans laquelle il évoque, avec la plus chaleureuse et la plus délicate piété filiale, la figure et les dernières années de son père, Lucien Descaves, mort en septembre 1949 à quatre-vingt-huit ans, après une longue et belle carrière littéraire commencée au temps du Naturalisme.

Mes Goncourt sont des souvenirs qui s'étendent des premières années du XX^e^ siècle — l'auteur était alors enfant — jusqu'à la deuxième guerre mondiale, mais concernent surtout la période 1903-1914. 1903, c'est la date à laquelle l'Académie Goncourt, après un procès, fut enfin officiellement reconnue. Elle était composée des membres que son fondateur, Edmond de Goncourt, mort depuis sept ans, avait désignés dans son testament : Elémir Bourges, Léon Daudet, Lucien Descaves, Gustave Geffroy, Léon Hennique, J.-K. Huysmans, Paul Margueritte, Octave Mirbeau, les frères Rosny. De tous ces écrivains, M. Pierre Descaves, qui excelle à dessiner des silhouettes d'un trait vif, trace des portraits parmi lesquels se détache celui d'Octave Mirbeau, coléreux et fulminant, « avec ses gestes nerveux, avec son rire qu'il voulait sinistre et ses manières qu'il désirait fracassantes ». M. Pierre Descaves raconte, illustrant son récit d'anecdotes et de traits piquants, l'histoire de l'Académie Goncourt. Membres de l'Académie, lauréats annuels ainsi que d'autres notabilités littéraires, étaient pour la plupart des habitués des « dimanches » de Lucien Descaves. Depuis 1900 celui-ci habitait un pavillon rue de la Santé qu'il ne devait abandonner pour la campagne, pour Senonches, que lors de la deuxième guerre mondiale. Tous les dimanches matin donc, Lucien Descaves y recevait avec une grande cordialité ses amis — et ils étaient nombreux — et tous ceux qui venaient le visiter. Un déjeuner suivait auquel prenaient part des invités permanents et quelques-uns des visiteurs du matin que le maître de céans retenait. Ce pavillon de la rue de la Santé, où se retrouvaient les plus brillantes personnalités littéraires, fut vraiment, selon l'expression de M. Pierre Descaves, « un foyer actif de la pensée française ». Que de conversations passionnantes, que de discussions ardentes ! Toute une période de notre histoire littéraire revit avec éclat dans le livre de M. Pierre Descaves.

L'ITALIE AU JOUR LE JOUR, par Roger Lannes ; 1 vol. in-8°. Paul Morihien.

M. Roger Lannes, dont les lecteurs de La Revue connaissent et apprécient le talent brillant et original, vient de publier le récit d'une récent voyage qu'il a accompli par delà les monts. Rome, Naples, la Sicile, Venise, Florence, Milan, les lacs baignant les pentes sud des Alpes, les îles Borromées, les anciennes petites capitales du nord de l'Italie, les sites de la Toscane médiévale ont été successivement visités par ce voyageur au regard pénétrant et au sens critique aiguisé qui sait, avec une force si personnelle, évoquer tant de beautés présentes et de splendeurs passées. Mais l'Italie ancienne n'a pas seule retenu son attention. L'industrie milanaise, les verreries vénitiennes, le Sénat romain, ses représentants les plus qualifiés, le Vatican, le Souverain Pontife et la cour pontificale, les plus célèbres écrivains de l'Italie d'aujourd'hui et enfin le peuple lui-même, saisi sur le vif, au hasard des rencontres de rues ou de « piazzette », tels sont les principaux sujets qui ont fixé l'attention de ce perspicace voyageur. M. Roger Lannes est un des écrivains les plus marquants de la jeune génération et il a déjà donné mieux que des promesses.

REPORTAGE SUR LA VIE DE JEANNE D'ARC, par Claude Saint-Yves ; 1 vol. in-16 jésus. Bonne Presse.

Pour présenter la vie de Jeanne d'Arc, Claude Saint-Yves a tracé de petits tableaux analogues aux brefs chapitres d'un reportage moderne. Cette formule a l'avantage de procéder par l'évocation de scènes sur lesquelles on possède des témoignages contemporains, c'est-à-dire ayant une valeur historique. Cette formule a également le mérite de rendre accessible à de très nombreux lecteurs l'exposé d'une existence que des ouvrages savants et étayés de nombreuses références rendent un peu trop arides pour ce même public. L'ouvrage est orné des portraits de toutes les interprètes qui, au cinéma ou au théâtre ont, de Sarah Bernhardt à Ingrid Bergmann, en passant par Simone Genevois, Mmes Falconetti, Ludmilla Pitoëff, S. Salloker, Paula Detely et Madeleine Ozeray, incarné la grande figure de Jeanne. Ainsi présenté et illustré, ce livre de 240 pages, d'une belle typographie et bien aéré, mérite de remporter un succès correspondant à l'originalité de sa conception.

POUR SITUER LA VRAIE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
POUR RESPECTER LES PRÉSÉANCES
POUR SAVOIR QUI VOUS RECEVEZ
CONSULTEZ :

LE GRAND ARMORIAL DE FRANCE

Pour vous DISTRAIRE, lisez :

QUI T'A FAIT COMTE ?
LES MARCHANDS DE MERLETTES
LES PRÉTENDANTS AU TRONE DE FRANCE

S. G. A. F., Éditeurs, 179, Bd Haussmann - PARIS-8e - ELY. 76-35

ÉDITIONS ATLANTIDES
CASABLANCA

HENRI TERRASSE
Correspondant de l'Institut
Professeur à l'Université d'Alger

HISTOIRE DU MAROC

DES ORIGINES A L'ÉTABLISSEMENT
DU PROTECTORAT FRANÇAIS

SOMMAIRE DU TOME I

Le Pays et les hommes - Le Maroc dans l'Antiquité
Le Maroc devant la conquête musulmane
Le Maroc devant le problème musulman
Le Maroc à la tête de l'Occident musulman
L'Apogée de l'Islam berbère

In-8° carré avec 10 cartes dans le texte..... 600 frs

EXCLUSIVITÉ : PLON

CENT ANS
DE
VIE FRANÇAISE
A LA REVUE DES DEUX MONDES

On peut se procurer ce bel in-octavo de 500 pages, abondamment illustré, 15, rue de l'Université, pour la somme de 900 francs.

Imprimé en France. — Imprimerie E. Pichelet, 189-191, boulevard Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 1e trimestre 1950. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J Arrigon.

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD
18-20, r. du Saint-Gothard, PARIS-14e

NOUVEAUTÉS

Édouard Peisson

LE GARÇON SAUVAGE

ROMAN

Ce nouveau roman mêle, dans une sorte de symphonie, les trois thèmes principaux du grand romancier : la mer, Marseille et l'enfance. C'est peut-être le roman d'Edouard Peisson qui a le plus de puissance d'envoûtement et aussi celui dans lequel il a mis le plus de lui-même.

Un volume . . . . . 275 fr.

◇ ◇ ◇

Maurice Garçon

de l'Académie française

PROCÈS SOMBRES

Dans ce volume, sont réunis quelques plaidoyers consacrés à des causes particulièrement dramatiques et qui toutes ont pour origine la période troublée qui s'étend de 1939 à 1945. Autant de causes, autant de cas de conscience.

Un volume. . . . . 225 fr.

On peut s'abonner à

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

chez tous les libraires, en particulier chez :

DÉPARTEMENTS ET UNION FRANÇAISE

Agen : Ferran, Gros. **Aix** : de Bacquencourt, Goulard ; **Alger** : La Maison des Livres ; **Amiens** : Brandicourt, Léveillard ; **Angers** : Mira ; **Auxerre** : Bonnet ; **Avignon** : Chabal ; **Béziers** : Clareton, Canac, Ferlus ; **Bordeaux** : Féret, Mollat ; **Boulogne-sur-Mer** : Chiraux, Deligny ; **Bourges** : Auxenfans, Desquand ; **Brest** : Derrien, Gaborit ; **Caen** : Bigot, Marigny et Joly ; **Cahors** : Francès ; **Calais** : Denquin et Cie ; **Cannes** : Delannoy, Perrier ; **Carcassonne** ; Cros-Vitalis, Gally ; **Casablanca** : Farairre ; **Chalon-sur-Saône** : Vve Rigollot ; **Chambéry** : Dardel ; **Chartres** : Lester. Rigal ; **Cherbourg** : Lanièce ; **Clermont-Ferrand** : Delaunay, Sarrassat, Larène, Martel ; **Coutances** : Lecerf ; **Dakar** : Moreau ; **Dieppe** : Dumortier et Vial ; **Dijon** : Damidot, L. Venot ; **Epinal** : Homeyer ; **Grenoble** : Arthaud, Didier et Richard ; **La Rochelle** : Pijollet, Samson ; **Laval** : Béhier, Gautron ; **Le Havre** : Dombre ; **Le Mans** : Graffin, Vadé ; **Lille** : Douriez, Giard, Tallandier ; **Limoges** : Ducourtieux, Duverger ; **Lyon** : Barthélemy, Demortière, Flammarion, J. Desvignes, Linsolas, Masson, Viricel et Vacher, Lardanchet ; **Marseille** : Ferran, Fuéri, Flammarion, Lacoustène, Maupetit ; **Metz** : Even, Hocquard ; **Montpellier** : Coulet, Dubois et Poulain, Julia ; **Mulhouse** : Barbe, Bisey, Pflieger ; **Nancy** : Berger, Didier, Dory ; **Nantes** : Beaufreton, Coiffard ; **Nice** : Barnoin frères, Verdollin ; **Nîmes** : Bertrand et Bourdy, Boniol-Béchard ; **Oran** : Manhès, Touboul ; **Orléans** : Loddé, Luzeray, Proutière-Huguet ; **Pau** : Dupont et Bordenave, Grenier ; **Perpignan** : Brun, Morat ; **Poitiers** : Bégnard, Labouygue ; **Rabat** : Céré ; **Reims** : Michaud ; **Rennes** : Behon, Larcher, Plihon ; **Roanne** : Lauxerois ; **Roubaix** : Bonnehon ; **Rouen** : Lepouzé, Lestringant, Van Moé ; **Saïgon** : Portail ; **Saint-Denis (Réunion)** : Librairie de la Réunion ; **Saint-Etienne** : Dubouchet, Font, Plaine, Vernay ; **Saint-Quentin** : Nougarède et Lestrat ; **Strasbourg** : Berger-Levrault, La Mésange ; **Tananarive** : Librairie de Madagascar ; **Toulon** : Guillemin, Rebufa, Montbarbon, Trinchero ; **Toulouse** : Didier, Labadie, Privat, Richard, Sistac ; **Tours** : Debien, Maillocheau, Tridon ; **Tunis** : Librairie « Jehanne d'Arc », Namura, Saliba ; **Valence-sur-Rhône** : Rey ; **Versailles** : Vasseur, Némitz ; **Vichy** : Les Beaux Livres.

ÉTRANGER

Amsterdam : Scheltema et Holkema's ; **Ankara** : Librairie Hachette ; **Athènes** : Kauffmann ; **Bruxelles** : Dechenne, Editions universelles, Massardo, Office de Publicité ; **Bologne** : Zanichelli ; **Cap Haïtien** : L. Ed. Magny, Agent général pour Haïti ; **Genève** : Naville, Agent général pour la Suisse ; **Istanbul** : Librairie Hachette ; **Lausanne** : Payot, Rouge ; **Le Caire** : James Cattan, Agent général pour l'Egypte, Librairie du Papyrus ; **Liège** : Henry ; **Lima** : Brignoni-Picasso ; **Montréal** : Pony, Agence littéraire Atlantique ; **Oxford** : B. H. Blackewell ; **Padoue** : Gianotti ; **Québec** : Abonnements pour tous ; **Rio-de-Janeiro** : R. F. Besnard ; **Rome** : Bocca, Signorelli, Agence du livre français ; **Sao Paulo** : R. F. Besnard ; **Turin** : Lattès ; **Utrecht** : Van Rossum.

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 1er trimestre 1950 - Éditeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon